

LE STATUT JURIDIQUE DE LA VITICULTURE FRANÇAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 2 Décembre 1933 à 14 heures

PAR

Félicien MAUDET

Président : M. William OUALID, Professeur

Suffragants }

MM. PERREAU,
R. PICARD.

} *Professeurs*

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, Paris, 5^e

—
1933

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

LE STATUT JURIDIQUE
DE
LA VITICULTURE FRANÇAISE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE STATUT JURIDIQUE DE LA VITICULTURE FRANÇAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 2 Décembre 1933 à 14 heures

PAR

Félicien MAUDET

Président : M. William OUALID, Professeur

<i>Suffragants</i>	{	MM. PERREAU, R. PICARD.	{	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	----------------------------	---	--------------------

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, Paris, 5^e

1933



INTRODUCTION

Aperçu historique de la Législation viticole

La réglementation concernant la viticulture est relativement récente : elle date à peine des dernières années du XIX^e siècle. Par contre peu de réglementations comportent une somme de textes aussi abondants et aussi minutieux ; peu de produits, autres que le vin, sont enfermés dans un réseau de dispositions aussi précises ; depuis quarante quatre ans environ, en effet, le vin a fait l'objet d'un nombre considérable de textes législatifs, complétés eux-mêmes par de nombreux décrets portant règlement d'administration publique et éclairés par d'abondantes circulaires.

C'est cet ensemble de textes que nous nous proposons d'étudier dans ce travail : ils constituent une réglementation minutieuse, et très complexe aussi, spéciale au vin.

Par quelles considérations s'explique ce souci de précision du Législateur, son intervention constante en pareille matière ? On pourrait y décèler, peut-être, un intérêt fiscal ; nous ne le nions pas ; il est au contraire considérable et l'existence d'un lourd impôt de consommation sur le vin et sur les boissons alcooliques a nécessité un contrôle fiscal minutieux. Mais le point de vue fiscal est, ici, secondaire, nous semble-t-il, et ne saurait fournir une explication satisfaisante.

Les véritables raisons sont d'un autre ordre, et nous pensons qu'il est utile de les indiquer brièvement dès le début de cette étude.

Il y a d'abord une raison d'hygiène et la nécessité de protéger le consommateur. Le vin est en effet la boisson principale de la plupart des Français et il est, dans ce pays,

à la base de l'alimentation. Il suffit pour s'en convaincre de se rappeler l'importance qu'il a prise dans l'alimentation du soldat pendant la Grande Guerre. Il ne faut pas oublier au surplus que la population française absorbe presque toute la récolte du pays, soit plus de cinquante millions d'hectolitres en moyenne. Il a donc fallu assurer au vin tous les caractères d'un breuvage sain et hygiénique, proscrire de sa préparation les ingrédients nuisibles à la santé publique, et aussi mettre la consommation à l'abri des fraudes et des falsifications de toute nature.

C'est même ce souci d'hygiène publique qui a prédominé au début, et qui a occupé uniquement l'esprit du Législateur ; de là toute une série de dispositions législatives ou réglementaires, dont la source la plus importante est la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes.

Mais il y a aussi une raison économique ; le vin est, ne l'oublions pas, une des principales productions de l'agriculture française. Il a donc fallu protéger la viticulture, empêcher l'avilissement des cours, et assurer au vigneron la juste rémunération de son travail.

Il est d'ailleurs curieux de remarquer, à ce sujet, l'étroite liaison des deux aspects de la question, leur interdépendance, l'incidence du point de vue hygiénique sur le point de vue économique. Il est de fait, en effet, que la fraude, le mouillage du vin par exemple, crée artificiellement la surproduction, encombre le marché et détermine l'effondrement des prix. La viticulture est donc conduite à demander des lois de plus en plus rigoureuses contre la fraude et sur ce point, son intérêt est identique à celui du consommateur.

Cette interdépendance, cette incidence du point de vue hygiénique sur le point de vue économique, expliquent pourquoi une étude du « Statut juridique de la viticulture française » ne peut se concevoir que sous la forme d'un double examen de la « législation viticole » proprement dite, et de la « législation vinicole », ces deux législations étant intimement liées.

Le Statut actuel de la viticulture française, en effet, a été imposé par les circonstances économiques. Il s'agissait de sauver de la ruine la viticulture française, menacée par

la surproduction et la chute des prix qui en est la conséquence.

Pour lutter contre cette surproduction, il avait suffi jusqu'en ces dernières années de réglementer le produit, de donner aux pouvoirs publics des armes contre les mauvais vins, pour les éloigner du marché. C'est dans ce but qu'a été élaborée toute cette législation proprement vinicole à laquelle nous avons consacré la première partie de notre travail. Le point de départ de toute cette législation est la loi du 14 août 1889 donnant la première définition du vin.

Mais le moment est venu où cette réglementation n'a plus suffi. L'extension toujours plus grande de l'aire viticole, l'énorme développement du vignoble algérien, ont produit une surproduction considérable et en augmentation constante. De là une très grande quantité de vins pesant sur le marché comme une menace perpétuelle parce que la consommation ne pouvait plus les absorber. Pour lutter contre cette nouvelle menace de crise, la législation vinicole, patiemment élaborée, ne pouvait plus être efficace. Il ne suffisait plus de réglementer le produit : le vin et de lutter contre la fraude. Il a fallu envisager une réglementation de la production elle-même pour essayer d'enrayer l'extension de l'aire de production. Ce sera l'objet de la loi du 4 juillet 1931, qui marque le premier pas de cette nouvelle orientation.

Réglementation « vinicole » d'une part, réglementation de « l'aire de production » d'autre part, sont donc intimement liées ; elles sont les deux parties d'un même tout ; l'une ne saurait aller sans l'autre. Leur ensemble forme le « Statut de la Viticulture » qui fait l'objet de notre étude.

Aussi bien, allons-nous essayer, dans les deux chapitres de cette Introduction, de faire mieux saisir cette évolution, de montrer comment, sous la pression des nécessités économiques, le Législateur a été conduit peu à peu à la réglementation actuelle.

CHAPITRE I

AVANT LA LOI DU 1^{er} JANVIER 1930

Section I

La législation du vin est, avant tout, une législation d'opportunité

Le caractère essentiel de toute la législation viticole, dans son ensemble, est d'être très étroitement liée aux circonstances économiques. Toute son évolution, dès ses premières années, est commandée par ces circonstances, et c'est dans ce sens qu'on peut dire très nettement que la législation viticole est avant tout une législation d'opportunité.

N'est-ce pas là, d'ailleurs, en matière économique, une règle à peu près générale et qui souffre fort peu d'exceptions? Dans ce domaine, plus que dans tout autre, les faits commandent le Droit et le dominant.

Particulièrement en matière viticole, le droit positif est bien moins l'application d'un ensemble de principes posés *a priori* qu'une résultante des faits sur lesquels il est modelé. Il est impossible de voir dans l'évolution législative le déroulement logique d'une pensée juridique ou la recherche d'une formule qui apparaît nécessaire à l'esprit; on y distingue très bien au contraire la réaction du Législateur devant les besoins du moment.

Et c'est ainsi, nous allons le voir, que le vin sera l'objet d'une définition ou d'une admission sur le marché national plus ou moins rigoureuse suivant qu'il y aura surproduc-

tion ou au contraire déficience dans la quantité ; dans certains cas même, il servira simplement de rançon aux besoins de la politique douanière. Ici, — pour reprendre une heureuse formule — le « politique », au sens large du mot, est dominé par « l'économique », et le « juridique » n'est lui-même que l'expression de cette dépendance »¹.

Il suffira, pour s'en rendre compte, de considérer l'évolution législative dans ses rapports avec l'état économique.

« Dans la première partie du XIX^e siècle, écrivent MM. G. Mercier et J. Guibal, dans leur *Traité des marchés des vins*, la prospérité agricole se reconstitue peu à peu, les prix s'abaissent progressivement jusqu'à 11 francs et 9 francs en 1849, et 12 francs (prix moyen) en 1850. C'est dans cette période d'abondance qu'apparaît l'esprit de protectionnisme avec la première loi sur la falsification des denrées alimentaires (27 mai 1851) dont l'application sera bientôt étendue aux boissons.

« 1852, voici pour le vignoble l'importante crise de l'oïdium : la production française vinicole n'est plus en 1854 que de 10 millions d'hectolitres ; le 5 mai 1855, une loi d'esprit « libéral » admet les vins de lies à la consommation.

« Le remède à l'oïdium une fois trouvé, la production augmente à nouveau peu à peu jusqu'au jour où (1880) éclate l'importante crise du phylloxéra. Pour parer à la disette de vin naturel, le Législateur va favoriser le sucrage des vins (loi du 29 juillet 1884, art. 2) ; la Régie se souvient même d'avoir à cette époque toléré dans la pratique l'emploi des fruits, tels que figues, dattes, caroubes, jujubes, etc. »

Mais bientôt le vignoble français va renaître et sa reconstitution va peu à peu permettre aux viticulteurs de fournir une quantité de vin de jour en jour plus abondante à la consommation. De ce moment, la politique économique « libérale » est morte, et le Législateur va entrer au contraire dans une période de protectionnisme déterminé.

1. Cf., Mercier et Guibal, *Traité des marchés des vins*, p. 3.

Et c'est d'abord la fameuse loi Griffe du 14 août 1889 qui est à la base de toute la législation viticole actuelle: elle donne la première définition du vin que nous trouvons dans un texte législatif. Le vin, spécifie-t-elle est « le produit de la fermentation de raisins frais ». Elle distingue du vin naturel ainsi défini les vins artificiels, vins de sucre et vins de raisin sec, pour lesquels elle crée un régime fiscal particulier.

Viennent ensuite la loi du 24 juillet 1894 qui prohibe le vinage et le mouillage des vins, la loi du 6 avril 1897 interdisant la fabrication ou détention, en vue de la vente, des vins de sucre et des vins de marc, et modifiant le régime fiscal des vins de raisins secs, et la loi du 28 janvier 1903 qui réglemente plus strictement encore la fabrication des vins de sucre et pénalise sévèrement le trafic de ces vins.

Enfin, lorsque le Législateur, par la loi du 1^{er} août 1905 réprimera les fraudes dans la vente des marchandises ou denrées alimentaires, cette loi d'ordre général englobera naturellement les vins, et quelques jours après (6 août 1905) un autre texte viendra restreindre encore l'emploi du sucre et interdira les piquettes.

Il s'agissait alors comme aujourd'hui de lutter contre la menace d'une crise viticole due à une production de plus en plus importante. Mais cette crise, loin d'être enrayée, s'aggrave au contraire et atteint son apogée en 1907. Une énorme surproduction amène une très grande quantité de vins sur un marché incapable de l'absorber; les cours s'effondrent; toutes les régions viticoles sont atteintes et connaissent la misère et la ruine, et des troubles se produisent.

Cette surproduction n'est pas normale et les Pouvoirs Publics se rendent compte que la crise est en réalité imputable à une surproduction artificielle; il faut en rechercher la cause dans les excédents de récolte artificiels dus à la fraude et au mouillage.

Et cette période va être le point de départ de l'effort d'organisation si fortement développé dans notre pays contre la fraude. D'accord avec les organes professionnels

représentatifs de la viticulture, le Législateur va porter son effort non seulement à prévenir le mouillage des vins, mais aussi à réglementer les vins de sucre et les piquettes, même pour la consommation familiale ; ce sera l'objet de la loi du 29 juin 1907. Il ne s'en tiendra d'ailleurs pas là et il agira en même temps sur le terrain de la répression des fraudes proprement dite par une série de décrets dont le législateur du 1^{er} août 1905 a confié le soin au Pouvoir exécutif : décrets d'organisation du contrôle, des prélèvements, dont certains ont presque la valeur d'une loi. Et le couronnement de cette œuvre de protection sera la loi du 6 mai 1919 organisant la protection des vins de cru ; nous l'étudierons plus spécialement dans le chapitre consacré aux vins à « appellation d'origine ».

Immédiatement après la fin de la Grande Guerre, une nouvelle menace a fondu sur la viticulture ; c'est la crise connue sous le nom de « crise des prix ». On n'a pas encore oublié ces premières années d'après-guerre où le cours des vins subissait des oscillations énormes, comme dans cette année 1920-1921 qui voit tomber le vin de 120 francs en automne à 34 francs au printemps. Il faut trouver un remède à cette situation qui ne peut pas durer ; ce remède sera un renforcement de la protection ; c'est l'origine du dernier texte important en la matière avant la loi du 1^{er} janvier 1930 : le décret du 19 août 1921, complété par le décret du 15 août 1925, va vraiment définir le vin, déterminer les pratiques de vinification permises ou interdites : ces deux décrets constitueront la véritable charte des vins jusqu'au 1^{er} janvier 1930.

Ainsi s'est développée notre législation viticole : elle est bien une législation d'opportunité. Tout à tour, pour justifier le texte, l'hygiène et la chimie sont invoquées. En réalité, on le voit, hygiène et chimie ne sont que des prétextes ; l'opportunité est la raison unique et fondamentale qui a présidé à cette législation.

Cependant, dès avant la loi du 1^{er} janvier 1930, cette législation avait revêtu une précision particulière : elle a abouti à une définition juridique du vin. C'est cette définition qu'il nous reste maintenant à étudier.

Section II

Les premiers essais de réglementation et de définition du vin

I. Avant le décret du 19 août 1921

Nous l'avons déjà vu, la première définition du vin qui ait paru dans un texte législatif est celle de l'art. 1^{er} de la loi du 14 août 1889, ainsi conçu :

« Nul ne peut expédier, vendre ou mettre en vente sous la dénomination de vin, un produit autre que celui de la fermentation de raisins frais ». C'est une définition claire et nette, conçue en termes absolus et précis. Elle est aussi très rigoureuse, car insérée dans un texte pénal, elle exclut de la dénomination de vin tous les produits n'entrant pas dans cette définition. Par contre les produits venant de la fermentation de raisins secs, s'ils sont privés de la dénomination de « vin », se voient imposer une dénomination complète : « vins de raisins secs » ; et il en est de même des « vins de sucre ».

Un nouveau progrès sera fait dans cette définition avec le décret du 3 septembre 1907, qui stipule dans son article 1^{er} : « Aucune boisson ne peut être détenue ou transportée en vue de la vente, mise en vente ou vendue, sous le nom de vin, que si elle provient exclusivement de la fermentation de raisins frais ou de jus de raisin ».

Le vin, donc, doit être strictement *naturel* : tel est le principe. Faut-il en déduire que certaines pratiques autorisées par les lois antérieures sont désormais interdites ? La Cour de cassation, interprétant le décret du 3 septembre 1907, ne l'a pas pensé, et a fort sagement jugé que la définition rigoureuse de 1907 comportait une exception dans les cas où l'addition au vin d'une substance étrangère est autorisée par la loi, et dans ce cas seulement (Cassation 13 mai 1909, *Bull. des C.I.*, 1909, n° 12 ; Cassation, 10 février 1911, *J. C. I.*, 1912, p. 696)¹.

1. G. Mercier et J. Guibal, *Traité des marchés des vins*, p. 8.

Une jurisprudence s'est d'ailleurs fermement établie dans ce sens, et des Tribunaux particulièrement bien placés pour faire autorité au point de vue viticole ont toujours réservé les pratiques admises pour la vinification. Ainsi le Tribunal de Narbonne a jugé que « par vin naturel, il faut entendre celui dont la vinification a eu lieu conformément aux règles légales » (Trib. civ. de Narbonne, 6 juillet 1908, Aff. Coste-Tarbouriceh)¹.

Une remarque s'impose immédiatement : un caractère commun des textes que nous venons de citer est d'avoir été élaborés en vue de prévenir les fraudes et de protéger le consommateur. La loi du 14 août 1889 notamment a pour but « d'indiquer aux consommateurs la nature du produit livré à la consommation sous le nom de vin et de prévenir les fraudes dans la vente de ce produit ». (D.P., 89-4-110). Dès lors ces textes cesseront-ils de s'appliquer lorsqu'il n'y aura pas tromperie, lorsqu'il y aura accord entre consommateur et vendeur ? Le fait de prévenir l'acheteur autorisera-t-il par exemple à vendre un vin additionné d'une certaine quantité d'eau ? Dans ce cas évidemment il n'y aurait pas fraude.

Mais ici intervient une considération économique : autoriser le mouillage du vin, même dans le cas de consentement du consommateur, c'est automatiquement augmenter la quantité de vin venant sur le marché, et c'est par contre-coup risquer de causer la ruine des populations viticoles. C'est pourquoi le Parlement a fait fléchir le principe de liberté devant celui d'utilité sociale, et la loi du 24 juillet 1894 a prohibé d'une manière absolue le mouillage des vins (de même que l'alcoolisation) même avec le consentement de l'acheteur. Et cette loi sera encore complétée dans un sens de plus en plus restrictif par une série de mesures éliminant du marché les piquettes et les vins de sucre (Lois des 6 avril 1897 et 28 janvier 1903), et réglementant la chaptalisation (lois des 28 janvier 1903, 29 juin 1907, 4 août 1929), toutes ces lois ayant pour but de ne laisser dans le commerce que les vins répondant strictement à la

1. G. Mercier et J. Guiba, *Trailé des marché des vins*, p. 8.

définition du vin naturel donnée par la loi du 14 août 1889.

Voilà donc un premier point acquis dès avant le décret du 19 août 1921, le vin doit être naturel, même s'il n'y a pas tromperie.

II. *Sous le régime du décret du 19 août 1921*

Cette réglementation du vin, le décret du 19 août 1921 va la renforcer encore. En codifiant et en précisant les éléments épars dans les textes antérieurs, il va pour la première fois donner une définition complète du vin, et condenser dans son texte tout ce qui est relatif à la définition juridique du vin.

Ce que définit d'abord ce décret, c'est le vin *naturel* ; et il reprend pour cela littéralement les termes du décret du 3 septembre 1907 : boisson « provenant exclusivement de la fermentation du raisin frais ou du jus de raisin frais ».

Mais il va plus loin, et, visant les pratiques ou manipulations qui doivent être considérées comme permises, il rassemble tout ce qui était épars dans divers textes et le met au point d'une façon définitive ; c'est là à proprement parler l'œuvre de codification de ce décret.

Et ce décret va préciser dans le détail toutes les manipulations permises et tout ce qui, dans les usages courants, peut être définitivement consacré tant au point de vue de la vinification qu'au point de vue de la conservation du vin.

En ce qui concerne la vinification, il décrit toutes les opérations licites. Nous ne donnerons pas le texte de ces dispositions. Il suffira au surplus de se rapporter au texte même du décret. Qu'il nous suffise d'indiquer qu'il résulte de l'art. 3 que cette énumération est strictement limitative : par suite, tout ce qui sortira des limites du texte est rigoureusement interdit.

Quant aux opérations autorisées pour la conservation ou la manipulation des vins, une fois le vin fait, le décret en dresse également un tableau détaillé. Il en résulte que l'amélioration d'un vin présentant certains germes d'altération serait licite. Le traitement et la guérison en sont permis tant que le vin n'a pas atteint les dosages prévus à

l'article 1^{er}, et qui constituent l'état impropre à la consommation. En deçà de cette limite le traitement est permis dans le but d'empêcher la « casse » ou autres altérations. Le coupage des vins entre eux, lui-même, est considéré comme licite.

Mais l'œuvre propre de ce décret du 19 août 1921 — outre son œuvre de codification — va être surtout d'apporter une précision plus grande à la définition du vin. Il va y introduire une nouvelle notion : celle de vin « normal » créant ainsi dans les vins naturels une sous-catégorie : celle du vin *impropre à la consommation*. Désormais tout vin « naturel » — au sens où nous avons défini ce terme dans le paragraphe précédent — devra, pour être licite, être en outre un « *vin normal* ».

C'est qu'en effet, la définition de vin naturel ne répondait déjà plus aux besoins du moment, et la nouvelle restriction a un caractère nettement économique. Le marché se trouve envahi par une énorme quantité de petits vins ; il s'agit de les éliminer.

Or, ces vins, il est impossible de les atteindre avec la législation actuelle ; elle ne vise que la fraude ; et ces vins ont beau présenter tous les caractères de vins mouillés à l'analyse, il n'en reste pas moins qu'ils ne le sont pas : ils sont des vins « naturels », exempts de fraude ; ils sont simplement le résultat de procédés de culture à grand rendement qui ont donné des récoltes surabondantes de vins de médiocre qualité.

Comment les éloigner du marché ? On y parviendra par une nouvelle distinction établie entre les deux catégories de vins naturels : le vin normal et celui qui ne l'est pas. Et comme il s'agit de rattacher ces nouvelles mesures à la législation concernant les fraudes, on fera le raisonnement suivant : le consommateur qui achète croit acheter un vin naturel et normal ; or, son vendeur lui livre un vin naturel, certes ! mais anormal, puisque son degré alcoolique et sa constitution en général sont inférieurs à certaines limites ; le consommateur est donc trompé. Et pour éviter ces tromperies, le décret du 19 août 1921, complété plus tard par celui du 15 août 1925, et basé comme lui sur la loi du

1^{er} août 1905, intervient et exige l'indication du degré sur les vins vendus.

L'efficacité de ces mesures elle-mêmes ne va pas tarder à être insuffisante. On se rend compte que ce ne sont là que de simples palliatifs. Certains esprits vont même jusqu'à penser, dès ce moment, que pour enrayer la crise viticole, il ne va plus falloir s'en tenir à la réglementation du seul produit : le vin ; mais il faut, disent-ils, réglementer la production elle-même. Et c'est ainsi que, dès le 5 février 1925, la C.G.V. organe de la puissante Confédération Générale des Vignerons, propose une « politique d'intervention de l'Etat, de réglementation des vignobles : enrayer la plantation des vignes en surnombre... réglementer les plantations d'hybrides... etc ». De toute façon, il va devenir nécessaire de s'écarter de l'idée de tromperie et de faire appel à des textes de lois nouveaux visant uniquement la protection viticole et l'équilibre du marché.

Ce sera l'objet de la loi du 1^{er} janvier 1930 qui va prohiber formellement la vente des vins présentant certaines anomalies de composition.

Cette loi marque une date capitale dans l'histoire de l'évolution de la législation viticole ; pour la première fois, on ose attaquer le problème de face et se détacher nettement de la vieille conception de la fraude.

Sans doute, par certains côtés, cette loi se montre soucieuse d'empêcher la fraude proprement dite, mais ce n'est là qu'une préoccupation accessoire du Législateur.

Il s'agit avant tout d'un problème économique à résoudre ; il s'agit d'assurer le salut de la viticulture, fut-ce au prix de restrictions apportées au principe de liberté commerciale et au droit de propriété.

La loi du 1^{er} janvier 1930 crée donc bien un droit nouveau ; avec elle commence l'élaboration du « Statut de la Viticulture » qu'il nous reste maintenant à étudier.

CHAPITRE II

L'ELABORATION DU STATUT ACTUEL DE LA VITICULTURE

Section I

Vers la définition des vins anormaux

I. *Projet de décret de 1925*

Le décret du 19 août 1925 a donc posé le principe qu'à côté des vins naturels « normaux », il pouvait y avoir des vins naturels « anormaux », et comme tels « impropres à la consommation.

Et, dans son article 1^{er} ce décret précise que ne peuvent être considérés comme vins propres à la consommation :

« Le liquide obtenu par surpressage des moûts ayant déjà produit la quantité de vin habituellement obtenue par pressurage suivant les usages locaux, loyaux et constants ;

« Les vins atteints d'ascendance simple ayant une acidité volatile : 1^o supérieure à deux grammes cinquante par litre, exprimée en acide sulfurique ; 2^o supérieure à deux grammes seulement, mais présentant nettement à la dégustation les caractères des vins piqués, bien que les éléments constitutifs ne soient pas sensiblement modifiés et que leur aspect soit resté normal¹.

1. Ces chiffres de 2 gr. 50 et 2 grammes ont été ramenés à 1 gr. 8- et 1 gr. 50 par le décret du 1^{er} février 1930.

« Les vins atteints d'autres maladies, avec ou sans acescence dont l'aspect et le goût sont normaux et caractérisés : soit par une teneur en acide tartrique total, exprimée en bitartrate de potassium, inférieure à 0 gr. 500 par litre ; soit par la présence de deux au moins des caractères suivants : acidité volatile supérieure à 1 gr. 75 par litre¹, exprimée en acide sulfurique, teneur en acide tartrique total, exprimée en bitartrate de potassium, inférieure à 1 gr. 25 par litre ; teneur en ammoniacque supérieure à 20 milligrammes par litre ».

Voilà donc définis les « vins impropres la consommation » : ce sont tous ceux qui n'ont pas les caractères ci-dessus indiqués. Il faut maintenant prendre des mesures pour exclure ces vins du marché, et on va essayer d'y parvenir, d'abord, par simple décret sans recours à l'intervention législative.

L'administration est alors amenée, à la demande du Président du Groupe viticole de la Chambre, M. Barthe, et de la Commission interministérielle de la Viticulture (qui veulent à la fois plus de rigueur contre les vins anormaux et l'établissement d'un degré alcoolique minimum) à proposer la solution suivante : rendre plus rigoureuses les prévisions relatives aux vins piqués, exclure de la consommation les vins de lies, et surtout ajouter à l'art. 1^{er} du décret du 19 août 1921 un texte visant spécialement le cas des vins anormaux.

En conséquence l'Administration établit en 1925 un projet de décret comprenant dans l'énumération des vins impropres à la consommation : 1° les vins ne possédant pas une richesse alcoolique acquise ou en puissance de 6°, 5 ; 2° les vins possédant cette richesse alcoolique mais présentant à l'analyse deux au moins des caractères des vins piqués.

D'autre part, ce projet complétait le texte de l'art. 2 du décret du 19 août 1921 prohibant le coupage des vins avec des vins impropres à la consommation, de la façon suivante :

« Ne constitue pas toutefois un coupage frauduleux, le

1. Ce chiffre de 1,75 a été ramené à 1,50 par le même décret.

fait, pour un négociant, de mélanger dans un chai dépendant de son exploitation, dans un but d'unification de la récolte, les vins anormaux visés par l'art. 1^{er} du présent décret avec des vins normaux de la même propriété ».

II. *Echec au Conseil d'Etat*

Mais le Conseil d'Etat, auquel fut soumis — ainsi d'ailleurs que le Ministre avait l'obligation de le faire — le nouveau projet, fit de nombreuses réserves et refusa absolument de donner l'approbation sollicitée.

Cet avis du Conseil d'Etat est motivé par une considération d'ordre pratique et basé sur un argument de fait indéniable : le texte du décret tel qu'il est établi est, dit-il, d'une rigueur excessive, notamment en ce qui concerne le degré alcoolique minimum fixé. Cette mesure serait juste, peut-être, si toutes les régions produisaient un vin uniforme comme degré alcoolique ; mais précisément il n'y a aucune analogie de degré entre les vins provenant des diverses régions, il y a au contraire une extrême variété. Il est donc impossible de fixer un minimum de degré alcoolique, d'une manière uniforme, pour toutes les régions ; ce serait écarter automatiquement du marché certains vins très consommables qui, bien que de faible degré, ne ressemblent nullement par leur constitution à des vins mouillés. Exclure ces vins du marché et de la consommation par la seule raison que leur degré alcoolique est inférieur à la normale serait donc trop rigoureux, et le Conseil d'Etat ne peut l'admettre.

Ce rejet par le Conseil d'Etat, s'il n'excluait pas pour l'avenir un débat plus étendu sur le fond, obligeait cependant l'Administration à remanier son projet, et par conséquent à procéder à de nouvelles enquêtes.

De ces enquêtes aussitôt entreprises par le Ministre de l'Agriculture auprès des stations œnologiques et des laboratoires régionaux résulta une nouvelle manière de voir : le seul moyen de faire aboutir le décret c'est d'envisager *cumulativement* le degré et la composition chimique des vins. Jusqu'à présent on avait examiné isolément chacun de ces

deux points et la défectuosité d'un seul de ces points avait paru suffisante pour éliminer un vin de la consommation. Désormais pour prohiber la vente d'un vin, il faudra à la fois constater que ce vin ne possède pas un degré minimum et qu'en outre il présente à l'analyse les caractères d'un vin mouillé.

III. *Projet de décret 1930. — Nouvel échec.*

Ces bases étant posées et un nouveau décret étant élaboré dans ce sens au mois de juillet 1929, sur avis de la Commission interministérielle de la Viticulture, le Conseil d'Etat est pour la seconde fois saisi de la question.

Certes le nouveau texte ne donne plus prise aux anciennes objections. Un effort considérable a été entrepris pour en triompher et on y est parvenu. Sur ce point donc le nouveau projet ne prête plus à la critique, et il semble bien que le Conseil d'Etat doive l'accepter d'emblée.

Il n'a pourtant pas un sort plus heureux que le précédent, et il est lui aussi rejeté.

Aussi bien le Conseil d'Etat ne discute-t-il plus la question de fait. Les raisons qu'il invoque sont d'un autre ordre; elles sont essentiellement d'ordre juridique : il refuse au pouvoir exécutif la faculté de déclarer, par décret, impropres à la consommation des vins *naturels* pour la seule raison que ces pouvoirs publics les qualifieront d'« anormaux ».

Il est certain qu'il y a là une position de principe extrêmement forte et qui paraît définitive : donner cette faculté aux pouvoirs exécutifs, ce serait leur donner la faculté de faire une véritable modification législative. Or s'il rentre dans les attributs du Pouvoir exécutif de prendre des règlements d'Administration publique pour faire appliquer les lois, *en aucun cas il ne peut modifier une loi existante*. Une loi ne peut être modifiée que par une autre loi émanant régulièrement du pouvoir législatif : c'est une question de principe.

Désormais le recours à l'intervention législative est donc devenu indispensable.

IV. *Le projet de loi.*

Cette intervention législative est devenue d'autant plus indispensable que le marasme viticole s'aggrave tous les jours.

Devant ce développement de la crise économique, les deux Présidents des groupes viticoles de la Chambre et du Sénat, écrivirent à M. Tardieu, alors Président du Conseil, une lettre pour lui signaler l'urgence d'une décision, qui d'ailleurs est prise aussitôt. Et les Services du Ministère de l'Agriculture rédigent sans retard le projet de loi qui est devenu la loi du 1^{er} janvier 1930.

Ce projet approuvé par la Commission interministérielle de la Viticulture est déposé sur le bureau de la Chambre le 24 décembre 1929.

Rapporté favorablement par M. Gellie, il fut mis en discussion devant la Chambre le 29 décembre 1929 et adopté le même jour avec quelques modifications.

Transmis au Sénat le même jour encore et immédiatement discuté, le texte fut définitivement adopté (29 décembre 1929). Promulguée le 1^{er} janvier 1930, la nouvelle loi fut publiée au *Journal Officiel* du 12 janvier 1930.

Section II

La loi du 1^{er} janvier 1930

I. *Son but.*

Nous venons de voir par suite de quelles circonstances est née cette loi : il s'agit d'éloigner du marché les vins naturels mais « anormaux ».

Il est évident, d'autre part — nous l'avons montré — que la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes est applicable aux vins anormaux, puisqu'elle punit la tromperie sur les qualités substantielles des marchandises vendues et que l'acheteur est incontestablement trompé, lorsqu'on lui livre comme « vin », un produit qui n'a pas les qualités substantielles qui sont normalement celles du vin et sur

lesquelles le consommateur est en droit de compter. Du point de vue de l'acheteur, un tel produit selon l'expression commerciale consacrée n'est « ni loyal ni marchand » et sa vente constitue indiscutablement une tromperie.

Telle est la théorie ; elle est simple et claire. Mais dans la pratique le problème se complique : il s'agira justement de faire la discrimination entre « vin normal » loyal et marchand et « vin anormal », et de dire avec précision ce qu'il faut entendre par ces expressions. Et le problème est d'autant plus difficile à résoudre que, de l'aveu unanime des spécialistes de la question, il est à peu près impossible de donner une définition satisfaisante de l'un ou de l'autre de ces termes : il s'agit de cas d'espèce différents suivant les régions, les cépages et les années.

La question est donc très complexe. Le vin est en effet un produit naturel dont les éléments constitutifs varient sous l'influence des forces naturelles : on ne peut pas songer à les fixer une fois pour toutes. Pour résoudre cette question il faudrait un texte et jusqu'à présent ce texte manque. A défaut de texte législatif, les Pouvoirs exécutifs ont essayé d'agir par voie réglementaire, et nous venons de voir comment ils se sont heurtés à l'opposition irréductible du Conseil d'Etat, fondée d'ailleurs sur le principe constitutionnel de la « séparation des pouvoirs ».

Une grave lacune subsiste donc dans l'ensemble de la législation relative au vin ; c'est cette lacune que la loi du 1^{er} janvier 1930 vient combler.

Son objet est de donner à tous les vins de France et d'Algérie un Statut, comme il a déjà été fait pour les vins de cru. Et ce Statut a un double but : d'une part, combattre mieux encore et plus fermement les fraudes qui se font dans la cuve, et par là compléter la loi du 1^{er} août 1905 sur la Répression des fraudes ; d'autre part, éloigner du marché viticole une certaine quantité de vins et éviter, disons plus exactement, « éloigner pour l'instant » la menace de crise qui pèse sur la viticulture.

Par le premier point cette loi se rattache très nettement à l'ensemble de notre législation antérieure, basée sur

l'idée de Fraude, sur la nécessité de lutter contre la fraude ; elle en est le complément et ce n'est pas le côté le plus intéressant de la loi.

Oh ! sans doute ! le législateur prend toutes sortes de précautions et met un soin particulièrement étudié à ménager les transitions. Même quand ses mobiles sont exclusivement économiques, il prétendra qu'il ne fait encore et toujours que lutter contre la fraude. Peut-être ! Mais le mot « fraude » sans qu'on y prenne garde, a changé de sens. Car la loi nouvelle crée de toutes pièces un nouveau genre de « fraude » ; la fraude par excès de culture, celle qui se fait dans la plante elle-même. Nous verrons d'ailleurs, au cours de notre étude, ce qu'il faut penser — à notre avis — de cette soi-disant « fraude » dans la plante elle-même (Cf. Irrigation des vignes).

Qu'est-ce à dire en réalité sinon que la nouvelle loi a pour but principal — sous le couvert de lutte contre la fraude — de lutter *contre les gros rendements*, ces gros rendements qui font la surproduction et sont à la base de la crise viticole ? Le mot « fraude » n'est plus ici qu'une sorte de pavillon qui couvre des préoccupations d'ordre exclusivement économique ; c'est, pour employer une vieille expression du droit maritime international, le « pavillon qui couvre la marchandise ».

II. *Le nouveau régime juridique des vins*

La loi du 1^{er} janvier 1930 distingue trois catégories de vins : a) les vins à appellation d'origine, b) les vins de coupage, c) les vins qui ne sont ni des vins à appellation d'origine, ni des vins de coupage.

a) *Les vins à appellation d'origine* ont déjà leur statut fixé par la loi du 6 mai 1919, modifiée par la loi du 22 juillet 1927. La nouvelle loi n'y touche pas et aucune modification n'est apportée à leur régime. Il faut signaler cependant un renforcement de la protection accordée à ces vins par l'interdiction de certaines « dénominations de fantaisie » susceptibles de leur créer une sorte de concurrence déloyale.

b) *Les vins qui ne sont ni des vins à appellation d'origine ni des vins de coupage.* Ils peuvent provenir d'une région quelconque. Connus sous le nom de « vin de pays », ils circuleront librement, quel que soit leur degré alcoolique et même si ce degré est inférieur à celui édicté par l'art. 1^{er} de la loi, sous la condition que le lieu de leur production « figure clairement sur les récipients, factures et pièces de régie ». Il ne pourra être admise aucune équivoque sur l'origine de ces vins, pour lesquels devra être institué un « casier viticole ».

c) *Les vins de coupage* devront avoir obligatoirement au moins 9 degrés d'alcool réel et 3 gr. 500 d'acidité fixe. La somme alcool-acide devra toujours être au minimum : 12,5.

Par alcool réel il faut entendre l'alcool existant réellement, non compris, par conséquent, l'alcool pouvant exister en puissance dans les coupages, sous forme de sucre non encore fermenté.

Il doit être également entendu que le degré alcoolique sera déterminé par la distillation, seule méthode qui puisse donner des résultats exacts. C'est d'ailleurs la méthode officielle. Cela n'empêchera pas les négociants en vins de faire usage d'appareils tels que les ébullioscopes, mais ils devront tenir compte que les appareils de cette nature fournissent des indications approximatives et non des résultats exacts.

Mais la mesure serait incomplète si elle se bornait à imposer ce minimum de composition. Elle serait même dangereuse puisqu'elle constituerait un encouragement à l'importation des vins étrangers plus riches, en alcool et en matières extractives, que la plupart de nos vins français.

Aussi l'art. 14 exige-t-il que les vins importés de l'étranger ne soient vendus en France qu'avec l'indication de leur origine. Ils ne pourront donc pas être coupés puisque, du fait qu'ils seraient mélangés à des vins français, ils ne pourraient être vendus comme vins importés de tel ou tel pays.

Il résulte de toutes ces prescriptions que les vins de coupage devront avoir une composition telle qu'il soit impossible de faire intervenir dans leur préparation les

vins anormaux, faibles en alcool et en acidité, c'est-à-dire précisément ces mauvais vins qui doivent être écartés du marché. Ce résultat est atteint si l'on exige qu'un vin de coupage ait une certaine acidité et titre au moins 9 degrés d'alcool, comme le fait l'art. 1^{er} de la nouvelle loi.

L'art. 7 de la loi du 1^{er} janvier 1930 confie au Pouvoir exécutif le soin d'assurer l'application du nouveau texte : « Il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi ».

En conséquence, le décret du 8 janvier 1930, publié au *Journal Officiel* du 9 janvier 1930, est venu assurer cette application.

Par la suite, d'ailleurs, d'autres décrets ont vu le jour : celui du 15 février 1930, sur la contenance des bouteilles, prévu spécialement par l'art. 5 de la loi (*J. O.* du 17); celui du 31 janvier 1930 (*J. O.* du 1^{er} février) basé sur l'art. 11 de la loi du 1^{er} août 1905 et visant les vins de liqueur ; celui du 1^{er} février 1930 (*J. O.* du 2) rendant plus rigoureuses les dispositions du décret du 19 août 1921 sur les vins impropres à la consommation ; et de nombreuses circulaires émanant des diverses administrations intéressées sont venues encore éclairer et préciser la nouvelle réglementation.

Qu'il nous suffise, pour l'instant, de constater que cette loi du 1^{er} janvier 1930, dont nous étudierons en détail, dans les pages qui vont suivre, les diverses dispositions, et son important cortège de décrets et de circulaires, constituent en matière de défense viticole des actes décisifs. En peu de jours, des réformes importantes, demandées depuis plusieurs années et impossibles jusqu'ici à réaliser, ont été mises sur pied et déclarées en vigueur.

Voici d'ailleurs dans quels termes — nous citons textuellement — M. le Sénateur Gaston Carrère, rapporteur de la Commission de l'Agriculture, relève au cours de séance du Sénat du 16 avril 1930, l'importance de cette loi.

« La loi du 1^{er} janvier 1930 est peut-être de toutes les lois votées en faveur de la viticulture la plus essentielle et s'avèrera la plus salutaire ; c'est elle qui seule peut décou-

rager les plantations anormales et le mouillage par la racine ; c'est elle qui permet de considérer comme impropres à la vente, hors du département, les vins qui ne correspondent pas d'une façon évidente à la composition de ceux qui sont normalement récoltés, à si faible degré que soient ceux-ci ; c'est en vertu de ses dispositions que les vins de lies, les vins de surpressurage ont été définitivement écartés du marché ; c'est elle qui a interdit ces dénominations de nature à tromper l'acheteur en lui faisant croire à une appellation d'origine qui n'existe pas ; c'est elle qui a permis de prendre le décret du 15 février 1930 déterminant le type de la capacité des bouteilles, en tenant compte de tous les types français, de toutes les habitudes françaises ».

On peut donc affirmer que la loi du 1^{er} janvier 1930 marque véritablement une orientation nouvelle. Elle est la première pierre du nouveau Statut de la Viticulture que nous allons voir maintenant s'édifier peu à peu, et qui, du reste, est vraisemblablement encore loin d'être terminé.

Section III

Lois des 19 avril et 19 décembre 1930

I. *Raisons justificatives*

La loi du 19 avril 1930 est née du besoin de remédier à la crise viticole parvenue à l'état aigu, et de décongestionner le marché qui menace de s'effondrer, dans une période où l'accumulation des stocks est devenue excessive.

Pour essayer de détourner cette crise, le Gouvernement a pris, jusqu'ici, toutes les mesures réglementaires qui lui semblaient efficaces et a demandé au Parlement le vote de la loi du 1^{er} janvier 1930. Mais c'est surtout dans l'avenir que cette loi exercera son action bienfaisante. Pour l'instant elle a rendu difficile la vente des vins à faible degré. Or l'existence de ces vins pèse sur le marché et s'oppose à un relèvement des cours ; d'autant plus qu'ils viennent s'ajouter aux stocks accumulés et augmenter ainsi automatiquement le marasme.

Il se trouve précisément que ce marché est exceptionnellement encombré par des approvisionnements considérables : ils s'élèvent à 8 ou 9 millions d'hectolitres résultant de l'impossibilité de placer dans une consommation, qui ne peut en absorber que 75 millions environ, une récolte d'un chiffre approximatif de 85 millions. La disparition de ces stocks s'impose donc à brève échéance, car il est nécessaire d'éviter qu'au début de la prochaine campagne d'autres stocks importants n'existent encore à la propriété.

Si l'on ajoute que la récolte prochaine paraît devoir être très abondante et est évaluée à environ 96 millions d'hectolitres, on comprend que des mesures immédiates soient absolument nécessaires. Déjà le prix du vin est descendu à 6 et à 7 fr. le degré, au-dessous par conséquent du prix de revient¹.

La loi du 19 avril 1930 fait partie de ces mesures destinées à conjurer le péril immédiat de la crise viticole. Elle est destinée, dans la pensée du Gouvernement, à établir un système spécial de réquisition, afin d'assurer la transformation en alcool d'une proportion importante des vins récoltés : c'est ainsi que, de prime abord, est prévu l'achat par l'Etat d'une quantité d'alcool à stocker d'une valeur de 250 millions de francs, et qu'un crédit est ouvert à cet effet.

Ce projet de loi avait été établi à la suite de la proposition de résolution suivante, votée à l'unanimité par la Commission interministérielle de la Viticulture :

« Pour remédier à la crise viticole, dont les conséquences ont été si cruellement aggravées en ce qui concerne le Midi et le Sud-Ouest de la France par les inondations qui les ont ravagés² le Gouvernement, après avis de la Commission interministérielle de la viticulture, pourra ordonner par décret jusqu'au 1^{er} octobre 1930, la distillation obligatoire d'une partie des vins de consommation courante par les producteurs ayant fait une déclaration de récolte supé-

1. Ces chiffres sont tirés des discours au Sénat de MM. Roustan, rapporteur de la Commission des Finances, et Gaston Carrère, rapporteur de la Commission de l'Agriculture, le 16 avril 1930, J. O. du 17 avril 1930, p. 1144.

2. Il s'agit des terribles inondations qui ont ravagé le Midi de la France pendant les mois de novembre et décembre 1929.

rieure à 500 hectolitres et d'un rendement supérieur à 50 hectolitres à l'hectare, et fixer les prix auxquels l'alcool sera acheté par les soins du service des alcools ».

A la suite du vote de cette résolution, le Gouvernement déposa sur le bureau de la Chambre à la date du 27 mars 1930 et sous le numéro 3096 le projet de loi aux termes duquel :

« A concurrence d'une somme de 250 millions de francs à prélever sur les disponibilités du compte spécial des alcools, l'Etat est autorisé à procéder jusqu'au 1^{er} octobre 1930 à des achats d'alcools titrant au moins 80 degrés, et provenant exclusivement de la mise en œuvre du vin tel que celui-ci est défini par les décrets rendus en exécution de la loi du 19 avril 1905. Ces achats pourront être réalisés par la voie de livraisons obligatoires imposées, tant en France qu'en Algérie, aux viticulteurs ayant récolté en 1929 plus de 500 hectolitres de vin de consommation courante, dans les vignobles dont le rendement aura été supérieur à 50 hectolitres à l'hectare. La quotité des livraisons effectuées dans ce cas par chaque récoltant pourra être déterminée d'après un barème tenant compte de l'importance de la récolte et de la production à l'hectare, sans que toutefois, le maximum de ce barème, puisse conduire à la livraison d'une quantité d'alcool correspondant à plus du tiers de la récolte du vin ».

Tel était le projet primitif, qui approuvé par la Commission des boissons, vint en discussion à la Chambre le 9 avril 1930.

Il se présentait comme un complément à la loi du 1^{er} janvier 1930 ; d'ailleurs, complément « de circonstance » destiné à parer à un péril immédiat et transitoire en permettant de dégager, pour la distillation, l'excédent de récolte qui pesait sur le marché des vins.

C'est une nouvelle étape dans l'effort poursuivi depuis plusieurs années contre les causes de ruine qui menacent la viticulture. Et c'est justement ce moment — comble de l'illogisme ! — que le Parlement, par une singulière contrepartie, choisira pour revenir sur les dispositions de la loi du 1^{er} janvier 1930 en adoptant un amendement qui en modère beaucoup les effets. Cet amendement, présenté par

M. Gaumet, député du Centre, est devenu l'art. 1^{er} de la nouvelle loi.

Cette loi votée par la Chambre le 11 avril est votée aussitôt au Sénat. Elle sera promulguée le 19 avril 1930, et publiée au *Journal Officiel* du 20 avril 1930.

II. La loi du 19 avril 1930

Cette loi a donc pour but dans l'esprit du Gouvernement de compléter, par une mesure de circonstance, celle du 1^{er} janvier 1930. Pourquoi a-t-il fallu qu'à la faveur d'un amendement, d'ailleurs d'inspiration nettement électorale, le Parlement y comprenne une mesure destinée à réduire l'effet et la portée de cette dernière loi ?

Cette loi du 1^{er} janvier 1930 avait défini la notion de « vin de coupage » et désigné, sous ce nom, les vins de régions différentes mélangés entre eux, exception faite des vins à appellation d'origine et des vins provenant d'un même canton et des communes limitrophes de ce canton mélangés entre eux en conformité avec les usages locaux, loyaux et constants. D'autre part le degré alcoolique minimum de ces vins de coupage était fixé à 9 degrés, et ceux d'entre eux, dont la somme alcool-acide serait inférieure à 12,5 à l'analyse chimique, devaient être exclus de la consommation et ne pouvaient être destinés qu'à la distillerie ou à la vinaigrerie.

A. Art. 1^{er} : *modification à l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} janvier 1930.*

Or, dès le dépôt du projet de loi par le Gouvernement sur le bureau de la Chambre, ce projet se heurta à l'amendement de M. Gaumet, dont nous avons parlé plus haut. Voici le texte de cet amendement qui, après une discussion mouvementée et malgré l'opposition très vive du Gouvernement et de la Commission, deviendra l'art. 1^{er} de la nouvelle loi :

« L'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} janvier 1930 est modifié ainsi qu'il suit :

« Il est interdit d'importer, de vendre, de délivrer en vue de la vente, sauf pour la vinaigrerie et la distillerie, des vins

de coupage renfermant moins de 8 degrés d'alcool réel et une somme alcool-acide inférieure à 12 degrés.

« Est considéré comme vin de coupage tout vin résultant du mélange, par un commerçant, de vins différents entre eux par la provenance.

« N'est pas considéré comme vin de coupage le mélange entre eux de vins ayant droit à une même appellation d'origine ou confondus dans un même récipient en vue du transport de la cave du récoltant, au chais du négociant.

« De même n'est pas considéré comme coupage le mélange des vins originaires d'un canton et des communes des cantons limitrophes du canton d'origine, dans une même région, lorsqu'il est d'un usage local loyal et constant de mélanger ces vins en vue de la vente ».

Ce texte contient, on le voit, deux dispositions essentielles : il abaisse d'abord à 8 degrés le degré minimum des vins de coupage et à 12 degrés leur minimum alcool-acide au lieu de 9 et 12,5 respectivement.

D'après M. Gaumet, en effet, les chiffres de la loi du 1^{er} janvier 1930 (9 degrés et une somme alcool-acide de 12,5) sont trop rigoureux et empêchent la vente de vins naturels et consommables de certaines régions, notamment le Centre. Il y a donc lieu d'abaisser le minimum à 8 pour le degré d'alcool au lieu de 9, et à 12 au lieu de 12,5 pour la somme alcool-acide.

D'autre part, la notion de vin de coupage se trouve également élargie : ce ne sont plus seulement les communes limitrophes du canton d'origine, mais l'ensemble des communes des cantons limitrophes de ce dernier qui constituent la région où les mélanges sont admis, sans être soumis aux restrictions imposées aux coupages.

Il est facile de le remarquer, cet amendement Gaumet n'a rien de commun avec la loi en discussion, loi de circonstance, prescrivant des mesures de circonstance pour combattre une crise momentanée mais restant dans le cadre de la loi du 1^{er} janvier 1930.

Seulement, à la faveur de cette loi de circonstance, on fait voter une décision de principe, un texte d'une portée générale qui n'est qu'une révision de la loi du 1^{er} janvier 1930

et qui marque indiscutablement un recul dans la législation vinicole. Avec la nouvelle loi, la notion de « vin de coupage » est transformée, la composition limite des vins de coupage se trouve diminuée ; parallèlement — car c'est là une conséquence inéluctable — la quantité de vin pesant sur le marché se trouvera augmentée puisque la nouvelle mesure aura nécessairement pour effet de rendre « propres à la consommation » des vins qui ne l'étaient pas jusque-là.

Singulière absence de logique du législateur, au moment précis où il vote — et dans le même texte ! — les dispositions destinées à retirer par la distillation d'autres quantités de vins d'un marché encombré.

B. *Art. 2, 3, 4, et 5 : achat et réquisition d'alcools de vin par l'Etat.*

Ces articles expriment véritablement le but originel de la nouvelle loi : ils autorisent l'application des nouvelles mesures jugées nécessaires pour sauver la Viticulture.

Qu'il nous suffise d'indiquer ici que ces textes — que l'on trouvera à la fin de notre étude¹ — organisent l'achat et la réquisition par l'Etat d'une certaine quantité d'alcools de vin. Un crédit de 250 millions est prévu et un compte particulier est ouvert au Trésor, uniquement affecté aux achats d'alcools de vin. Il est également prévu un certain nombre de dispositions destinées à éviter que les Betteraviers, à qui déjà l'Etat achète de l'alcool, soient lésés.

En outre des sanctions sont prévues et les ordres de livraison ont une force impérative : c'est de véritables réquisitions qu'il s'agit.

L'Etat se trouve donc avoir entre les mains l'instrument nécessaire pour pouvoir intervenir, et, par des achats d'alcool, décongestionner le marché des vins actuellement trop encombré. Ainsi pourront être retirés de ce marché par la distillation — en attendant que le plein épanouissement des effets de la loi du 1^{er} janvier 1930 leur en interdise automatiquement l'accès — les petits vins à faible degré et invendables qui constituent une partie de la récolte 1929.

1. Voir le texte de la loi en *Appendice*, p.

III. Décrets des 1^{er} mai et 20 juin 1930¹.

Ces deux décrets ont pour but l'application des mesures prévues par les art. 2, 3, 4 et 5 de la loi du 19 avril 1930 ; ils ont été pris conformément à l'art. 3 de la nouvelle loi, aux termes duquel « des décrets rendus sur la proposition des Ministres des Finances, du Budget et de l'Agriculture fixeront les prix et les conditions dans lesquelles auront lieu les achats (d'alcool) ; l'alcool pris en charge sera cédé par le Ministre des Finances, aux utilisateurs d'alcool naturel pour la consommation de bouche à des prix fixés par décrets rendus sur proposition des Ministres des Finances, du Budget et de l'Agriculture ».

Le premier de ces décrets, contre-signé par M. Paul Reynaud, ministre des Finances, M. Germain Martin, ministre du Budget, et M. Fernand David, ministre de l'Agriculture, fut promulgué le 1^{er} mai 1930 et parut au *Journal Officiel* du 4 mai 1930 ; il régleme les achats d'alcool de vin par l'Etat, dans le cas d'offres volontaires formulées par les propriétaires intéressés.

Mais ce décret prévoyait dans son art. 7 les cas où les offres reçues à la date du 31 mai 1930 ne couvriraient pas au moins 50 % de la quantité à acquérir ; un nouveau décret devait alors intervenir, dans le délai de vingt jours à compter de cette date et déterminer les conditions dans lesquelles seraient effectués les achats par *la voie de livraisons obligatoires*, cette fois-ci, imposées aux viticulteurs ayant récolté en 1929 plus de 500 hectolitres de vin de consommation courante dans des vignobles où le rendement aura été supérieur à 50 hectolitres par hectare, ainsi que la quotité de ces livraisons.

C'est ce qui se produisit effectivement ; des offres volontaires de vente d'alcool de vin ont bien été faites à l'administration des Contributions Indirectes par un certain nombre de viticulteurs, mais les quantités fournies furent infimes et atteignirent à peine le chiffre de 125.000 hectolitres d'alcool pur. Les prévisions du législateur étaient donc

1. Voir le texte de ces décrets en *Appendice*, pp.

loin d'être atteintes, et il parut nécessaire suivant l'art. 7 du décret précité, que nous avons analysé ci-dessus, de recourir au système des livraisons obligatoires.

C'est dans ces conditions que fut publié, dans le *Journal Officiel* du 21 juin 1930, le décret du 20 juin 1930 ; il organise la réquisition des alcools de vin et en impose la livraison obligatoire, tant en France qu'en Algérie, aux viticulteurs ayant récolté en 1929 plus de 500 hectolitres de vin de consommation courante dans les vignobles dont le rendement a dépassé 50 hectolitres à l'hectare ; pour déterminer les quantités d'alcool à livrer par les récoltants visés à l'art. 1^{er} du décret, l'art. 2 ordonne de prendre pour base les déclarations de récolte souscrites à la Mairie par chaque producteur. En outre, l'art. 4 établit un barème fixant le pourcentage, suivant le chiffre total de la récolte de l'alcool pur à livrer. Les prix d'achat par l'Etat sont également fixés par l'art. 9.

Comme il est facile de le constater, nous arrivons par l'organisation de ces mesures à un degré de réglementation minutieuse, jamais atteint jusqu'à ce jour ; mais cette réglementation se justifiait suffisamment par l'imminence et la gravité de la crise viticole.

IV. Loi du 19 décembre 1930.

Or, contrairement à toutes les prévisions les plus raisonnables, la récolte de 1930 fut fortement déficitaire ; en quelques semaines par suite des mauvaises conditions climatiques, nombre de maladies s'abattirent sur les vignes : le mildiou notamment ravagea les vignobles. De telle sorte que l'horizon économique se trouva brusquement éclairci, pour un temps du moins, et la situation viticole renversée : ce qui était à craindre ce n'était plus une surabondance, mais, bien au contraire, l'insuffisance des produits.

Sous peine d'aggraver cette insuffisance et de voir les cours monter à un taux vertigineux, il devenait impossible d'exécuter la loi du 19 avril 1930 et les décrets du 1^{er} mai et 20 juin, et d'envoyer à la chaudière une partie de la récolte précédente.

Fallait-il pour cela, abroger la loi du 19 avril 1930 ? C'était dangereux, ainsi que le comprirent aussitôt les associations viticoles, parce que ses dispositions pouvaient un jour redevenir utiles et même indispensables.

La solution qui s'imposait était de suspendre simplement l'application de la loi, sans l'abroger, de façon à différer jusqu'à une récolte surabondante l'effet des réquisitions prescrites.

Mais pour réaliser cette suspension, une nouvelle loi était nécessaire ; l'Administration avait, en effet, déjà lancé des ordres de réquisition : elle était donc obligée d'en assurer le recouvrement à la date fixée par la loi, et par conséquent tout viticulteur qui, au 31 décembre 1930, n'aurait pas livré la quantité d'alcool dont il était destitué au profit de l'Etat, devait obligatoirement être poursuivi pour l'application de l'art. 3 de la loi.

Et voilà pourquoi le Gouvernement sur avis favorable de la Commission interministérielle de la Viticulture, dans sa séance du 27 novembre 1930, déposa un nouveau projet de loi ainsi conçu :

« Art. 1^{er} : Les dispositions de l'art. 2 et suivants de la loi du 19 avril 1930 sont prorogées jusqu'au 30 septembre de l'année qui suivra la publication au *Journal Officiel* d'une statistique faisant ressortir que les déclarations de récolte accusent pour la France et l'Algérie un chiffre de disponibilités (récolte et stock à la propriété), supérieur à 75 millions d'hectolitres de vin ».

« Des décrets, rendus sur la proposition des ministres de l'Agriculture, des Finances, et du Budget, fixeront les mesures nécessaires à l'application de la présente loi, et notamment les conditions dans lesquelles seront effectuées les livraisons d'alcool imposées par le décret du 20 juin 1930, ou restant à réaliser sur les offres souscrites en exécution du décret du 1^{er} mai 1930 ».

Ce projet rapporté favorablement à la Chambre par M. Castel et au Sénat par M. Roustan, fut adopté sans modification par les deux assemblées le 19 décembre 1930. Promulguée le même jour, la nouvelle loi fut publiée par le *Journal Officiel* du 20 décembre.

Voilà donc réduite à néant toute la réglementation intervenue depuis la loi du 19 avril 1930. Le soin de faire revivre, le cas échéant, cette réglementation, est laissé à des décrets, procédure plus malléable qui permettra au Gouvernement de « la doser », s'il est permis d'employer cette expression, de la mieux adapter aux nécessités économiques.

Il en est ainsi cependant pour les seules mesures « de circonstance » de la loi du 19 avril 1930 ; car une disposition subsiste dans son intégralité, celle de l'art. 1^{er}, réduisant respectivement à 8 degrés et à 12,5 le minimum de degré et de la somme alcool-acide des vins de coupage de consommation courante. Ainsi on le voit, et nous devons le souligner, toute l'œuvre législative de l'année 1930 se solde par un recul dans la réglementation de la viticulture, un recul sur les prescriptions de la loi du 1^{er} janvier 1930.

De cette histoire des lois du 19 avril et 19 décembre 1930, se dégage un enseignement qu'il importe de mettre en lumière : il est devenu indispensable pour régulariser le marché, d'organiser un système de garanties susceptibles de s'adapter à toutes les circonstances économiques.

Puisque une mesure nécessaire en période de surproduction devient nuisible après une récolte déficitaire, il devient impossible de s'adresser au Parlement, à chaque crise nouvelle, pour lui demander, tantôt des moyens de défense appropriés et tantôt le retrait de ces moyens ; la lourde machine législative, très lente à se mettre en marche, risquerait souvent d'arriver trop tard, et d'autre part la législation viticole deviendrait à bref délai un véritable fouillis de textes dans lesquels il serait difficile de se reconnaître.

En outre, les dangers qui menacent la Viticulture sont réels. Ils peuvent momentanément, par suite des circonstances, devenir moins sensibles ; ils n'en sont point pour cela supprimés et n'en existent pas moins. Il faut donc donner à cette Viticulture un Statut permanent et souple, susceptible de s'adapter, et qui la mette à l'abri des fluctuations. Un premier essai dans ce sens va être tenté avec la loi du 4 juillet 1931.

Section IV

La loi du 4 juillet 1931

Voici dans quels termes ¹, le 16 avril 1930, au cours de la discussion générale de la loi du 19 avril 1930 au Sénat, M. Fernand David, ministre de l'Agriculture, examinait le problème de la crise viticole tel qu'il se posait à ce moment, et traçait la voie dans laquelle il lui apparaissait indispensable de s'engager pour sortir de cette crise :

« Il s'agit de sortir de cette crise économique, en l'envisageant *avec ses données nouvelles*. Il ne s'agit plus aujourd'hui de lutter contre les vins fabriqués de toute pièce; (allusion à 1907 — c'était alors la raison du désastre du Midi). Il s'agit de proscrire la production des vins à bas degré qui donne au producteur un bénéfice certain au détriment du voisin et au détriment du consommateur.

« *Il s'agira demain de mettre un terme aux plantations excessives* dans la France entière et de faire ainsi disparaître les raisons permanentes de surproduction, raisons permanentes qui, si nous n'y prenons garde, entraîneront, pour tous les viticulteurs sans exception, une dépréciation telle des cours de leurs produits que ce serait pour la France un véritable désastre national.

« Cette besogne, Messieurs, vous l'avez commencée par la loi du 1^{er} janvier 1930. Cette loi s'est courageusement attaquée à la production des vins anormaux. Elle a respecté toutes les habitudes viticoles légitimes. Elle n'a point frappé, elle ne frappe pas les petits vins de certaines de nos régions de France....

« Qu'a-t-elle voulu faire ? Elle a voulu chasser les vins à bas degré sortant des vignobles à grand rendement, à rendement industriel, qui étaient recherchés de préférence ou par leur bon marché ou par leur caractère anodin qui permettait d'en faire des mélanges avec toutes sortes de produits différents. C'était là le véhicule certain de la

1. *Journal officiel*, Travaux Parlementaires, du 17 avril 1930.

fraude. C'était en même temps la marque la plus déplorable des habitudes de surproduction ; la plus déplorable parce que cette surproduction s'exerçait au bénéfice de la quantité, au détriment de la qualité, et que son importance pesait sur l'ensemble de la production vinicole du pays.

« Messieurs, il ne suffisait pas de proscrire l'introduction de ces vins dans les coupages. *Il fallait — nous allons y procéder à un moment donné — venir à l'autre difficulté*, que je signalais tout-à-l'heure, c'est-à-dire *résister aux plantations nouvelles, freiner sur la production excessive à l'hectare, obliger, conduire par la persuasion et par l'obligation également, la viticulture à modifier ses encépages*, sûre qu'elle sera, le moment venu, de ne pas avoir de bénéfice à augmenter sa production quantitative, alors qu'elle en aurait un certain à augmenter sa production qualitative ».

« *Ceci est l'effort de demain.....* ».

Dès ce moment donc, à la date du 16 avril 1930, le ministre de l'Agriculture reconnaît que toutes les mesures votées jusqu'à ce jour pour remédier à la crise viticole, si elles y ont apporté une amélioration, ne l'ont pas résolue, et que sur ce point la législation a échoué. Il est pourtant devenu bien difficile d'aller plus loin dans la voie de la réglementation du vin, qui a atteint un degré de précision et de minutie extraordinaires et impossibles à franchir.

Au surplus, l'œuvre édifiée est fragile : née des circonstances, elle est aussi à la merci des circonstances ; conçue au jour le jour en période de crise aiguë, les événements du lendemain peuvent contraindre à rapporter les mesures votées la veille, comme cela a été le cas justement au cours de l'année 1930.

Et puis une loi vient-elle à peine d'être votée, un nouveau problème se pose, une nouvelle complication surgit qui en détruit en grande partie les effets et en diminue l'efficacité.

De cela, les milieux officiels se rendent parfaitement compte, comme ils se rendent compte que la solution est désormais ailleurs que dans la réglementation des produits ou la répression des fraudes. Il faut, dit M. Fernand David, « envisager les données nouvelles », parmi lesquelles il

note la surproduction et la production de vins à bas degré. Pour lutter contre ces maux il est indispensable de chercher dans une orientation nouvelle.

Et cette orientation sera précisément donnée par la loi du 4 juillet 1931, dont M. Fernand David prévoit dès ce moment les mesures essentielles : jusqu'ici on s'attaquait aux effets de la crise, au produit. Maintenant on ira aux causes et la meilleure façon de procéder est la réglementation non plus du produit seul — aussi bien c'est là l'œuvre antérieure — mais de la production elle-même.

Et du même coup, on « préviendra » les crises, au lieu d'avoir à les « guérir » : dans cette direction seulement la viticulture pourra trouver le Statut dont elle a besoin, à la fois permanent et souple, pouvant s'adapter à toutes les situations économiques et résoudre toutes les difficultés.

Ainsi l'entend d'ailleurs le Gouvernement, et le nouveau ministre de l'Agriculture, M. Tardieu, après avoir précisé la notion de base de la loi en discussion qui est « l'incompatibilité entre la poursuite du gros rendement et le maintien de la qualité », déclarait au Sénat, le 17 juin 1931 ¹

« Nous sommes en 1931. C'est en 1926 que la crise a commencé.

« En 1926, la quantité avait baissé dans les conditions que j'ai rappelées.

« Tout à coup, la qualité baisse aussi : récolte déficitaire ; hausse atteignant à des prix absurdes de 25, 26, 27 francs le degré.

« Alors, disons-le, nos braves viticulteurs qui n'avaient pas toujours eu que de l'agrément, se sont dit en voyant la hausse : les prix montent, gardons notre récolte !

« Ils ont gardé leur récolte avec l'espoir injustifié d'ailleurs de hausses encore plus fortes. Ils ont indisposé le consommateur et c'était justice.

« Et puis coup sur coup, deux bonnes récoltes, 1928 et 1929. Les acheteurs avaient disparu, repoussés par les prix des années précédentes. La récolte augmentait ; les vendeurs continuaient cependant à garder leurs stocks.

1. J. O. (Débats parlementaires du 18 juin 1931.

Puis, à certain moment, afin de faire la place pour la récolte suivante, on les vendait très vite et la baisse se trouvait ainsi aidée par les producteurs eux-mêmes qui devaient en être les victimes.

« Nous voici là au centre de la crise, avec ses quatre causes, ses quatre caractères, surproduction, sous-consommation, mauvaise qualité, manque de débouchés... Le premier effort de défense de la viticulture date de la loi du 1^{er} janvier 1930, et des décrets, des lois, des projets qui ont suivi... Quels moyens ? Interdiction des vins forts qui servaient au coupage. Ensuite des décrets consécutifs sur les récipients, sur l'acidité volatile ; puis la loi accordant un crédit de 250 millions pour envoyer les vins anormaux à la distillation...

« (Ces mesures) si nécessaires qu'elles fussent *s'attaquaient aux effets beaucoup plus qu'aux causes*. Le premier effort pour s'attaquer aux causes a été celui qui a trouvé son expression dans le projet de loi du 3 juin 1930 dont la discussion vous occupe en ce moment.

« Ce projet de 1930 prenait le problème dans ses éléments ; il disait : « Contre la fraude, visite des chais ; contre l'extension de l'aire de la vigne, deux taxes sur les plantations nouvelles et sur le super-rendement ; contre les accidents atmosphériques pouvant augmenter la récolte et la spéculation, le blocage ; contre les excès d'importation, le droit de douane.

« Notre projet de loi ne vise que les produits anormaux. Il vise les grands rendements de la vigne largement industrialisée. Ce n'est pas là du bon vin et par conséquent Malthus et sa loi n'ont rien à voir dans cette affaire »...

Ces paroles de M. Tardieu résument admirablement la situation ; elles sont une analyse précise des maux dont souffre la viticulture et qu'il s'agit de guérir ; elles montrent les causes pour lesquelles la législation antérieure s'est révélée insuffisante et impuissante, et aussi les raisons, les modalités essentielles et le but de la nouvelle loi.

Les mesures qui vont être votées sont d'ailleurs réclamées depuis longtemps par les défenseurs de la viticulture. Au

lendemain même du vote de la loi du 1^{er} janvier 1930, il se sont rendu compte de son insuffisance, et nous avons vu la « Confédération Générale des Vignerons » soucieuse de l'avenir, réclamer dès ce moment la limitation des plantations, le blocage et la distillation obligatoire, c'est-à-dire les trois mesures essentielles qui deviendront les pièces maîtresses de la loi du 4 juillet 1931.

Et de son côté au mois de mars 1930, la « Confédération Générale des Vignerons des trois départements de l'Algérie » publiait sous le titre : « L'Algérie veut rester française — La crise viticole est surtout une crise de qualité », le manifeste suivant où l'on retrouvera la substance des mesures de surveillance et de sauvegarde de la loi du 4 juillet 1931 :

« Les viticulteurs des départements Algériens réclament comme mesures générales s'appliquant à toutes les régions viticoles :

1^o Le contrôle des déclarations de récolte ;

2^o La distillation obligatoire de 5 à 10 % de la récolte déclarée par chaque producteur, cette distillation éliminant tout naturellement les vins de surpressurage et de lie introduits jusqu'à ce jour dans les vins de goutte ;

3^o Le libre accès des caves des producteurs pour les agents du service de la répression des fraudes ou tous autres ;

4^o La suppression des piquettes ;

5^o L'application stricte de la réglementation des vins anormaux ;

6^o L'utilisation des moûts concentrés ou de l'alcool vinique pour améliorer le degré ;

7^o La création d'un office de propagande destiné à favoriser la conquête des marchés extérieurs et à augmenter à l'intérieur du pays la consommation.

« En résumé l'application de toutes les mesures générales destinées à améliorer la qualité au bénéfice du consommateur comme du producteur.

« La solution réside dans une bonne production... Si le marché n'était pas encombré par des vins mouillés et fabriqués artificiellement, il n'y aurait pas de crise viticole ».

Ces mesures, que tout le monde réclame et dont le besoin est impérieux, sont devenues encore plus nécessaires après

les atténuations apportées à l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} janvier 1930 par la loi du 19 avril de la même année. Et c'est pourquoi le Gouvernement déposa le 3 juin 1930, sur le bureau de la Chambre, le projet de loi qui deviendra la loi du 4 juillet 1931. Il se propose de combattre la surproduction :

1^o Par le moyen d'un impôt progressif, variant de 5 à 80 francs l'hectolitre, commençant avec un rendement supérieur à 80 hectolitres par hectare et atteignant son maximum avec les rendements supérieurs à 250 hectolitres par hectare ;

2^o Au moyen d'une taxe annuelle de 5.000 francs par hectare sur les plantations de vignes qui seraient faites après la promulgation de la loi (sauf quelques exceptions visées par le texte et notamment celle relative à la consommation familiale) ;

3^o Par une définition rigoureuse du vin normal, susceptible d'être vendu ;

4^o Par le blocage de la récolte, c'est-à-dire la limitation des expéditions susceptibles d'être effectuées par un propriétaire dont la production excéderait 500 hectolitres avec un rendement moyen supérieur à 80 hectolitres par hectare ; ce blocage pourrait être ordonné par décret lorsqu'il y aurait surproduction par rapport à la consommation moyenne des trois années antérieures ;

5^o Par un renforcement des pouvoirs des agents de la Répression des fraudes (droit de visite dans les chais).

Ce projet de loi a fait l'objet à la Chambre de deux rapports successifs de M. Henri Labrousse les 10 juillet 1930 et 28 mai 1931, au nom de la Commission des Boissons¹, et d'un avis partiellement défavorable de M. Besnard Ferron, au nom de la Commission de l'Agriculture le 2 juin 1931², et au Sénat d'un rapport de M. Marcel Donon, le 2 juillet 1931³. Définitivement adopté par la Chambre le 25 juin 1931, et par le Sénat le 3 juillet 1931, la nouvelle loi fut promulguée immédiatement et parut au *Journal Officiel* du 4 juillet 1931³.

1. Chambre des Députés, *Anni.*, n° 3765, 5043, 5068.

2. Sénat, *Doc. ann.*, n° 700.

3. *J. O.* du 4 juillet 1931, pp. 1335 et s.

soit une augmentation globale de 20 millions d'hectolitres ; ce chiffre est d'ailleurs encore destiné à augmenter, puisqu'il faut prévoir que, dans deux ou trois ans, lorsque les plantations jeunes donneront leur plein rendement, la production Algérienne atteindra le chiffre de 16 à 18 millions ¹.

Il faut donc freiner cette surproduction. La loi nouvelle s'y emploie :

1° En rendant plus rigoureuse la réglementation des vins anormaux et en prévoyant des décrets pour définir les « vins propres à la consommation » (art. 6) — en interdisant le sucrage des vins en première cuvée (art. 6) — et en autorisant la vinification par moûts concentrés à plus de 10 degrés (art. 15) ;

2° En luttant directement contre l'industrialisation de la culture de la vigne, principale génératrice de gros rendements et en frappant ces derniers d'une taxe progressive.

III. Mais, parallèlement à cette surproduction, s'est produit un curieux phénomène de *sous-consommation*. Il n'est pas à dédaigner comme le prouve la baisse sérieuse de la consommation du vin passée de 53 millions en 1926 à 46 millions en 1930.

Cette sous-consommation est due à deux causes :

a) la mauvaise qualité du vin : les mesures prises contre les vins anormaux sont destinées à améliorer cette qualité ;

b) et, en partie aussi, le défaut de propagande, soit en France même, soit à l'étranger ; aussi la loi institue-t-elle dans son art. 16 un « fonds de propagande pour le vin », fonds qui sera alimenté par les ressources fournies par les taxes ci-dessus mentionnées.

IV. Enfin le marasme viticole provient en grande partie de l'*instabilité des prix*, la loi se préoccupe donc d'assurer la *stabilisation du marché* :

a) Par le blocage (art. 7), en cas de surproduction. Il sera imposé par décrets ; il a pour fonction d'assurer l'échelonnement des livraisons jusqu'à ce qu'elles répondent

1. Ces prévisions devaient être dépassées, par la réalité, puisque la récolte algérienne de 1932 a donné un chiffre supérieur à 18.000.000 d'hectolitres.

exactement à la demande. La loi prévoit également un « déblocage » automatique lorsque les cours remonteront ;

b) par la distillation obligatoire (art. 10), d'une certaine quantité de vins, lorsque la récolte atteindra dans la Métropole et l'Algérie plus de 56 millions d'hectolitres.

L'alcool provenant de cette distillation sera acheté par l'Etat et, comme il faudra utiliser cet alcool, l'art. 9 en impose le mélange, en un pourcentage déterminé, aux essences et pétroles.

Telle est, rapidement résumée, l'économie générale de la loi du 4 juillet 1931.

Telle qu'elle se présentait au début de la discussion devant le Parlement, cette loi aurait peut-être pu donner satisfaction et apporter à la crise viticole un remède certain et durable sinon définitif.

Malheureusement par le jeu des amendements les plus divers — d'inspiration purement électorale, et pour certains même démagogique, devons-nous ajouter — le texte primitif fut tellement transformé qu'il perdit absolument toute efficacité. Les mesures les plus essentielles, — le blocage et l'interdiction des plantations, pour n'en citer que deux — ont été tellement palliées et « truffées » d'exceptions que finalement, si le texte existe en théorie, *il a pratiquement perdu toute sa force*, le principe posé se trouvant disparaître sous le nombre des réticences et des exceptions.

De telle sorte que cette loi, qu'on avait présentée comme une sorte de panacée générale et comme un statut définitif, n'a apporté aucun remède : tout au plus est-ce un « commencement » dont la pression des événements ne va pas tarder à révéler toutes les lacunes et toutes les insuffisances.

Dès ce moment, d'ailleurs tous ceux qui avaient été les promoteurs et les plus chauds partisans de cette loi ne se faisaient plus illusion :

« Je ne me fais aucune illusion, disait M. Gaston Basile à la Chambre le 24 juin 1931, en expliquant son vote ; je suis persuadé qu'un jour prochain le Parlement sera obligé de voter un nouveau projet, mais c'est un commencement, et j'espère qu'à ce moment le travail parlementaire sera devenu définitif ».

Peut-être ! Mais en attendant quelques mois suffiront pour mettre à nu les déficiences de la loi du 4 juillet 1931.

Section V

La loi du 8 juillet 1933

C'est la dernière en date des lois composant l'ensemble du Statut de la Viticulture. Elle a eu pour objet de rectifier et de compléter celle du 4 juillet 1931 que nous venons d'analyser.

Comme il était facile de le prévoir, dès le lendemain du vote, la loi du 4 juillet 1931 n'a pas tardé à montrer sa faiblesse et à aboutir à un échec complet. Nous en trouvons l'aveu dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé par le Gouvernement et qui est devenu la loi du 8 juillet 1933 : « L'expérience de deux années d'application (de la loi du 4 juillet 1931) a révélé dans les textes initiaux des insuffisances et des lacunes... ».

Ce sont donc ces insuffisances et ces lacunes que la loi du 8 juillet 1933 a pour but de combler. Il n'était que temps de prendre les mesures nécessaires.

La situation s'est en effet beaucoup aggravée depuis juillet 1931 et atteint actuellement un état alarmant. Jamais encore, croyons-nous, aucune branche agricole n'a été aussi dangereusement menacée que la viticulture. Les dangers sont grands et les causes d'une crise désastreuse manifestes. Il était urgent d'y porter remède.

Par suite des compromis acceptés par le législateur en 1931, l'aire de la vigne a encore augmenté dans des proportions considérables. La dernière déclaration de récolte notamment a révélé que le vignoble s'était accru de 40.000 hectares nouvellement plantés.

La production a évidemment suivi un rythme analogue, et dès 1932, si la production métropolitaine restait à peu près stationnaire, l'Algérie jetait sur le marché 18 millions d'hectolitres au lieu de 13 millions en 1929 ; et la récolte de 1933 donnera vraisemblablement un minimum de 20 millions.

Aussi faut-il prévoir que les disponibilités peuvent rapidement atteindre, en année de récolte normale, une quantité supérieure à 80 millions d'hectolitres qui deviendront vite 90 millions pour peu que l'année soit abondante. Et cela pour une consommation ne dépassant pas 65 millions d'hectolitres. Il faut donc compter sur un excédent de production permanent d'un minimum de 15 à 18 millions d'hectolitres, pouvant rapidement atteindre 25 millions et au delà.

Ces chiffres montrent nettement le danger de plus en plus violent, que les dispositions récemment votées se proposent de contenir et de supprimer.

Economie générale de la loi

L'économie générale de la loi du 8 juillet 1933 est dans son ensemble la même que celle du 4 juillet 1931, et les observations que nous avons faites pour celle-ci valent pour celle-là.

Il est cependant trois mesures qui méritent de retenir l'attention, parce qu'elles présentent, pour deux d'entre elles au moins, une innovation. Nous voulons parler de l'interdiction des plantations, du blocage prévisionnel et du superblocage.

1. Interdiction absolue des plantations.

La loi du 4 juillet 1931 s'était bornée à limiter à 10 hectares les plantations nouvelles autorisées. Il était facile de prévoir le résultat de cette disposition, et il ne s'est pas fait attendre ; tout le monde a voulu utiliser la faculté qui était donnée de planter 10 hectares, et en conséquence l'aire de la vigne s'est considérablement augmentée.

C'est pourquoi, pour maintenir notre vignoble dans ses limites présentes, déjà trop étendues, et pour éviter un nouvel accroissement qui serait une véritable catastrophe, la loi du 8 juillet 1933 suspend sur ce point, pendant cinq ans, les dispositions de la loi du 4 juillet 1931.

Et pendant cette période de cinq ans, toute plantation nouvelle est et demeure formellement interdite.

2. *Le blocage prévisionnel ou préventif.*

Désormais avant même que soit connue la récolte, avant qu'on puisse savoir si elle rendra nécessaire une mesure de blocage, une partie de la récolte se trouve préventivement bloquée dans les caves du producteur. Cette mesure a un caractère purement conservatoire. Les viticulteurs de mauvaise foi ne pourront plus ainsi vendre tout leur vin dès le lendemain de la récolte dans le but d'éviter le blocage et de le rendre inopérant à leur égard.

3. *Le superblocage.*

Il a pour but d'atteindre les véritables responsables de la surproduction, ceux qui par leurs plantations inconsidérées ont contribué à aggraver la crise

Jusqu'à présent en effet la quotité du blocage n'était déterminée dans chaque exploitation que d'après la production globale et le rendement à l'hectare. Le nouveau texte retient un troisième élément : l'augmentation constatée dans la superficie du vignoble depuis 1928.

Telles sont les principales modifications apportées par la loi du 8 juillet 1933. Elle ne touchent, on le voit, à rien d'essentiel de la loi de 1931 dont l'ensemble des dispositions est conservé. De toutes façons la ligne générale de la loi du 8 juillet 1933 est la même que celle du texte précédent.

Le nouveau texte, objet des mêmes espoirs que celui de 1931, sera-t-il lui aussi une source de déboires et de désillusions ? Nous le craignons fort pour notre part, et nous ne pouvons y voir qu'un maigre « palliatif » à la crise actuelle. Il est destiné croyons-nous, avant peu de temps, à être débordé par les événements.

Du reste, dès sa promulgation, la loi du 8 juillet 1933 a causé une véritable déception dans le monde viticole, et cette déception s'est traduite par un effondrement général des cours.

Il y a là une indication qu'il est impossible de négliger.

Certes le nouveau texte a profité en partie des leçons de ces dernières années ; il a plus de force et de vigueur que

celui du 4 juillet 1931 ; il donne moins de prise aux abus. Il ne nous paraît cependant pas de taille à dominer la situation actuelle singulièrement grave, et à apporter un soulagement sensible à la crise viticole.

Et c'est pourquoi nous croyons que le Statut de la Viticulture est loin d'être définitivement élaboré à l'heure actuelle. D'autres mesures viendront nécessairement le compléter dans un avenir prochain.

PREMIÈRE PARTIE

LA REGLEMENTATION DU PRODUIT : LE VIN

Nous nous proposons d'étudier dans cette première partie de notre travail l'ensemble de la réglementation visant le seul produit de la vigne : le vin. Toutes les mesures qui ont trait à la définition du vin, au maintien de son intégrité et de sa pureté, à la protection de cette pureté et de cette intégrité contre la fraude ou contre les procédés cultureux répréhensibles et susceptibles d'y porter atteinte, rentreront donc dans le cadre de cette première partie.

Nous avons cru également utile de consacrer un chapitre spécial à l'organisme chargé d'assurer l'application de ces mesures de réglementation et de surveiller la production et le commerce du vin, aux divers stades de son évolution, depuis la cave du propriétaire récoltant jusqu'au consommateur en passant par les chais des négociants : cet organisme est le « Service de répression des fraudes », dont nous exposerons le mécanisme et le fonctionnement au Chapitre IX.

Rappelons, en outre, que toute cette législation proprement vinicole a profondément évolué dans son principe : partie exclusivement de l'idée de « fraude » et de la nécessité de protéger le consommateur contre la fraude, elle a peu à peu perdu son caractère hygiénique et moral pour aboutir finalement à une réglementation d'ordre surtout économique, visant l'équilibre du marché et le maintien de la balance égale entre la production et la consommation.

CHAPITRE PREMIER

LA DEFINITION DU VIN

Section I

La recherche de la qualité

Les premiers essais de définition du vin remontent à la fin du XIX^e siècle.

Vers 1880 en effet l'invasion phylloxérique avait profondément troublé le commerce du vin. La recherche de la quantité aux dépens de la qualité et le développement de la fraude avaient provoqué, tout comme de nos jours, des crises menaçantes pour l'avenir de notre viticulture. C'est dans ces conditions que le Parlement fut amené à voter la loi « Griffe » le 14 août 1889, où nous trouvons la première définition du vin, produit provenant exclusivement de « la fermentation des raisins frais ».

Plus tard les règlements du 3 septembre 1907 et 19 août 1921 pris en vertu de la loi du 1^{er} août 1905, sur la Répression des Fraudes, ont repris et complété cette définition, et ont donné une définition définitive du vin « produit de la fermentation de raisins frais ou de jus de raisin frais ».

Cette dernière définition n'a pas été modifiée par les lois et règlements postérieurs. Elle subsiste dans toute son intégrité, et aujourd'hui encore le vin est « le produit de la fermentation de raisins frais ou de jus de raisin frais ».

Nous ne reviendrons pas sur cette définition ni sur les

mesures qui ont précédé sur ce point la loi du 1^{er} janvier 1930, puisque aussi bien ces mesures sont toujours en vigueur et que cette définition n'a subi, depuis le décret, du 19 août 1921, aucune modification. Nous avons au surplus déjà longement exposé ces mesures, et il suffira de se reporter à la section II du Chapitre I^{er} de notre Introduction.

Rappelons cependant brièvement et à grands traits les caractéristiques de cette définition du vin, telle que la comprend et la définit la législation française, telle que l'a interprétée une constante jurisprudence.

A. Le vin doit être naturel, même s'il n'y a pas tromperie, c'est-à-dire même s'il n'y a pas fraude, même si le consommateur est prévenu, s'il y a accord entre lui et le vendeur. Il est par conséquent interdit, pour donner un exemple, de mettre en vente un vin additionné d'eau, même en prévenant l'acheteur et même si l'acheteur a lui-même demandé du vin ainsi « mouillé ». Il n'y aurait sans doute pas fraude à proprement parler dans ce cas à l'égard du consommateur, mais le produit vendu ne serait pas du « vin », et tomberait sous le coup de la loi qui le considérerait néanmoins comme une « fraude ».

B. Ce vin naturel doit être un vin normal et ne présenter aucune anomalie de composition, ni aucune maladie (pipûre, tourne...) Aux yeux du législateur un vin naturel n'est plus normal si, par exemple son degré alcoolique est inférieur à certaines limites.

Et c'est précisément sur ce point que la loi du 1^{er} janvier 1930 a fait œuvre propre, en ajoutant diverses mesures à la réglementation antérieure, notamment :

a) Interdiction des coupages présentant des anomalies de composition ; ce sont là des « vins anormaux » que la loi définit rigoureusement et que nous allons étudier sous le titre « vins impropres à la consommation ».

b) Interdiction de faire entrer dans les coupages des vins étrangers importés. Et à ce sujet se pose la question des « Vins étrangers » à laquelle nous consacrerons notre chapitre IV.

Section II

Vins impropres à la consommation

D'après la législation actuelle, un vin naturel peut donc ne pas être un vin normal, et à ce titre être impropre à la consommation. Quels sont donc les vins qu'il faut considérer comme impropres à la consommation ?

1. Ce sont d'abord les vins obtenus par « *surpressurage des marcs* » et « *surpressurage des lies* ».

La vente de ces vins est interdite par le décret du 19 août 1921 ; la loi du 1^{er} janvier 1930 n'a apporté aucune modification sur ce point et les prescriptions de ce décret du 19 août 1921 sont donc toujours en vigueur ; elles ont d'ailleurs été reprises dans les mêmes termes par le décret du 1^{er} février 1930.

A ce titre — ce sont les termes de l'art. 1^{er} de ce décret — ne peut être considéré comme vin propre à la consommation, « le liquide obtenu par le surpressurage de marcs ayant déjà produit la quantité de vin obtenue par pressurage suivant les usages locaux loyaux et constants ».

Ce qui est interdit ce n'est donc pas le pressurage, qui est une opération normale et qui consiste à serrer la grappe pour en extraire le vin qu'elle a pu retenir lors de l'écoulement normal, à l'ouverture de la cuve, après la fermentation. C'est là une opération tout à fait licite, et le décret visé en consacre implicitement l'usage.

Le « surpressurage » est autre chose : il consiste à remettre le marc, déjà épuisé de son jus, par les procédés loyaux et constants, sous un pressoir plus puissant, après lui avoir fait subir d'ailleurs une préparation adéquate. Ce surpressurage donnera un liquide qui ne sera plus le « jus du raisin » mais bien plutôt un composé de la sève de la grappe et des ingrédients ayant servi à la préparation des marcs en vue de la « surpression ». Il sera sans doute difficile de vendre ce liquide sous le nom de « vin » et de l'écouler ainsi dans la consommation. Mais pour faciliter cet écoulement on le

mélanger au vin normal et régulier, et de ce fait, il y aura évidemment fraude à l'égard du consommateur. C'est cela que le législateur ne veut pas, et c'est spécialement cette opération qui se trouve interdite par les termes du décret.

Les vins ainsi obtenus ne pourront plus être dirigés que sur la distillerie ou sur la vinaigrierie.

Il en est de même des vins provenant du surpressurage des lies, et les observations qui précèdent s'appliquent également à ces vins.

Mais la réglementation des vins de lies est encore plus sévère que celle des vins de marc. Pour les marcs en effet le surpressurage seul est interdit ; le pressurage par contre est libre et reconnu parfaitement licite, s'il est pratiqué suivant les usages locaux loyaux et constants, et aucune règle spéciale ne lui est imposée.

Au contraire, si le surpressurage des vins de lies est et demeure interdit, le « pressurage » lui-même est sévèrement réglementé par une disposition, à dire vrai, toute récente. C'est la loi du 8 juillet 1933 qui a imposé cette réglementation dans son art. 4.

Voici d'ailleurs le texte de cet article qui est très clair et que nous nous bornons à citer : « Toute opération de pressurage des lies doit être précédée d'une déclaration souscrite trois jours à l'avance à la recette buraliste des Contributions Indirectes. Cette déclaration présentera des indications qui seront fixées par décret rendu sur la proposition du ministre du Budget ; elle pourra être contrôlée jusqu'à l'expiration d'un délai de quinze jours après la fin des travaux ».

« Toute infraction aux dispositions du présent article et à celles des décrets rendus pour leur application sera punie d'une amende de 600 francs à 5.000 francs indépendamment de la confiscation des matières saisies ».

Un décret est venu préciser les renseignements que doit contenir la déclaration. Cette déclaration doit énoncer :

- 1° Les noms, prénoms, domicile et qualité du déclarant ;
- 2° Les jour, heure, lieu et durée probable des opérations ;
- 3° La quantité de lies à mettre en œuvre ;

4° A la fin de l'opération la quantité de vin obtenue par le pressurage et s'il s'agit de produits autres que ceux venant de la récolte personnelle du déclarant.

Une déclaration distincte doit être faite suivant que les lies traitées sont des lies claires ou des lies grasses.

A la fin de l'opération, la déclaration indiquera :

a) En ce qui concerne les lies claires :

1. la quantité de vin obtenue par le filtrage ;
2. la quantité de lies grasses récupérées après filtrage
3. la quantité de vin obtenu par pressurage.

b) En ce qui concerne les lies grasses : la quantité de vin obtenue par le pressurage.

Le décret précise en outre dans son art. 2 ; que : « à partir du moment où la déclaration prévue à l'art. 1^{er} a été souscrite et jusqu'à l'expiration d'un délai de quinze jours, le compte de la fin de l'opération du déclarant est soumis, dans l'atelier de pressurage et dans les locaux où sont détenues les lies de vins, aux vérifications des employés des Contributions Indirectes qui peuvent prélever gratuitement des échantillons des lies de vins ».

2. Le même décret du 1^{er} février 1930 interdit en deuxième lieu comme impropres à la consommation : le mélange des vins altérés avec un autre vin.

Il est notoire en effet que dans le mélange d'un vin altéré avec un vin normal, c'est toujours le vin altéré qui l'emporte même si la quantité introduite est infime en proportion de la quantité de vin normal. On en pourrait sans doute pas citer un seul cas où un vin piqué, mélangé, même en très petite quantité, dans une grande masse de bon vin, ait pris les qualités de ce dernier. C'est toujours, au contraire, et dans un délai assez bref, le bon vin qui se « pique » à son tour et le mélange tout entier n'est plus que du « vin piqué » bon tout au plus pour la distillerie ou la vinaigrerie.

C'est pour atteindre ces mélanges frauduleux que le décret précité a classé « impropres à la consommation » : « les vins atteints d'accescence simple ayant une acidité volatile, 1) supérieure à 1 gr. 80 par litre exprimée en acide sulfurique ; 2) supérieure à 1 gr. 50 seulement, mais pré-

sentant nettement à la dégustation les caractères des vins piqués, bien que les éléments constitutifs ne soient pas sensiblement modifiés et que leur aspect soit resté normal ».

Ceci pour éviter que le consommateur ayant cru acheter un vin loyal ne se trouve quelques jours après en présence d'un vin piqué et impossible à consommer.

3. Une troisième catégorie de vins impropres à la consommation est constituée par les vins atteints de maladies diverses (tourne, casse, par exemple) « avec ou sans acescence dont l'aspect et le goût sont anormaux et caractérisés : soit par une teneur en acide tartrique total, exprimée en bitartrate de potassium inférieure à 0 gr. 500 par litre ; soit par la présence de deux au moins des trois caractères suivants : acidité volatile supérieure à 1 gr. 50 par litre, exprimée en acide sulfurique ; teneur en acide tartrique total, exprimée en ditartrate de potassium, inférieure à 1 gr. 25 par litre ; teneur en ammoniacque supérieure à 20 milligrammes par litre ». (Décret, 1^{er} février 1930, art. 1).

4. Les « piquettes » sont également déclarées impropres à la consommation. Et cela résulte de l'art. 5 de la loi du 8 juillet 1933.

« Sont seuls autorisés à fabriquer des piquettes ou des vins de sucre les viticulteurs dont l'ensemble des déclarations de récolte n'accuse pas, pour l'année en cours, une production supérieure à 100 hectolitres de vin.

« Toutefois l'autorisation de fabriquer des piquettes pourra être accordée *exclusivement pour la consommation familiale et domestique*, par décret du ministre de l'Agriculture déterminant les communes et les cantons où l'emploi de cette boisson familiale est conforme aux usages locaux loyaux et constants.

« Cette autorisation devra être demandée par le propriétaire ou par le vigneron, là où la culture existe à moitié fruit, avant le 31 août de chaque année ; la demande devra porter l'indication exacte du personnel employé sur l'exploitation, le droit étant limité à 5 hectolitres pour le propriétaire et sa famille, plus 5 hectolitres par homme employé à l'année sur la propriété.

« Toute déclaration de piquettes et de vins de sucre doit être déclaré à la recette buraliste trois jours au moins à l'avance.

« ... les boissons obtenues ne peuvent excéder, dans l'ensemble dix hectolitres et sont réservées à la consommation familiale et domestique des déclarants ».

Que faut-il entendre au juste par piquette ? C'est, nous dit la loi, « la boisson provenant de l'épuisement du marc par l'eau sans autre addition ».

Avant le nouveau texte, la circulation en vue de la vente en était déjà interdite, et la « piquette » ne pouvait être fabriquée que pour la consommation familiale ou domestique.

Il en est de même aujourd'hui. Seulement, cette fabrication est soumise à une réglementation plus stricte et de plus, au lieu des 40 hectolitres autrefois autorisés, la production ne peut plus dépasser, dans l'ensemble, le chiffre de 10 hectolitres, et, dans certains cas particuliers, devra être réduite à un minimum de 5 hectolitres pour la famille du propriétaire, et 5 hectolitres par ouvrier employé dans l'exploitation.

De cette réglementation des piquettes il y a lieu de rapprocher l'interdiction du vin de diffusion également prononcée par la loi du 8 juillet 1933. Le Procédé dit « de diffusion » consiste à chasser le moût du grain par pression de l'eau. Il faudra, pour se livrer à cette fabrication, en faire la déclaration à la recette buraliste des Contributions Indirectes, huit jours au moins à l'avance et se soumettre au contrôle de la Régie. Même alors la vente du « vin de diffusion » est interdite.

Il est en outre un dernier groupe de vins que le législateur a voulu éloigner de la consommation. Leur quantité est très importante. Jusqu'ici on n'avait pas osé les interdire : il était impossible en effet d'arguer d'une idée de fraude et de la nécessité de protéger le consommateur. Leur éloignement du marché s'imposait pourtant, mais pour des raisons d'un autre ordre : des raisons d'ordre économique.

C'est la première fois que dans notre législation vinicole le mobile économique sera invoqué, et il le sera par la loi du 1^{er} janvier 1930. Il s'agit en effet maintenant de prendre des mesures pour s'opposer à des pratiques qui, pour n'être pas des fraudes proprement dites, n'en exercent pas moins sur le marché du vin une influence néfaste : nous voulons parler de la production des vins de mauvaise qualité obtenus avec des rendements considérables, en utilisant des cépages gros producteurs, en plantant dans des terrains humides, en arrosant les vignes, en leur fournissant des engrais avec excès, etc...

« Le Parlement, écrit le ministre de l'Agriculture dans le rapport présenté au Président de la République à l'appui des projets de décrets du 18 juillet 1933, le Parlement a formellement consacré le principe que, pour être livré au commerce, puis offert au consommateur, il ne suffit pas qu'un vin soit naturel au sens de la loi du 14 août 1889, c'est-à-dire n'ait fait l'objet d'aucune fraude ou falsification. Certes cette condition doit être avant tout remplie, mais *il faut en outre que le vin présente au point de vue de la composition certains caractères essentiels.*

« ... J'estime qu'une *politique du bon vin* s'impose, et qu'elle est de nature à remédier, dans la plus large mesure, à l'engorgement du marché... »

Ces vins mal constitués en effet pèsent naturellement sur le marché. Le développement de cette production est un grave danger pour le viticulteur. De nombreux pays ont déjà pris des mesures pour l'enrayer. En France, la loi du 1^{er} janvier 1930 a eu surtout cet objet.

Section III

Les catégories de vins

Ces « catégories » de vins sont une des caractéristiques de la loi du 1^{er} janvier 1930. Cette loi classe donc l'ensemble des vins français en trois catégories bien distinctes :

1^o Les vins français de coupage;

2° Les vins de pays (qui ne sont ni des vins à appellation d'origine ni des vins de coupage) ;

3° Les vins à appellation d'origine.

A ces trois catégories il y a lieu d'en ajouter une dernière : les vins étrangers importés et livrés à la consommation en France.

Nous étudierons ces diverses catégories et leurs caractéristiques dans les chapitres qui vont suivre.

Qu'il nous suffise d'indiquer pour l'instant que tout vin ne pouvant pas entrer dans l'une quelconque de ces catégories, rigoureusement définies et réglementées, doit être considéré, en l'état actuel de la législation viticole, comme « impropre à la consommation » et se trouve irrémédiablement éloigné du marché : ce vin devra obligatoirement être dirigé soit sur la distillerie soit sur la vinaigrerie.

N'est-ce pas un abus de termes que ce vin peut être déclaré « impropre à la consommation ? » Ils s'agit en effet, il ne faut pas l'oublier, d'un vin qui ne tombe sous le coup d'aucune des règles précédemment exposées : c'est donc un vin *naturel produit de la fermentation du jus de raison frais*, et n'ayant aucune maladie caractérisée. C'est un vin « loyal » au sens juridique du mot ; il ne mérite aucun reproche.

Son seul défaut est d'être de faible degré, et surtout d'être produit en très grosses quantités sur des vignobles à très gros rendements.

En d'autres temps, ce vin reconnu naturel, loyal, marchand, pouvait circuler librement ; c'est le temps où seule l'idée de fraude et de protection du consommateur déterminait la législation. Mais ces temps ne sont plus. A travers le consommateur c'est maintenant le producteur que la loi cherche à protéger, c'est la viticulture qu'elle veut sauver de la ruine.

Les nécessités économiques imposent donc au législateur des mesures draconiennes : il fallait absolument éloigner du marché d'importantes quantités de vin. Et c'est pour cela, dans ce seul but, qu'un vin en réalité bon, loyal et marchand, se trouve déclaré « impropre à la consommation »

CHAPITRE II

VINS DE COUPAGE

L'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} janvier 1930 stipule : « Il est interdit d'importer, de vendre, de mettre en vente, de détenir en vue de la vente, sauf pour la distillerie ou la vinaigrerie, des vins de coupage renfermant moins de 9 degrés d'alcool réel ainsi qu'une acidité fixe insuffisante pour qu'en ajoutant le chiffre de l'acidité au degré de l'alcool, la somme de ces deux chiffres soit supérieure à 12,5. Est considéré comme vin de coupage tout vin résultant du mélange par un commerçant de vins différants entre eux par leur provenance ».

Il résulte de ce texte tout d'abord que le coupage est une opération parfaitement licite. « C'est ainsi, disait l'exposé des motifs du projet du Gouvernement devenu la loi du 1^{er} janvier 1930, c'est ainsi que les vins du Centre, provenant de raisins très verts et relativement peu sucrés, peuvent être utilement coupés avec des vins du Midi faits avec des vins très riches en sucre mais dont l'acidité est souvent insuffisante. Les vins ainsi coupés présentent donc une proportion d'acide et d'alcool normale ».

La loi donc consacre l'opération qui consiste pour un commerçant avisé à préparer un vin selon les goûts de sa clientèle, en choisissant plus ou moins judicieusement ses éléments de manière à corriger par les qualités de l'un des défauts de l'autre, et à équilibrer ainsi l'ensemble.

Seulement il devenait alors nécessaire de fixer très strictement la constitution normale de ce « vin de coupage »

afin d'éviter les abus ; c'est ce que n'a pas manqué de faire le législateur.

Section I

Définition des vins de coupage

La première condition pour que la loi puisse s'appliquer c'est de savoir ce qu'il faut entendre exactement par vin de coupage, et, puisque un minimum de qualités constitutives est fixé pour cette sorte de vins, il faut nécessairement posséder une définition aussi exacte que possible de cette expression « vins de coupage ».

1. Nous trouvons dans le texte même de l'art. 1^{er} précité, une première précision : le coupage doit s'entendre de « tout vin résultant du mélange *par un commerçant* de vins différant entre eux par leur provenance ».

Par un commerçant : il s'ensuit qu'un viticulteur agissant à titre individuel, ou qu'une coopérative de récoltants régulièrement constituée, peuvent mélanger leurs vins, même si ces vins sont de provenances différentes ou produits sur des propriétés très éloignées les unes des autres, sans que le résultat du mélange doive nécessairement présenter la composition réglementaire, (circul. n° 437, du 17 mars 1930 de l'Administration des contributions Indirectes ¹).

Pour être un « coupage » au sens de la loi, le mélange doit donc avoir été fait par un commerçant.

Par contre les commerçants ont toute latitude d'employer dans les coupages les différentes qualités de vins de leur choix. Et il leur est permis d'utiliser comme produits de base, à la seule condition qu'ils soient loyaux et marchands, des vins de toute origine et de toute provenance, française, algérienne ou tunisienne, quelle que soit leur composition au point de vue alcool et acidité, avec la restriction toutefois, en ce qui concerne les vins Tunisiens, que la quantité

1. *Revue des Fraudes*, année 1930, pp. 175 et 299.

employée soit dans la limite du contingent admis en franchise des droits de douane.

On peut même mélanger des vins avec des « vins doux », c'est-à-dire, des moûts de raisin (art 1^{er} décret du 19 août 1921); des vins rouges avec des vins blancs, à la condition toutefois que le produit obtenu soit déclaré sous la teinte réelle qu'il a : rouge, rosé, ou blanc (Circulaire C. I, n° 496).

2. Pour être un « coupage » — et c'est la seconde précision — ce mélange fait par un commerçant doit être un mélange de vins *différents par leur provenance*; et une circulaire du Ministre de l'Agriculture en date du 6 mars 1930, spécifie qu'un mélange fait par un commerçant local de vins d'une même provenance ne doit pas être considéré comme un coupage.

L'art. 2 du règlement d'Administration publique du 8 février 1930 stipule d'autre part :

« N'est pas considéré comme coupage, au sens de la loi du 1^{er} janvier 1930, le mélange entre eux de vins ayant droit à une même appellation d'origine, ou confondus dans un même récipient en vue de leur transport de la cave du récoltant au chai du négociant ».

3. Il faut enfin que le mélange soit *destiné à la vente*; dans le cas contraire, il ne tombe pas sous le coup des prescriptions relatives aux vins de coupage. C'est ainsi que la circulaire précitée du Ministre de l'Agriculture en date du 6 mars 1930, admet qu'un négociant puisse faire expédier, dans ses magasins, par wagon-réservoir, des vins de diverses provenances, sans que le mélange qui n'est pas destiné à être vendu en l'état soit soumis aux règles de composition des vins de coupage.

Il restait d'ailleurs à déterminer dans quelles conditions des vins récoltés par des viticulteurs différents pourraient être considérés comme étant de même provenance. Le règlement d'Administration publique du 8 février 1930 l'avait fait dans ces termes par l'art. 2 : « N'est pas considéré

comme un coupage, le mélange des vins originaires d'un canton et des communes limitrophes de ce canton dans une même région, lorsqu'il est d'un usage local loyal et constant de mélanger ces vins en vue de la vente.

La loi du 19 avril 1930, dans son art. 1^{er}, avait diminué cette rigueur et légèrement étendu cette aire de production ; pour ne pas être considéré comme coupage le mélange devait provenir de vins originaires d'un même canton ou *de cantons limitrophes du canton d'origine* dans une même région.

Enfin l'art. 3 de la loi du 8 juillet 1933 a encore étendu le rayon dans lequel peuvent être mélangés les vins ordinaires. Aux termes des nouvelles dispositions, n'est pas à considérer comme vin de coupage le mélange portant sur des vins originaires d'une région, quand le mélange est pratiqué à l'intérieur même de cette région. Et il faut entendre par région l'ensemble des départements compris dans chacun des décrets fixant la composition minimum des vins de pays.

Section II

Composition des coupages

Se basant sur des données scientifiques, dont nous parlerons plus loin et auxquelles se réfère d'ailleurs l'exposé des motifs du projet de loi, l'art. 1^{er}, § 1^{er}. de la loi du 1^{er} janvier 1930 spécifiait que, quant à leur composition, les vins de coupage devaient présenter une richesse alcoolique réelle de 9 degrés au moins et une acidité fixe suffisante pour qu'en ajoutant le chiffre indiquant cette acidité à celui exprimant le titre alcoolique, on obtienne un résultat supérieur à 12,5. Le décret du 8 février 1930 reproduit la même précision sous une forme différente et avec, en outre, une légère variante, puisqu'il dispose qu'aucun vin de coupage donnant à l'analyse soit un degré alcoométrique inférieur à 9 degrés, soit une somme alcool plus acidité fixe inférieure à 12,5 ne peut être importé, vendu, mis en vente, détenu ou transporté en vue de la vente que s'il est destiné à la distillerie ou à la vinaigrerie.

« Il suffit en définitive dit la circulaire n° 437 du 17 mars 1930 de l'Administration des C. I. que la somme alcool plus acidité fixe atteigne exactement 12,5 ».

Pour prendre des exemples, seront réguliers :

1° Un coupage titrant 10 degrés avec acidité de 2 degrés 5 ou plus, puisque la somme alcool-acidité donnera 12,5.

2° Un coupage titrant 11 degrés avec acidité fixe de 1,5 ou plus, puisque la somme alcool-acidité donnera au moins 12,5.

3° Un coupage titrant 9 degrés avec acidité fixe de 3,5 ou plus puisque la somme alcool-acidité donnera au moins 12,5.

Par contre seraient irréguliers :

1° Un coupage titrant 10 degrés avec acidité fixe de 2, puisque la somme alcool-acidité n'atteindrait pas 12,5.

2° Un coupage titrant 8,5 avec acidité fixe de 4,5 car si, dans ce cas, la somme alcool-acidité dépasse 12,5. le minimum de 9 degrés comme richesse alcoolique n'est pas atteint.

Il est bien entendu d'autre part qu'il s'agit du degré réel c'est-à-dire du degré de distillation ; l'acidité fixe est l'acidité due aux principes acides fixes du vin évalués en grammes par litre d'acide sulfurique monohydraté.

La loi du 19 avril 1930 avait modifié sur ce point spécial de la composition des vins de coupage la loi du 1^{er} janvier 1930. Nous avons vu à la suite de quelle intervention (amendement Gaumet) était intervenue cette modification.

Avec cette loi le minimum d'alcool était abaissé à 8 degrés au lieu de 9 ; et le minimum de la somme alcool-acide était ramené de 12,5 à 12. Et ce sont ces chiffres nouveaux qui ont régi la composition des vins de coupage jusqu'à la dernière loi : celle du 8 juillet 1933.

A n'en pas douter cette mesure a été une mesure malheureuse. Sous le prétexte de faire cesser une injustice à l'égard des vins du Centre — qui en réalité n'ont jamais été victimes d'aucune injustice comme nous le démontrons au chapitre suivant — c'était rouvrir le marché à une nouvelle quantité de vins que les chiffres plus élevés de la

loi du 1^{er} janvier 1930 en tenaient éloignés, et cela au moment précis où le marché se trouvait particulièrement surchargé.

Cette opinion n'est pas seulement la nôtre ; c'est aussi celle du député Louis Guichard qui déclarait le 10 juin 1931 à la Chambre, au cours de la discussion de la loi du 4 juillet 1931 : «... le résultat eut été selon moi des plus satisfaisants... si l'on n'avait pas modifié la loi du 1^{er} janvier 1930

« ... Le vote du Parlement abaissant de 9 à 8 le degré alcoolique minimum des vins de coupage, et de 12,5 à 12 la somme alcool-acide qu'ils doivent réaliser a considérablement diminué la force de ce texte. Et l'Exposé des Motifs du Gouvernement dit avec raison : « La proportion des vins de faible teneur en alcool et en principes acides qui peuvent désormais entrer dans les coupages, proportion qui était pratiquement nulle avec les limites primitives, peut devenir au contraire très importante. La loi du 1^{er} janvier 1930 ne conserve sur ce point qu'une efficacité relative ; il faut le reconnaître ».

C'est aussi l'opinion du Gouvernement qui déclare dans l'Exposé des Motifs du projet de loi qui devait devenir la loi du 8 juillet 1933 : « Dans le même ordre d'idées, il est nécessaire de reprendre pour les vins de coupage les caractéristiques prévues par l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} janvier 1930, savoir : degré minimum : 9 degrés, somme alcool plus acidité : 12,5 ».

Et la loi du 8 juillet 1933 est enfin revenue dans son art. 3 aux chiffres de la loi du 1^{er} janvier 1930 :

« Il est interdit d'importer, de vendre, de mettre en vente, sauf pour la distillerie et la vinaigrerie, des vins de coupage renfermant moins de 9 degrés d'alcool réel, ainsi qu'une acidité fixe insuffisante pour qu'en ajoutant le chiffre de l'acidité au degré d'alcool la somme de ces deux chiffres soit inférieure à 12,5 ».

Degré alcoolique : 9 ; somme alcool-acide : 12,5 ; tels sont en l'état actuel de la législation les minima de composition des vins de coupage.

Et nous arrivons à l'étude des procédés qui permettent cette détermination du degré et de l'acidité fixe.

Section III

Détermination du degré et de l'acidité fixe

« Pour l'application de l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} janvier 1930 aux vins de coupage, définis au § 2 dudit article, le degré d'alcool réel et l'acidité fixe des vins sont définis et déterminés ainsi qu'il suit, dit le décret du 8 février 1930 :

« Le degré d'alcool réel est le degré alcoométrique centésimal, c'est-à-dire, le volume d'alcool absolu existant dans 100 volumes de vin considéré et dosé par distillation. L'acidité fixe est l'acidité due aux principes acides fixes du vin évaluée en grammes, par litre, d'acide sulfurique monohydraté.

« La détermination de l'alcool réel et de l'acidité fixe doit être faite en se conformant à la méthode officielle d'analyse des vins telle qu'elle est fixée par l'arrêté des Ministres de l'Agriculture et du Commerce. La somme alcool plus acidité fixe s'obtient en ajoutant au nombre indiquant le degré alcoolique centésimal le nombre représentant l'acidité fixe du vin. Aucun vin de coupage donnant à l'analyse soit un degré alcoométrique inférieur à 9 degrés, soit une somme alcool plus acidité fixe inférieure à 12,5, ne peut être importé, vendu, mis en vente ou transporté en vue de la vente que s'il est destiné à la distillerie ou à la vinaigrerie ».

Quelle est la valeur de ces règles œnologiques ? Nous n'avons pas à l'examiner ici ce serait sortir du cadre de notre étude.

Bornons-nous simplement à donner la méthode officielle de détermination du degré et de l'acidité fixe, telle qu'elle est exposée dans la circulaire n° 437 du 17 mars 1930 de l'Administration des Contributions Indirectes ¹

Détermination du degré :

« Le décret précise qu'il faut entendre comme degré réel le degré alcoométrique centésimal existant dans 100 vo-

1. *Revue des fraudes*, 1930, pp. 175-299.

lumes de vin considéré et dosé par distillation. En conséquence l'alcool en puissance, représenté par le sucre non transformé, ne doit pas entrer en ligne de compte. C'est ainsi qu'un vin blanc titrant 9 degrés ou plus, qui aurait été édulcoré avec un moût muté au soufre, dans les conditions prévues à l'art. 3 du décret du 19 août 1921, ne serait pas régulier si l'addition du moût avait pour résultat d'abaisser la richesse alcoolique du mélange à moins de 9 degrés ou la somme alcool-acide au dessous de 12,5.

« Tous les appareils quels qu'ils soient peuvent être employés pour la reconnaissance du degré réel, notamment les ebullioscopes. Mais les résultats accusés par ces derniers instruments ne peuvent être tenus pour absolument exacts, car ils se traduisent dans la généralité des cas par un écart de 2/10 de degré en plus avec l'alambic. Autrement dit un vin pesant 9 degrés à la distillation au Salleron donne d'habitude 9,2 au Malligand. La constatation du degré réel ne saurait cependant donner lieu à des difficultés car les intéressés sont familiarisés avec cette formalité depuis que le décret du 19 août 1921 a imposé l'obligation d'indiquer le degré alcoolique sur tous les récipients contenant des vins mis en vente, dans les débits de boisson, sans appellation d'origine ».

Détermination de l'acidité fixe :

« L'acidité d'un vin est due à la présence dans le liquide d'acides organiques libres et de sels acides comme le bitartrate de potasse. Le vin contient en plus des acides du moût, ceux qui se sont formés pendant la fermentation ; l'acidité totale est constituée par les acides fixes (acides tartrique libre ou combiné, malique, succinique, tanin ou acide tanique) et les acides volatils (acide carbonique, acétique, propionique, butyrique, etc...)

« D'après la méthode officielle le dosage doit s'effectuer comme suit :

« Acidité totale — On mesure cinq centimètres cubes de vin au moyen d'une pipette à deux traits ; on les place dans un vase de verre à fond plat de 7 centimètres de diamètre ; on amène à 80 degrés environ en plaçant pendant un ins-

tant sur le bain-marie de manière à chasser CO^2 (acide carbonique), on laisse refroidir et on ajoute cinq gouttes de solution alcoolique de phénolphtaléine à 1 %, puis on verse de la soude N/20 placée dans une burette. On a soin de placer le vase de verre au-dessus d'une feuille de papier blanc et à une distance de quelques centimètres. En se plaçant en face de la lumière, on saisit ainsi très facilement les variations de la couleur du liquide. On verse la soude goutte à goutte et en agitant. On observe le virage de la couleur du vin qui se produit avant la saturation complète. Lorsque celle-ci est terminée, la dernière goutte de soude que l'on ajoute donne une coloration rose qui ne disparaît pas par l'agitation du liquide.

« Soit : n , le nombre de centimètres cubes de liqueur alcaline employée : $n \times 0,49$ donne l'acidité totale exprimée en SO^4H^2 (acide sulfurique) par litre.

« Acidité totale — On utilise l'extrait dans le vide. On ajoute à celui-ci cinq centimètres cubes d'eau environ ; on porte le vase à une douce chaleur, et quand la dissolution de l'extrait est entièrement obtenue, on effectue le titrage comme ci-dessus.

« Acidité volatile — En soustrayant l'acidité fixe de l'acidité totale, on obtient l'acidité volatile ».

CHAPITRE III

VINS DE PAYS

Section I

Leur définition

Il faut entendre par l'expression « vins de pays » : tous les vins qui ont une origine connue et qui ne sont ni « vins de coupage » ni « vins à appellation d'origine ». En d'autres termes et pour employer une définition positive, les vins de pays sont « *des vins qui sont vendus sans coupage, dans l'état même ou ils sortent de la propriété, ou mélangés en vertu d'usages locaux loyaux et constants, dans la limite d'une même zone de production, appelée région* ».

Cette expression « vins de pays » est donc en quelque sorte synonyme de vin « de consommation courante » et de vin « n'ayant pas droit à une appellation d'origine ».

Nous ne pouvons mieux faire pour illustrer et préciser encore cette définition, et aussi montrer l'utilité des dispositions de la loi du 1^{er} janvier 1930 créant cette catégorie de vins, que citer les paroles que prononçait au Sénat, le 16 avril 1930 ¹ M. Fernand David, Ministre de l'Agriculture « Lorsqu'un vin d'origine, lorsqu'un vin loyal est né sur un territoire quelconque, il se présente avec une PERSONNALITE si je puis dire, *qui lui est propre*.

« Il a peut-être une teneur réduite en alcool, par rapport

1. J.O., Débats parlementaires du 17 avril 1930.

à la production de certains autres vignobles, mais il a une élégance de constitution, une finesse, une robustesse, une séduction qui le fait rechercher sur le marché consommateur. Ce qui importe pour ce vin, ce n'est pas son degré d'alcool, c'est le maintien de ses qualités natives ».

On trouve dans ces paroles du Ministre de l'Agriculture les raisons profondes qui contiennent la justification du « vin de pays » tel que le conçoit la législation française. La France est riche en vins de qualités d'une merveilleuse variété — et je ne parle pas cependant de ceux bénéficiant d'une appellation d'origine et connus du monde entier — et il suffit de parcourir nos régions viticoles pour se rendre compte que chacune d'elles a « SON » vin, un vin qui lui est propre, avec un goût, une saveur, un bouquet particuliers, ce que M. Fernand David appelle une « PERSONNALITÉ ». Et ce sont là justement les « vins de pays » que le législateur a voulu définir et protéger en les réglementant.

C'est qu'en effet, une réglementation n'est pas seulement une contrainte. Elle est aussi, elle est surtout, en pareille matière notamment, un élément de protection et de sécurité. Pour se rendre compte de cette vérité, il suffit de voir dans quelle pénible situation la loi allemande faute d'une protection efficace, avait placé les vins d'Alsace, avant la Guerre de 1914... « En Alsace, la situation était difficile en 1918, disait M. Oberkirch, à la Chambre des députés le 17 juin 1931 ¹. Dans nos départements et jusqu'au retour de l'Alsace à la France, la viticulture était régie par la législation locale. C'est notamment la loi du 7 août 1909 qui régissait toute la production et la vente des vins. Cette loi était assez étrange. Elle visait beaucoup plus à la quantité qu'à la qualité. Elle stipulait que pouvait être défini comme vin d'Alsace tout vin contenant 51 % des produits de la région. Tout le reste pouvait consister en produits de coupage. Or le plus souvent les marchands de vin se passaient cette marchandise de main en main, chacun pratiquant le coupage, de sorte que finalement on vendait au

1. J.O., Débats parlementaires.

consommateur un breuvage ne contenant qu'une quantité infime de produits de la région ».

Evidemment c'était là une situation lamentable et quine pouvait que nuire profondément à la réputation des « Vins d'Alsace » dépréciés par de tels procédés. Aussi bien un tel produit pouvait-il, sans ironie, s'intituler : vin d'Alsace ? C'est à de tels errements que la législation française a voulu s'opposer.

D'après la loi française, pour bénéficier du titre de « vin de pays » le vin doit donc remplir l'une des deux conditions suivantes :

— ou bien être un vin sans mélange, vendu dans l'état où il sort de la propriété ;

— ou bien être un vin provenant du SEUL mélange, fait en vertu d'usages locaux loyaux et constants, de vins produits dans la limite d'une même zone de production appelée « région ».

Section II

Composition et constitution normale des « vins de pays »

La loi du 1^{er} janvier 1930 n'a imposé aucune réglementation d'ensemble en ce qui concerne la composition et la constitution des « vins de pays » ; contrairement à ce qui a été fait pour les vins de coupage, aucun minimum n'a été fixé pour leur teneur en alcool et leur acidité. Ici donc une seule réserve est imposée : ces vins de pays doivent être simplement des vins « normaux », n'avoir aucune maladie ne pas être des vins « anormaux » au sens que la législation viticole a donné à cette expression et que nous avons précédemment exposé.

Cela ne veut pas dire d'ailleurs que ces vins ne soient soumis à aucune règle ; car, s'il n'y a aucune réglementation d'ensemble, il existe par contre des réglementations particulières. La loi ne pouvant pas entrer dans le détail s'est bornée à « prévoir » ces réglementations et en a confié le soin au pouvoir exécutif.

Et le paragraphe 3 de l'art. 2 de la loi du 1^{er} janvier 1930 prévoit qu'un décret rendu sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, pris sur avis de la Commission technique permanente, et compte tenu des conditions climatiques de leur production, fixera chaque année *pour chaque région* la composition au-dessous de laquelle les vins de pays devront être considérés comme impropres à la vente hors du département.

C'était évidemment le seul moyen de sauvegarder les « caractéristiques » locales de ces vins de pays, que la loi a voulu consacrer. Mais c'était en outre donner aux viticulteurs honnêtes une garantie : si, dans une région, des abus sont commis par la production anormale de vins différant nettement de ceux qu'on produit habituellement dans cette région, en se conformant aux usages locaux loyaux et constants, la vente de tels vins se trouve automatiquement interdite hors du département producteur, et même dans l'intérieur du département ; ils ne pourront même pas entrer dans les coupages et ne seront bons que pour la distillerie ou la vinaigrerie.

Il y a donc bien pour ces vins de pays une composition normale et une richesse alcoolique minima ; nous devrions dire plutôt « des » compositions normales et des richesses alcooliques minima, autant précisément qu'il y a de pays. Elles sont déterminées par des enquêtes du Ministère de l'Agriculture et fixées, région par région, au moyen d'un décret.

Le système, on le voit, est très souple ; il permet d'« adapter » les mesures à prendre et les règles à imposer aux terroirs et aux diverses conditions de production d'abord et aussi aux circonstances climatiques, puisque le décret prévu est annuel et peut donc varier selon que la température a été plus ou moins favorable à la maturation du raisin.

Depuis le vote de la loi du 1^{er} janvier 1930, plusieurs décrets sont intervenus fixant la composition minima des vins de pays des diverses régions. Ces décrets ont été pris, une série le 28 décembre 1931, et une série le 11 mars 1932. La dernière série de décrets a paru au *Journal Officiel* le 18 juillet 1933. (Voir en Appendice p. 253).

Ce régime des vins de pays est donc très libéral ; ils peuvent circuler quelle que soit leur richesse alcoolique et leur somme alcool-acide ; il suffit qu'ils soient propres à la consommation et que leur constitution réponde aux qualités minima fixées par région. C'est ce qui a été précisé par le rapporteur de la Commission de l'Agriculture du Sénat, M. Gaston Carrère, le 16 avril 1930¹ :

« Il me semble qu'au fond de toute cette longue discussion qui s'est poursuivie, une méprise a subsisté : les Associations des Viticulteurs du Centre, ayant peut-être imparfaitement lu la loi, ont pu s'imaginer de bonne foi que seuls les vins de 9 degrés pourraient circuler dans tout le pays. En réalité une confusion paraît s'être produite dans leur esprit entre les vins de coupage astreints à certaines obligations et les vins de pays qui n'en ont aucune et qui, soit qu'on les consomme en nature soit qu'on les mélange avec des vins de provenance diverse, peuvent circuler librement partout en vue de la vente, être mis en vente quelle que soit leur richesse alcoolique quelle que soit leur somme alcool acide. Ni la loi, ni les règlements d'Administration publique ne fixent à cet égard aucun minimum, et les vins de pays titrant même 5 degrés peuvent être comme par le passé achetés par les marchands de gros, pourvu qu'ils ne soient pas impropres à la consommation. c'est-à-dire, qu'ils ne soient atteints ni d'acescence, ni de tourne, ni de casse. Ainsi ces vins peuvent en tous temps, en tous lieux, être ou revendus tels quels, ou employés dans les coupages...

« Nul régime n'est donc plus libéral ».

Section III

Le casier viticole

Puisqu'il est possible de fixer pour tous les vins de pays, quelle que soit la région productrice, le même minimum de degré alcoolique et de qualités constitutives, le Législateur a décidé, nous venons de le voir que dans chaque

1. J.O., Débats parlementaires.

région une enquête annuelle déterminerait la composition normale des vins de chaque récolte.

Il s'agit maintenant d'organiser le contrôle de ces vins, et pour cela il faut pouvoir, grâce aux renseignements ainsi obtenus, comparer tel échantillon de vin prélevé chez un commerçant avec les échantillons authentiques prélevés antérieurement au cours de l'enquête annuelle dans la région de production ; ce n'est que par ce moyen que l'on pourra éliminer du marché, en tenant compte des différences locales et régionales de composition, les vins anormaux impropres à la consommation.

Mais ce système de contrôle implique une condition primordiale, et cette condition est celle de l'identification des vins : il faut qu'à tout moment et sans risques d'erreurs *l'identité d'origine* de ces vins de pays, non coupés et échappant au minimum de composition des vins [de coupage, puisse être facilement établie.

Dans ce but l'art. 2 de la loi du 1^{er} janvier 1930 fait une obligation d'indiquer sur les récipients, factures et pièces de régie des vins de pays, la mention suivante : « Vin de pays provenant de ... » Ainsi leur identification sera toujours possible.

Cette façon de procéder présente toutefois un danger ; on risque dans certains cas de créer une confusion entre des vins ordinaires et des vins de crû, si, par exemple, on emploie pour les deux catégories de vins des mentions géographiques tirées de leur lieu d'origine. Ce serait alors compromettre toute la protection que donne aux marques régionales que sont les « appellations d'origine », la loi du 6 mai 1919. Il est donc absolument nécessaire de prendre des précautions pour écarter ce risque.

C'est pourquoi la loi du 1^{er} janvier 1930 dispose qu'en aucun cas l'indication d'origine ne devra créer une confusion avec une appellation d'origine, et à cet effet l'art. 3 du décret du 8 février 1930 précise que la désignation du lieu de production sera libellée de la façon suivante : « Vin de pays provenant de... ». Cette mention sera complétée par le nom du canton, sauf le cas où il constituerait une appellation d'origine. Dans cette dernière hypothèse et sous la

même réserve, on utilisera un nom de localité figurant au cadastre suivi du nom du Département.

Aucune forme particulière n'est imposée pour l'inscription du lieu de provenance sur les fûts ou caisses et la plus grande liberté est laissée à cet égard ; il suffit que l'inscription demeure apparente et lisible tant en cours de route que dans les magasins de gros ou de détail.

Pour les bouteilles cependant nous trouvons de plus grandes précisions. On le comprendra facilement car c'est dans la vente du vin en bouteille qu'est le plus à craindre une confusion entre les vins de pays et les vins à appellation d'origine ; ces derniers ne sont-ils pas vendus, sinon toujours, du moins presque toujours, en bouteille ?

Donc sur les bouteilles, le lieu de production des vins de pays doit, en vertu de l'art. 3 du décret précité, être inscrit au moyen d'une étiquette spéciale, de forme rectangulaire de la dimension de 5 centimètres de long sur 3 centimètres de large, qui ne peut recevoir aucune autre inscription. Les mots constituant cette inscription devront être composés en lettres identiques, et en noir sur fond blanc.

Il est évident, enfin, que l'observation de ces prescriptions s'impose tant aux producteurs qu'aux marchands en gros et aux marchands au détail.

Section IV

Vins de pays pesant plus de 9 degrés, et ayant une somme alcool-acide supérieure à 12,5

Ces vins peuvent circuler normalement dans tout le pays sans indication du lieu de leur provenance et sans aucune condition restrictive.

Cela se comprend facilement puisque ces vins ont tous les caractères minima des vins de coupage ; il est donc juste qu'ils jouissent de la même liberté tant du point de vue de leur circulation que de celui de leur emploi éventuel.

Il n'est nul besoin, nous semble-t-il, de donner à leur sujet de plus amples explications.

CHAPITRE IV

LES APPELLATIONS D'ORIGINE

Les vins connus sous une appellation d'origine ancienne ou réputée jouissent d'après la loi d'une protection particulière. Et c'est justice. Leur situation est, en effet, plus difficile et leur définition plus délicate que celle des vins de consommation courante. En outre on exige d'eux une somme de qualités plus grandes et plus précises que pour les vins de consommation courante, et s'ils restent soumis aux conditions générales imposées à ces derniers, notamment celle d'être « propres à la consommation », ils doivent encore avoir des qualités génériques ; ce sont même ces qualités génériques « spéciales » qui constituent leur droit à une appellation d'origine.

Il fallait donc leur accorder une protection spéciale et sérieuse, car il s'agit ici non seulement de défendre un vin naturel et propre à la consommation contre ceux qui ne le sont pas, mais surtout de le défendre contre la concurrence des vins en apparence semblables et qui n'auraient pas les mêmes qualités substantielles spécifiques.

D'ailleurs le respect des vins à appellation d'origine remonte très loin dans le temps. L'antiquité Romaine a connu les noms fameux du Cécube et du Falerne, dont la littérature a transmis jusqu'à nous la juste célébrité, et il en est de même des fameux vins de Grèce, de Sicile et d'Italie qu'on conservait dans les « amphores ».

Plus près de nous, à une époque encore très reculée, nous savons qu'en France même des mesures sévères avaient été prises par la Royauté pour protéger les crûs renommés contre la fraude et la concurrence déloyale, et une réglementation stricte visant la contenance et la forme des barriques empêchait toute confusion entre les grands vins de crû de Bordelais et les autres vins qui, par la Garonne, descendaient jusqu'au port de Bordeaux.

Là, comme sur bien d'autres points, la Révolution vint faire œuvre néfaste en détruisant l'ancienne réglementation en même temps qu'elle brisait l'armature des anciennes corporations. Aussi la fraude prit-elle un grand développement au cours du XIX^e siècle. Et pour enrayer cette fraude, à tout le moins lutter contre elle, le législateur moderne a dû bâtir toute une réglementation destinée à assurer la protection des vins de crû.

Le premier essai de réglementation a été la loi du 1^{er} juillet 1824 qui est venue sanctionner l'emploi frauduleux dans les produits fabriqués « d'un nom de lieu autre que celui de la fabrication ». C'est une loi trop imprécise et d'une portée trop générale pour être utile en ce qui concerne la protection des vins.

Et il faudra attendre la législation sur les fraudes de 1904 pour avoir une définition suffisamment nette des appellations d'origine, conçue d'ailleurs sous un angle purement territorial. L'art. 11 de la loi du 1^{er} août 1905 prévoyait des règlements d'Administration publique pour fixer « les inscriptions et marques indiquant soit la composition soit l'origine des marchandises soit les appellations régionales et de crû particulier que les acheteurs pourront exiger sur les factures », et la loi du 5 août 1908 précisait que ces règlements d'Administration publique feront « la délimitation des régions pouvant prétendre exclusivement aux appellations de provenance des produits ». Cette délimitation, ajoutait le texte, sera faite en prenant pour base les usages locaux constants.

Section I

Définition

En ce qui concerne les grands vins il n'y a guère à redouter la falsification proprement dite du produit, comme par exemple le mouillage ; il est relativement facile au consommateur de déceler cette falsification.

Mais ce qui est surtout à redouter c'est l'usurpation de l'appellation d'origine. Et pour cette raison il nous faut voir comment se présente, sur le terrain juridique, cette notion d'« appellation d'origine ».

Que signifie ce terme : Appellation d'origine ?

Notons tout d'abord qu'il est nécessaire de faire la distinction entre l'appellation d'origine proprement dite et la simple indication d'origine fournie soit verbalement soit dans les papiers de commerce, soit sur le produit lui-même, donnée soit directement soit indirectement (au moyen de vues, d'attributs, d'armoiries, etc...).

Il y aura indication d'origine, par exemple, si l'on fait connaître que tel produit est originaire de Paris ou de Rouen. Si cette indication est fausse, il y a fraude commerciale, tromperie sur l'origine de la marchandise et accessoirement sur les qualités qui s'attachent à cette marchandise. Pour savoir s'il y a fausse indication d'origine, il suffit donc de rechercher si les mentions ou signes employés sont propres à faire attribuer au produit mis en vente une origine déterminée différente de son origine réelle.

Au contraire l'appellation d'origine — par exemple : Champagne, Bordeaux, Roquefort — constitue une *dénomination commerciale* réservée au produit d'une certaine origine et à laquelle doit être accordée la protection dont bénéficie la propriété industrielle et commerciale. Il faut donc interdire tout emploi d'une telle appellation pour désigner des produits autres que ceux qui y ont légalement droit.

Et l'adjonction à cette appellation de correctifs tels que genre, façon, etc... ou l'indication du lieu réel de production ne fait pas disparaître l'abus, de même que l'usurpation d'une marque ou d'une raison sociale subsiste si l'on y adjoint un correctif tel que le mot « genre » ou le nom du véritable fabricant. On ne peut donc dénommer régulièrement un vin : « Porto du Cap », ou « Champagne Suisse » par exemple. Ce n'est plus ici une fausse indication d'origine, mais une *appellation d'origine appliquée à des produits qui n'y ont pas droit*.

Il faut encore préciser qu'en matière vinicole les appellations d'origine ne peuvent jamais tomber dans le domaine public, ainsi que cela se produit pour d'autres produits : le « Bleu de Prusse » notamment. L'art. 10 de la loi du 6 mai 1919 l'interdit formellement pour la raison que *les appellations d'origine qui désignent ces produits ne peuvent pas être considérés comme présentant un caractère générique*.

Sous le bénéfice de ces explications, l'art. 1^{er} de la loi du 6 mai 1919 paraît très clair dans sa définition de l'appellation d'origine : « Toute personne qui prétendra qu'une appellation d'origine est appliquée à son préjudice direct ou indirect et contre son droit à un produit naturel ou fabriqué et contrairement à l'origine de ce produit ou à des usages locaux loyaux et constants aura une action en justice pour faire interdire l'usage de cette appellation ».

Il n'y a donc pas, d'après ce texte, à proprement parler un droit de propriété sur les appellations d'origine. L'appellation est attachée à la chose : au vin, et c'est cette chose, ce vin, qui se trouve ou non dans les conditions voulues pour que l'appellation lui soit régulièrement appliquée.

L'art. 10 de la même loi, modifié par la loi du 22 juillet 1927, précise : « Indépendamment des prescriptions relatives à l'origine contenues à l'art. 1^{er} de la présente loi, aucun vin n'a droit à une appellation d'origine régionale ou locale s'il ne provient de cépages et d'une aire de production consacrée par des usages locaux, loyaux et constants.

« L'aire de production est la surface comprenant les

communes ou parties de communes propres à produire le vin de l'appellation ».

Une appellation d'origine est donc bien une dénomination commerciale applicable à une certaine catégorie de marchandises, tirée de l'origine géographique de celles-ci.

Il nous reste à nous demander comment et par qui, dans la législation actuelle, sont déterminés les droits de tel ou tel vin à une appellation d'origine.

Nous avons déjà vu que les lois du 1^{er} août 1905, et 5 août 1908 avaient laissé ce soin à des « règlements d'Administration publique ».

En exécution de ces textes plusieurs décrets furent pris, délimitant : la Champagne viticole (décrets du 26 avril 1909 et 7 juin 1911), le Cognac (1^{er} mai 1909), l'Armagnac, (25 mai 1909), le Banyuls (18 septembre 1909), la Clairette de Die (21 avril 1910), le Bordeaux (18 février 1911).

Mais ces décrets donnèrent lieu à toutes sortes de difficultés, notamment en Champagne où la délimitation suscita les plus graves difficultés. Elle avait exclu du droit à l'appellation : « Champagne » un important vignoble situé dans l'ancienne province de ce nom. La création d'une région « Champagne deuxième zone » (décret du 7 juin 1911) ne suffit pas à apaiser les revendications, et un moment l'agitation dégénéra en émeute. L'idée naquit de supprimer ce qu'avaient de trop rigide ces délimitations régionales et de laisser aux tribunaux le soin d'apprécier quelles régions pourraient bénéficier de l'appellation d'origine pour leurs vins.

« Au régime des délimitations réglementaires, disait l'Exposé des Motifs du projet de loi du 30 juin 1911, régime que l'expérience nous contraint d'abandonner, doit succéder un ensemble de mesures tendant aux mêmes fins par des voies différentes... Le but à atteindre c'est d'assurer aussi rigoureusement que possible la protection des appellations d'origine, c'est-à-dire de défendre les producteurs de toutes les régions intéressées contre des usurpations de nom qui les ruinent et en même temps de protéger l'acheteur contre des tromperies concernant l'origine des pro-

duits, lorsque l'origine de ceux-ci est la cause principale de la vente ».

C'est cette même idée, quoique le texte soit légèrement différent, que nous trouvons dans la loi du 6 mai 1919 : « Substituer au régime de délimitation administrative un régime nouveau dans lequel *les tribunaux seront seuls compétents* pour trancher toutes les questions relatives à l'emploi des appellations d'origine »¹.

Dans la crainte qu'une détermination géographique ne soit trop stricte et trop rigide et qu'elle manque aussi d'exactitude, c'est donc sous le contrôle des tribunaux que le législateur de 1919 place la définition des éléments attributifs du droit au nom pour un vin de crû.

Voyons maintenant les conditions dans lesquelles les intéressés pourront s'adresser aux tribunaux, et comment peuvent s'exercer les droits des producteurs en vue de faire consacrer, les appellations d'origine applicables à des produits déterminés à l'exclusion de tous les autres.

Section II

Conditions d'emploi

I. *Droit aux appellations d'origine.*

A. *Les éléments attributifs du nom.*

La première question qui se pose lorsqu'on veut assurer la défense des appellations d'origine est de savoir quelle est l'origine qui donne droit à l'appellation.

La loi du 6 mai 1919, issue du projet de loi du 30 juin 1911 qui consacrait l'abandon des délimitations administratives organise une procédure judiciaire spéciale et crée une présomption légale au profit des régions délimitées.

Cette loi, dans sa première partie (art. 1 à 7), institue une action spéciale destinée à faire trancher les contestations portant sur la légitimité de l'emploi d'une appellation d'origine.

1. Circulaire du Ministre de l'Agriculture du 6 juin 1919, *J.O.* du 15 juin 1919.

Il ne s'agit nullement ici, bien entendu, d'un cas où une fraude justiciable des tribunaux correctionnels serait alléguée ; la loi vise seulement les personnes qui, faisant un usage légitime d'une appellation d'origine, voient celle-ci employée dans des conditions irrégulières, ce qui constitue vis-à-vis d'elles un acte dommageable de concurrence déloyale.

Il ne s'agit pas, non plus, de l'action de l'art. 1382 du Code civil, qui suppose une faute du défendeur ayant causé au demandeur un préjudice ouvrant droit à réparation.

C'est une *action spéciale*, créée pour la défense des appellations d'origine et qui tend à faire cesser les abus et à réaliser par la voie judiciaire la définition du sens des appellations d'origine.

L'intérêt qui ouvre le droit à l'action est celui des commerçants et des producteurs lésés par une concurrence abusive. Et on comprend alors que le texte vise le *préjudice indirect* pour éviter aux intéressés une fin de non recevoir basée sur le manque de preuve d'un préjudice direct.

Cette action, intentée à l'occasion de faits déterminés, aboutira à de véritables définitions et les décisions de justice rendues permettront de distinguer les produits qui ont droit à des appellations d'origine des autres, de dire s'il y a, dans un cas donné, emploi légitime ou emploi abusif d'une appellation d'origine.

Mais pour cela il faut d'abord que les régions donnant droit à une appellation d'origine soient délimitées ; ainsi sera créé un véritable monopole des appellations d'origine aux terroirs qui par la qualité de leurs produits en ont fait la réputation.

Il faut aussi que ceux qui obtiennent leurs produits en se conformant aux usages locaux loyaux et constants qui ont fait la réputation de l'appellation soient protégés contre la concurrence de ceux qui appliqueraient cette appellation à des produits obtenus en plus grande quantité par des procédés différents.

Car il est bien évident que tous les produits obtenus dans une même région n'ont pas forcément droit à l'appellation d'origine de cette région. Et vendre sous le nom de

« Sauterne » un vin issu de cépages à grand rendement, ou sous le nom de « Champagne » un vin blanc mousseux obtenu autrement que par la méthode Champenoise serait aussi peu conforme à la réalité et aussi déloyal que de vendre sous le même nom des vins récoltés dans d'autres régions.

Le texte de l'art. 1^{er} de la loi du 6 mai 1919 permet donc de faire interdire l'emploi d'une appellation d'origine lorsque le vin est fait *contrairement à l'origine du produit ou à des usages locaux locaux et constants*.

Cependant la jurisprudence¹ s'est refusée tout d'abord à trouver dans le texte de l'art. 1^{er} de la loi du 6 mai 1919 les éléments de définition que nous venons d'exposer. La Chambre Civile de la Cour de cassation notamment dans des arrêts du 26 et 27 mai 1925² a jugé que les usages visés sont ceux *qui circonscrivent le lieu d'origine* et que pour le droit aux appellations d'origine *le fait géographique seul importe*.

D'après ces arrêts, un produit aurait donc droit à une appellation d'origine s'il a *l'origine* ou, tenant lieu de celle-ci, *les usages*. Les vins de la commune de Preignac n'ont pas l'origine Sauterne, mais ils ont pour eux les usages, qui permettent de leur donner cette appellation. Et d'autres part tout ce qui naît sur le territoire de l'ancienne province de Champagne a l'origine Champagne et par conséquent peut porter cette appellation, quel que soit le mode de préparation.

Appliquer ainsi la loi c'est donner libre cours à tous les abus et pousser à la recherche de la *quantité* à tout prix, aux dépens de la qualité naturellement. Et c'est du même coup risquer par la multiplication indéfinie des plantations à grand rendement de jeter le discrédit sur le nom de nos grands crûs. Il est indéniable que l'on aboutit ainsi à un recul sur la loi du 1^{er} août 1905, qui permettait de poursuivre, pour tromperie sur la nature et les qualités subs-

1. Cour de Bordeaux, 26 février et 25 mai 1923, Cour de Paris, 16 février 1923, Cour de cassation (Ch. crim.), 7 juillet 1923, Cour de cassation (civ.), 26 mai 1925.

2. Délimitation du Champagne, *Gaz. Pal.*, 24 juin 1925.

tantielles de la marchandise, ceux qui se seraient livrés à ce trafic malhonnête, que la nouvelle jurisprudence autorise désormais, puisqu'elle permet, sous le prétexte qu'ils ont été produits dans un terroir donné, de vendre sous un nom réputé des produits de qualités inférieures, obtenus avec des procédés de culture ou de fabrication opposés à ceux qui ont fait la réputation de ce nom.

Fort heureusement dès le début de 1924 le Ministre de l'Agriculture avait déposé un projet de loi dont la disposition essentielle précisait la portée de l'art. 1^{er} de la loi du 6 mai 1919 : droit aux appellations d'origine subordonné, en premier lieu, à l'origine géographique, en second lieu au respect des usages de production. Ce projet repris le 23 juin 1925 par M. Capus, ancien Ministre est devenu la loi du 22 juillet 1927.

Le nouveau texte est destiné à remédier aux inconvénients que présentait la rédaction de l'art. 1^{er} de la loi du 6 mai 1919, et a pris place dans l'art. 10, qui ouvre la série des dispositions concernant spécialement les vins et les eaux de vie. Cette loi du 22 juillet 1928 précise en effet, **qu'indépendamment des prescriptions relatives à l'origine, contenues dans l'art. 1^{er} (de la loi du 6 mai 1919) aucun vin n'a droit à une appellation d'origine régionale ou locale s'il ne provient de cépages et d'une aire de production consacrés par des usages locaux loyaux et constants.**

Et il ne faut pas entendre les mots « aire de production » dans le sens de « région productrice ». Ces mots ont ici un sens plus précis et désignent « la surface comprenant les communes ou partie de communes propres à produire le vin de l'appellation ». Il ne s'agit donc pas de déterminer les terrains utilisés actuellement ou qui l'ont été antérieurement pour cet objet, mais de savoir quels sont les terrains qui correspondent, par *leur nature et leur situation* au type consacré par les usages locaux loyaux et constants pour la production du vin de l'appellation.

Les anciennes délimitations conservent donc toute leur valeur avec cette réserve cependant que les intéressés ne peuvent s'en prévaloir pour donner à certains vins des

appellations d'origine contrairement aux nouvelles dispositions du nouvel art. 10. Et il est certain d'autre part que les viticulteurs des régions délimitées ont leurs vins soumis à la discrimination faite entre les terrains et les cépages. C'est ainsi que la loi proscriit formellement les hybrides producteurs directs et stipule qu'aucun vin en provenant ne peut être vendu avec une appellation d'origine.

Cette réforme d'une urgente nécessité ne nous semble pourtant pas suffisante, et la nouvelle loi contient — à notre avis — des graves lacunes. Elle exige, pour ouvrir le droit à une appellation d'origine, une origine géographique, un terrain et un encépagement conformes aux usages locaux loyaux et constants; mais elle ne dit rien concernant certains modes de culture et de vinification manifestement contraires aux usages locaux loyaux et constants qui permettent d'obtenir des vins à bas prix mais d'une qualité inférieure à ceux qui ont fait la réputation du crû. Sur ce point, elle laisse la porte ouverte à tous les abus et ne donne aucun moyen de les réprimer.

Il est certain que le texte voté est, sur ce point, d'une efficacité très inférieure à celui qui avait été proposé par M. Capus. La proposition de loi de M. Capus aurait pu seule en effet donner pleine satisfaction à tous les intérêts légitimes en cause, en stipulant que : « l'appellation d'origine d'une commune ou d'une région ne peut être appliquée qu'aux produits obtenus dans la région ou commune d'origine conformément aux usages locaux loyaux et constants. Pour les vins l'aire de production et l'encépagement conditionnent principalement leur appellation d'origine ».

Dans ce texte on laissait à l'autorité judiciaire le soin de maintenir les usages locaux loyaux et constants dont l'observation assure la qualité des produits, et on indiquait les conditions essentielles auxquelles tenaient les viticulteurs. On faisait donc pleine confiance aux Tribunaux, et il nous paraît que cette solution aurait été de beaucoup la meilleure.

B. *Effets du droit au nom.*

La première question à nous poser est de savoir quels seront les bénéficiaires de ce « droit au nom » placé sous le contrôle des Tribunaux judiciaires. L'art. 7 de la loi du 6 mai 1919 nous renseigne clairement et stipule que les « jugements et arrêts définitifs décideront à l'égard de *tous les habitants et propriétaires de la même commune ou le cas échéant, d'une partie de la même commune* ».

Il suffit donc que l'un des intéressés obtienne un jugement lui donnant droit au nom générique, pour que tous ceux qui se trouvent dans une situation semblable aient droit eux aussi à ce nom générique pour leurs produits, et ce qui est jugé au bénéfice de l'un d'eux est jugé au bénéfice de tous.

Les décisions judiciaires ont donc exceptionnellement en cette matière une valeur collective, contrairement au principe général qui veut qu'une décision judiciaire n'ait d'effet que « inter partes », entre ceux qui sont parties au procès. Les décisions judiciaires sont donc en quelque sorte assimilées ici aux règlements et aux lois qui seuls s'adressent normalement à une collectivité. Il doit être bien entendu, toutefois, que cette valeur collective des décisions judiciaires ne peut pas dépasser les limites du territoire qui fait la raison d'être de l'appellation ; mais dans l'intérieur de ce territoire il a force de loi, quelle que soit l'ancienneté d'un usage particulier contraire.

Ces règles sont d'ailleurs appliquées par une jurisprudence constante. Qu'il nous suffise, pour renforcer notre exposé, de citer un jugement de la Cour d'Appel de Bordeaux, en date du 13 juillet 1925¹.

« ... Le droit à une appellation d'origine jugé en faveur d'un propriétaire profite à toute la commune quand le jugement indique que ce propriétaire n'était pas le seul à faire usage de la dénomination qui était au contraire employée par d'autres propriétaires de la commune

« ... Par suite, le propriétaire du domaine de Boyrin, situé dans la commune de Roaillan n'a pas le droit de

1 Rec., Bordeaux, 1925, p. 138.

donner à ses vins le nom de « Roaillan-Sauterne » ou de « Cotes Sauterne », alors que si l'on admet que le propriétaire dudit domaine en 1877 faisait usage de l'appellation « Sauterne », on doit reconnaître que c'était là un usage individuel qui, pratiqué plus tard par les acquéreurs, d'ailleurs peu nombreux, des morcellements de ce domaine, ne pouvait faire acquérir le droit à l'appellation dont il s'agit tel qu'il est envisagé par le législateur de 1919 ».

Il nous paraît utile, en outre, de citer à titre d'exemple un certain nombre d'appellations d'origine ayant fait l'objet de décisions judiciaires dans le cadre de la loi de 1919 : ce sont le Sauterne, le Saint-Emilion, le Gaillac, le Minervois, le Corbières, etc...

Ces décisions judiciaires qui interviennent au bénéfice de tous les habitants d'une collectivité, *s'imposent à tous et ont effet « erga omnes »*. Il ne pourrait donc appartenir à quiconque, une fois la définition consacrée par la Justice dans le cadre de la loi, de disputer ce droit au nom à aucun des ayant droit.

C'est donc l'exclusivité du droit au nom qui est consacrée à l'égard de tous. La Cour d'Appel de Bordeaux a fait une application très curieuse de ce principe au cas de vente de la récolte d'une année d'un crû déterminé : « Lorsque, d'après les termes d'un bordereau rédigé par un courtier, un propriétaire a cédé à un premier négociant la totalité de sa récolte susceptible d'être livrée au Commerce, et lui a attribué l'exclusivité de l'appellation d'origine servant à la désigner et qu'ensuite le même propriétaire a manqué aux engagements ainsi pris et a vendu, par l'entremise du même courtier, à un second négociant le solde des vins de la même récolte réservés pour sa propriété et désignés sous la même appellation, la faute ainsi commise par le propriétaire et le courtier les rend tous les deux solidairement passibles de dommages et intérêts envers le négociant lésé par la seconde vente, auquel on ne saurait opposer qu'il aurait refusé d'acheter le soldé desdits vins, qui désormais sous peine d'une astreinte solidaire ne pourront plus être vendus que sous la seule dénomination de vin rouge »¹.

1. Cour de Bordeaux, 13 novembre 1924, *Journal des arrêts de Bordeaux* 1924-1-86 ; 1924-4-25.

II. *Délimitation*

Puisque nous venons d'étudier la nature juridique du droit aux appellations d'origine, il nous faut exposer maintenant de quelle manière, dans la pratique, seront fixées les conditions de l'emploi de ces appellations; aussi bien aucune de ces appellations d'origine, hors l'appellation « Champagne » n'a été définie par le législateur lui-même.

L'appellation d'origine, nous venons de le voir, ne fait pas l'objet d'un droit de propriété; elle s'attache au seul produit. Il s'agit donc de déterminer à quels produits une appellation d'origine peut être légitimement appliquée.

La première condition à remplir est évidemment la conformité de l'origine avec l'appellation employée. Il est donc de toute nécessité, pour permettre le contrôle, de fixer les limites des régions dont les produits peuvent seuls avoir droit aux appellations d'origine.

Nous avons déjà vu que le législateur a confié aux Tribunaux judiciaires le soin de déterminer les régions productrices correspondant aux diverses appellations; en outre, par l'art. 1^{er} de la loi du 6 mai 1919, il a ouvert le droit à une action spéciale, dont il nous reste à indiquer les modalités et les résultats possibles. C'est en effet tout une procédure spéciale qui est organisée et la loi contient diverses mesures destinées à faciliter la solution des litiges civils portant sur le droit aux appellations d'origine.

Nous examinerons aussi brièvement que possible les différents points à propos desquels des règles particulières ont été édictées.

a) *Intérêt permettant l'exercice de l'action.* — Nous avons déjà vu que l'action est ouverte à quiconque a subi un préjudice direct ou indirect. Elle peut être engagée par quiconque prétend qu'une appellation d'origine est appliquée à un produit contre son droit et à son préjudice direct ou indirect. Et il n'est nullement nécessaire de justifier du montant du préjudice, ni qu'il y ait eu effectivement des tractations commerciales sous l'appellation litigieuse. Il suffit qu'un acte manifestant la volonté de se

servir de cette appellation ait été accompli, un acte quelconque, par exemple la seule déclaration d'appellation d'origine prévue à l'art. 11 de la loi du 6 mai 1919 et dont nous parlerons plus loin.

b) *Syndicats et Associations*. — Les syndicats et associations ont droit à l'action, à la condition qu'ils aient été constitués depuis six mois au moins et que la défense des intérêts en cause soit dans l'objet de leur activité.

Comme il s'agit pratiquement de syndicats groupant des producteurs de vins à appellation d'origine ou de négociants qui en font le commerce, on comprend facilement qu'ils puissent intervenir, puisque leurs membres seraient exposés à subir un préjudice direct ou indirect du fait de l'emploi abusif de l'appellation.

Aux syndicats incombe le plus souvent l'initiative des définitions. Il est très normal, puisqu'il s'agit de droits ayant un caractère collectif, qu'un groupement puisse en assurer la défense.

c) *Tribunaux compétents*. — Les tribunaux saisis seront soit les Tribunaux civils, soit les Tribunaux correctionnels suivant que l'emploi contesté d'une appellation d'origine aura été faite de bonne foi ou frauduleusement.

En ce qui concerne la compétence territoriale, l'art. 2 de la loi donne compétence au Tribunal « du lieu d'origine du produit dont l'appellation est contestée ». Cette disposition n'est pas très claire et a donné lieu à discussion : le Tribunal compétent est-il celui du lieu géographique désigné par l'appellation, ou au contraire celui du lieu d'origine du produit visé par l'action en justice ?

Actuellement, depuis un jugement du Tribunal de Lisieux en date du 16 janvier 1923 dans un procès relatif à l'appellation « Calvados », la Jurisprudence s'est établie dans ce sens que le Tribunal compétent est celui du lieu d'origine du produit auquel est contesté le droit à l'appellation.

Cela résultait d'ailleurs des travaux préparatoires de la loi et notamment du rapport de M. Jenouvrier au Sénat et d'un avis de M. Paisant au nom de la Commission de législation de la Chambre des Députés.

d) *Publicité des Instances et interventions.* — Puisqu'il s'agit de droits collectifs, il fallait permettre à tous les intérêts de se manifester et d'intervenir dans l'instance. La loi du 6 mai 1919 a prévu :

1. Une publicité obligatoire des instances engagées et des actes d'appel : insertions à faire dans le délai de huitaine dans les journaux d'annonces légales de l'arrondissement du demandeur et de l'arrondissement du Tribunal saisi ;

2. Un délai de quinze jours entre ces insertions et le début de l'instance ;

3. *L'intervention des particuliers, des syndicats et des associations intéressés* en cours d'instance.

Le délai de quinzaine ci-dessus indiqué a d'ailleurs pour but de donner aux interventions le temps de se produire.

e) *Compétence de la Cour de cassation.*

L'art. 6 dispose que la Cour de cassation sera compétente pour apprécier si les usages invoqués pour l'emploi d'une appellation d'origine possèdent tous les caractères légaux exigés.

Il s'agit évidemment d'éviter une jurisprudence contradictoire entre Cours d'Appel ayant à statuer sur une même délimitation, et aussi d'éviter des reproches de partialité à des juridictions locales dans des conflits entre intérêts régionaux violemment opposés.

Mais il est certain que la Cour de cassation ne saurait être en l'espèce juge du fait. Elle exerce seulement un contrôle et devra examiner si les usages invoqués relatifs à l'origine géographique, aux cépages et aux terrains, réunissent les caractères légaux énumérés par la loi : d'être locaux, loyaux et constants.

S'il n'en est pas ainsi la Cour de cassation cassera l'arrêt qui lui aura été soumis et renverra la cause devant une autre Cour d'appel.

f) *Autorité de la chose jugée.* — Les jugements et arrêts définitifs, précise l'art. 7, « décideront à l'égard de tous les habitants et propriétaires de la même région, de la même

commune, ou le cas échéant d'une partie de la même commune ».

Ce sont les effets « erga omnes » des jugements dont nous avons déjà traité ci-dessus. Nous n'y reviendrons pas, si ce n'est pour souligner l'importance capitale de cette disposition.

Elle a en effet pour but d'éviter la multiplicité des procès et elle fait brèche, pour parvenir à ce résultat, au principe de l'autorité relative de la chose jugée, en vertu duquel une décision de justice n'est opposable qu'à ceux qui ont été parties au procès. Ici la décision est opposable à tous ceux qui font partie d'une même région.

Cette mesure est à rapprocher de celles qui établissent la publicité des instances et interventions. Les tiers ayant été mis à même de faire valoir leurs droits, on comprend que la décision intervenue puisse leur être opposée.

Tel est dans son ensemble le système qui a été élaboré pour assurer la protection des appellations d'origine. Tel quel ce système nous paraît satisfaisant, du point de vue de la protection tout au moins ; grâce aux définitions et aux délimitations qu'il rend possibles, les abus frauduleux ne peuvent plus que très difficilement se dissimuler sous le couvert de l'erreur.

Nous estimons cependant que ce système est trop compliqué et surtout qu'il occasionne trop de frais aux viticulteurs. La définition des appellations d'origine est trop onéreuse pour eux. Aussi hésitent-ils longtemps avant d'engager l'action et le résultat est qu'aujourd'hui encore nombre d'appellations d'origine ne sont pas définies.

On pourrait peut-être organiser une procédure arbitrale ou soumettre les questions de délimitation aux Tribunaux sous forme de juridiction gracieuse, moins compliquée, plus rapide, et moins onéreuse qu'une juridiction contentieuse.

Car il est de toute nécessité que les appellations de nos grands vins soient toutes définies dans le plus bref délai, et que ces définitions aient un caractère durable.

Section III

Contrôle des appellations d'origine

I. *Emploi frauduleux des appellations d'origine*

Textes répressifs.

Le consommateur est plus ou moins attaché à certains produits qui sont les « spécialités » de certains pays ou de certaines régions : il est donc indiscutable que l'on cause un préjudice à l'acheteur en le trompant sur l'origine de telles marchandises. Mais par cette manière d'agir on porte également atteinte, d'une façon certaine quoique moins apparente et moins directe aux intérêts des producteurs et des vendeurs du produit authentique.

Ainsi donc se vérifie une fois de plus qu'en matière vinicole, la lutte contre la fraude — qui consiste ici en l'abus commis dans l'usage des indications d'origine ou des noms géographiques — poursuit et atteint un double but : d'une part défense du consommateur contre la tromperie dans la vente des marchandises, mais aussi, d'autre part, défense des intérêts économiques des producteurs. Car il est indéniable que si l'on vend sous le nom de « Bourgogne » un vin étranger à cette région, l'acheteur est trompé et les vignerons sont lésés par cet acte de commerce déloyal.

De très bonne heure le législateur s'est préoccupé de réprimer ces abus, et on trouve dès le XV^e siècle, des ordonnances royales édictant par exemple des mesures de protection à l'égard des « vins de Bordeaux ».

La loi du 28 juillet 1824, toujours en vigueur, assimile le nom de lieu au nom commercial et punit de peines prévues à l'art. 423 du Code pénal le fait d'indiquer un nom de fabricant ou une raison commerciale inexacte ou le **nom d'un lieu autre que celui de la fabrication**. Les dispositions de l'art. 432 du Code pénal ont été remplacées par celles de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des Fraudes et ce sont les pénalités édictées par cette dernière loi qui sont applicables.

La loi du 23 juin 1857 interdit sous peine de saisie le transit et l'entrepôt en France des produits étrangers portant des indications susceptibles de leur faire attribuer une origine française.

Cette loi a été elle même renforcée par *la loi du 11 janvier 1892* qui vise tous les produits étrangers naturels ou fabriqués « portant soit sur eux-mêmes soit sur des emballages une marque de fabrique, un nom, un signe, ou une indication quelconque de nature à faire croire qu'ils ont été fabriqués en France ou qu'ils sont d'origine française ».

La grande loi organique *sur la Répression des Fraudes du 1^{er} août 1905* réprime les tromperies sur l'origine des marchandises, lorsque la désignation de l'origine doit être considérée comme la cause principale de la vente et prévoit des pénalités de 3 mois à 1 an de prison et de 100 à 5.000 francs d'amende. Et des règlements d'Administration publique, pris par application de cette même loi, ont précisé qu'en pareil cas *l'emploi de toute indication ou signe susceptible de créer dans l'esprit de l'acheteur une confusion sur l'origine est interdit*.

Ces derniers textes ont une importance considérable pour l'objet qui nous occupe. L'abus des appellations d'origine consiste en effet fréquemment non pas à usurper directement celles-ci, mais à forger des noms qui leur ressemblent, à utiliser un mode de présentation qui était précédemment réservé aux produits ayant droit à une appellation d'origine déterminée.

Est également puni d'un emprisonnement de 3 mois à 1 an et d'une amende de 100 à 2.000 francs, d'après *la loi du 6 mai 1919* quiconque aura soit *apposé soit fait apparaître, par addition, retranchement ou par une altération quelconque sur des produits naturels ou fabriqués des appellations d'origine qu'il savait inexactes* ».

Un caractère commun de tous ces textes est qu'ils supposent la mauvaise foi écartée. Celle-ci sera évidemment bien difficile à établir d'une façon générale. Mais on doit admettre que la définition judiciaire des appellations d'origine, dont nous avons exposé précédemment le mécanisme a pour conséquence de mettre une sorte de présomption de

mauvaise foi à la charge de celui qui aura employé indûment une appellation d'origine.

Dénominations de fantaisie. — Mais la sollicitude du législateur est allée plus loin ; dans son souci de protection des vins à appellation d'origine, elle a interdit, pour les vins ordinaires, l'emploi de dénominations de fantaisie qui pourraient faire croire à une appellation d'origine, de toutes les indications ou signe susceptibles de provoquer dans l'esprit de l'acheteur une confusion sur l'origine des vins.

C'est l'œuvre propre de la loi du 1^{er} janvier 1930, qui, par son art. 3, a introduit dans l'art. 10 de la loi du 6 mai 1919 la disposition suivante : « Est interdit dans la dénomination des vins n'ayant pas droit à une appellation d'origine aux termes de la présente loi, l'emploi des mots tels que : « Clos » « Château », « Domaine », « Moulin », « Tour », « Mont », « Cote », « Cru », « Monopole », ainsi que toutes les autres expressions susceptibles de faire croire à une appellation d'origine ».

La portée de cette interdiction est précisée par le passage suivant d'une circulaire du Ministre de l'Agriculture aux agents de la Répression des Fraudes, en date du 6 mars 1930

« Il est interdit d'employer ces mots, quelle que soit la forme sous laquelle ils figurent sur les étiquettes, prospectus, annonces, prix-courants, factures, papiers de commerce, et quels que soient les adjectifs ou correctifs quelconques dont ces mots seraient accompagnés.

« Quant à l'expression « Monopole », j'estime qu'elle peut cependant être employée dans les vins de coupage si elle n'est utilisée que comme marque commerciale et dans des conditions telles que, conformément à l'esprit de l'art. 3 de la loi, son emploi ne soit pas susceptible d'évoquer une origine géographique.

« Ces dispositions, qui visent plus particulièrement les vins de coupage, mais s'appliquent aux vins de pays, ne s'opposent pas à ce que les uns et les autres soient présentés avec des indications telles que « grand ordinaire », « grand vin supérieur » « cuvée réservée » etc... qui visent la qualité et n'impliquent nullement une idée d'origine ».

Nous ne saurions donner ici la liste complète des dénominations qui ont été admises et de celles qui ont été rejetées par l'Administration de la Répression des Fraudes.

Bornons nous à signaler que l'Administration considère comme à rejeter, parce que susceptibles de faire croire à des appellations d'origine :

1. Toutes les dénominations de fantaisie formées avec les mots « Saint » et « Sainte » ;

2. Celles qui sont formées avec les mots : roc, roche, combe, val, vallon, abbaye, tous les noms en « ac » ou toute dénomination évoquant l'idée d'un lieu dit ou d'un village, et, d'une façon générale, toutes celles qui paraissent avoir une signification géographique.

On admet par contre les mots : Treille, Cep, Cépage et il résulte des précisions données par la Direction des Services des Fraudes, que lorsqu'un vin a droit à une appellation d'origine, les mots « Clos », « Château » etc... peuvent être utilisés suivis d'un nom de fantaisie. Ainsi un vin des Côtes du Rhône pourra être vendu sous la désignation « Côtes du Rhône, Clos Saint-Paul », en supposant que ce vin a droit à l'appellation « Côtes du Rhône », et bien que la dénomination « Clos Saint-Paul » soit une simple marque de fantaisie, qu'il n'existe pas en réalité de « Clos Saint-Paul » d'où le vin soit originaire.

Et il est certain que le texte de la loi ne permet pas de s'opposer à cette dernière pratique. C'est là, à notre avis, une lacune, car toute dénomination susceptible d'être prise par l'acheteur pour une « appellation d'origine » — et c'est bien le cas ici — devrait être interdite.

En ce qui concerne les pénalités, qu'il nous suffise de signaler que les infractions tombent sous le coup des sanctions édictées par la loi Dessein ; à moins que les circonstances ne permettent d'établir qu'elles ont été commises de mauvaise foi, elles sont donc passibles de peines de simple police ; mais si la mauvaise foi est démontrée, ces infractions relèveront du Tribunal correctionnel.

II. *Contrôle administratif des vins vendus avec appellation d'origine*

Pour faire observer toute cette réglementation relative à la protection des appellations d'origine, toute une série de mesures de contrôle importantes et efficaces ont été instituées. Ces mesures de contrôle peuvent se classer sous quatre chefs principaux : contrôle à la production, contrôle du commerce de gros ; contrôle du commerce de détail ; contrôle du Champagne et vins mousseux. Nous allons les étudier brièvement.

a) *Contrôle de la production.* — C'est un contrôle quantitatif institué par l'art. 11 de la loi du 6 mai 1919 : il s'effectue par le moyen de la *déclaration de récolte*. Les récoltants qui veulent vendre avec appellation d'origine les vins obtenus par eux doivent *obligatoirement* l'indiquer dans leur déclaration de récolte.

Il y a lieu de préciser que ces déclarations de récolte doivent être faites **annuellement**, au moment de la récolte, même quand il s'agit d'appellations ayant fait l'objet d'une délimitation définitive.

Ces déclarations doivent être faites à la Mairie, à la porte de laquelle elles sont affichées : c'est une mesure de publicité et une garantie de sincérité. Elles sont transmises ensuite à l'Administration des Contributions Indirectes, en l'espèce aux receveurs buralistes locaux qui ne peuvent délivrer des titres de mouvement en vue d'une expédition que dans les limites des quantités déclarées ; ces titres de mouvement doivent porter mention de l'appellation d'origine et aucun titre de mouvement ne sera délivré lorsque les déclarations auront été incomplètes. C'est là une mesure de contrôle quantitatif très efficace qu'a instituée l'art. 13 de la loi.

La loi du 1^{er} janvier 1930, dans son art. 3, rend en outre obligatoire l'inscription des appellations d'origine sur toutes les pièces de régie, sur les récipients dans lesquels les vins sont expédiés, et sur les factures. Dans le cas où l'appellation ne serait pas mentionnée sur l'acquit, pour les vins enlevés de la propriété, le propriétaire ne pourrait pas

revendre le vin sous l'appellation d'origine. Chez les détaillants l'inscription sur les récipients est également obligatoire.

Enfin les déclarations d'appellations d'origine sont transmises au Ministère de l'Agriculture (Service de la Répression des Fraudes) qui en assure la publication dans le recueil officiel. Pour couvrir les frais de cette publication, une taxe de cinq centimes par hectolitres a été instituée (loi du 6 mai 1919 art. 11. — Décret du 24 juin 1920. — loi du 30 juin 1923, art. 63).

Contenu des déclarations : Pour être vraiment efficaces ces déclarations d'appellation d'origine doivent être suffisamment explicites..

Un décret du 21 août 1928, pris pour l'application de la loi du 22 juillet 1927, a précisé que ces déclarations doivent indiquer, pour chaque appellation déclarée :

1. L'origine géographique des vins récoltés, ou vendanges d'achat
2. les cépages ayant produit les raisins utilisés.
3. Les quantités déclarées avec l'appellation d'origine et la superficie des vignes qui les ont produites (décret du 1^{er} août 1931, art, 3).

Par origine géographique, il faut entendre la commune d'où le vin ou la vendange est originaire, et, si l'appellation ne s'étend pas à tout le territoire de la commune, le lieu dit, le hameau, la section cadastrale correspondant à la situation des vignes.

Quant aux cépages il ne peut s'agir que de cépages français puisque la loi refuse formellement le droit à toute appellation d'origine aux vins d'hybrides producteurs directs...

b) *Contrôle du Commerce de gros*. — Il fallait éviter que les grands vins de crû, restés purs grâce au contrôle organisé à la production, ne soient multipliés indéfiniment chez des intermédiaires peu scrupuleux. On a donc institué chez les négociants en gros un contrôle quantitatif.

Dans ce but l'art. 12 de la loi du 6 mai 1919 prescrit qu'un compte spécial sera tenu par les négociants en gros

pour les vins, vins doux naturels, vins de liqueur et eaux de vie achetés ou vendus avec des appellations d'origine françaises. Et la jurisprudence a précisé que ces obligations s'imposent non seulement à tous ceux qui ont un compte de gros avec la régie, mais à tous ceux qui font des opérations de gros alors même qu'ils n'auraient pas ce compte comme c'est le cas des « négociants en chambre » ne possédant ni chais ni magasins et faisant expédier directement les vins des locaux de leurs vendeurs à destination de ceux de leurs acheteurs. (Tribunal de Bordeaux 19 juillet et 10 août 1923).

Ce compte spécial doit être arrêté mensuellement, par nature de produits, et tenu sur place à la disposition des employés de la régie et des inspecteurs de la répression des Fraudes.

Indépendamment de la tenue de ce compte spécial, les négociants en gros doivent mentionner sur les factures des produits vendus par eux les appellations d'origine inscrites à la sortie sur le compte spécial, avec le numéro de la pièce de régie.

Enfin la loi du 1^{er} janvier 1930, dans son art. 2 leur a imposé l'obligation d'inscrire les appellations d'origine sur les récipients dans lesquels les vins sont expédiés et sur les pièces de régie.

Toutes ces prescriptions sont sanctionnées par un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100 francs à 5.000 francs. Toutes les infractions sont considérées par la jurisprudence comme un délit contraventionnel, et sont donc justiciables du Tribunal Correctionnel, même en l'absence d'intention frauduleuse.

c) *Commerce de détail.* — Aucun contrôle n'est prévu chez les détaillants; ils sont cependant l'objet d'une surveillance constante des agents du Service de la Répression des Fraudes.

d) *Champagne et vins mousseux.* — L'appellation « Champagne » est la seule appellation d'origine qui a été définie

et délimitée directement par le législateur lui-même. Cette délimitation a été faite par la loi du 22 juillet 1927.

Cette loi décide dans son art. 5 modifiant l'art. 17 de la loi du 6 mai 1919, que l'appellation « Champagne » n'est applicable qu'aux vins rendus mousseux par fermentation en bouteille, selon la « méthode champenoise », qui sont récoltés et entièrement manipulés dans les limites de la Champagne viticole, et qui proviennent d'une aire de production nettement déterminée.

Ces règles sont rigoureuses ; rigoureuse aussi est la protection. Toutes dénomination dérivées du mot « Champagne » sont interdites en dehors des produits ayant droit à cette appellation. Un vin, un cidre quelconque, ne pourront donc pas être dits « Champagnisés » ou préparés par « Champagnisation ». Tout au plus la désignation « Méthode Champenoise » est-elle autorisée pour les vins autres que les vins de Champagne rendus mousseux par la fermentation naturelle en bouteilles, ce qui est proprement la « méthode Champenoise ».

Suivant les prescriptions du décret du 21 août 1928, la mention « Méthode Champenoise » ne peut être inscrite sur les étiquettes en caractères dont les dimensions soient supérieures à la moitié de celles des caractères les plus grands figurant sur ces étiquettes et qui aient une autre apparence typographique. Dans la mention « Vins mousseux produits en cuve close », les mots « vins mousseux » doivent être inscrits en caractères de dimensions au moins égales à la moitié de celles des caractères les plus grands, les mots « produits en cuve close » doivent être inscrits à la suite ou immédiatement au-dessous des mots « Vins mousseux ».

Les vins mousseux provenant de la Champagne délimitée, mais non destinés à la production du Champagne peuvent circuler hors de la région avec des pièces de régie portant la mention « vin originaire de la Champagne viticole ». Mais dans le cas de préparation ultérieure en vue de la vente comme vins mousseux il ne nous paraît pas que la mention « vin originaire de la Champagne viticole » puisse figurer sur les bouteilles. Ce serait en effet tourner les dispositions définissant le Champagne.

En ce qui concerne le contrôle, des mesures spéciales sont édictées : le Champagne doit être conservé dans des magasins séparés sous le contrôle de la régie. Il ne peut sortir de ces magasins qu'en bouteilles portant l'appellation « Champagne » qui doit se trouver également sur les emballages et sur les bouchons.

Toutes ces mesures assurent au consommateur des garanties toutes spéciales et au produit lui-même une protection très efficace.

Section IV

La protection internationale

Etant données les garanties qui, dans notre pays, entourent les vins à appellation d'origine et que nous venons d'exposer dans le présent chapitre, il est incontestable, croyons-nous que lorsqu'un vin est vendu, en France, sous un grand nom, il est bien le produit authentique du crû désigné. L'acheteur étranger est assuré des mêmes garanties que l'acheteur français, puisqu'il reçoit les vins de France accompagnés des bulletins de régie, et, grâce à ces documents officiels délivrés par la régie des Contributions Indirectes, les appellations d'origine sous lesquelles nos vins circulent à l'intérieur du pays sont garanties aux acheteurs étrangers.

Peut-on dire qu'il en est de même dans les autres pays, et que les nations qui aiment nos grands vins leur assurent chez elles une protection équivalente à celle qui les entoure depuis leur naissance jusqu'à leur passage à nos frontières ? Nos viticulteurs et nos commerçants, auxquels s'applique cette législation salubre, devraient avoir cette certitude et être assurés que, soit dans les pays concurrents soit sur les marchés extérieurs de consommation, des règles analogues, des règles comparables sont en vigueur.

Il n'en est malheureusement pas encore ainsi.

Nous nous sommes cependant efforcés d'obtenir la protection de nos appellations d'origine dans le commerce.

international; des Conventions d'Union, et des Traités de commerce ont été conclus avec cet objet. Il n'en est pas moins vrai que les résultats sont bien petits. Qu'on en juge plutôt.

La France fait partie de deux groupes de Nations; celles qui sont liées par l'arrangement de Madrid du 14 août 1891; celles qui sont liées par le Traité de Versailles de 1919. Parmi ces dernières, il y a eu quelques essais de protection nouvelle en Allemagne, en Autriche et en Hongrie. Mais avec quelle lenteur! Actuellement encore en Hongrie une loi de 1929 permet d'attribuer à un coupage la désignation de la région viticole qui lui a fourni 65 % du mélange, si le coupage a gardé le caractère de la région ou du lieu de production. Il suffira de cet exemple pour juger toute la profondeur du fossé qui sépare une telle « protection » de la protection française.

Si nous passons aux pays qui ont adhéré à la Convention de Madrid, c'est encore pire. L'Espagne est la terre bénie des « Champans » et des « Conacs »; l'Angleterre est la terre classique des « Champagnes Suisses », des « Autralians bourgonders ». Le fabricant Suisse peut, s'il lui plaît, se faire expédier des raisins de Champagne et fabriquer du Champagne. Quant au Brésil, les « vins spéciaux du type du Rhin, Barbara, Bordeaux, Champagne et similaires » sont reconnus par la loi : vins spéciaux du type, similaires... on sait ce que cela veut dire.

L'Italie, la Grèce, la Belgique, les Pays-Bas n'ont même pas adhéré à l'arrangement de Madrid, et nous trouvons en Suède des « Madères Allemands » et des « Bourgognes Allemands »!

Actuellement nous avons réussi à passer des conventions prévoyant la protection des appellations d'origine de nos produits vinicoles avec l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, Cuba, le Danemarck, l'Espagne, l'Esthonie, la Finlande, la Grèce, la Guatemala, la Hongrie, la Lettonie, le Luxembourg, la Norvège, la Pologne, la Serbie, la Suisse et la Tchécoslovaquie.

Mais nous sommes encore loin, très loin d'avoir obtenu un résultat quelque peu satisfaisant. C'est évidemment

un commencement, mais ce n'est qu'un commencement, et un long chemin reste à parcourir.

Souhaitons que soit bientôt mise sur pied une organisation analogue à celle qui existe pour la protection de la propriété industrielle : c'est un avantage auquel ont droit indiscutablement les producteurs qui ont le souci de la qualité de leurs produits ; c'est aussi l'avantage des consommateurs de tous les pays.

CHAPITRE V

LES VINS ETRANGERS IMPORTES

Par vins importés au sens de la loi du 1^{er} janvier 1930 et des lois postérieures, il faut entendre les vins entrant en France en provenance de l'Etranger ou des Colonies françaises, à l'exception de ceux qui sont originaires de l'Algérie, et, dans la limite du contingentement annuel admis en franchise du droit de douane, de la Tunisie.

Ces vins sont soumis à une réglementation particulière, extrêmement sévère. Précisons, dès maintenant, qu'ils doivent, s'ils sont destinés à des coupages, pour être admis en France, titrer au minimum 9 degrés d'alcool réel et présenter une somme d'alcool-acidité fixe au moins égale à 12,5. Dans le cas contraire aucun minimum de composition n'est obligatoire. Il faut entendre évidemment le mot coupage au sens où l'entend la loi française pour les vins français, dans l'expression « Vin de coupage ». Nous avons expliqué ce terme au Chapitre II, et nous n'y reviendrons pas ; il suffirait au besoin de s'y reporter.

Section I

La question du coupage

Le régime des vins importés est fixé par l'art. 4 de la loi du 1^{er} janvier 1930, dans les termes suivants : « Les vins importés ne pourront circuler en vue de la vente, être mis en vente, ou vendus que si l'indication de leur pays d'ori-

gine et leur degré alcoolique figurent clairement sur les récipients, factures et pièces de régie. L'emploi de ces vins demeure licite pour la préparation des apéritifs placés sous le régime fiscal des spiritueux ».

Il résulte de ce texte que si les vins étrangers, quelle que soit leur qualité, vins de pays non coupés, vins de coupage, — sous réserve, pour ces derniers, que le coupage, le mélange, ait eu lieu dans leur pays d'origine et en tout cas avant leur entrée en France — peuvent parfaitement pénétrer à l'intérieur de nos frontières à la condition de se soumettre aux formalités prescrites, ces vins importés, quelles que soient leurs caractéristiques, doivent être livrés à la consommation **dans l'état même où ils sont parvenus aux frontières**, sans avoir subi aucun mélange à l'intérieur de celles-ci, et vendus avec indication sur les récipients, factures et pièces de régie, de leur provenance ainsi que de leur titre alcoolique réel.

Tout coupage des vins importés avec des vins français est donc interdit par l'art. 5 de la loi du 1^{er} janvier 1930. Une circulaire du Ministre de l'Agriculture en date du 11 février 1930 donne les raisons de cette interdiction et en éclaire le sens :

« En exigeant que tout coupage ait un degré alcoolique d'au moins 9 degrés et une somme d'alcool-acidité fixe supérieure à 12,5 le législateur s'est proposé de rendre quasi impossible l'utilisation des vins défectueux faibles en alcool et en acidité pour la confection des dits coupages. Or ce résultat ne pourrait être atteint si des dispositions n'étaient prises empêchant en même temps l'entrée des vins très riches en alcool et en acidité fixe apportant les éléments compensateurs. La majeure partie des vins importés de l'étranger n'a pas d'autre emploi. Grâce à des coupages dont ces vins étrangers étaient la base, certains négociants avaient trouvé le moyen d'utiliser des quantités considérables de vins faibles, anormaux, qu'ils achetaient à vil prix. Dans ces conditions, il fallait décider que les vins étrangers importés ne pourraient plus être mélangés aux vins français, et prendre des mesures pour éviter qu'il soit passé outre à cette interdiction ».

Il est certain que l'art. 4 de la loi du 1^{er} janvier 1930 aboutit au résultat cherché en exigeant l'indication d'origine des vins étrangers non seulement au moment de la présentation en douane, mais jusqu'au moment de la vente. Pour garder son authenticité d'origine, son individualité étrangère, le vin importé ne peut plus entrer dans les coupages.

Bien entendu, l'importation des vins étrangers en bouteilles ne peut être gênée par cette exclusion de coupage. Mais ces bouteilles devront porter à l'avenir, dans tous les cas, l'indication du degré alcoolique du vin, et si l'appellation de ce vin n'est pas une appellation d'origine la mention du lieu de production devra être portée sur les bouteilles dans les mêmes conditions que pour les vins de pays français, avec cette réserve que le lieu de production s'entend ici simplement dans le sens du pays d'origine; ces prescriptions sont imposées par l'art. 9 du décret du 9 février 1930 pris pour l'application de la loi du 1^{er} janvier 1930

Nous trouvons toutefois à ces règles concernant l'interdiction de coupage des vins importés quelques exceptions; par application des accords commerciaux conclus, une loi du 11 juillet 1931¹ a autorisé le Gouvernement à permettre le coupage des vins français avec des vins étrangers. Et en vertu de cette disposition légale, par application de l'accord commercial franco-grec du 23 mai 1931, un décret du 2 août 1931 a fixé les conditions auxquelles pourraient être mis en vente, après mélange avec des vins français, les vins blancs ou rosés importés. Mais pour cela les conditions suivantes doivent être observées :

- 1° Il ne peut s'agir que de vins étrangers blancs ou rosés ;
- 2° Ces vins ne peuvent être mélangés qu'avec des vins français également blancs ou rosés ;
- 3° Ils doivent titrer au plus 12 degrés d'alcool ;
- 4° Les vins français auxquels on se propose de les mélanger doivent avoir, avant tout coupage, une richesse alcoolique de 8 degrés au minimum ;

1. *J.O.* du 14 juillet 1931.

5° La proportion des vins français dans les mélanges ne doit pas être inférieure à 30 % ;

6° Le résultat du coupage doit présenter une somme d'alcool-acidité d'au moins 13 degrés ;

7° Enfin le coupage doit être précédé d'une déclaration détaillée à la régie (quantité, degré, origine des vins entrant dans le mélange ; lieu, jour et heure de l'opération).

Les vins de coupage obtenus dans ces conditions sont affranchis des formalités imposées aux vins étrangers par les dispositions de la loi du 1^{er} janvier 1930 et du décret du 8 février 1930.

Nous avons vu d'autre part dans le texte de l'art. 4 de la loi du 1^{er} janvier 1930 qu'aucune restriction n'est apportée à l'emploi des vins étrangers pour la fabrication des vins de liqueur et des apéritifs à base de vin.

Section II

Vins de Tunisie

La réglementation des vins importés ne saurait atteindre les vins Algériens : l'Algérie n'est en effet ni une colonie ni un protectorat ; ses trois départements sont trois départements français tout comme ceux de la Métropole. Les vins qu'ils produisent sont donc des vins français dans le plein sens du terme ; toutes les règles relatives aux vins français leur sont applicables, mais on ne peut leur opposer aucune des prescriptions régissant l'importation des vins étrangers.

Il n'en est pas tout à fait de même de la Tunisie ; celle-ci est un protectorat, et il n'y a pas assimilation entre elle et la Métropole. Aussi ses vins sont-ils assujettis, à leur entrée en France, dans une certaine mesure, mais dans une certaine mesure seulement, aux règlements frappant les vins étrangers.

L'importation en France des vins provenant de Tunisie est en effet soumise au régime du Contingentement. Une partie de ces vins, les quantités entrant dans les limites

fixées du Contingentement, entrent en France en franchise absolue et sans payer de droits de douane; les quantités dépassant ce contingent au contraire restent soumises aux tarifs douaniers en vigueur tout comme des produits étrangers.

Sur le régime douanier des vins tunisiens, la loi du 28 juillet 1933 ¹ modifiant et complétant la loi du 30 mars 1928, donne les précisions suivantes :

Le contingent annuel d'importation en franchise est de 550.000 hectos de vin de raisins frais ne dépassant pas 14 degrés de moûts mutés au soufre, de mistelles et de vins de liqueur, sous réserve que la proportion de mistelles et de vins de liqueur ne dépasse pas 20 %.

Les vins tunisiens importés en sus de ce contingent en franchise seront soumis au droit de tarif minimum réduit de 50 % jusqu'à concurrence d'un contingent de 500.000 hectos. Au delà de ce chiffre ils devront acquitter les droits du tarif minimum.

En outre pour bénéficier de ces dispositions de faveur, les vins Tunisiens devront provenir de vignobles plantés avant le 1^{er} mars 1933, à moins que ce ne soit de plantations nouvelles remplaçant des vignobles préexistants.

Pour éviter un afflux de vins tunisiens sur le marché français, qui pèseraient brusquement sur les cours et risqueraient de déterminer leur effondrement, il est également prescrit que les expéditions en France devront être échelonnées par périodes de deux mois et par contingent de 175.000 hectos au maximum.

La date d'ouverture des contingents est fixée au 10 septembre de chaque année.

Du point de vue plus spécial qui nous occupe de la réglementation des vins une fois importés, il y a aussi deux catégories à faire dans les vins provenant de Tunisie importés en France. Les vins importés dans la limite du contingent ne sont soumis à aucune des dispositions réglementant l'entrée des vins étrangers; ils peuvent donc être librement employés tout comme s'ils étaient originaires

1. *J.O.* du 29 juillet 1933.

de France, sous réserve bien entendu, des règles régissant les vins français.

Par contre, pour les quantités qui seraient importées en dehors et au delà du contingent, ces vins sont considérés comme étrangers, et la législation des vins étrangers leur est applicable en tous points.

Cette distinction résulte de l'art. 6 d'un arrêté du 8 février 1930.

Pour permettre un contrôle efficace de ces importations des vins Tunisiens, la circulaire n° 437, en date du 17 mars 1930, de l'Administration des Contributions Indirectes¹, stipule que le service des douanes devra ajouter lui-même, sur les soumissions des importateurs soumises à son visa, soit la mention : « Vins tunisiens, admis en franchise des droits de douane dans la limite du contingent annuel », soit la mention : « Vins tunisiens importés hors contingent ».

Section III

Circulation des vins étrangers importés

Pour assurer la stricte exécution des mesures prises par la loi du 1^{er} janvier 1930 à l'égard des vins étrangers, un règlement d'Administration publique du 8 février 1930, a déterminé dans ses art. 6, 7 et 8, les formalités à remplir par les négociants.

Ces négociants devront notamment tenir un compte d'entrées et de sorties spécial aux vins étrangers. La tenue de ce compte est même exigée de certains détaillants ceux qui importent directement en fûts sans passer par l'intermédiaire des marchands de gros : « Les détaillants qui se trouvent dans ce cas, remarque la Ciruclaire du Ministre de l'Agriculture, sont peu nombreux, et les agents du Service de la Répression des Fraudes sont particulièrement à même de s'assurer que les prescriptions de l'art. 8 sont exactement observées ».

1. *Revue des Fraudes*, 1930, p. 303.

Voici d'ailleurs dans leur ensemble, les formalités qui sont imposées :

Art. 6. — « Tout marchand de vin en gros est soumis à la tenue d'un compte spécial d'entrée et de sortie des vins importés assujettis aux prescriptions de l'article précédent. Ce compte arrêté mensuellement par pays d'origine et degré alcoolique réel doit être tenu à la disposition des employés des contributions indirectes et des agents chargés de la Répression des Fraudes.

« Les inscriptions d'entrée et de sortie sont faites de suite et sans aucun blanc sur ce registre qui devra être conservé pendant cinq ans. Elles indiquent distinctement par pays d'origine et par degré alcoolique réel les quantités de vins reçues ou expédiées, ainsi que le numéro et la date de la pièce de régie qui les a accompagnées... Les vins importés utilisés à la préparation des vins médicamenteux et des apéritifs placés sous le régime fiscal des spiritueux seront inscrits en sortie au compte spécial. A cet effet, la déclaration de fabrication prévue à l'art. 61 du décret du 21 décembre 1926 portant codification des lois en matière de contributions indirectes, mentionnera le pays d'origine, le volume et le degré alcoolique des vins à employer.

« Lors des recensements effectués par le Service des Contributions Indirectes, la balance des comptes sera établie par pays d'origine et par degré alcoolique réel des vins. A l'inventaire annuel de clôture, les quantités reconnues en magasin seront reprises à compte nouveau.

« Sauf justifications probantes fournies par le négociant, si les manquants constatés excèdent 5 % des quantités prises en charge depuis le précédent inventaire, ils seront présumés provenir d'enlèvements frauduleux ».

Art. 8. — « Les débitants de boissons qui achètent, vendent ou mettent en vente autrement qu'en bouteilles des vins assujettis aux prescriptions de l'art. 6 ci-dessus, seront tenus d'avoir un registre spécial dont la représentation pourra être exigée par les employés des Contributions Indirectes à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions et par les agents chargés de la répression des fraudes :

« Ce registre, qui doit être conservé pendant cinq ans,

mentionnera distinctement par pays d'origine et par degré alcoolique réel :

1^o Les quantités de vins importés possédées par le débiteur à la date du présent décret ou reçues par lui ainsi que le numéro et date de la pièce de régie ayant légitimé leur introduction ;

2^o Les quantités de ces mêmes vins vendues ou livrées, avec, s'il y a lieu, l'indication du numéro et de la date de la pièce de régie levée pour les accompagner.

« Les inscriptions seront faites au fur et à mesure des réceptions ou des livraisons. Toutefois les livraisons à emporter dans les limites de la tolérance et à consommer sur place pourront faire l'objet d'une inscription globale en fin de journée.

« Pour la vérification des comptes, les boissons en la possession du débiteur pourront être recensées ; sauf justifications probantes fournies par le négociant, si cette opération fait ressortir des manquants supérieurs à 5 % des quantités inscrites aux entrées depuis le précédent recensement, ces manquants seront réputés venir de manoeuvres irrégulières ».

« En aucun cas, le détaillant qui livre à la vente des vins importés ne pourra être autorisé à détenir des registres de laissez-passer ».

CHAPITRE VI

MOUTS CONCENTRES

Nous avons vu à quel point de précision est parvenue la réglementation du vin ; elle laisse à la fraude le moins de place possible et entoure d'une rigueur très forte les vins impropres à la consommation. Là ne s'est pas bornée d'ailleurs l'activité du législateur. Il est allé jusqu'à énumérer les manipulations et les traitements permis de telle sorte qu'il ne peut plus y avoir aucun doute dans l'esprit du chimiste chargé de l'analyse du vin. Il n'a qu'à suivre les règles très précises édictées pour se rendre compte facilement si ce vin a fait l'objet d'un traitement illicite dans le but, par exemple, de faire disparaître certaines tares ou de simuler la présence de certaines qualités.

Il nous reste cependant à éclairer certains points particuliers relatifs à la question de la vinification, plus précisément de la vinification par introduction dans le vin de substances étrangères à ce produit. Nous voulons parler de l'utilisation en vinification du « sucre », de « l'alcool » et des « mouts concentrés ».

Section I

Sucrage des vins et vinage

1. Le *sucré* est une des substances autorisées pour la vinification. Son action est double : d'une part il donne au

vin plus de douceur, et, d'autre part, il augmente son degré alcoolique.

Ce procédé de vinification fut longtemps interdit pour la raison que l'emploi du sucre était une source de fraudes. Et on comprend dès lors que du moment où le sucrage a été autorisé de nombreuses dispositions législatives soient venues réglementer strictement ce procédé de vinification. Il y a lieu de signaler notamment la loi du 8 janvier 1903 dans son art. 7, et celles du 6 août 1905 et du 4 août 1929 qui l'ont modifiée et complétée.

Dans l'état actuel de la législation, le sucrage ne peut se faire qu'à la cuve, avant toute fermentation. En outre la quantité de sucre à utiliser est nettement fixée à un chiffre qu'il est absolument interdit de dépasser. Cette quantité ne peut être supérieure, d'une part à 9 kg. par 3 hectolitres de vendange, et d'autre part la loi n'autorise qu'une proportion maximum de 200 kg. par hectare de vignes en production.

Prenons un exemple et supposons un propriétaire récoltant 600 hectolitres de vin sur une superficie plantée de vignes de 3 hectares. Ce propriétaire ne pourra pas « sucrer » sa vendange dans la proportion autorisée par la première disposition de 9 kg. par 3 hectolitres de vendanges. Cela lui donnerait un chiffre de 1800 kg. de sucre à utiliser, et là intervient justement la seconde disposition qui fixe un maximum de 200 kg. de sucre par hectare de vigne. Le propriétaire en question, récoltant son vin sur une superficie de vigne de 3 hectares seulement ne pourra employer que 200×3 , soit 600 kg. de sucre et non pas 1800.

Telle est la règle générale. Elle valait pour toutes les régions de France et d'Algérie avant 1929. Il n'en est plus de même aujourd'hui, où le sucrage n'est plus autorisé que dans certaines régions.

La loi du 4 août 1929, en effet, a interdit absolument tout sucrage en première cuvée dans toute la région du Midi et plus précisément dans les départements du ressort des Cours d'Appel d'Aix, Nîmes, Montpellier, Toulouse, Agen, Pau, Bordeaux et en Algérie.

Ne peuvent donc aujourd'hui procéder au sucrage de

leurs vendanges que les propriétaires ayant des vignobles hors des régions que nous venons d'énumérer. Encore un contrôle très sévère est-il exercé par l'Administration des Contributions Indirectes, sur l'utilisation du sucre par ces producteurs de vin. Avant de procéder à toute opération de sucrage de leurs vendange ils doivent faire une déclaration préalable à cette Administration. Il est stipulé, en outre, pour éviter les fraudes toujours possibles en pareille matière, que toute personne qui veut avoir, en même temps que des vendanges, des moûts ou des marcs de raisin, une quantité supérieure à 25 kg. de sucre est tenue d'en faire la déclaration et de fournir des justifications d'emploi.

Nous avons vu, d'autre part, que le sucrage devait être fait obligatoirement à la cuve et avant fermentation. Si une fraude était commise sur ce point, il serait relativement facile de la retrouver. Il est de fait, en effet, que le sucre utilisé au moment de la vinification se transforme très vite en « sucre réducteur » : la présence d'un sucre non réducteur dans un vin décèle donc automatiquement la fraude.

2. Le *vinage* est l'opération qui consiste à introduire dans le moût de raisin non encore fermenté de l'alcool de vin de façon à augmenter la richesse alcoolique du mélange.

Avant 1864, cette opération était permise en franchise, quoique assez sévèrement réglementée. Il n'en est plus de même depuis la loi des finances du 8 juin 1864 qui a interdit le « vinage » dans son art. 5. A partir de cette date le vinage a été absolument prohibé pour la consommation intérieure. L'art. 2 de la loi du 24 juillet 1894 l'a même assimilé à une fraude commerciale, et cette loi dans son art. 1^{er} punit l'alcoolisation et le mouillage *alors même que l'addition d'alcool ou d'eau au vin serait connue de l'acheteur*. C'est toujours, on le voit, la même conception rigoriste de la fraude, telle que nous l'avons exposée plus haut.

L'inobservation de ces prescriptions entraîne l'application des pénalités prévues à l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905 et de plus le délinquant s'expose à se voir condamné à de lourdes amendes fiscales, la jurisprudence assimilant les vins falsifiés aux dilutions alcooliques soumises au régime fiscal des alcools.

Cependant le vinage, interdit pour la consommation intérieure, est autorisé pour les vins destinés à l'exportation ; on a considéré en effet qu'il était absolument nécessaire de « viner » certains vins pour permettre de les expédier à l'étranger ; s'ils n'étaient pas ainsi « remontés » par l'addition d'une certaine quantité d'alcool ces vins ne pourraient pas être transportés sans dommages, surtout dans les pays chauds et au cours de longs voyages. Pour toutes ces raisons la Régie des Contributions Indirectes admet le vinage de ces vins jusqu'à 21 degrés¹.

Les opérations de vinage des vins en vue de l'exportation ont été soumises toutefois à une mesure de contrôle par l'art. 52 du décret du 17 mars 1852 : elles doivent être précédées d'une déclaration à la Régie et être effectuées sous le contrôle de cette Administration.

Section II

Les moûts concentrés et la vinification

Jusqu'à une date toute récente, l'emploi de moûts concentrés à plus de 10 % était absolument interdit en vinification, et le règlement du 10 août 1921 avait encore aggravé cette interdiction.

Il n'en est plus de même depuis la loi du 4 juillet 1931 « sur la viticulture et le commerce des vins » qui par son art. 15 a ainsi introduit une réforme importante dans la réglementation des procédés de vinification. Les dispositions de cette loi du 4 juillet 1931 ont été reprises et complétées sur ce point par la loi du 8 juillet 1933. Désormais l'emploi de moûts concentrés à plus de 10 % est autorisé en vinification sur tous les vignobles de France et d'Algérie.

L'utilisation facultative de moûts concentrés a pour but de permettre l'amélioration de la vendange elle-même sans introduction d'un produit étranger, tel que le sucre. C'est un corollaire des dispositions fixant un degré minimum pour

1. Hourcade, *Manuel des Contributions indirectes*, p. 450, Poitiers, P. Oudin 1922.

le vin de consommation courante, et une nouvelle étape dans la lutte pour le « bon vin » et l'amélioration de la qualité du vin, commencée par la loi du 1^{er} janvier 1930.

La loi du 8 juillet 1933 a laissé à des décrets le soin d'assurer les détails d'application des prescriptions qu'elle a édictées. C'est ce décret qui a été publié au *Journal Officiel* du 23 août 1933. Il contient une réglementation minutieuse destinée à prévenir les abus qui pourraient se produire à la faveur de l'emploi des moûts concentrés. Et dans ce but il fixe les conditions d'emploi de ces moûts concentrés et édicte les règles de leur préparation.

1. Conditions d'emploi.

L'addition de moûts concentrés à plus de 10 % ne peut avoir lieu que pendant les vendanges, « sur la vendange ou sur le moût non encore fermenté ou en cours de fermentation ». Encore faut-il que cette addition n'ait pas pour effet d'augmenter de plus d'un quart ou de plus de deux degrés et demi la richesse alcoolique initiale de la vendange ou du moût traité.

En ce qui concerne le lieu d'emploi, il y a une restriction. L'addition du moût concentré à la vendange ou au moût ne doit être faite « qu'au vignoble ». Il est évident que l'expression « au vignoble » désigne la cave particulière des récoltants isolés, les magasins ou caves des coopératives et associations de viticulteurs ; le décret y ajoute d'ailleurs, pour ne pas contrecarrer certaines pratiques courantes dans certaines régions. les chais de certains négociants spécialisés dans l'achat des vendanges à la propriété et qui traitent ces raisins à proximité du lieu de récolte. Il résulte en outre d'une note de l'Administration des Contributions Indirectes, qu'« en raison des méthodes de vinification en usage dans la Champagne, l'addition de moûts concentrés pourra être faite sur tout le territoire de la région délimitée, aussi bien à la cave du récoltant que dans les magasins des acheteurs de moûts »¹.

Les moûts concentrés à utiliser doivent obligatoirement

1. Circulaire des C.I., n. 490 du 4 août 1931, *Revue des Fraudes*, 1932, p. 113

être accompagnés d'acquets à caution, mentionnant le nom du crû, l'appellation d'origine ou le nom de pays de ces moûts qui ne peuvent être ajoutés qu'à des vendanges ou moûts de même crû, de même appellation ou de même nom de pays. Pour que la provenance des moûts concentrés puisse toujours être certifiée par l'Administration, l'art. 22 du décret prévoit que les industriels désirant expédier des moûts concentrés sous un nom de crû, sous une appellation d'origine ou sous un nom de pays, doivent manipuler et détenir dans des usines, ateliers ou magasins, séparés de tous autres par la voie publique, les moûts ou vendanges ayant droit à un nom de crû, à une appellation d'origine, ou à un nom de pays distinct.

D'autre part les vendanges ou moûts additionnés de moûts concentrés ne doivent pas avoir été sucrés en première cuvée. L'une des méthodes d'enrichissement de degré est donc exclusive de l'autre.

Toutes les personnes qui veulent ajouter des moûts concentré à la vendange ou aux moûts doivent en faire la déclaration trois jours au moins à l'avance à la recette buraliste des Contributions Indirectes. Les employés de cette Administration ont les plus larges pouvoirs de contrôle. Ils pourront prélever des échantillons et les intéressés sont tenus de leur fournir toutes justifications utiles.

2. Préparation des moûts concentrés.

Les moûts concentrés peuvent être préparés soit par les récoltants soit par les coopératives et associations de récoltants, soit par des industriels travaillant des produits d'achat. Mais tous, à l'exception de ceux qui mettent en œuvre exclusivement les produits de leur récolte, doivent se munir d'une licence qui n'est valable que pour un seul établissement et pour l'année en cours.

Il doit être bien entendu d'autre part que les vendanges ou moûts de vendanges qui présenteraient des anomalies de composition ne pourraient pas être soumis à la concentration.

En ce qui concerne la circulation, les moûts concentrés ne pourront être transportés qu'accompagnés par des

acquits à caution, délivrés par la régie des Contributions Indirectes.

Enfin la tenue d'un répertoire est imposée par l'art. 29 aux fabricants et marchands d'appareils à concentrer les moûts. Cette disposition a manifestement pour but de permettre aux services de contrôle de connaître la destination de ces appareils, ce qui rendra plus facile la surveillance des fabrications de moûts concentrés.

Il nous paraît inutile d'entrer dans le détail des dispositions de ce décret du 23 août 1933. Le texte en est très clair et fournit toutes indications nécessaires. Il constitue d'ailleurs la charte complète des moûts de raisin concentrés à plus de 10 %, et il est inutile de se reporter à tout autre texte antérieur.

CHAPITRE VII

VINS DOUX, VINS DOUX NATURELS VINS MOUSSEUX, VINS DE LIQUEUR APERITIFS A BASE DE VIN

Nous avons vu combien est rigoureuse la définition du mot « vin » ; il ne peut s'appliquer exclusivement qu'au « produit de la fermentation de raisins frais ou du jus de raisins frais ».

Le législateur autorise cependant l'emploi de ce terme « vin » pour certains produits autres que ceux répondant à cette définition, mais à la condition formelle que le mot « vin » soit accompagné d'un qualificatif quelconque permettant de faire la distinction sans risquer la confusion.

Il en est ainsi par exemple des boissons alcooliques préparées avec des raisins secs ; elles devront obligatoirement s'appeler « vins de raisins secs ». Il en est ainsi également pour d'autres produits qui ne répondent pas non plus exactement à la définition du vin, et dont nous allons nous occuper au cours du présent chapitre : les vins doux, vins doux naturels, vins mousseux, vins de liqueur, Vermouths, apéritifs à base de vin. Nous examinerons successivement chacun de ces produits.

Section I

Vins doux

Il faut entendre par « vins doux », aux termes du décret du 19 août 1921, les moûts vendus à la consommation

avant que leur fermentation soit achevée ». Il ne s'agit donc pas de vins à proprement parler, puisqu'il ne saurait y avoir « vin » qu'après fermentation complète. Ce sont des moûts, en partie fermentés seulement. La vente en a été autorisée pour ne pas aller à l'encontre d'une pratique constante et ne pas ruiner une industrie florissante; c'est ainsi par exemple que sont obtenus les « vins de Gaillac ».

Il n'y a rien de particulier à signaler sur cette catégorie de produits, et il suffit de retenir que pour les distinguer des vins normalement évolués le législateur leur a imposé la dénomination de « vins doux ».

Ces vins ne doivent pas d'ailleurs être confondus avec les « vins doux naturels »; les deux termes sont voisins et pourraient donner à penser qu'il y a entre eux une ressemblance; ils en diffèrent complètement comme nous allons le voir.

Section II

Vins doux naturels

Les « vins doux naturels » sont bien, en effet, des « vins » dans le plein sens du terme, produits par une fermentation régulière. La distinction dont ils ont fait l'objet dans la législation a d'ailleurs un but purement fiscal.

La définition légale des vins doux naturels a été uniquement provoquée par la volonté d'accorder à ces vins un traitement de faveur, en les maintenant sous le régime fiscal des vins bien qu'ils reçoivent une addition d'alcool, et en dégrevant l'alcool utilisé pour leur préparation.

Le législateur a voulu favoriser la production des vins provenant de cépages spéciaux. Ces cépages, à rendement peu élevé, donnent des produits d'une qualité exceptionnelle. Ils sont cultivés dans des régions peu étendues, mais dotées d'un terrain particulièrement riche et bien exposé notamment dans les centres de production fameux de Banyuls, de Rivesaltes, Lunel, Frontignan, et dans quelques localités du Var, des Bouches-du-Rhône, du Gard et du Vaucluse.

La réglementation de ces vins a été donnée par l'art. 22 de la loi du 13 avril 1898, l'art. 34 de la loi du 15 juillet 1914, et l'art. 3 du décret du 19 août 1921. Il résulte de ces dispositions que les vins doux naturels sont des vins provenant de vendanges assez riches pour atteindre le titre alcoolique de 14 degrés au minimum, ces vendanges étant récoltées uniquement sur des plans de Muscat, de Grenache, de Maccabeo, et de Malvoisie. Toutefois lorsque les vendanges proviennent de vignes plantées de divers cépages, elles peuvent contenir, dans une proportion qui ne doit pas excéder le quart, des raisins provenant de cépages autres que ceux qui ont été mentionnés.

L'addition d'alcool à la vinification ou au mutage ne doit pas dépasser 10 % du volume de vin à obtenir. Elle doit être faite en cours de fermentation alors que le moût a déjà acquis une certaine richesse alcoolique.

Quant à la préparation des vins doux naturels, elle ne peut être faite en aucun cas par des négociants. Seuls peuvent l'effectuer les producteurs eux-mêmes, ou les coopératives agricoles et sous le contrôle de la régie¹.

Section III

Vins mousseux et vins gazéifiés

Les *vins mousseux*, comme les vins doux naturel, sont de véritables « vins » au sens de la législation ; ils doivent être conformes à la définition générale du vin, sous réserve de certaines manipulations permises par le décret du 19 août 1921 dans son art. 5.

Les vins destinés à être vendus comme vins mousseux, doivent donc provenir exclusivement de la fermentation des raisins frais ou de leur jus. Ils peuvent être préparés de deux manières différentes : la méthode champenoise ou ses dérivés, et la Gazéification, c'est-à-dire l'addition pure et simple d'acide carbonique au vin qu'on se propose de traiter.

1. Hourcade, *Manuel des C.I.*, p. 453, Poitiers, P. Oudin, 1922.

Méthode champenoise. — On connaît le procédé dit : « méthode champenoise ». En mettant le vin en bouteilles au printemps de préférence, on ajoute une petite quantité de sucre de canne, dont la présence facilitera la prise de mousse, résultat d'une nouvelle fermentation. Ces bouteilles conservées un temps la tête en bas, afin de provoquer l'accumulation du dépôt près de l'orifice, seront « remuées » puis « dégorgées » cette dernière opération provoquant l'expulsion du dépôt ; on aura ainsi un produit absolument pur et limpide. Le « vide » provoqué par cette manœuvre est comblé par une liqueur faite de sucre candi et de vin des meilleurs crus de Champagne ; cette liqueur est elle-même dosée de manière à obtenir des vins plus ou moins secs selon le goût des consommateurs.

Telle est la fameuse « Méthode Champenoise » dûe à un religieux de l'Abbaye de Hautvilliers, située au bord de la Marne en face d'Epernay, qui à la fin du XVII^e siècle trouva le secret de développer la mousse de « Champagne » et de lui conserver toute sa limpidité. Elle est d'une application délicate, longue et coûteuse, mais elle est aussi génératrice de qualités qui ont contribué à faire la gloire du « Champagne » dans le monde.

Il est bien entendu que cette méthode peut s'appliquer et s'applique avec succès à d'autres vins que les vins de Champagne. Nous rappelons à ce sujet ce que nous avons déjà exposé au Chapitre IV relatif aux appellations d'origine. Les vins autres que les vins de Champagne ainsi traités ne peuvent pas être qualifiés de vins « champagnisés » mais ils peuvent aux termes de l'art. 17 de la loi du 6 mai 1919 et de l'art. 2 du décret du 19 août 1928, porter la désignation : « Méthode champenoise ». Encore faut-il que les caractères composant cette mention ne soient pas de dimensions supérieures à plus de la moitié de celles des caractères les plus grands figurant sur l'étiquette ni avoir une autre apparence typographique que ces derniers.

Une autre manière de produire des vins mousseux est de provoquer une seconde fermentation en grands récipients clos (décret du 19 août 1921, art. 5) : ce procédé permet évidemment une fabrication beaucoup plus rapide ; pour

éviter que les vins mousseux ainsi préparés en grands récipients ne puissent être confondus avec les vins traités par la méthode champenoise, l'art. 17 de la loi du 6 mai 1919 modifiée par la loi du 22 juillet 1927, et l'art. 2 du décret du 21 août 1928, exigent sur l'étiquette de ces vins la mention « vins mousseux produits en cuve close ».

Il est en outre stipulé que dans la mention « vin mousseux produit en cuve close », les mots « produit en cuve close » doivent être inscrits immédiatement à la suite ou au-dessous des mots : « vin mousseux » et en caractères de dimensions au moins égales au tiers de celles des caractères les plus grands figurant dans l'inscription et de même apparence typographique.

La mention « vins mousseux » sur les étiquettes est obligatoire pour tous les vins mousseux qui n'ont droit à aucune appellation d'origine, ou qui, y ayant droit, ne sont pas vendus avec cette appellation. Elle doit être inscrite en caractères très apparents de dimensions égales au moins à la moitié de celles des caractères les plus grands figurant sur l'étiquette et de même apparence typographique. (Loi du 6 mai 1919, art. 21. Décret du 19 août 1921, art. 5).

Vins gazéifiés. — Aux termes de textes législatifs en vigueur, il faut entendre par vins « gazéifiés » les vins mousseux obtenus par simple addition d'acide carbonique au vin naturel ; ce mode de préparation est tout à fait régulier et reconnu par la loi.

Mais sur les étiquettes des vins rendus mousseux par ce procédé doit toujours figurer en caractères très apparents et conformes au point de vue typographique aux règles imposées pour les étiquettes de vins mousseux, la mention : « vin mousseux gazéifiés ».

Section IV

Vins de liqueur, vermouths, apéritifs à base de vin.

La réglementation des vins de liqueur, des vermouths et des apéritifs à base de vin est de date relativement récente ; elle est l'œuvre du décret du 31 janvier 1930.

Cette réglementation depuis longtemps envisagée avait fait l'objet de longues études, mais s'était heurtée à de nombreuses difficultés qui expliquent son retard. Le décret du 19 août 1921, lui-même, ne visait pas les vins de liqueur. Seule la loi de finances s'en occupait d'un point de vue purement fiscal ; elle les mentionnait simplement pour déclarer qu'ils sont soumis non au régime fiscal des vins, mais au régime des alcools, c'est-à-dire qu'ils sont imposés pour leur force alcoolique totale avec un minimum de perception de 15 degrés.

Aux termes du décret du 31 janvier 1930, la dénomination de « vins de liqueur » n'est applicable qu'à des produits obtenus « avec des moûts de raisins frais, cuits ou crus, partiellement concentrés ou non et additionnés d'alcool soit avant soit après leur fermentation, sans cependant que la quantité d'alcool ajouté soit supérieure à celle qui est nécessaire pour porter la richesse alcoolique réelle du vin de liqueur obtenu à plus de 23 degrés ».

Ajoutons que l'alcool employé doit titrer au minimum 45 degrés ; s'il s'agit d'une eau de vie obtenue sans rectification ou d'une distillation n'ayant pas donné un produit supérieur à 80 degrés ; dans le cas contraire, il doit titrer au minimum 86 degrés.

Le décret du 31 janvier 1930 détermine en outre les vins de liqueur qui doivent être considérés comme impropres à la consommation, ainsi que les traitements et manipulations que ces produits peuvent subir.

En ce qui concerne les vermouths et apéritifs à base de vin le décret du 31 janvier 1930 exige qu'ils renferment un minimum de 80 % de vin de liqueur, de moût de raisin, ou de vin ordinaire loyal et marchand titrant au moins 10 degrés. Le produit obtenu ne doit pas avoir une richesse alcoolique supérieure à 23 degrés.

On peut employer pour leur fabrication le sucre et le glucose, mais à la condition que la mention « sucré » ou « glucosé » figure de façon apparente sur les récipients. Une seule exception est faite à ce point de vue pour le « Vermouth de Chambéry » produit dont l'appellation d'origine a été consacrée par la jurisprudence. Il peut être

sucré conformément aux usages locaux loyaux et constants, sans qu'il soit besoin d'en faire mention sur les récipients.

Section V

Jus de raisins non fermentés

La consommation des jus de raisins non fermentés est fort peu développée en France. Cela explique que ce produit n'ait encore fait l'objet d'aucune réglementation.

Nous le mentionnons simplement à titre documentaire et parce qu'il est consommé dans certains pays, surtout les pays non producteurs de vin.

Ce produit pourrait donner lieu à des abus. Il est à souhaiter qu'une réglementation uniforme intervienne entre les pays divers pour les prévenir. Nous sommes encore loin de cette réglementation internationale. Peut-être la création en 1924 de l'Office International du vin contribuera-t-elle à cette unification si nécessaire du commerce vinicole.

CHAPITRE VIII

LES BOUTEILLES, REGLEMENTATION DE LA CAPACITE

Le législateur a édicté nous l'avons vu, toutes sortes de prescriptions rigoureuses pour lutter contre la fraude sur la qualité des vins livrés à la consommation. Il s'agissait de protéger à la fois le consommateur, en lui garantissant un produit loyal et marchand, et aussi le producteur honnête qui risquait de voir se déprécier son produit par le fait de spéculateurs malhonnêtes, dont les manœuvres et les fraudes finiraient par éloigner la clientèle en lui fournissant un vin plus ou moins frelaté.

Mais il est un autre genre de fraude que la fraude sur la qualité ; c'est la fraude sur la quantité qui atteint uniquement le consommateur. Le législateur ne pouvait pas s'en désintéresser, et, pour l'empêcher, l'art. 5 de la loi du 1^{er} janvier 1930 a placé le commerce des vins sous un régime d'exception ; il lui a interdit de vendre les vins dans des bouteilles autres que celles dont le type et la capacité seront déterminés par un règlement d'Administration publique.

Il est certain d'ailleurs que cette mesure ne vise pas les vins mousseux, non plus que les vins destinés à l'exportation, ni les vins importés en bouteilles ; ces derniers continueront à se vendre dans les bouteilles d'origine et cela résulte du texte d'une circulaire en date du 6 mars 1930 du Ministre de l'Agriculture aux agents du Service de la Répression des Fraudes¹.

1. Circulaire n. 91 du 6 mars 1930, *Rev. des Fraudes* 1930, p. 104.

Le législateur a voulu, par cette mesure sévère, mettre fin à la tromperie sur la quantité du vin vendu qui se généralisait surtout dans la vente des vins ordinaires grâce à l'emploi de bouteilles dont la capacité n'était nullement garantie et répondait de moins en moins à celle que leur forme semblait indiquer à l'acheteur.

Afin donc d'empêcher dans le commerce des boissons l'emploi de bouteilles de contenance de plus en plus faible, l'art. 5 de la loi du 1^{er} janvier 1930 dispose :

« Est seul autorisé pour la vente des vins, cidres et poirés en bouteilles, autres que les vins et cidres mousseux, l'emploi de bouteilles dont le type et la capacité seront déterminés par un décret en Conseil d'Etat rendu sur la proposition du Ministre du Commerce et de l'Industrie et du Ministre de l'Agriculture. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux vins et cidres destinés à l'exportation ni aux vins importés en bouteilles ».

Le décret portant règlement d'Administration publique prévu est intervenu le 15 février 1930¹. Son article 1^{er} inrerdit de mettre en vente ou de vendre des vins autres que ceux bénéficiant de l'exception légale (vins mousseux, vins importés en bouteilles et vins destinés à l'exportation) dans des bouteilles autres que :

1° les bouteilles bordelaises, bourguignonnes ou mâconnaises dont le type et la capacité sont indiqués au tableau annexé à la loi du 13 juin 1886 sur les usages commerciaux.

Ces contenances sont, pour la Bordelaise : 75 centilitres ; pour la Bourguignonne et la Mâconnaise : 80 centilitres.

Notons que la loi du 13 juin 1886 édictait ces prescriptions « à moins de convention contraire ». Or, pour les bouteilles dites Bourguignonne et Mâconnaise, l'usage s'est depuis longtemps établi de n'employer que des bouteilles de ce type d'une capacité de 75 centilitres, c'est-à-dire de la même contenance que celles de Bordeaux. Il en résulte que ces bouteilles pourront n'avoir que 75 centilitres au lieu de 80. Mais il est alors nécessaire que les commerçants qui utiliseront ce type de bouteille indiquent

1. *Journal Officiel* du 13 février 1930.

nettement cette particularité sur leurs catalogues, prospectus, prix-courant et sur leurs factures, cette indication pouvant puisque l'acheteur se trouve ainsi averti constituer la convention contraire prévue par la loi de 1886¹. La mention imprimée pourra par exemple, être libellée comme suit : « Nos bouteilles Bourguignonnes ou Mâconnaises ont toutes la capacité de 75 centilitres ».

2. Les bouteilles qui correspondent aux caractéristiques suivantes :

Type	Capacité minima en centilitres
Double litre	200
Litre	100
Demi litre	50
Saint-Galmier	90
Anjou	75
Demi Anjou	37,5
Fillette d'Anjou ou de Touraine	35
Vin du Rhin	72
Bordeaux	75
Demi Bordeaux	37,5
Bourguignonne	80
Demi Bourguignonne	37,5
Mâconnaise	80
Demi-Mâconnaise	37,5

La capacité indiquée dans le tableau qui précède est celle du récipient mesuré au ras du goulot, à la température ordinaire de 15 degrés centigrades. Elle n'indique donc pas le volume de liquide contenu, qui est nécessairement réduit de l'espace occupé par le bouchon et de l'espace vide qui sépare ce dernier du liquide.

Précisons qu'à défaut de mesure graduée la capacité peut se mesurer en pesant les bouteilles vides, puis en les pesant de nouveau complètement remplies d'eau au ras du goulot. La capacité est égale au dixième de la différence de poids mesurée en grammes, chaque centilitre d'eau pesant dix grammes.

Il est certain, d'autre part, que les bouteilles, en raison de leur mode même de fabrication, ne peuvent avoir une capacité rigoureusement exacte. Aussi le règlement a-t-il

1. Circulaire n. 91 du 6 mars 1930, *Revue des Fraudes*, 1930, p. 104.

prévu que la capacité prescrite comportera une tolérance en plus ou en moins de deux pour cent.

Il est absolument interdit de mettre le vin dans des bouteilles autres que les bouteilles réglementaires. Il ne peut non plus être fait usage de bouteilles dont l'apparence extérieure répond aux types indiqués plus haut mais qui n'ont pas la capacité légale ou réglementaire. Dans ce cas, ces bouteilles devront porter une marque ou étiquette indiquant leur capacité.

Nous devons signaler, en outre, pour être complet que certains autres types de bouteilles sont autorisés, bien qu'ils ne soient pas désignés expressément dans ce décret ; ce sont les bouteilles « Château-Châlon », le « Pot Lyonnais » et le « Pot Stéphanois ».

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables :

1. Aux récipients autres que les bouteilles employées dans les établissements de détail, tels que carafes, brocs, pichets, pour la vente dans les débits, hôtels, bars et restaurants des vins de consommation courante servis par le vendeur pour être consommés sur place.

2. Aux bouteilles contenant des vins provenant de récoltes antérieures au décret et mis dans les dites bouteilles avant la publication de ce décret.

Cette dernière mesure s'explique par la difficulté qu'il y aurait eu à exiger le dépotage des stocks de vins déjà en bouteilles au moment de la publication du décret, dépotage qui aurait été nécessaire pour écarter les bouteilles ne répondant pas aux conditions de type et de capacité prescrites. Les détenteurs ont donc toute liberté pour écouler ces bouteilles pleines sans délai, telles qu'elles sont.

Du point de vue répressif, les infractions à ces prescriptions tout comme les fausses indications de capacité, constituent une tromperie sur la marchandise livrée et sont passibles d'une contravention de régie, prévue par l'art. 10 de la loi du 28 avril 1816. La jurisprudence constante de la Cour de cassation vient à l'appui de cette affirmation .

CHAPITRE IX

CONTROLE. SURVEILLANCE. CONTENTIEUX.

Bien que de date relativement récente, la législation française sur les Fraudes, présente avec les décrets d'Administration publique pris en exécution de ses dispositions un ensemble particulièrement complet, et à cet égard, il semble que la législation française soit plus avancée que celles des autres nations.

Mais il fallait assurer l'application des prescriptions édictées par la loi. Et c'est pour que ces prescriptions ne restent pas lettre morte que la législation française de la fraude a été complétée par toute une série de règlements concernant l'organisation de la surveillance des produits mis en vente. Ils ont trait à la constitution d'un service d'inspection, à l'élaboration d'une procédure pour le prélèvement d'échantillons, à l'organisation d'un contrôle scientifique par l'analyse des produits prélevés.

Section I

Le service de la répression des fraudes et la surveillance

Le « Service de la Répression des Fraudes » est actuellement régi par le décret du 30 juillet 1930¹. Il comprend un inspecteur général, Chef de Service, un personnel d'ins-

1. *J.O.* du 2 août 1930.

pection composé de cinq inspecteurs généraux, douze inspecteurs principaux et soixante-dix inspecteurs auxquels viennent s'ajouter un nombre d'environ soixante agents, agréés et commissionnés à la demande des syndicats professionnels, par application de l'art. 65 de la loi de Finances du 27 février 1912. Parmi ces agents syndicaux plus de trente sont spécialisés, avec le titre de contrôleurs dans la surveillance des vins.

L'action des agents du Service de la Répression des Fraudes s'exerce surtout par voie de prélèvements. Ils n'agissent pas seuls d'ailleurs et des prélèvements de vin peuvent également être effectués par d'autres agents opérant pour le compte du Service de la Répression des Fraudes : commissaires de police, préposés d'octroi, agents des poids et mesures etc... Le nombre des prélèvements qui sont ainsi opérés directement ou indirectement par le Service de la Répression des Fraudes est important ; Il s'élève annuellement à 10.000 environ.

Indiquons en outre que les agents que nous venons de nommer n'ont pas le monopole des prélèvements, et ceux-ci peuvent être effectués valablement par d'autres personnes. Il suffit que les échantillons prélevés présentent les garanties d'authenticité. Des prélèvements peuvent donc être faits valablement et régulièrement par un huissier et même par un intéressé en présence de témoins. Ainsi en a décidé la Chambre Criminelle de la Cour de cassation dans un arrêt du 15 février 1924 (S. 1925-1-189) Elle a jugé que « aucune disposition légale ne s'oppose à ce que des échantillons soient prélevés par l'acheteur d'une marchandise suspecte ; qu'en ce cas le prélèvement ayant été effectué en dehors des prévisions du décret du 22 janvier 1919, les prescriptions de ce décret sont inapplicables, et qu'il appartient au juge d'apprécier la loyauté de l'opération et de s'assurer de l'authenticité de l'échantillon ».

La procédure de prélèvement a été établie pour la première fois par le décret du 31 juillet 1906, portant application de la loi du 1^{er} août 1905. Elle présentait longtemps une grave lacune parce qu'elle ne donnait à l'intéressé aucune garantie sérieuse puisque aucun échantillon n'était

laissé par l'agent verbalisateur en dépôt au vendeur ou détenteur du produit. Cette lacune a été comblée par le décret portant règlement d'Administration publique du 22 janvier 1919. Désormais tout prélèvement comporte quatre échantillons; l'un d'eux est laissé au détenteur du produit, régulièrement scellé, et peut ainsi servir de base à une contradiction; il préserve donc l'intéressé de tout risque d'erreurs ou de substitutions possibles. Les autres échantillons sont transmis par l'agent à la Préfecture du Département, qui les enregistre et adresse l'un d'eux au laboratoire compétent, accompagné d'une étiquette ne portant qu'un numéro d'ordre.

Dans le but de permettre aux agents de la Répression des Fraudes de remplir leur mission de façon satisfaisante, un droit de visite leur a été donné : ils peuvent pénétrer chez les commerçants, dans les magasins, boutiques, chais, voitures, maisons servant au commerce. Mais ils ne peuvent pénétrer dans les locaux des non patentés, des viticulteurs par exemple, que du consentement de ces derniers, ou s'ils refusent, en vertu d'une ordonnance du Juge de paix du canton. Même dans ce dernier cas, ils ne peuvent pénétrer dans les locaux exclusivement réservés à l'habitation.

Pour permettre de procéder à l'analyse des échantillons prélevés, tout un service de laboratoires a été mis sur pied. Un laboratoire central de la Répression des Fraudes a été établi à Paris, auquel de nombreux laboratoires ont été agréés. L'Administration centrale a déterminé des méthodes officielles d'analyse, auxquelles tous les laboratoires doivent se conformer. Il existe enfin une Inspection générale des Laboratoires, qui s'assure que chacun d'eux présente des garanties indispensables et que l'unité de méthode est partout observée.

En cas de contestations de l'expertise par l'intéressé, les art. 24 et 33 du décret du 22 janvier 1919 ont organisé une expertise contradictoire qui donne les plus sérieuses garanties. En effet, deux experts sont désignés : l'un par l'intéressé, l'autre par le juge d'instruction. En cas de désaccord entre eux, ils désignent un troisième expert pour les départager. Enfin un décret du 31 décembre 1928 a

complété l'art. 29 du décret du 22 janvier 1919 afin de donner aux laboratoires officiels la possibilité de discuter les rapports des experts désignés par les Juges d'instruction, lorsque ces experts sont d'accord pour infirmer les conclusions de l'analyse administrative.

La procédure du prélèvement est le mode d'action normal des agents du Service de la Répression des Fraudes. Il est un cas cependant où cette procédure ne s'applique pas et où ces agents agissent directement : c'est le cas de flagrant-délit. Lorsque les agents du Service de la Répression des Fraudes se trouvent donc en présence d'un flagrant-délit, ils dressent procès-verbal de leurs constatations, et ce procès-verbal est transmis directement au Parquet qui apprécie les suites qu'il convient de lui donner soit en simple police soit en police correctionnelle.

L'activité du Service de la Répression des Fraudes ne suffisait pas cependant, par la seule voie du prélèvement, même complétée par le système des procès-verbaux en cas de flagrant-délit, à assurer un contrôle réel et vraiment efficace. Cette activité est donc renforcée par un contrôle fiscal et tout un système a été élaboré pour assurer la collaboration des deux modes de contrôle qui se complètent l'un l'autre et s'opposent ainsi efficacement au commerce déloyal du vin.

Section II

Le contrôle

Le contrôle spécial dont le vin fait l'objet fut en effet à son origine un contrôle purement fiscal. En vue d'assurer le recouvrement de l'impôt sur les boissons, les vins ne purent circuler que munis d'un titre de mouvement délivré par l'Administration des Finances.

La Régie fut en outre amenée à identifier les produits expédiés et à considérer comme « dilutions alcooliques » soumises au plein droit sur l'alcool toutes boissons n'ayant pas rigoureusement droit à la dénomination « vin », les vins mouillés et alcoolisés notamment.

C'est à ce contrôle fiscal que vient se superposer le contrôle qu'on pourrait appeler « technique » du Service de la Répression des Fraudes. Les deux contrôles se compénètrent intimement dans notre matière et se prêtent une aide mutuelle.

I. Contrôle quantitatif à la production.

La déclaration de récolte

En vertu de la loi du 29 juin 1907, toute personne se livrant à la vinification (récoltant ou acquéreur de vendanges)¹ doit effectuer, chaque année, après la récolte, à la Mairie de la commune, où elle fait son vin, dans un délai fixé par arrêté préfectoral et qui aux termes de l'art. 1^{er} de la loi du 5 décembre 1922, modifiant l'art. 1^{er} de la loi du 29 juin 1907, ne peut dépasser la date du 5 décembre, une déclaration appelée « Déclaration de récolte ». Cette déclaration doit mentionner les points suivants :

- a) superficie des vignes en production,
- b) quantités de vendanges ou de moûts expédiés ou reçus.
- c) quantité de vin produit,
- d) importance des stocks possédés.

Toute personne recevant des moûts ou des vendanges fraîches est assimilée au propriétaire récoltant et tenue de faire la déclaration de récolte. Les négociants acheteurs de moûts ou de vendanges doivent donc faire cette déclaration ; leurs disponibilités de vins à expédier seront donc déterminées par leurs achats de vins et la vinification des vendanges et des moûts.

La loi du 4 juillet 1931, dans son art. 1^{er}, qui n'a pas été modifié sur ce point par la loi du 8 juillet 1933, a apporté une prescription nouvelle : la déclaration de récolte doit en outre, indiquer distinctement les quantités respectives de vin blanc et de vin rosé produites, ainsi que celles restant en stock des récoltes des années précédentes. Il est tenu compte toutefois pour les vins rouges ou rosés d'une

1. Lois codifiées, art. 181 et 182.

tolérance de 2 % sur les déclarations supérieures à 500 hectolitres et de 3 % sur les déclarations inférieures à 500 hectolitres, et pour les vins blancs d'une tolérance de 4 % dans le premier cas et de 5 % dans le second.

La déclaration est obligatoire même dans le cas où la totalité de la récolte est vendue à l'état de vendange; le volume de vin représenté par celles-ci est calculé à raison de 2 hectolitres de vin par 300 kg. de vendanges.

Les déclarations de récolte doivent être affichées à la porte des Mairies et un duplicata en est transmis aux receveurs des Contributions Indirectes; cet affichage qui rend publique la déclaration est une mesure de publicité qui évidemment présente une sérieuse garantie de sincérité.

Les receveurs buralistes ne pourront délivrer les titres de mouvement, sans lesquels le vin ne peut circuler, que pour la quantité inscrite dans la déclaration de récolte et les receveurs peuvent facilement totaliser les expéditions effectuées par l'examen des registres à souches des titres de mouvement.

2. *Contrôle quantitatif du commerce de gros.*

Tous les commerçants de boissons en gros doivent faire préalablement à l'ouverture de leur commerce, une déclaration indiquant les « qualités espèces et quantités » des boissons qu'ils possèdent et obtenir une *licence*¹.

Tous ceux qui reçoivent ou expédient en gros des boissons pour les besoins de leur commerce ou pour le compte d'autrui sont considérés par la Régie comme négociants en gros. On admet toutefois qu'un producteur peut mélanger accidentellement à sa récolte des vendanges d'achat, pour améliorer la qualité sans pour cela être considéré comme un commerçant².

Les négociants sont astreints à la tenue d'un compte de gros qui consiste dans l'inscription sur un registre des entrées et des sorties. Les entrées et les sorties sont vérifiées par les employés de la Régie qui effectuent périodiquement

1. Loi du 28 avril 1817, a. 97 et 144. Lois codifiées a. 28 et s.

2. Hourcade, *Manuel des C.I.*, p. 224 et s. Poitiers, P. Oudin, 1922.

et à l'improviste des visites et des inventaires. Ces vérifications ne peuvent avoir lieu que dans les caves, celliers et magasins et entre le lever et le coucher du soleil.

Ce contrôle quantitatif est évidemment fort efficace contre les fraudes et falsifications qui ont surtout pour but en matière de vins d'en augmenter artificiellement la quantité. Il l'est d'autant plus qu'il est doublé d'un contrôle qualitatif fait à la fois par la régie et par le service de la répression des Fraudes, tendant à vérifier si les expéditions faites sous le nom de « vins » répondent bien à la définition de ce produit.

3. *Contrôle des produits expédiés.*

Nous avons vu que toute expédition de vin était subordonnée à la délivrance par la Régie d'un titre de circulation extrait d'un registre à souche. En principe donc un titre de circulation est nécessaire pour tout transport de vin en quelque quantité et à quelque distance que ce soit.

Ce principe comporte cependant quelques exceptions; ainsi les voyageurs peuvent emporter librement jusqu'à trois bouteilles par personne pour leur usage en cours de route. Est libre également le transport du vin à dos d'homme ou à bras du pressoir à la cuve. Enfin l'Administration tolère la circulation sans titres de petites quantités de vin livrées par le débitant à des particuliers.

Les vendanges circulant hors de l'arrondissement de récolte et des cantons limitrophes sont soumises aux mêmes formalités de circulation que les vins. Il est fait exception à cette règle pour les raisins de table.

Les transporteurs doivent toujours être munis du titre de circulation qui accompagne le vin, le communiquer à toute réquisition des agents de l'Administration et permettre à ceux-ci de vérifier la conformité de ses énonciations avec le chargement. Les expéditeurs peuvent cependant, afin d'éviter les vérifications en cours de transport, demander le plombage au départ des paniers et caisses de vins en bouteilles, ainsi que le plombage des boissons de prix expédiées à l'étranger en futailles¹.

1. Hourcade, *op. cit.*, p. 133.

4. Contrôle du commerce de détail.

La seule obligation imposée aux détaillants est de faire, conformément aux prescriptions de l'art. 50 de la loi du 28 avril 1816, une déclaration de profession avant l'ouverture de leur magasin ou débit.

Ils ne sont soumis à aucun contrôle spécial du point de vue fiscal, mais la législation relative à la Répression des Fraudes conserve à leur égard toute sa rigueur, et en cas d'infractions ils sont sous la menace constante de l'intervention du Service d'inspection chargé d'assurer l'application de cette législation.

Section III

Réglementations diverses

Nous venons de voir, dans la précédente section, les mesures d'ordre plus spécialement fiscal qui concourent à assurer le contrôle et la surveillance de la production, de la circulation et de la vente du vin.

Il nous reste à exposer une autre série de mesures, où n'entre pas le point de vue fiscal et qui sont inspirées par le seul souci de répression des fraudes et falsifications. Ces mesures qui forment la réglementation prise par application de la loi du 1^{er} août 1905, assurent une plus étroite et plus sévère surveillance du commerce du vin et contribuent pour une large part à assurer la loyauté de ce commerce.

Tout d'abord le décret du 19 août 1921, décide dans son art. 2, que « la simple détention sans motifs légitimes et la mise en vente pour la consommation de vins impropres à cet usage doit être considérée comme constituant l'infraction prévue et punie par l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905. Sont également des falsifications au sens de la loi de 1905 les manipulations et pratiques ayant pour objet de modifier l'état naturel du vin, pour lui attribuer des qualités qu'il ne possède pas ou pour en dissimuler l'al-

tération ». En conséquence la mise en vente, connaissant leur destination, et la détention sans motifs légitimes de produits propres à effectuer ces opérations tombent sous le coup des dispositions pénales des art. 3 et 4 de la loi du 1^{er} août 1905.

Il est prescrit, d'autre part, qu'il doit être apposé sur les récipients, emballages, casiers et fûts, dans les établissements où s'exerce le commerce de détail des vins, une inscription indiquant la dénomination sous laquelle le vin est mis en vente, et le titre alcoolique des vins qui ne sont pas vendus avec appellation d'origine.

Cette dernière mesure ne pouvait que produire les meilleurs effets contre le mouillage des vins et M. Maxime Toubeau, Directeur du Service de la Répression des Fraudes, a pu écrire dans « *La République Française* » du 17 mai 1924 : « Le Service de la Répression des Fraudes au Ministère de l'agriculture est conduit à faire cette constatation : le mouillage des vins, cette fraude antérieurement si répandue, devient de plus en plus rare. Dès à présent les agents de l'Administration et ceux que les Syndicats de défense viticole font agréer... ont à déployer beaucoup plus d'efforts et de sagacité qu'autrefois pour découvrir les délits de cette nature ».

La question du degré alcoolique. — Pour que ces prescriptions pussent être exactement appliquées il fallait cependant préciser la notion de « degré alcoolique ». La circulaire aux agents du Service de la Répression des Fraudes du 15 novembre 1924 a donné cette précision et indiqué que le degré alcoolique est la teneur centésimale en alcool déterminée par la distillation. Mais il faut tenir compte évidemment du manque de précision des appareils qu'utilisent en général viticulteurs et commerçants.

Le degré alcoolique considéré est le degré « réel » et non le degré en puissance que représente le sucre non fermenté. C'est cette interprétation qui a été donnée par le décret du 15 août 1925, qui prescrit de mentionner le « titre alcoolique acquis, exception faite de la proportion d'alcool que le vin peut renfermer en puissance ».

L'indication du degré doit suivre en caractère très apparents la dénomination de vente et figurer avec elle sur les récipients, emballages, casiers et fûts contenant les vins exposés à la vente dans les débits et magasins de vente au détail. Nous avons déjà vu d'autre part que cette prescription ne visait pas les bouteilles et récipients dans lesquels les vins de consommation courante sont emportés par l'acheteur ou consommés sur place ; il s'agit là évidemment des vins conservés en fûts par le détaillant jusqu'au moment où ils sont livrés à emporter ou à consommer sur place.

Section IV

Casiers et enquêtes vinicoles

La création de casiers vinicoles a pour but, d'une part, de mettre les producteurs honnêtes de vin naturel à l'abri de poursuites injustifiées, et, d'autre part, de réunir tous les éléments d'information utiles à la découverte du mouillage des vins, que l'analyse chimique sans éléments de comparaison est parfois impuissante à déceler.

C'est pourquoi le Service de la Répression des Fraudes procède depuis 1907 à des enquêtes annuelles sur la composition des vins. Les inspecteurs principaux de la Répression des Fraudes reçoivent chaque année des instructions leur faisant connaître le nombre minimum de types à recueillir dans les différents vignobles. Ils s'efforcent de retrouver ces types de vins chez les récoltants et établissent des fiches signalétiques où sont notés tous les renseignements relatifs aux conditions de production du vin qui en a fait l'objet. Fiches et échantillons sont adressés au Laboratoire Central.

« Lorsque l'analyse est terminée, écrit M. G. Filandeau, sous le titre « Casier et enquêtes vinicoles », dans les *Annales des falsifications et des fraudes*¹ les résultats en sont reportés

1. G. Filandeau, « Casiers et enquêtes vinicoles », *Annales des falsifications et des fraudes*, année 1930, p. 290.

sur une fiche qui reproduit au recto l'état civil du vin, tel qu'il ressort de sa fiche signalétique. L'ensemble des fiches est classé par départements et par régions dans des boîtes spéciales. Dans ce fichier on peut retrouver rapidement et facilement les documents que l'on désire, le jour où il en est besoin.

« Jusqu'en 1922 les résultats de l'ensemble donnaient en outre lieu à l'établissement de tableaux suivis d'un bref commentaire, et l'ensemble était publié sous forme de brochure portant le titre : « Compte Rendu de l'enquête annuelle du Service de la Répression des Fraudes, sur la composition des vins français de consommation courante ». Le coût élevé des frais d'impression a obligé depuis cette date à cesser une publication qu'il y aurait intérêt à reprendre.

« Ces enquêtes comportent habituellement l'examen d'environ 1500 à 1600 échantillons. Jusqu'à présent on s'est surtout attaché à recueillir les types de vins les plus ordinaires, de façon à fixer en quelque sorte le minimum de qualité de la production annuelle; peut-être y aurait-il lieu dans l'avenir d'y joindre dans certains vignobles l'examen de quelques types représentant les vins de qualité ; 1800 à 2000 échantillons seront alors à prévoir ».

Section V

Contentieux ; sanctions

Toutes les infractions aux prescriptions des lois et règlements, qui ont pour but de lutter contre les fraudes et les falsifications de toute nature dans le vin, rendent leur auteur justiciable des Tribunaux et sont passibles d'une sanction simplement pénale ou à la fois pénale et fiscale, selon que ces infractions sont soit de simples infractions de droit commun soit des infractions mixtes, à la fois fiscales et de droit commun.

En ce qui concerne les sanctions pénales, les infractions aux lois et règlements contre la fraude étaient, jusqu'à

une époque relativement récente, punies, comme les fraudes elles-mêmes, de peines correctionnelles qui pouvaient être très lourdes.

Une loi du 21 juillet 1929¹, dite loi « Dessein » du nom de son auteur, est venue atténuer ce que cette répression avait de trop rigoureux. Désormais en matière d'infractions aux dispositions réglementaires il y a lieu avant tout d'examiner l'intention du délinquant. Si celui-ci apparemment, a commis son acte par pure négligence et sans intention frauduleuse, il ne relèvera que du tribunal de simple police. C'est la distinction entre la négligence et la fraude, celle-ci comportant nécessairement un élément intentionnel. Ce dernier seul rend l'auteur de l'infraction justiciable de la juridiction correctionnelle.

Cette réforme apportée par la loi Dessein nous paraît très heureuse. Avant elle les Tribunaux correctionnels hésitaient à condamner les auteurs de simples erreurs ou négligences et on le comprend facilement étant donné la gravité des peines correctionnelles. Seulement, des faits dommageables et contraires à la loi restaient impunis. Ou bien de simples délits contraventionnels, c'est-à-dire n'impliquant pas de mauvaise foi, donnaient lieu à des condamnations correctionnelles toujours redoutables par les conséquences morales qu'elles entraînent.

Notons que cette loi intéresse non seulement les commerçants mais aussi les viticulteurs eux-mêmes. Beaucoup d'entre-eux, par exemple en matière de vinification, côtoient la légalité, sans d'ailleurs s'en rendre compte, et, de ce fait, se trouvent sous la menace de poursuites. Que la limite réglementaire soit dépassée sans intention frauduleuse, et ils risquaient hier la correctionnelle; ils ne peuvent être traduits, aujourd'hui, qu'en simple police. C'est seulement à la troisième infraction, commise dans un délai de trois ans à dater de la seconde que l'auteur redevient justiciable du Tribunal Correctionnel; mais il est évident qu'il devient alors difficile de croire à la bonne foi du délinquant.

1. *J.O.*, 22 juillet 1929.

Il doit être bien entendu, d'ailleurs, que la loi Dessein ne peut s'appliquer qu'aux délits contraventionnels commis en infraction des dispositions réglementaires. Le bénéfice de cette loi ne saurait *en aucun cas* s'étendre au délit de fraude lui-même qui reste sous le coup de condamnations correctionnelles

Les infractions aux art. 1, 3 et 5 de la loi du 1^{er} janvier 1930 et aux articles correspondants des décrets parus pour son exécution entrent dans la catégorie des infractions de droit commun. Aux termes de l'art. 6 de la loi, elles sont poursuivies comme en matière de fraude et de falsifications. Les procès verbaux qui les constatent sont directement transmis au Parquet à qui il appartient exclusivement d'exercer l'action en justice.

Ces contraventions sont punies :

1^o par des peines correctionnelles édictées par la loi du 1^{er} août 1905, s'il y a eu délit de tromperie.

2^o par des peines de simple police, dans les cas contraires.

Sont, par contre, des infractions mixtes les infractions aux art. 2 et 4 de la loi et aux articles correspondants des décrets, c'est-à-dire défaut d'inscription, sur les pièces de régie, de l'appellation d'origine (vins à appellation), du lieu de provenance (vins de pays), du pays d'origine et du degré alcoolique (vins étrangers importés), ou la constatation chez les marchands en gros ou débitants, au compte des vins d'importation, des manquants supérieurs à 5 % des prises en charge.

Ces contraventions mixtes sont punies :

1^o Au point de vue fiscal, par les pénalités énoncées à l'art. 266 du premier décret de codification du 21 décembre 1926 : amende de 200 à 1.000 francs, et de 500 francs au moins en cas de récidive ; confiscation des boissons.

2^o Au point de vue du droit commun, par les pénalités déjà indiquées pour les contraventions simples.

En cette matière le Procureur de la République a toujours l'initiative des poursuites, en raison des pénalités de droit commun, et la Régie joint son action à la sienne sans pouvoir poursuivre directement.

DEUXIÈME PARTIE

LA REGLEMENTATION DE LA PRODUCTION

Nous avons étudié dans notre première partie toute la réglementation relative au produit de la vigne : le « vin ». Son but essentiel est d'assurer l'intégrité de ce produit et sa pureté. Cette réglementation est tout entière basée sur l'idée de fraude et orientée vers la lutte contre les fraudes et falsifications de toute nature qui pourraient atteindre le vin.

Cela ne veut pas dire d'ailleurs que cette réglementation du vin n'ait pas en même temps un mobile économique. Bien au contraire ; et nous nous sommes expliqué sur ce point dès le début de notre étude. Si l'idée de fraude a été, à l'origine, la grande inspiratrice de toute la législation proprement vinicole, elle n'a guère servi par la suite que de prétexte, s'il nous est permis d'employer cette expression, à des mesures où la protection du consommateur n'était que fort peu intéressée, mais qui étaient au contraire imposées, nous croyons l'avoir démontré, par des nécessités d'ordre purement économique. Et il est certain que l'idée de fraude à elle seule ne suffirait pas, loin de là, à expliquer, par exemple, les prescriptions de la loi du 1^{er} janvier 1930 ; cette explication doit être cherchée dans le souci du législateur de lutter contre une crise économique grave dont la menace constante pesait sur notre viticulture.

Mais la crise économique n'a pas cessé de se développer et est arrivée à un point de gravité tel que le législateur s'est vu contraint de prendre des mesures d'une extrême gravité. L'idée de fraude avait donné, et au delà, tout ce qu'il était possible de lui faire donner. Il n'était pas possible d'aller plus loin dans ce sens.

Il a donc bien fallu aborder le problème de face et lut-

ter avec des moyens d'ordre cette fois-ci purement économique. Le législateur s'est rendu compte qu'il ne suffisait plus de réglementer le « vin » ; il fallait aller plus loin, et, puisque la crise était due surtout à un déséquilibre constant et considérable entre la production du vin et la consommation, le législateur s'est décidé à prendre toute une série de mesures réglementant cette production, essayant, d'une part, d'enrayer son développement par la limitation puis l'interdiction des plantations, les prescriptions relatives à l'irrigation des vignes, et l'établissement de taxes sur les gros rendements ; d'autre part, de maintenir un minimum d'équilibre entre la production et la consommation, par le Blocage et la distillation obligatoire. C'est l'objet des deux lois du 4 juillet 1931, et du 8 juillet 1932.

C'est à l'étude de ces mesures que nous consacrerons notre deuxième partie.

CHAPITRE PREMIER

LES DECLARATIONS DE RECOLTE

Nous avons déjà étudié dans notre première partie, au chapitre consacré au contrôle et à la surveillance du vin (Chap. IX) et plus spécialement quand nous avons traité du contrôle quantitatif à la production, la question des « déclarations de récolte ».

Si nous y revenons au seuil de cette deuxième partie c'est parce que la déclaration de récolte est examinée ici d'un autre point de vue : le point de vue de la production ; elle est en effet à la base des mesures que nous allons exposer dans les chapitres qui vont suivre ; et ce sont les éléments fournis par elle qui sont le point de départ des prescriptions relatives à la réglementation de la production. Nous le ferons d'ailleurs très rapidement, nous bornant à rappeler les points principaux déjà exposés et à les compléter s'il y a lieu.

Section I

Principes

La déclaration de récolte est obligatoire pour toute personne qui se livre à la vinification, qu'il s'agisse d'un propriétaire récoltant ou d'un négociant acquéreur de vendanges.

Les propriétaires récoltants doivent la faire dans un délai qui, dans chaque département, est fixé par arrêté

préfectoral et qui ne peut pas excéder la date extrême du 5 décembre.

Les personnes qui reçoivent dans leur cave ou achètent des moûts ou des vendanges fraîches sont assimilées au propriétaire récoltant ; le délai est moindre cependant pour elles et elles sont tenues de faire leur déclaration dans les trois jours de la réception. Dans cette dernière catégorie entrent évidemment les négociants acheteurs de moûts ou de vendanges.

Cette déclaration de récolte doit être faite à la Mairie de la localité où s'opère la vinification, et, dans le cas où il s'agit de propriétaire récoltant, elle doit être faite personnellement par le producteur. Celui-ci ne peut-être déchargé de cette formalité, alors même qu'il ferait partie d'un groupement de vinification en commun qui souscrirait une déclaration globale.

Le but de la déclaration de récolte est de permettre à l'Administration de connaître la production exacte annuelle de chaque récoltant. Par l'addition des diverses déclarations des habitants d'une commune, puis d'une région, puis de l'ensemble des régions, elle pourra connaître la production nationale globale et dresser des statistiques. Ces chiffres serviront de base à l'application des mesures relatives au maintien de l'équilibre entre la production et la consommation et que nous étudierons par la suite : blocage, redevances, distillation, etc...

Section II

Forme des déclarations

Les déclarations de récolte doivent comprendre pour chaque récoltant :

1° les renseignements particuliers prévus par la réglementation sur les appellations d'origine, et dont nous avons traité dans le chapitre que nous avons consacré à ces appellations.

2° les quantités de vin blanc, rouge ou rosé produites,

en y comprenant le vin réservé à la consommation familiale ;

3° la superficie des vignes sur lesquelles les vins ont été récoltés et la superficie de toutes les vignes en production possédées par le déclarant ;

4° les quantités résultant des stocks restés des récoltes précédentes ;

5° s'il y a lieu, le volume ou le poids des vendanges fraîches expédiées ou le volume ou le poids de celles reçues ;

6° s'il y a lieu, la quantité des moûts expédiés ou reçus.

Notons que la déclaration de récolte est obligatoire même si toute la récolte est vendue à l'état de vendanges ; le volume du vin représenté par les vendanges expédiées est calculé à raison de deux hectolitres de vin par trois hectolitres ou 300 kg. de vendanges.

Section III

Exploitations individuelles

Chaque producteur exploitant seul un vignoble doit faire sa déclaration personnelle.

Dans le cas de bail à portion de fruits, le propriétaire et le métayer ou colon partiaire sont tenus tous les deux de faire leur déclaration. Cependant seul le métayer ou colon partiaire doit déclarer la superficie des vignes en production, en tenant lieu toutefois des restrictions que nous exposerons à la section V ci-dessous.

Par contre chaque co-partageant — puisqu'en cas de bail à portion de fruits, il y a partage de récoltes — indiquera dans sa déclaration la quantité de vin blanc et de vin rouge ou rosé qui lui est attribuée, ainsi que les noms et domiciles des autres partageants.

Si un producteur est membre d'une coopérative ou association de vinification, il devra comprendre dans sa déclaration la part de récolte qui aura été prélevée par cette coopérative ou association.

Enfin les exploitants de terrains plantés en vignes appar-

tenant à une Société, ou dont cette Société est concessionnaire ou locataire, doivent eux aussi faire leur déclaration de récolte. Il leur est, en outre, prescrit de mentionner sur cette déclaration la désignation de la Société et de son siège social.

Section IV

Exploitations par Sociétés

Sont considérées comme Sociétés :

1^o Les Sociétés soumises au droit de communication des agents de l'Enregistrement, que ces Sociétés bornent ou non leur action à l'exploitation directe ou indirecte d'un ou de plusieurs domaines agricoles ;

2^o Toutes les Sociétés civiles ou commerciales constituées sous quelque forme que ce soit et exploitant directement ou indirectement un ou plusieurs domaines agricoles.

Toutefois les co-héritiers indivis qui font valoir une ou plusieurs propriétés leur appartenant en commun ne sont pas considérés comme formant une Société.

Si une Société se livre à l'exploitation directe ou par bail à portion de fruits, les travailleurs qui sont sur son domaine étant des salariés et de simples employés, ouvriers agricoles ou contremaîtres, ou des colons partiaires, cette Société devra faire la déclaration de récolte, comme il a été déjà indiqué.

Si cette Société n'exploite qu'indirectement, par fermage ou métayage, le fermier récoltant les produits du sol et ne versant à la Société que le produit du bail, celle-ci est tenue de déclarer la situation et la superficie des terrains plantés de vignes en production dont elle est propriétaire, concessionnaire ou locataire tant en France qu'en Algérie, et la récolte de ces terrains. Cette déclaration doit être faite au plus tard le 15 décembre de chaque année à la recette ruraliste des Contributions Indirectes ou des Contributions diverses de son Siège-Social.

Section V

Cas particuliers

Lorsque la récolte comprend par partie seulement soit des vins destinés à la fabrication d'eaux de vie bénéficiant de la présomption légale inscrite à l'art. 24 de la loi du 6 mai 1919 (Armagnacs, Cognacs, etc...) soit des vins ayant droit à une appellation d'origine déclarée avant le 1^{er} janvier 1926, le producteur doit indiquer *pour chaque catégorie* de ces vins, outre la quantité obtenue, la superficie des vignes qui les ont produites.

Il ne suffira donc pas, dans ce cas, de déclarer le chiffre total de production et la superficie globale des vignes qui ont donné ces vins ; il faudra indiquer la quantité de vins *de chaque catégorie* et indiquer au surplus pour chacune de ces catégories la superficie de vignes dans laquelle a été récoltée la quantité déclarée.

Une autre particularité réside dans la distinction qu'il y a lieu de faire entre les vins rouges ou rosés et les vins blancs. La déclaration de récolte devra faire ressortir distinctement les quantités de vin rouge ou rosé d'une part, et d'autre part les quantités de vin blanc obtenues ou restant en stock des années antérieures. Cette prescription a pour but essentiel de prévenir les fraudes par décoloration.

Section VI

Vérification des déclarations

La vérification des déclarations s'opère, pour ainsi dire, automatiquement et selon un mécanisme très simple.

Les déclarations de récolte sont d'abord affichées à la porte des Mairies, ce qui présente déjà par la publicité donnée une première garantie de sincérité.

Mais, en outre, des duplicata de ces déclarations sont transmis aux receveurs des Contributions Indirectes. Or

ce sont précisément les receveurs buralistes des Contributions Indirectes qui délivrent les titres de mouvement sans lesquels les vins ne peuvent circuler. Comme ces titres de mouvement sont extraits d'un registre à souches, il leur est facile de contrôler à tout instant si les demandes de titres de mouvement ne dépassent pas les quantités déclarées. Si cela se produisait ils devraient refuser de délivrer le titre de mouvement et le vin serait bloqué à la cave du récoltant. On peut donc affirmer que ce système de contrôle présente le maximum de garanties de sincérité en ce qui concerne les chiffres fournis par les déclarations de récolte.

C'est là un résultat de très grande importance, puisque nous allons voir que ces chiffres servent de base à toutes les mesures d'ordre économique édictées pour arrêter la crise dont souffre la viticulture.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS FINANCIERES : REDEVANCES

Section I

Principe et justifications

L'art. 1^{er} de la loi du 8 juillet 1933, reprenant l'art. 1^{er} de la loi du 4 juillet 1931, crée tout un système de redevances que devront payer à la caisse de propagande pour le vin les producteurs bénéficiaires de gros rendements. Cette taxe au rendement se trouvait d'ailleurs déjà dans le projet de loi déposé par le Gouvernement le 3 juin 1929 et qui est à l'origine de la loi du 4 juillet 1931.

Les dispositions financières contenues dans cet article ont un double but dans lequel elles trouvent leur justification.

Elles sont destinées, d'abord, à fournir des subsides à la « caisse de propagande pour le vin » en vue de développer la consommation ; il faut donc y voir, dans ce sens, une sorte d'impôt levé dans un but déterminé, plus exactement une sorte de contribution forcée à la propagande pour le vin qui est imposée aux gros producteurs. Nous ne faisons pour l'instant qu'indiquer ce point de vue ; nous y reviendrons plus longuement à la fin du présent chapitre.

Car leur but essentiel est autre : bien plus que d'alimenter la propagande pour le vin, il s'agit, une fois de plus, de lutter contre la surproduction qui est à l'origine et la grande coupable de la crise de la viticulture.

Et par ce côté l'art. 1^{er} de la loi du 8 juillet 1933 doit être considéré, pensons-nous, comme une sorte de complément aux mesures que nous avons exposées dans notre première partie.

Ces mesures protègent l'intégrité et la pureté du vin et le défendent contre la fraude; c'est leur but originel et direct. Mais elles visent aussi un autre résultat, indirect peut-être et cependant essentiel : celui d'écarter du marché un nombre considérable d'hectolitres de vin qui pèsent sur les cours et causent leur effondrement. Dans ces dernières années on peut même affirmer, qu'à travers les mesures théoriquement destinées à lutter contre la fraude, c'est en réalité ce second résultat d'ordre économique qui était avant tout recherché. Le fait de qualifier d'anormal, sous le seul prétexte que son degré est faible, et dans le seul but de l'écarter de la consommation, un vin qui juridiquement est un vin parfaitement naturel, conforme à toutes les définitions du vin données par les textes de loi, exempt de fraude, un vin qui est dans le plein sens du terme « le produit de raisins frais ou du jus de raisins frais », ne peut pas s'expliquer autrement.

Or il s'est trouvé que ces mesures n'ont pas suffi; les quantités de vin ainsi retirées du marché ont été peu considérables eu égard à celles qui restaient encore. Et la surproduction, loin d'être enrayée, ne faisait que s'accroître.

Il a donc fallu trouver autre chose et le législateur a imaginé de « taxer » la grosse production. Par ce moyen détourné on parviendrait peut-être à enrayer la surproduction; le producteur, en effet, dont la récolte, à partir du moment où elle dépassera une certaine quantité d'hectolitres, devra supporter une taxe par hectolitre, n'aura plus intérêt à chercher une augmentation du rendement de ses vignobles.

Et du même coup la qualité du vin se trouvera améliorée car les responsables de la crise et de la surproduction ce sont certaines pratiques culturales visant à un rendement à l'hectare toujours plus grand. Et comme l'augmentation du rendement à l'hectare ne peut se faire et ne se fait que

par une diminution parallèle de la qualité du vin, en rendant désormais difficiles, impossibles même — puisque le producteur n'y trouvera plus aucun intérêt — ces pratiques culturelles repréhensibles, les excès de rendement disparaîtront, et le vignoble redonnera une production normale de bon vin.

C'est cette pensée qu'exprimait M. Henri Labroue, rapporteur du projet de loi, lorsqu'il déclarait au cours de la discussion générale de la loi du 4 juillet 1931 à la Chambre des députés, répondant à M. Evain : « La crise de surproduction et de mauvaise production que nous traversons aujourd'hui a été surtout provoquée par une série de mauvaises pratiques culturelles, telles que l'abus du fil de fer, la fumure intensive, la taille démesurée, le mouillage à la racine ... »

« Ces abus, nous les réprimons d'une façon indirecte et plus efficace. Nous les combattons non plus au point de départ, mais au point d'arrivée.

« Ainsi lorsque nous taxons de 100 francs par hectolitre les rendements qui dépassent 250 hectolitres à l'hectare, et de 50 francs par hectolitre les rendements compris entre 201 et 250 hectolitres, est-ce que par ces redevances quasi prohibitives nous n'atteignons pas sévèrement les maux que vous dénoncez justement : taille longue, fumures anormales, abus du fil de fer ? »¹

Il s'agit donc d'inciter le producteur à abandonner ces méthodes de production dangereuses qu'on a trop souvent appliquées à la viticulture, et qui, si elles peuvent suffire à la fabrication industrielle en série, ne conviennent nullement à la recherche de la qualité. A ceux qui ont perdu de vue cette recherche de la qualité, qui devrait être le but de leurs efforts, la loi donne un avertissement : ils comprendront certainement leur véritable intérêt et reviendront à une conception plus saine de la culture de la vigne.

Au surplus cette sorte d'industrialisation de la culture de

1. J.O., (Débats parlementaires) du 25 juin 1931. Chambre des Députés 2^e séance du 24 juin. Les chiffres indiqués sont ceux du projet de loi. Ils ont été modifiés au cours de la discussion, puis par la loi du 8 juillet 1933. Cf., section III.

la vigne s'est traduite par des résultats désastreux : le vin récolté, bien que naturel, était lamentable : « Il y a, écrit le professeur Roche-Agussol, dans un rapport à la C. G. V. il y a de plus en plus nombreux des vins anormaux. Ils sont le produit d'un ensemble de violences faites à la nature : plantations en terrain autrefois contre-indiqué, superirrigation, fumures excessives, pressurage abusif ; c'est sous l'une de ses innombrables formes la lutte de la quantité contre la qualité.

« Les liquides obtenus dans de telles conditions sont, au sens littéral du mot, de véritables monstres. La faiblesse, l'inharmonie de leurs éléments, n'a pas pour origine une adulteration directe. Est-ce à dire qu'au point de vue social la production de ces liquides n'offre pas un péril aussi grave peut-être que celui de la falsification ? La culture a, comme l'œnologie, ses usages loyaux et constants ; ils ont été méconnus dans un but d'inavouable et parfois peu intelligente cupidité ; en surchargeant le marché, on déprécie le produit bien au delà des limites du stock supplémentaire ainsi imposé au marché, on discrédite le produit naturel ; on crée aussi aux fraudeurs une large perspective d'alibis. Il y a une multitude de ces limites dans lesquelles on déclare ne pouvoir décider s'il s'agit de vin mouillé ou seulement de vin naturel anormal

« Il y a certains produits véritablement indignes du nom de vin parce qu'ils n'en possèdent pas les qualités intrinsèques ; il y a dans toute cave des résidus dont la seule destination avouable est la distillerie ».

Et cependant ces vins anormaux venaient trop souvent encombrer le marché.

Le Professeur Ross, d'ailleurs, dans un rapport au Congrès de Bordeaux en 1924, avait donné des exemples suggestifs. Il avait notamment signalé qu'un domaine de sable du littoral avait donné 378 hectolitres à l'hectare, titrant 5 degrés 9, contre 157 hectolitres pour la vigne laissée en gobelets, c'est-à-dire normalement exploitée.

De son côté, M. Gustave Coste, président de la C.G.V. a écrit : « Nous n'hésitons pas à déclarer que si la production

des vins anormaux n'est pas endiguée, c'est pour la viticulture un péril de mort, comme le serait la liberté du mouillage ou bien la fabrication illimitée et le commerce des piquettes et des vins de sucre... On arrive jusqu'à 300 et 400 hectolitres à l'hectare d'un liquide à peine teinté en rose, sans parfum ni saveur, légèrement alcoolique, que le commerce n'ose pas offrir à la consommation, mais dont certains négociants se servent pour abaisser le prix de leurs coupages. De tels produits exercent une influence néfaste sur le marché des vins, et comme leur production est avantageuse pour le producteur, elle s'accroît d'année en année d'une façon effrayante ».

C'est précisément le but des nouvelles dispositions financières de faire que ce genre de production, non seulement ne soit plus avantageux pour le producteur, mais aille contre son intérêt. Et comme le producteur cherche avant tout son intérêt, il sera contraint de revenir aux procédés de culture traditionnels qui ont fait leurs preuves.

Si les nouvelles dispositions financières obtiennent le résultat cherché, nous n'aurons plus ou nous aurons beaucoup moins de mauvais vins, produits d'une culture industrialisée. Nous aurons des vins normaux, ayant un degré alcoolique et une constitution normale. Nos vins seront de nouveau des vins de qualité.

Et ainsi, vu sous cet angle, cet art. 1^{er} de la loi du 8 juillet 1933 prend rang naturellement dans la série des mesures destinées à mener la lutte pour la bonne qualité des vins français.

Mais, les mauvais vins supprimés, nous aurons aussi beaucoup moins de vin sur le marché, puisque les procédés de culture étant redevenus normaux nous n'aurons plus qu'une production normale d'où seront exclues les quantités supplémentaires données par la superculture. Il n'y aura donc plus de superproduction, tout au moins dans la moyenne des années, et le marché soulagé de la majeure partie du vin qui pèse sur lui, retrouvera son équilibre.

L'art. 1^{er} de la loi du 8 juillet 1933 fait donc d'une pierre deux coups, tant il est vrai qu'en matière vinicole lutter

contre la quantité c'est en même temps lutter pour la qualité du produit.

Il est en outre digne de remarque que les dispositions financières de l'art. 1^{er} de la loi du 8 juillet 1933 instituent une taxe « progressive par tranches » avec un dégrèvement à la base. Ces taxes ne pèsent que sur les récoltes supérieures à une certaine quantité minima, en l'espèce 400 hectolitres, et augmentent par paliers successifs, selon que le chiffre de la production atteint un niveau plus élevé.

Nous avouons — et nous le notons dès maintenant, nous réservant d'ailleurs d'y revenir par la suite — ne pas très bien comprendre, du point de vue technique et du point de vue de la politique du bon vin, cette progressivité par tranches et ce dégrèvement à la base. Car, enfin, il peut se faire que le producteur qui ne récolte que 400 hectolitres, les récolte par des procédés de culture répréhensibles, sur un espace de terre qui, avec une culture normale, devrait produire beaucoup moins. Et ce vin, fruit d'une culture industrialisée, peut être parfaitement du mauvais vin, alors que le vin d'une récolte de mille, deux mille ou dix mille hectolitres peut être, lui, un bon vin, fruit d'une culture normale, sur un terrain de proportions appropriées. Et on en arrive alors à pénaliser, en réalité, un bon vin normal au lieu que certains mauvais vins ne supportent aucune taxe.

Devons-nous en conclure que sur ce point les considérations d'ordre purement technique ont été dominées par des considérations d'ordre à peu près exclusivement politique et électoral ? Cela ne nous semble pas douteux. Le législateur a obéi une fois de plus à une inspiration d'origine socialiste, à une conception « socialiste » de la production, cette conception qui fait taxer ou pénaliser les « gros » récoltants et exonérer les « petits », seuls dignes d'intérêt. Ici, comme ailleurs, il s'est laissé aller purement et simplement à la démagogie. La politique parlementaire et l'intérêt électoral y ont à coup sûr trouvé leurs avantages. Mais il reste à savoir si une mesure, si éloignée de la technique économique et de la simple logique, donnera vraiment satisfaction à la viticulture et lui sera utile.

Section II

La taxation des gros rendements

Puisque l'art. 1^{er} de la loi du 8 juillet 1933 établit une taxation sur les gros rendements, il convient d'examiner dès maintenant les bases sur lesquelles repose une telle taxation. Et deux questions se posent :

1^o Ce qui est taxé, c'est le rendement par exploitation ; que faut-il donc entendre par exploitation ?

2^o Que faut-il entendre par rendement ? A quoi répond exactement la notion de « rendement » ; comment enfin déterminera-t-on le rendement ?

1. *Définition de l'exploitation.*

D'une façon normale il faut entendre par « exploitation » l'aire de production cultivée par un même producteur, la portion de territoire que ce producteur fait valoir. Et les redevances s'appliquent pour chaque exploitation distincte et sont calculées d'après la déclaration de récolte souscrite pour chacune de ces exploitations distinctes.

Que faut-il, donc, pour qu'il y ait « exploitation distincte » ?

Il n'y a aucune difficulté pour le propriétaire qui cultive lui même son propre domaine, un terrain lui appartenant en propre ou qu'il a en location. Il suffira, alors, que l'exploitant soit en possession d'un titre régulier de propriété ou de location ayant date certaine et qui devra être présenté sur leur simple demande aux employés des Contributions Indirectes ou des Contributions diverses.

Encore faut-il que l'exploitant, propriétaire ou locataire d'un domaine, présente certaines garanties. Car il s'agit d'éviter les fraudes et d'empêcher, par exemple, le partage fictif des domaines à l'aide de pseudo-contrats de fermage ou de location dénués de toute sincérité et passés dans le seul but de tromper l'Administration et de tourner la loi. C'est pourquoi il est exigé, en outre, que la culture

se fasse avec un personnel aux gages de l'exploitant, utilisant un matériel, des instruments aratoires et un cheptel lui appartenant en propre.

Dans le cas où une ou plusieurs propriétés appartiennent en commun par suite d'un héritage et sont cultivées par plusieurs propriétaires, co-héritiers indivis, ces propriétaires ne doivent pas être considérés comme formant une société. Le décompte des redevances est alors établi d'après les quantités énoncées à chacune des déclarations de récolte s'appliquant à une exploitation distincte. Ces déclarations de récolte sont ensuite cumulées et l'ensemble des redevances qui s'appliquent à chacune d'elles est mis à la charge de la collectivité des propriétaires indivis. Mais il doit être entendu que cette propriété indivise forme un tout : il n'y a pas dans ce cas plusieurs exploitations, autant d'exploitations que de propriétaires, mais une seule exploitation soumise aux redevances dès que le minimum de production fixé, 400 hectolitres par conséquent, sera dépassé.

Soit, par exemple, une propriété indivise appartenant à cinq co-héritiers. Elle donne une récolte de mille hectolitres. Si l'on prenait pour base de calcul des redevances le chiffre d'hectolitres revenant à chaque propriétaire, 200 hectolitres, la propriété ne subirait aucune taxe. Mais ce n'est pas ainsi qu'il faut raisonner. Le chiffre à considérer est le chiffre de production global : 1000 hectolitres. Ce chiffre dépasse le minimum fixé pour l'application des redevances, qui est de 400 hectolitres ; cette propriété sera donc soumise à la taxe du rendement.

S'il s'agit d'un bail à colonat-partiaire comportant le partage des fruits, les parts de récolte revenant au locataire et au bailleur et résultant de leur récolte respective sont cumulées et les redevances sont calculées sur l'ensemble de la récolte de l'exploitation ; elles sont réclamées à chacune des deux parties prenantes au prorata des quantités qui leur sont respectivement attribuées.

Voici d'ailleurs pour appuyer notre interprétation de la loi sur ces divers points, un texte tiré de la discussion de la

loi devant la Chambre des Députés. Répondant à M. André L. L. Breton qui demandait si le plafond minimum de production prévu devait s'appliquer à l'ensemble des exploitations réunies d'un fermier général, ou au contraire, à chacune des exploitations particulières le rapporteur, M Henri Labroue a déclaré :

« Il s'agit en l'espèce de savoir si dans les cas d'exploitations multiples appartenant à un même propriétaire ou louées à un unique fermier général mais cultivées par des fermiers ou des métayers différents, on cumulera la récolte de ces exploitations multiples ou si au contraire on envisagera la récolte de chacun des domaines confiés à un fermier ou à un métayer.

« Je réponds à cette question de façon qui sera de nature à donner pleine satisfaction.

« L'art. 1^{er} spécifie que le rendement à considérer est celui qui résultera de la déclaration de récolte. Or la loi du 29 juin 1907, dans son art. 1^{er} dispose que la déclaration de récolte doit être souscrite à la Mairie de la commune où est fait le vin par tout propriétaire, fermier ou métayer récoltant du vin.

« D'autre part au cours de la discussion de la loi de 1907 devant la Chambre, il a été précisé que lorsqu'il s'agissait de vignes cultivées par un métayer il appartenait à ce dernier de faire la déclaration de superficie de vignes en production, mais que, après le partage de la récolte, le métayer et le propriétaire devaient faire simultanément la déclaration des quantités récoltées revenant à chacun d'eux.

« Ces dispositions, que le régime proposé ne modifie à aucun degré, tranchent la question soulevée par notre honorable collègue. La récolte faite dans chacun des domaines exploités par un fermier ou par un métayer sera envisagée isolément. Mais, bien entendu, pour apprécier, en cas de métayage, si le minimum de 300 (400) hectolitres est atteint on cumulera la part revenant au propriétaire et celle conservée par le métayer ou colon partiaire ou bordier.

« En outre des précautions très strictes seront prises

pour empêcher le partage fictif des domaines à l'aide de contrats de ferme ou de location qui seraient plus ou moins sincères. On exigera, surtout quand les individus vivent sous le même toit, non seulement que soient représentés des actes ayant date certaine, mais aussi que l'exploitation des vignes soit assurée par les propres moyens de celui qui se qualifiera exploitant, à savoir, et je précise, qu'il ait un personnel à ses gages, qu'il possède un matériel et des instruments aratoires spéciaux, qu'il ait un cheptel particulier ».

En ce qui concerne les Sociétés se livrant à la culture de la vigne, nous avons déjà étudié au chapitre précédent à propos des déclarations de récolte la situation qui leur est faite par la loi nouvelle. Le minimum de production donnant ouverture au paiement des redevances se calcule sur le total des déclarations cumulées de tous les exploitants de terrains leur appartenant. Et elles sont tenues de payer le total des redevances ainsi calculées.

Les deux catégories d' « exploitations ». — Indépendamment du minimum de production de 400 hectolitres donnant ouverture à la perception des redevances, et dont nous avons traité ci-dessus, le législateur a fait une distinction entre la « petite » exploitation et la « grande » exploitation. Est dite « petite » exploitation celle dont la récolte globale ne dépasse pas le chiffre de 2000 hectolitres ; toute récolte donnant un chiffre supérieur à ce minimum de 2000 hectolitres est considérée comme venant d'une « grande » exploitation.

A. Les petites exploitations ne sont soumises à la redevance atteignant les gros rendements que si leur rendement est supérieur à 101 hectolitres. Encore faut-il que leur récolte soit supérieure au chiffre minimum de 400 hectolitres. Si ce chiffre n'est pas atteint, elles ne subissent aucune taxe.

B. Par contre les grandes exploitations sont soumises à la redevance dès que le rendement atteint 81 hectolitres, si leur récolte est inférieure à 25.000 hectolitres, et, si elle

est supérieure à ce chiffre, dès que le rendement est de 51 hectolitres par hectare.

Nous donnerons le détail de ces redevances à la Section III du présent chapitre.

2. Détermination du rendement.

Il nous reste à indiquer ce qu'il faut entendre exactement par rendement, à quelle réalité correspond ce terme, et aussi à exposer le procédé qui permet la détermination de ce rendement.

On appelle « Rendement » le rapport entre le nombre total d'hectolitres produit par un terrain planté en vignes et la superficie de ce terrain. L'unité de rendement retenue par la loi est l'hectare, et c'est le rendement à l'hectare qui est le seul atteint par les dispositions financières de la loi. Il ne s'agit donc pas de calculer le rendement de telle ou telle partie du vignoble : il faut prendre l'ensemble pour avoir le rendement moyen.

Pour déterminer ce rendement moyen d'une année donnée, il faut donc diviser la production totale, énoncée à la déclaration de récolte souscrite pour chaque exploitation, par la superficie des vignes en production accusée à la même déclaration.

Dans certains cas, notamment lorsqu'ils s'agit d'exemptions, la loi se base non plus sur le rendement moyen tel qu'il vient d'être indiqué, mais sur le « rendement moyen des trois dernières années » ; pour déterminer ce rendement moyen « des trois années précédentes » il faut calculer le total de production de ces trois années, puis diviser ce total par le total des superficies de vignes déclarées dans le même temps.

Ce n'est que dans le cas où ce rendement moyen dépasserait le chiffre de 400 hectolitres que jouerait le système de redevances.

Notons enfin qu'il n'est pas tenu compte, dans le calcul du rendement, de la production et de la superficie des terrains donnant des vins destinés à la fabrication d'eaux de vie bénéficiant de la présomption légale : on se souvient que la déclaration de récolte doit contenir une mention spéciale relative à ces vins.

Section III

Tarifs et paiements

1. *Décompte et tarifs des redevances.*

Le système de redevances institué par la loi du 8 juillet 1933 ne commence à jouer qu'à partir de 400 hectolitres. Les exploitations dont la récolte ne dépasse pas ce chiffre limite de 400 hectolitres ne supportent donc aucune taxation.

Il s'agit d'autre part, ne l'oublions pas, d'une « taxe au rendement » destinée à ralentir et, si possible, à arrêter une production anormale des vins dûe à des procédés de culture abusifs. Cette taxe va donc être proportionnelle au rendement et portera sur l'ensemble de la production.

Rappelons enfin que cette redevance proportionnelle est progressive par tranches avec un abattement à la base, et est fixée à un chiffre plus élevé à mesure que le rendement à l'hectare est lui-même plus important.

Pour l'application de ces redevances, la loi fait une distinction entre les petites et les grandes exploitations. Nous avons déjà indiqué la signification précise qu'il convient de donner à ces termes : la ligne de démarcation entre les deux catégories d'exploitations est une production globale de 2000 hectolitres de vin. Sont dites grandes exploitations toutes celles qui produisent une récolte supérieure.

Du point de vue de la taxation, la seule différence entre ces deux catégories d'exploitations est le point de départ de la taxation ; les petites exploitations ne sont taxées qu'à partir d'un rendement égal ou supérieur à 101 hectolitres par hectare tandis que, pour les grandes exploitations, ce maximum de rendement est abaissé à 81 hectolitres pour les récoltes allant jusqu'à 25.000 hectolitres, et à 51 hectolitres pour les récoltes dépassant 25.000 hectolitres. Autrement dit, dans les petites exploitations les premiers 100 hectolitres de rendement ne paieront rien ; dans les grandes exploitations allant de 2001 à 25.000 hectolitres,

les premiers 80 hectolitres, et dans celles dépassant 25.000 les premiers 50 hectolitres de rendement ne supporteront aucune taxe.

Voici d'ailleurs le texte de la loi :

« Art. 1^{er} :

« 1. A partir du 1^{er} août 1933, une redevance sera perçue
« dans toutes les exploitations dont la déclaration de récolte
« accuse une production supérieure à 400 hectolitres.
« Cette redevance sera calculée sur le rendement moyen
« à l'hectare tel qu'il résultera de la déclaration de récolte et
« conformément au barème suivant :

« Pour le rendement compris entre 101 et 125 hl.,	5 frs. par hl.
« Pour le rendement compris entre 126 et 150 hl.,	10 frs. par hl.
« Pour le rendement compris entre 151 et 175 hl.,	20 frs. par hl.
« Pour le rendement compris entre 176 et 200 hl.,	30 frs. par hl.
« Pour le rendement compris entre 201 et 250 hl.,	50 frs. par hl.
« Pour le rendement <i>dépassant</i> :	250 hl., 100 frs. par hl.

« 2. Indépendamment de la redevance ci-dessus, il sera
« perçu une redevance de 5 francs par hectolitres sur la
« tranche de rendement à l'hectare comprise :

« a) entre 51 et 60 hectolitres dans les exploitations dont
« la récolte globale dépassera 25.000 hectolitres ;

« b) entre 81 et 100 hectolitres dans les exploitations dont
« la récolte globale dépassera 2.000 hectolitres ».

Ce texte est suffisamment précis et ne comporte aucune difficulté. Au surplus pour le rendre plus clair encore et éviter des erreurs d'interprétation, nous avons cru utile de le résumer en un tableau que l'on trouvera à la page suivante (page 162).

Il est cependant un point qui mérite une remarque particulière : c'est celui qui a trait aux redevances dues par les grandes exploitations.

« Indépendamment de la redevance ci-dessus, dit le deuxième paragraphe, il sera perçu une redevance de 5 francs par hectolitres... » Cette rédaction est, croyons-nous, défectueuse, et pourrait donner lieu à une confusion regrettable.

Elle laisse entendre en effet que la redevance de 5 francs

TABLEAU

donnant en francs et par hectolitre le décompte des redevances dues pour une production globale supérieure à 400 hectolitres

SUR LA TRANCHE DE RENDEMENT

	Comprise entre :							Dépas- sant :
	51-80 hl.	81-100 hl.	101-125 hl.	126-150 hl.	151-175 hl.	176-200 hl.	201-250 hl.	250 hl.
Récoltes allant de : 401 hl. à 2.000 hl.			5	10	20	30	50	100
Récoltes allant de : 2001 hl. à 25.000 hl.		5	5	10	20	30	50	100
Récoltes dépassant 25.000 hectolitres	5	5	5	10	20	30	50	100

prévue à ce paragraphe vient s'ajouter aux redevances précédemment stipulées et se cumule avec elles; qu'il y a donc dans ce cas deux redevances. Ce n'est certainement pas ce qu'a voulu le législateur. Le texte signifie tout simplement, à notre avis, que pour les récoltes importantes dépassant 2.000 hectolitres d'une part, 25.000 d'autre part, le maximum de rendement à l'hectolitre, entraînant la perception d'une redevance, ne serait plus 101 hectolitres mais serait respectivement abaissé à 81 et à 51 hectolitres. Il faut donc interpréter ce deuxième paragraphe comme s'il était rédigé de la façon suivante :

« Toutefois, pour les récoltes importantes, le maximum de rendement donnant ouverture à la perception d'une redevance sera abaissé et il sera perçu une redevance de 5 francs par hectolitre sur la tranche de rendement à l'hectare comprise... »

Pour mieux faire comprendre le sens et la portée du texte, nous donnons quelques exemples de calculs de rede-

vances, à l'aide de quelques cas concrets, dans les tableaux A. B. C. suivants :

TABLEAU A

Redevance que supportera une exploitation donnant une récolte totale supérieure à 400 hl.

Pour un rendement à l'hectare :

1) Inférieur à 101 hl.	Néant.
2) De 120 hl. : 5×20 (120-100)	100 fr.
3) De 160 hl.	
a) 1 ^e Tranche (101-125) en entier : 5×25	125
b) 2 ^e Tranche (126-150) en entier : 10×25	250
c) 3 ^e Tranche (151-175) en partie : 20×10 (160-150)	200
Soit au total	575 fr.
4) De 235 hl. : l'ensemble des redevances cumulées sur :	
a) 1 ^e Tranche (101-125) en entier : 5×25	125
b) 2 ^e Tranche (126-150) en entier : 10×25	250
c) 3 ^e Tranche (151-175) en entier : 20×25	500
d) 4 ^e Tranche (176-200) en entier : 30×25	750
e) 5 ^e Tranche (201-250) en partie : 50×35 (235-200)	1750
Soit au total	3375 fr.
5) De 260 hl. l'ensemble des redevances cumulées sur :	
a) 1 ^e Tranche (101-125) en entier : 5×25	125
b) 2 ^e Tranche (126-150) en entier : 10×25	250
c) 3 ^e Tranche (151-175) en entier : 20×25	500
d) 4 ^e Tranche (176-200) en entier : 30×25	750
e) 5 ^e Tranche (201-250) en entier : 50×50	2500
f) 6 ^e Tr. (251 et dessus), en partie : 100×10 (260-250)	1000
Soit au total	5125 fr.

TABLEAU B

Redevance que supportera une exploitation donnant une récolte totale égale ou supérieure à 2001 hectolitres, mais ne dépassant pas 25.000 hectolitres

Pour un rendement à l'hectare :

1) Inférieur à 81 hectolitres	Néant.
2) De 85 hl. : 5×5 (85-80)	25 fr.
3) De 120 hl. : l'ensemble des redevances cumulées sur :	
a) 1 ^e Tranche (81-100) en entier : 5×20	100
b) 2 ^e Tranche (101-125) en partie : 5×20 (120-100)	100
Soit au total	1200 fr.
4) De 160 hl. : l'ensemble des redevances cumulées sur :	
a) 1 ^e Tranche (81-100) en entier : 5×20	100
b) 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e tranches comme les 1 ^e 2 ^e et 3 ^e tranches de l'exemple correspondant du tableau, soit	575
Soit au total	675 fr.
5) De 235 hl. : l'ensemble des redevances cumulées sur :	
a) 1 ^e . Tranche (81-100) en entier : 5×20	100

b) 2 ^e , 3 ^e , 4 ^e , 5 ^e et 6 ^e , tranches comme les 1 ^e , 2 ^e , 3 ^e , 4 ^e et 5 ^e tranches de l'exemple correspondant du tableau A, soit	3375
Soit au total	3475 fr.
6) De 260 hl. : l'ensemble des redevances cumulées sur :	
a) 1 ^e . Tranche (81-100) en entier : 5 × 20	100
b) 2 ^e , 3 ^e , 4 ^e , 5 ^e , 6 ^e et 7 ^e tranches comme dans les 2 ^e , 3 ^e , 4 ^e , 5 ^e et 6 ^e tranches de l'exemple correspondant du tableau A, soit	5125
Soit au total	5525 fr.

TABLEAU C

Redevances que supportera une exploitation donnant une récolte supérieure à 25.000 hectolitres

Pour un rendement à l'hectare :

1) Inférieur à 51 hectolitres	Néant.
2) De 60 hl. : 5 × 10 (60-50).	50 fr.
3) De 85 hl. l'ensemble des redevances cumulées sur :	
a) 1 ^e . Tranche (51- 80) en entier : 5 × 30	150
b) 2 ^e . Tranche (81-100) en partie : 5 × 5 (85- 80-)	25
Soit au total	175 fr.
4) De 120 hl. : l'ensemble des redevances cumulées sur :	
a) 1 ^e . Tranche (51- 80) en entier : 5 × 30	150
b) 2 ^e . Tranche (81-100) en entier : 5 × 20	100
c) 3 ^e . Tranche (101-125) partie : 5 × 20 (120-100)	100
Soit au total	350 fr.
5) De 160 hl. : l'ensemble des redevances cumulées sur :	
a) 1 ^e . Tranche (51- 80) en entier : 5 × 30	150
b) 2 ^e . Tranche (81-100) en entier : 5 × 20	100
c) 3 ^e , 4 ^e et 5 ^e tranches comme les 1 ^e , 2 ^e , 3 ^e tranches de l'exemple correspondant au tableau A, soit	575
Soit au total	825 fr.
6) De 235 hl. : l'ensemble des redevances cumulées sur :	
a) 1 ^e . Tranche (51- 80) en entier : 5 × 30	150
b) 2 ^e . Tranche (81-100) en entier : 5 × 20	100
c) 3 ^e , 4 ^e , 5 ^e , 6 ^e et 7 ^e tranches comme les 1 ^e , 2 ^e , 3 ^e , 4 ^e et 5 ^e tranches de l'exemple correspondant du tableau A, soit	3375
Soit au total	3625 f
7) De 260 hl. : l'ensemble des redevances cumulées sur :	
a) 1 ^e . Tranche (51- 70) en entier : 5 × 20	150 à
b) 2 ^e . Tranche (81-100) en entier : 5 × 20	100
c) 3 ^e , 4 ^e , 5 ^e , 6 ^e , 7 ^e et 8 ^e tranches comme les 1 ^e , 2 ^e , 3 ^e , 4 ^e , 5 ^e et 6 ^e tranches de l'exemple correspondant au tableau A, soit	5125
Soit au total	5375 fr.

Nous ne saurions terminer ce paragraphe consacré au décompte et au tarif des redevances sans revenir sur le manque de logique de cette taxation par paliers qui nous paraît être une profonde anomalie.

Pour en arriver à une solution si contraire à toutes les règles de la logique et même du bon sens, le législateur a posé un axiome : pour lui la « bonté » d'un vin dépend de la production à l'hectare du vignoble dont il provient et ne dépend que de cette production. Et il résulte des dispositions de la loi que le vin d'un vignoble produisant 101 hectolitres à l'hectare n'est pas un vin normal ; que le vin d'un vignoble produisant 126 hectolitres à l'hectare est nettement anormal ; que le vin d'un vignoble produisant 176 hectolitres à l'hectare est encore plus anormal ; et qu'enfin il faut considérer comme un très mauvais vin celui provenant d'une vigne qui donne plus de 250 hectolitres à l'hectare. Et le législateur d'augmenter la pénalité à mesure que s'élève le rendement. Seul est exempt de taxe, parce que seul considéré comme « bon » et « normal » le vin produit par un vignoble d'un rendement inférieur à 101 hectolitres à l'hectare, et encore à la condition qu'il n'appartienne pas à un trop gros propriétaire.

C'est là une conception à tout le moins bizarre. Elle est contredite au surplus par les faits, et nous n'en voulons pour preuve que cette statistique extraite d'un rapport fait en 1910 par M. Bremond à la Société des viticulteurs de France :

- * Récolte 1892 : Production : 30 hectolitres à l'hectare ; Vin NORMAL au sens de la loi nouvelle, mais : MAUVAIS.
- * Récolte 1893 : Production : 101 hectolitres à l'hectare ; Vin ANORMAL, mais BON, puisque il a obtenu une médaille d'argent au Concours de Vin de Paris.
- * Récolte 1894 : Production : 120 hectolitres à l'hectare ; Vin encore plus ANORMAL, mais EXCELLENT, puisqu'il a obtenu une médaille d'argent au même Concours.
- * Récolte 1895 : Production : 140 hectolitres à l'hectare ; Vin très ANORMAL mais EXCELLENT, qui a obtenu une médaille d'or à Paris

Si encore les taxations que nous venons d'exposer pouvaient avoir pour résultat de retirer de la circulation une quantité vraiment importante de vins et d'alléger d'une

façon sensible le marché, la mesure pourrait à la rigueur se justifier, sinon dans son principe du moins dans son résultat. Mais nous ne croyons pas que l'on puisse raisonnablement l'espérer, si l'on en juge par cette autre statistique donnant les chiffres des déclarations de récolte pour l'année 1929¹ :

	France	Algérie
Vignobles ayant récolté plus de 250 hl. à l'ha.	19	1
Vignobles ayant récolté de 200 à 250 hl. à l'ha.	53	5
Vignobles ayant récolté de 250 à 200 hl. à l'ha.	393	30
Au total	465	36

Ce qui donne en tout le chiffre ridicule de 501 exploitations sur 1.573.374. Seules donc ces 501 exploitations seront taxées ce qui donne un rapport approximatif : 1/3.000. En réalité les taxes ne pèseront donc que sur une quantité infime de vins, trop petites pour qu'elles soient efficaces.

Nous nous en voudrions d'insister davantage, et nous croyons avoir suffisamment démontré l'illogisme et l'inutilité des dispositions votées. Du point de vue économique, qui seul devrait compter en cette matière, elles ne se justifient pas.

2. Paiement des redevances.

Le paiement des redevances s'effectue en deux fois, par parties égales, avant le 31 mars et le 30 septembre qui suivent la déclaration de récolte.

Dès que le décompte de ces redevances a été effectué, les producteurs reçoivent des avertissements concernant les sommes à acquitter à ce titre. Ces avertissements comprennent la somme nette qui doit être versée par moitié avant le 31 mars et le 30 septembre suivants.

Toutefois, dans ces avertissements, déduction est faite des redevances relatives à la quantité de récolte bloquée suivant les prescriptions de l'art. 7 de la loi, et dont le paiement sera suspendu, et de celles afférentes, le cas échéant, aux quantités de vins obligatoirement distillées en exécution de l'art. 10.

Le recouvrement des sommes est confié à l'Administra-

1. Chiffres extraits du *J.O.* 4 juillet 1931, p. 1340.

tion des Contributions Indirectes ; les versements doivent être effectués à la Caisse du comptable des Contributions Indirectes dans la circonscription duquel se trouve le lieu de vinification, pour les particuliers, ou le siège Social des Sociétés.

Lorsque le montant des sommes dues dépasse le chiffre de 300 francs, l'Administration admet, par application de l'art. 13 du décret du 1^{er} août 1931, que le règlement pourra en être fait par obligations dûment cautionnées, à quatre mois d'échéance.

Section IV

Exonérations et exemptions

1. Sont exemptés de toute taxe au rendement :

a) les producteurs dont la récolte totale, d'après la déclaration de récolte, n'est pas supérieure à 400 hectolitres, quelle que soit la superficie de terrain ayant donné cette récolte.

b) les exploitations dont le rendement moyen au cours des trois dernières années n'aura pas dépassé 50 hectolitres à l'hectare.

Dans les trois années indiquées il faut naturellement compter l'année courante. Cette disposition s'applique d'autre part quelqu'élevé que soit le chiffre global de la récolte.

2. Sont exonérées de toute redevance les quantités de vins :

a) obligatoirement distillées en exécution de l'art. 10, par le récoltant ou pour son compte.

b) destinées à la fabrication d'eaux de vie bénéficiant de la présomption légale d'origine (Cognacs et Armagnacs) et effectivement réservées à cet usage.

c) évaporées par la concentration, lorsque, après l'opération, les moûts concentrés demeurent la propriété du récoltant soumis aux redevances et seront ramenées dans

les chais de ce dernier pour être employées sur place en vue de la vinification.

d) exportées directement par le récoltant ou pour son compte, soit en nature soit à l'état de moûts concentrés. Les expéditions de vins de France en Algérie et d'Algérie en France ne sont évidemment pas considérées comme des exportations.

Dans le cas où les redevances afférentes à ces vins, exemptés ou exonérées, auraient déjà été acquittées par le récoltant, elles lui seraient remboursées. Pour obtenir ce remboursement, le viticulteur intéressé devra en faire la demande à l'administration ; cette demande sera établie conformément à un modèle donné énonçant la quantité de vin dont il s'agit, et toute justifications utiles devront y être jointes.

Section V

Pénalités

Toute infraction aux déclarations donnant lieu au paiement d'une redevance tombe sous le coup des peines correctionnelles. Elle est punie d'une amende de 100 à 500 francs avec affichage du jugement. En cas de récidive la même peine est infligée, et est augmentée d'une peine d'emprisonnement d'au moins huit jours et pouvant aller jusqu'à un mois.

A ces peines correctionnelles s'ajoutent le remboursement des redevances fraudées ou compromises et le paiement d'une amende fiscale égale au triple de ces redevances.

Section VI

Les fonds de propagande pour le vin

A M. Jean Marius Alés, qui le 24 juin 1931, au cours de la discussion de la loi du 4 juillet 1931, à la Chambre des

Députés¹ opposait au principe des redevances des objections sensiblement de même ordre que celles que nous avons présentées nous-mêmes, et prouvait à l'aide d'exemples précis qu'un vignoble à gros rendement pouvait parfaitement produire et produisait couramment des vins normaux, naturels, bien constitués et fortement colorés, titrant 9 et 10 degrés, et allant même jusqu'à 10,5 et 10,8 degrés d'alcool, le rapporteur, M. Henri Labroue répondait textuellement : « Ces cas sont exacts, et existent. La taxe n'est pas une pénalisation mais une cotisation pour la propagande du vin ».

Et, de son côté, un des promoteurs de la loi, M. Barthe député de l'Hérault, écrivait dans « *Le Petit Méridional* », du 27 juillet 1933 : « Je rappelle que le législateur de 1931 avait en vue deux résultats : d'abord réunir les fonds pour engager une propagande utile en faveur du vin. Après la déception qu'a procuré aux vignerons l'abandon du projet de loi sur l'outillage national qui avait prévu quinze millions dans le but de mener la campagne pour la défense du vin, on a pensé, en présence de l'Etat défaillant, qu'il fallait prévoir une sorte de cotisation obligatoire qui permettrait de réunir le trésor de guerre indispensable »

Ainsi donc les redevances peuvent être illogiques et injustes, elles ne se justifient pas moins par le but supérieur qu'elles visent : constituer un fonds de propagande pour le vin.

Il est parfaitement exact que l'art. 16 de la loi du 8 juillet 1933, reprenant le texte de la loi du 4 juillet 1931, a constitué ce fonds de propagande : « Le produit des redevances et amendes prévues aux art. 1, 3, 14, 15 de la présente loi sera consacré à la constitution d'un fonds de propagande destiné à développer la consommation et l'exportation du vin... ».

Reste à savoir ce qu'il faut penser de ce « fonds de propagande », et si ce qu'on peut en attendre est en rapport avec le sacrifice considérable demandé à certains producteurs et avec la grave injustice dont ils sont l'objet. Cela

1. J.O., du 25 juin 1931 (Débats parlementaires).

est relativement facile puisqu'il existe depuis la loi du 4 juillet 1931 et fonctionne depuis deux ans par conséquent.

Or il résulte des chiffres relatifs à la récolte de 1932 qui ont été communiqués par réponse écrite du Ministre de l'Agriculture, que les redevances n'ont pas atteint cinq millions sur lesquels 800.000 francs seulement ont été encaissés, les autres 3.900.000 ne pouvant plus être perçus puisqu'ils représentent des redevances dûes pour des vins bloqués et obligatoirement distillés, redevances supprimées par la loi du 8 juillet 1933.

Ainsi voilà réduit à peu près à néant ce « trésor de guerre » ce « fonds de propagande » dont on s'est servi come cheval de bataille pour faire voter une mesure profondément illogique et anti-économique.

Valait-il vraiment la peine, pour un si mince résultat, d'imposer au cultivateur ces redevances qui sont certainement une erreur et constituent en tout cas une profonde injustice ?

CHAPITRE III

L'IRRIGATION DES VIGNES

Le huitième paragraphe de l'art. 1^{er} de la loi du 8 juillet 1933 stipule : « L'irrigation des vignes est interdite à partir du 15 juillet de chaque année et jusqu'à la date de l'enlèvement de la récolte.

« Toutefois, des arrêtés rendus par le Ministre de l'Agriculture après avis de la Commission interministérielle de la viticulture et compte tenu des usages locaux loyaux et constants, pourront à titre exceptionnel fixer par départements et par communes les dates extrêmes jusqu'où l'arrosage pourra être autorisé »

L'origine de ce texte se trouve dans le débat institué à la Chambre autour de la loi du 4 juillet 1931 et dans un contre-projet de M. Gaumet déposé le 29 mai 1931. Ce contre-projet prétendait interdire l'arrosage après le 1^{er} juillet sous prétexte de « réfrèner le mouillage au cep et à la cuve », d'éviter les abus de « super-irrigation » et le « mouillage par la racine ».

D'après les promoteurs de ce texte, l'irrigation serait toujours malfaisante : elle gonfle le raisin et aboutit à des rendements anormaux. L'interdiction d'arrosage entre donc dans les dispositions destinées à combattre la surproduction et à protéger la « qualité » menacée par la quantité. Tel est le principe.

Une très vive discussion naquit autour de cette question M. Barthe notamment fit remarquer¹ que « toute plante a

1. Discours de M. Barthe à la Chambre des Députés le 24 juin 1931, *J.O.* (Débats parlementaires) du 25 juin 1931.

besoin d'humidité, et lorsque survient la sécheresse la feuille se flétrit, et le raisin ne peut grossir. Il y a déséquilibre entre les produits que normalement doit contenir le raisin et la vinification se fait mal. On obtient du vin aigre-doux : c'est l'expression consacrée ... »

Mais le siège de la Chambre était fait, et finalement, après un amendement de M. Germain Martin, le texte ci-dessus fut voté. Il a été repris sans changement par la loi du 8 juillet 1933. Seul le dernier paragraphe stipulant l'obligation, pour les vins provenant de vignes qui pourraient par exception être arrosées, de porter la mention « vin de vignes irriguées » a été supprimé dans la nouvelle rédaction.

En principe donc l'irrigation des vignes est interdite du 15 juillet de chaque année jusqu'à la date d'enlèvement de la récolte. Cette mesure a pour but d'empêcher une augmentation abusive de la récolte par des arrosages tardifs gorgeant d'eau le raisin au moment de sa maturité.

Cependant pour tenir compte de la nature particulière de certains terrains secs ou salés, où l'irrigation est indispensable, des dérogations sont prévues. Après avis de la Commission interministérielle de la Viticulture, le Ministre de l'Agriculture peut prendre des arrêtés autorisant l'arrosage après le 15 juillet ; ces textes s'appliqueront par département et, dans chaque département, des dates extrêmes pourront varier d'une commune à l'autre.

Il nous paraît que ce texte, du point de vue agricole, est une erreur, car nous croyons que la réglementation de l'irrigation est une hérésie agricole et économique, une pure absurdité.

Il est indiscutable, en effet, que l'humidité est indispensable à la végétation ; sans eau le feuillage ne peut pas se développer, le fruit ne peut pas naître, en tout cas naît mal et ne mûrit pas. L'eau est un agent de fertilisation considérable et l'humidité du sol est une condition essentielle de la végétation et de la production des fruits : priver la plante de cette humidité c'est la condamner au dépérissement et peut-être à la mort par la sécheresse.

Ce problème de l'eau est donc en Agriculture d'un intérêt capital. Il est évidemment conditionné par le régime des pluies.

Or il tombe annuellement en France une couche de 75 centimètres d'eau environ ; et ce serait suffisant pour maintenir une humidité du sol propre à la végétation si cette pluie était uniformément répartie sur tout le territoire. Mais il est loin d'en être ainsi :

Voici d'ailleurs un tableau indiquant les moyennes des pluies tombées dans les diverses régions viticoles de la France, pendant les mois de juin, juillet, et août 1933 :

Régions	Juin	Juillet	Août
Beaujolais	85 mm.	87 mm.	83 mm.
Bourgogne	71	62	63
Bordelais	81	51	55
Centre	71	57	50
Languedoc	38	22	24
Roussillon	35	22	23

Il résulte de ce tableau que la moyenne des pluies pendant les mois d'été est dans le Midi deux fois moins élevée que dans la région de Bordeaux et trois fois moins que dans le Beaujolais et la Bourgogne. Et cette situation se trouve encore aggravée du fait que le soleil a une puissance d'évaporation beaucoup plus élevée dans le Midi que dans d'autres régions.

La sécheresse qui est le grand ennemi de la fermentation — et plus peut-être en viticulture que dans d'autres domaines — est donc particulièrement grave dans le Midi. Et c'est précisément pour lutter contre elle que les viticulteurs méridionaux se sont efforcés de génération en génération, et la plupart du temps avec l'aide de l'Etat, de construire tout un réseau de canaux leur permettant de suppléer par l'arrosage à l'avarice du ciel.

Pourquoi décider brusquement que ces travaux auront été faits en pure perte et interdire l'arrosage qui n'est qu'une sorte de compensation de la pluie ? Pense-t-on que les viticulteurs arrosent pour leur plaisir ? Seule l'ignorance et la méconnaissance totale de cette question ont pu inspirer une telle hérésie agricole.

On a voulu justifier ces mesures par un argument bizarre : L'arrosage serait un « mouillage par la racine » et provoquerait une diminution du degré et de la qualité du vin en augmentant la quantité. C'est pour cela que la loi du 4 juillet 1931 avait imposé, aux vins provenant de vignobles, pour lesquels l'autorisation d'arroser après le 15 juillet avait été accordée, l'étiquette que l'on voulait infamante et qui d'ailleurs a été supprimée par la loi du 8 juillet 1933 : « vin provenant de vignes irriguées ».

Mais, du point de vue du « mouillage par la racine » — puisqu'on veut lui donner ce nom — y a-t-il une différence entre l'eau de pluie et l'eau d'arrosage ? Nous ne le croyons pas : qu'elle tombe du ciel ou qu'elle soit amenée artificiellement par des canaux d'irrigation, c'est toujours de l'eau qui entre dans la terre et est ensuite aspirée par les racines. Il nous semble au contraire qu'il y a beaucoup moins de « mouillage par la racine » dans les pays secs, comme dans le Midi, même avec l'arrosage, que dans les régions viticoles humides où on n'arrose pas, mais où la pluie tombant pendant les vendanges ou même la buée qui mouille le raisin apportent à la cuve une quantité d'eau qui n'est pas négligeable.

Pour être logique il faudrait donc dire que tous les vins produits par des vignobles où il a plu après le 15 juillet sont des vins mouillés. Mais alors y aurait-il dans toute la France, en dehors précisément de la région méridionale, beaucoup de vins non mouillés et normaux ?

Au surplus l'irrigation loin d'être nuisible à la qualité du vin, permet au contraire de l'améliorer et d'en augmenter le degré pour la raison très simple que l'humidité exerce une action utile sur la vigne et qu'elle est un élément d'équilibre important entre les divers éléments qui contribuent au développement du raisin. Il y a de cette action bienfaisante des exemples nombreux et irrécusables :

« Il existe dans l'Hérault, disait M. Germain Martin, à la Chambre des Députés¹, des terres sur lesquelles on ne peut faire d'autres cultures que celle de la vigne. Grâce à

1. *J.O.*, Débats parlementaires, 2 juillet 1933.

l'arrosage, si étrange que cela puisse paraître à ceux qui ne sont pas au courant de ces pratiques, on obtient non pas des vins à bas degré mais, j'y insiste, des vins de 9 à 11 degrés ».

De son côté, M. Ravaz, l'éminent professeur de Viticulture de l'Ecole d'Agriculture de Montpellier, dont la compétence est reconnue par tous, a écrit dans « Le progrès agricole » du 13 septembre 1931, que « l'irrigation assure la maturité régulière et normale » des raisins.

Citons enfin pour clore nos observations sur ce point un article paru récemment dans le journal « L'Eclair » de Montpellier, sous la signature de Paul Carreyre, où nous trouvons une nouvelle preuve de l'efficacité de l'arrosage : « *Les Annales des falsifications*, fascicule de janvier, parues il y a quelques jours, publient les résultats des analyses des moûts de raisins prélevés par les Agents officiels pendant les vendanges dernières (récolte 1931).

« C'est en somme le casier viticole relatif aux moûts de la dernière récolte.

« Les chimistes du Laboratoire Central de la Répression des Fraudes font précéder leur étude d'un court préambule où ils indiquent qu'une véritable sécheresse avait sévi sur le vignoble méridional jusqu'au 10 septembre, au moment où survint une période de pluies, et nous soulignons cette phrase :

« Cette pluie abondante *augmente la quantité sans nuire à la qualité*. Les résultats qui suivent le montrent abondamment ».

« Mais alors l'irrigation, même tardive, doit produire les mêmes effets ».

C'est évident ! Et voici la conclusion de l'enquête :

« La qualité des vins du Midi de la récolte 1931 est excellente dans son ensemble. On peut dire qu'il y a peu de petits vins, et on doit souligner à cet égard la qualité exceptionnelle des vins de la Camargue et de quelques autres plaines humides.

« La proportion des vins inférieurs à 7 degrés 5 et ne répondant pas aux exigences des décrets du 28 novembre sera des plus réduites. Les vins types que nous avons

trouvés disparaîtront sans doute au moment de l'unification des vins. Nous en trouverons les preuves dans les résultats de notre enquête sur les vins du département du Gard dont nous avons eu les résultats avant de clore le précédent rapport sur les mûts ».

CHAPITRE IV

LA LIMITATION DÉFINITIVE ET L'INTERDICTION TEMPORAIRE DES PLANTATIONS

Section I

Principes. La limitation définitive et l'interdiction temporaire

L'extension continue et rapide de l'aire de la vigne avait fini par prendre des proportions inquiétantes. Le nombre toujours accru des plantations nouvelles, dûes surtout aux années de prospérité qui ont suivi la Guerre (où l'on a vu le cours des vins atteindre des chiffres que l'on n'aurait jamais osé espérer) était devenu un réel danger. De nombreux producteurs attirés par l'appât du gain avaient transformé leurs cultures et planté leurs champs en vignes. De là provient la disproportion actuelle entre la production du vin et sa consommation. Et ces plantations inconsidérées doivent être reconnues comme une des causes essentielles de la crise viticole de ces dernières années.

Le législateur a donc fini par se rendre compte qu'il ne pourrait mettre fin à cette crise sans s'attaquer à cette véritable débauche de plantations; qu'il ne pourrait sans cela rien établir de stable et qu'il était vain d'essayer d'organiser le marché du vin tant qu'on n'aurait pas arrêté les plantations

Aussi bien voici quelques chiffres¹ pour montrer à quel

1. Cités par MM. Édouard Barthe et Georges Richard à la Chambre des Députés, le 11 juin 1931, *J.O.*, Débats parlementaires du 12 juin 1931.

point en était arrivée cette fièvre de plantations. Ils sont tirés des débats parlementaires qui ont précédé la loi du 4 juillet 1931. Dans l'ensemble de la France métropolitaine, il y a eu environ, de 1921 à 1930, 52.000 hectares de plantations nouvelles, et M. Barthe a reconnu que dans ce chiffre l'Hérault entraînait pour 1.000 hectares, le Gard pour 14.000 et le Var pour 10.000. Et d'autre part, l'Algérie avait planté, de 1927 à 1930, 55.000 hectares et avait encore en 1931 des milliers d'hectares en cours de plantation.

Ce développement illimité des plantations était évidemment inutile parce qu'il ne répondait à aucun besoin, notre production de vins étant largement suffisante pour répondre à la consommation ; mais il était aussi nuisible et dangereux parce qu'il était le principal responsable d'une crise qui pouvait devenir mortelle pour la viticulture ; il était donc contraire à l'intérêt général du pays.

Déjà d'ailleurs, cette crise avait en 1930 failli tourner en catastrophe si le mildiou n'avait pas entraîné dans la récolte un déficit de 20 millions d'hectolitres. Et on ne pouvait s'attendre qu'à une aggravation de la situation du fait des plantations des cinq dernières années qui n'avaient encore rien donné, mais dont la production pèserait sur les années à venir.

Il fallait donc de toute urgence trouver une solution, et on crut l'avoir trouvée avec le vote de la loi du 4 juillet 1931. On s'aperçut bientôt, hélas ! que ce n'en était pas une.

Le projet primitif aurait pu, en effet, s'il avait été voté tel quel, être vraiment efficace. Sans aller jusqu'à l'interdiction absolue il limitait sérieusement les nouvelles plantations, n'accordant de planter qu'un seul hectare et subordonnant l'autorisation de planter une superficie plus grande au paiement d'une taxe annuelle importante de 5.000 francs par hectare ou fraction d'hectare.

Seulement, cet unique hectare primitivement autorisé se transforma rapidement en trois hectares devant les Commissions, et le texte définitivement voté finit par admettre que l'on pourrait planter jusqu'à la limite de dix hectares ou d'une production de 500 hectolitres de vin. Nous ne parlerons d'ailleurs pas des nombreuses autres

concessions qui furent consenties et qui finirent par faire une exception de ce qui aurait dû être la règle.

Il n'était, dès lors, pas difficile de prévoir ce qui allait se produire et qui se produisit effectivement. Certains députés clairvoyants en avaient du reste averti la Chambre notamment, M. Pierre de Monicault¹ : « Je crains, avait-il dit, que si vous limitez les grandes plantations vous n'encouragiez sans l'avoir voulu la plantation de vignes par un grand nombre de petits viticulteurs. Le viticulteur qui saura qu'il a le droit de planter jusqu'à dix hectares de vignes voudra exercer son droit dans l'espoir que la loi fera monter les cours ».

C'était fort bien vu, et c'est ce qui eut lieu. De graves abus se produisirent. Ils ne sont pas venus des petits viticulteurs seulement mais aussi des grands viticulteurs, et il ne pouvait en être autrement.

Aussi bien le Parlement s'était-il rendu compte de ce qu'est une plantation de dix hectares ? Le Ministre de l'Agriculture en avait évalué les frais, plantation et mise en rapport, à 300.000 francs. Peut-on admettre sans se leurrer qu'une telle dépense puisse être le fait d'un petit viticulteur, d'un pauvre ouvrier ou d'un petit artisan agricole ? Nous ne le pensons pas.

Le projet gouvernemental limitant les plantations nouvelles à 1 ou 2 hectares était au contraire beaucoup plus en rapport avec les ressources d'un ouvrier ou d'un petit artisan agricole. Pourquoi faut-il que, dans cette loi, nous rencontrions à tout instant des mesures, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles ne sont pas en harmonie avec les principes d'une saine logique ?

Et ce qui devait se produire se produisit : tout d'abord on a tourné la loi tant en France qu'en Algérie, en faisant planter par des tiers dans la limite permise de dix hectares. Et puis aussi beaucoup ont planté en s'abritant derrière le texte qui leur permettait de le faire à la condition d'arracher dans le délai de trois ans une superficie équivalente. Enfin le contrôle des vignes arrachées depuis dix ans n'était pas facile, et a donné lieu à bien des mécomptes.

1. Chambre des Députés, Débats parlementaires, *J.O.*, 25 juin 1931.

Le résultat a été que la superficie du vignoble a augmenté encore dans des proportions considérables pour le plus grand préjudice des vignerons, et on s'est, en peu de temps, trouvé dans une impasse.

Le Parlement s'est remis à l'ouvrage et de ses travaux est sortie la loi du 8 juillet 1933.

La nouvelle loi, on le verra, ne supprime pas radicalement les textes de 1931. Elle les met simplement « en sommeil » en les suspendant pendant une période de cinq ans. Et elle les remplace par une série de dispositions nouvelles.

Cette fois-ci on met le fer rouge dans la plaie, et la loi prononce l'interdiction de toutes plantations nouvelles. A vrai dire quelques exceptions viennent encore atténuer la rigueur de cette mesure et en diminuer beaucoup les effets.

Au surplus, après avoir exposé dans la Section III les mesures actuellement suspendues concernant la limitation des plantations, nous étudierons ces dispositions nouvelles dans le reste de ce chapitre.

Donneront-elles tout ce qu'on en attend ? L'avenir nous le dira. Nous ne le pensons pas cependant, et nous essayerons d'exposer les raisons qui motivent notre opinion.

Section II

La limitation des plantations. Portée générale et suspension provisoire de cette mesure.

C'est dans son art. 3 que la loi du 8 juillet 1933 traite de la question des plantations.

Cet article comprend deux séries de dispositions : des dispositions permanentes s'étendant à une période de 10 ans à partir du 1^{er} août 1931 ; et des dispositions provisoires suspendant les précédentes pendant une période de 5 ans. Les premières, reprises de la loi du 4 juillet 1931, limitent seulement les plantations ; les secondes au contraire sont nouvelles et interdisent toute plantation pendant

une période donnée. A ces deux séries de dispositions s'ajoute une troisième qui a pour but de maintenir simplement en vigueur, même pendant la période d'interdiction, un certain nombre de textes de la loi du 4 juillet 1931, avec toutefois, quelques légères modifications.

Nous commencerons par étudier dans son ensemble la « limitation des plantations ». Bien que provisoirement suspendues, les mesures qui se rattachent à cette question forment la « Charte » des plantations nouvelles. En précisant leur durée qu'elle fixe à 10 ans et en spécifiant que leur suspension n'est que temporaire, la loi nouvelle leur donne un caractère de permanence; elle en fait une législation de fond que seules les circonstances contraignent, par leur rigueur, à écarter pour le moment. Elles sont donc d'une très grande importance et c'est la raison pour la quelle nous pensons devoir les exposer dès maintenant; nous aborderons ensuite les dispositions actuelles qui ont en ce moment et auront pendant cinq ans force de loi, et qui apportent une restriction sensible aux précédentes, allant même jusqu'à les abroger, à titre temporaire d'ailleurs.

La limitation des plantations est imposée au Législateur de 1931 pour les raisons que nous avons déjà maintes fois données : le déséquilibre considérable entre la production et la consommation. Ce déséquilibre était à ce moment là d'environ 20 millions d'hectolitres en récolte normale. Et il fallait y ajouter pour les années suivantes, d'après les chiffres fournis par le Ministre de l'Agriculture lui-même ¹ 8 millions d'hectolitres résultant des plantations des dernières années, et 5 millions d'hectolitres que donneraient dans 4 ou 5 ans les plantations en cours de préparation au moment de la discussion de la loi du 4 juillet 1931.

Voici donc le texte qui fut voté et que nous retrouvons dans l'art. 3 de la loi du 8 juillet 1933 :

« Pendant une période de dix années, à dater de la promulgation de la présente loi ², il est interdit à toute per-

1. J.O., (Débats Parlementaires) 24 juin 1931.

2. Ce texte se trouvant déjà dans la loi du 4 juillet 1931, c'est la date de promulgation de cette loi qui fait courir le délai de 10 ans. Cette disposition s'appliquera donc jusqu'au 4 juillet 1941.

sonne ou Société possédant ou exploitant, soit directement soit par voie de fermage, métayage ou tout autre moyen, tant en France qu'en Algérie, en un ou plusieurs domaines, 10 hectares de vignes ou récoltant 500 hectolitres, de planter ou de faire planter de nouvelles surfaces de vignes exception faite des vignes dont la production est réservée à la consommation familiale ».

« Toutefois, les terres achetées pour leur propre compte par des fermiers ou métayers pourront être plantées par eux en vignes jusqu'à concurrence de 10 hectares, sans déduction des superficies plantées en vignes qu'ils exploitent pour le compte du propriétaire dont ils sont fermiers ou métayers, ce propriétaire ne pouvant en aucun cas être une Société ».

Il est donc interdit de planter de nouvelles surfaces de vignes pendant une période de 10 ans, c'est-à-dire jusqu'au 4 juillet 1941, à toute personne possédant 10 hectares de vignes ou récoltant 500 hectolitres de vin.

Ce double critérium de 10 hectares ou 500 hectolitres peut paraître manquer de précision et demande une explication. Car il est certain que si 10 hectares représentent quelque chose de permanent et de sûr, par contre 500 hectolitres sont quelque chose de tout à fait aléatoire. Tel qui récolte, une année, plus de 500 hectolitres, et même beaucoup plus, peut fort bien, l'année suivante, ne récolter que moins de 500, et même un chiffre fort au-dessous. Ce critérium est donc fort vague et nécessite une explication motivée.

Heureusement que les débats parlementaires vont nous permettre de suppléer à la défaillance du texte et de donner à celui-ci les précisions qui lui manquent. C'est ainsi que sur une intervention de M. Chautemps, la Commission et le Gouvernement ont accepté de donner au texte l'interprétation que proposait ce député. Il faut entendre par récolte de 500 hectolitres, la récolte « moyenne des trois dernières années »¹.

Voilà donc un premier point éclairci ; les personnes qui

1. Chambre des Députés, 2^e séance du 24 juin 1931, *J.O.*, Débats parlementaires, 25 juin 1931.

possèdent 10 hectares ou, qui avec un chiffre d'hectares moindre, ont fait pendant les trois dernières années une moyenne de récolte de 500 hectolitres ne pourront pas faire de plantations nouvelles.

Par « *a contrario* » il est évident que les personnes qui ne posséderaient pas dix hectares ou auraient fait un chiffre moyen de récolte inférieur à 500 hectolitres pendant les trois dernières années pourraient faire des plantations pour compléter les dix hectares.

D'un autre côté, la loi ne manque pas de définir ce qu'elle entend exactement par « plantations nouvelles ». Elle a voulu éviter que des viticulteurs dont les vignes étaient plantées « large » ne resserrent leurs ceps ; dans ce cas évidemment la superficie de vignoble ne s'accroîtrait pas et la « lettre » du texte serait observée ; il n'en serait pas de même de « l'esprit » puisqu'en réalité sur une superficie égale le nombre des souches pourrait se trouver considérablement augmenté et la production également. C'est pour éviter que la loi ne soit tournée de cette manière ingénieuse, qu'il est précisé : « sera considéré comme plantation nouvelle tout complément de plantations effectué sur des terrains où, lors de la promulgation de la présente loi, le nombre des ceps n'atteint pas 1500 à l'hectare ».

Il est cependant des cas où des viticulteurs exploitant des vignobles de plus de dix hectares peuvent planter ; pour que l'interdiction joue en effet, il faut que les vignobles appartiennent en propre à l'intéressé. S'ils ne lui appartiennent pas, s'il n'exploite pas pour son propre compte mais pour le compte d'autrui, soit à titre de fermier soit à titre de métayer, il pourra, comme par le passé, acheter pour son propre compte des terrains qu'il pourra planter en vignes jusqu'à concurrence des dix hectares prévus, et cela même si le domaine qu'il cultive est très supérieur à ce chiffre. C'est qu'il s'agit là de deux exploitations distinctes qui n'ont aucun lien entre elles et qui appartiennent à deux propriétaires absolument différents.

Enfin cette interdiction de planter ne vise pas non plus les vignes dont la production est exclusivement réservée à la consommation familiale ; ces vignes pourront être plantées

en plus des dix hectares autorisés, mais alors, aucune quantité de vin si petite soit-elle ne doit être livrée en vue de la vente. Tout le vin produit doit être consommé sur place.

1. *Exonérations.*

Le principe de la limitation des plantations comporte un certain nombre d'exonérations. Il faudrait dire plus exactement que certaines plantations ne sont pas considérées par la loi comme des plantations nouvelles. Ce sont :

1° le remplacement sur un même domaine à surface égale d'une vigne déjà existante ;

2° la plantation en remplacement, à surface égale, des vignes arrachées depuis moins de dix ans ;

3° le remplacement, à surface égale, de vignes qui devront être arrachées dans un délai de trois ans ;

4° la plantation dont le propriétaire indiquera, lors de la déclaration de récolte, que le vin est exclusivement destiné à la fabrication d'eaux de vie bénéficiant de la présomption légale et effectivement réservé à cet usage (Cognacs, Armagnacs...).

5° la reconstitution, dans les dix ans qui suivront la promulgation de la loi, des vignobles détruits ou endommagés par les événements de guerre ou les calamités atmosphériques.

2. *Déclaration de plantations et redevances.*

Pour permettre à l'Administration compétente d'assurer un contrôle efficace et de veiller à l'application de la loi avec le maximum de garanties et d'efficacité toute nouvelle plantation doit faire l'objet, dans le même mois qui suit son achèvement, d'une déclaration à la Recette ruraliste dont dépend la localité où se trouve le terrain planté.

Nous nous étendrons plus longuement sur ce point dans la Section III. Le texte nouveau, en effet, a maintenu avec de légères modifications, la « déclaration de plantations ». Nous y reviendrons donc avec l'étude des nouvelles dispositions et nous dirons notamment sous quelle forme doit

se faire cette déclaration de plantation et les indications qu'elle doit mentionner.

Il en est de même des redevances dont la loi du 8 juillet 1933 a conservé le principe et les modalités essentielles.

Les dispositions que nous venons d'exposer sont, nous le rappelons, provisoirement suspendues par la loi du 8 juillet 1933, pour une période de cinq ans à partir du 1^{er} août 1933. Il faut donc se garder de s'y reporter avant l'expiration de cette période. C'est le texte nouveau qui est actuellement en vigueur et qui le restera jusqu'au 1^{er} août 1938 : il fait figure en quelque sorte d'une législation d'exception.

Il ne faudrait pas croire, cependant, que ces textes suspendus soient supprimés. Bien au contraire — du moins au point de vue légal et théorique — ils forment le fond même de la législation viticole. Et dans cinq ans, si un autre texte n'est pas voté prolongeant les effets de la dernière loi, ils recouvreront toute leur force et entreront en vigueur automatiquement. Là réside leur intérêt et c'est pour cette raison que nous avons cru ne pas devoir les négliger.

A vrai dire, d'ailleurs, nous ne pensons pas que cette hypothèse se réalise. Il faudrait pour cela qu'il se produisît avant 1938, date d'expiration des nouvelles mesures, une transformation considérable de notre viticulture, et cela nous paraît fort improbable. Ce qui est actuellement l'exception tendra, croyons-nous, à devenir la règle et il est à peu près certain que les textes aujourd'hui suspendus, s'ils ne sont peut-être pas supprimés, ne reverront du moins jamais le jour et ne seront plus remis en vigueur.

Section III

L interdiction temporaire des plantations

« Pendant une période de cinq années à compter du 1^{er} août 1933, stipule l'art. 3 de la loi du 8 juillet 1933, sont suspendus toutes les plantations ou tous les compléments de plantation autres que ceux nécessaires pour assurer l'en-

tretien du vignoble, sur une surface égale, à l'intérieur d'une même exploitation... »

Il n'est pas besoin de souligner l'importance de cette mesure radicale et il nous suffira, pour la faire mieux sentir, de reproduire les termes dans lesquels M. Barthe la justifiait à la Chambre des Députés, le 3 juillet 1933¹ :

« Cet article 3 constitue la pièce maîtresse du projet. Nous payons cher aujourd'hui les compromis que nous avons acceptés en 1931 en acceptant de limiter à 10 hectares les plantations nouvelles.

« Nombre de plantations ont été créées et, par le moyen de ventes à réméré, on a tourné la loi. On s'est aperçu bientôt que la course folle aux plantations continuait et que s'accroissait en même temps la surproduction. Mon opinion personnelle est de suspendre totalement les plantations.

« La situation de notre viticulture est en ce moment des plus critiques. La Commission des boissons vous avait proposé une mesure héroïque. La limitation des plantations était naguère préconisée à la Conférence de Londres par M^r Albert Sarraut dans un discours qui fut applaudi par les représentants de tous les pays agricoles ».

Cependant, « la Commission a décidé à une imposante majorité de ne pas priver du droit de plantation les tout petits viticulteurs n'exploitant pas plus de trois hectares de vignes...

« Mon opinion personnelle est qu'une mesure héroïque aurait été préférable. Mais nous sentons quel péril menace le vignoble qu'il soit situé de ce côté de la Méditerranée ou de l'autre côté. Il est urgent d'aboutir à une solution...

« On nous a dit tout à l'heure que dans un département méridional on avait, il y a quelques jours, en prévision de la loi que nous discutons, fixé en terre des bouts de bois afin de faire croire que les plantations étaient déjà commencées.

« Vous voyez le danger. Si la Chambre veut sauver le vignoble, qu'elle fasse l'effort héroïque que nous lui demandons ».

1. J.O. (Débats parlementaires) du 5 juillet 1933.

1. *Suspension provisoire des plantations.*

Le nouveau texte aggrave sérieusement les dispositions de la loi du 4 juillet 1931 et apporte de sérieuses restrictions à la faculté de planter. En principe et pendant une période de cinq ans, il est interdit de planter sauf pour remplacer une vigne arrachée dans la même exploitation, c'est-à-dire en vue de l'entretien du vignoble.

La mesure est d'une très grande rigueur, d'autant plus que la notion d'entretien est très restrictive et sérieusement délimitée. On ne saurait, en effet, considérer comme entretien que la reconstitution d'une vigne ancienne après assolement, et encore faut-il que l'arrachage de cette ancienne vigne ne remonte pas à une date antérieure au 1^{er} juillet 1931 et que les vignes arrachées depuis cette date n'aient pas été compensées par des plantations nouvelles sur la même propriété.

Nous le répétons, cette notion d'entretien est très restrictive, combien plus restrictive que celle qui résultait de la loi du 4 juillet 1931. Il suffisait, d'après le texte de cette dernière — texte d'ailleurs simplement « suspendu » et qui aura de nouveau force de loi en 1938 — qu'une vigne ait été arrachée depuis moins de dix ans pour que son remplacement soit considéré comme un « entretien ». Les nouvelles dispositions n'accordent plus qu'un délai d'arrachage partant du 1^{er} juillet 1931 : deux ans seulement au lieu de dix ; on voit la différence.

Une restriction sensible est aussi apportée à la notion de « complément de plantation ». Désormais toute plantation qui augmenterait à l'hectare le nombre de ceps plantés lors de la promulgation de la loi est considérée comme une plantation nouvelle et, par conséquent, interdite. La restriction est donc telle qu'elle en arrive à supprimer cette notion elle-même et qu'il n'est plus possible de faire un complément de plantation.

2. *Dispositions particulières en faveur de certaines plantations.*

Certaines plantations jouissent cependant d'une faveur, particulière.

A. Ce sont d'abord celles qui peuvent être faites dans des régions dont le vin bénéficie d'une appellation d'origine.

Dans ces régions :

a) la notion d'« entretien » est légèrement élargie et on pourra planter des vignes en remplacement, à surface égale, d'autres vignes arrachées depuis moins de cinq ans ; c'est là un avantage sérieux puisque dans les autres régions les vignes à remplacer doivent avoir été arrachées après le 1^{er} juillet 1931.

b) il est permis jusqu'au 1^{er} août 1936 de planter de nouvelles vignes en prévision de celles qui seront arrachées mais à la condition, d'une part, que l'arrachage de ces dernières ait lieu dans le délai de trois ans, et, d'autre part, que les vignes nouvelles aient une superficie égale ou inférieure à celles dont on prévoit l'arrachement prochain.

Il doit être bien entendu que ces mesures de faveur ne s'appliquent qu'aux natures de terrains et aux cépages qui ont droit à l'appellation d'origine, conformément aux usages locaux loyaux et constants. Les autres terrains et les autres cépages, qui, bien que situés dans une région délimitée, n'ont pas droit à l'appellation d'origine ne peuvent pas en bénéficier.

B. Ce sont également celles pour lesquelles on emploie des cépages choisis pour leurs qualités, bien que ces plantations soient faites dans des régions dont le vin ne bénéficie pas d'une appellation d'origine.

Ces plantations ne sont toutefois autorisée que jusqu'au 1^{er} janvier 1936 et à la condition qu'elles soient destinées à remplacer des vignes qui devraient être arrachées dans un délai de trois ans. Il faut en outre, que la superficie du vignoble du département où se fait la nouvelle plantation ne se soit pas accrue depuis dix ans et que les cépages utilisés soient des cépages choisis dont la liste aura été préalablement dressée pour chaque département par l'Office Agricole départemental sur le rapport du Directeur des Services Agricoles.

3. Les déclarations de plantations.

Toute personne qui voudra user de son droit de faire de nouvelles plantations dans les limites autorisées par la loi, devra en faire la déclaration *un mois au moins à l'avance* à la Mairie de la Commune ou à la Recette buraliste des Contributions Indirectes ou des Contributions diverses, dont dépend la localité sur laquelle s'effectue la plantation.

Nous avons intentionnellement souligné les mots : *un mois au moins à l'avance*. C'est pour attirer l'attention sur ce point. On se rappelle, en effet, que la loi du 4 juillet 1931 n'imposait la déclaration de plantations que dans le délai d'un mois *après* la fin de l'opération. La déclaration était donc postérieure à la plantation; elle devra désormais précéder toute plantation nouvelle, et être faite un mois au moins *avant* le commencement des travaux.

La déclaration de plantation doit mentionner aux termes du décret du 17 août 1933 :

« 1. La date à laquelle la plantation sera opérée.

2. Les noms, prénoms, domicile et qualité du déclarant, et, s'il y a lieu, les nom, prénoms, domicile et qualité de la personne (individu ou société) pour le compte de qui la plantation sera faite.

3. La situation (département, commune et lieu-dit) des terrains déjà plantés en vigne que le bénéficiaire de la plantation possède tant en France qu'en Algérie, et la superficie de ces terrains.

4. La situation et la contenance du terrain à encépager avec toutes les indications susceptibles d'en permettre l'identification. Si celle-ci ne peut être établie à l'aide du plan cadastral, la déclaration de plantation doit être appuyée d'un plan dressé soit par le service topographique soit par un géomètre assermenté.

5. L'objet de la plantation, en distinguant :

a) L'encépagement, dans la limite légale, en vue de la production de vin ou de raisins de table ;

b) la production de vin ou de raisins de table réservés en totalité à la consommation familiale ou domestique ;

c) l'emplacement, terrain par terrain, des vignes déjà

existantes ou arrachées depuis le 1^{er} octobre 1931, et non compensées depuis lors par des plantations nouvelles, ce remplacement étant destiné à assurer l'entretien du vignoble sur une surface égale à l'intérieur d'une même exploitation. Dans ce cas, la déclaration doit mentionner la situation des vignes arrachées avec toutes les indications nécessaires pour en permettre l'identification.

d) la production des vins exclusivement destinés à la fabrication d'eaux de vie bénéficiant de la présomption légale inscrite à l'art. 24 de la loi du 6 mai 1919 et effectivement réservés à cet usage.

d) pour les vignobles dont le vin bénéficie d'une présomption légale d'une appellation d'origine, en vertu de la présomption légale inscrite à l'art. 24 de la loi du 6 mai 1919 ou en vertu d'une déclaration souscrite antérieurement au 1^{er} janvier 1926, le remplacement soit de vignes existantes soit de vignes arrachées depuis moins de cinq ans à la date de promulgation de la loi du 8 juillet 1933 ou le remplacement jusqu'au 1^{er} août 1936 de vignes destinées à l'arrachage dans un délai de trois ans. Dans ce cas la déclaration doit mentionner la situation des vignes arrachées ou à arracher avec toutes indications susceptibles d'en permettre l'identification ainsi que la nature des cépages à employer dans la plantation.

f) pour les vignobles dont le vin ne bénéficie pas d'une appellation d'origine ou ne bénéficie que d'une appellation postérieure au 1^{er} janvier 1926 et qui sont situés dans un département dont la superficie plantée en vignes ne s'était pas accrue depuis dix ans à la date de la promulgation de la loi du 8 juillet 1933, le remplacement jusqu'au 1^{er} août 1936 de vignes destinées à l'arrachage dans un délai de trois ans, sous réserve que ce remplacement soit effectué avec des cépages figurant sur une liste dressée pour chaque département par l'Office agricole départemental sur le rapport du Directeur des services agricoles. Dans ce cas la déclaration doit mentionner la situation des vignes à arracher avec toutes indications

susceptibles d'en permettre l'identification ainsi que la nature des cépages à employer dans la plantation ».

Munie de tous ces renseignements qui ne laissent rien dans l'ombre, l'Administration compétente pourra exercer un contrôle efficace et une surveillance de tous les instants. Pour renforcer encore ce contrôle et cette surveillance, en permettant de s'assurer de la sincérité des déclarations, la loi impose aux Maires de chaque commune l'obligation d'adresser chaque année avant le 15 mai à l'Administration des Contributions Indirectes la liste des surfaces plantées sur le territoire de leur commune. Elle a en outre prescrit que l'Administration aura le droit d'examiner la comptabilité des producteurs de plants et des entrepreneurs de défonçage.

Dans ces conditions, l'application stricte de la loi devient facile à assurer et la rigueur de celle-ci est telle, on l'a vu, que les plantations nouvelles sont devenues, on peut l'affirmer, absolument impossibles dans la grande et la moyenne propriété.

4. *Redevances.*

Toute personne qui, dans les limites prévues par la loi, et que nous avons exposées, aura planté ou fait planter de nouvelles surfaces de vignes, et dont la récolte de vin sera de ce chef supérieure à 500 hectolitres, sera soumise à une redevance de cinquante francs pour chaque hectolitre de récolte dépassant ce chiffre.

Cette redevance ne doit pas être confondue avec les redevances frappant le rendement à l'hectare. Elle s'ajoutera à ces dernières et sera payable dans les mêmes conditions.

5. *Les arrachages de vignes.*

La loi du 4 juillet 1931 avait autorisé les propriétaires ou exploitants à effectuer des plantations destinées à remplacer des vignobles qui devaient être arrachés dans un délai de trois ans, délai ramené d'ailleurs à six mois

à compter du jour de la promulgation de la loi du 8 juillet 1933. Il fallait s'assurer que les viticulteurs ayant usé de cette faculté avaient rempli les obligations imposées. La loi du 4 juillet 1931 n'y avait pas pourvu et de nombreux abus s'étaient produits ainsi que nous l'avons indiqué par ailleurs.

Le législateur de 1933 n'a eu garde de négliger ce point et, toujours dans le but d'assurer un contrôle sévère de la loi, il impose aux personnes qui ont utilisé ce privilège l'obligation d'en faire la déclaration. Cette déclaration souscrite à la Recette ruraliste des Contributions Indirectes ou des Contributions diverses doit énoncer :

1° les noms, prénoms, domicile, qualité du déclarant et, s'il y a lieu, les noms, prénoms, domicile et qualité de la personne (individu ou société) pour le compte de qui l'arrachage a été fait ;

2° la situation et la superficie des vignes plantées destinées à remplacer le vignoble à arracher avec la déclaration de la date de la plantation.

3° la situation et la superficie des vignes arrachées avec toutes indications susceptibles d'en permettre l'identification. Si celle-ci ne peut être établie à l'aide d'un plan cadastral, la déclaration doit être appuyée d'un plan dressé soit par le service topographique soit par un géomètre assermenté. La déclaration mentionnera en outre les dates du commencement et de la fin des travaux d'arrachage.

M. Guichard, député du Vaucluse, avait demandé à la Chambre, au cours de la discussion de la loi, d'aller plus loin dans cette voie de l'arrachage des vignes. Et il avait déposé un amendement prescrivant qu'à partir du mois de novembre 1933 tout propriétaire ou fermier possédant plus de 100 hectares de vignes sera tenu d'en arracher une partie dans les proportions ci-après : au dessus de 100 hectares, un hectare ; au-dessus de 200, 2 hectares ; au-dessus de 300, 3 hectares et ainsi de suite jusqu'à 1.000 hectares ; à partir de 1.000 hectares, 20 hectares pour chaque contenance de 1.000 hectares.

Mais la Chambre n'a pas suivi M. Guichard dans cette

voie et a voté le texte dont nous venons d'exposer les modalités. C'est regrettable, à notre avis, non pas que nous pensions que l'amendement de M. Guichard aurait dû être voté tel quel sans modifications ; mais il contient une indication, une orientation dont il aurait fallu, croyons-nous, tenir compte et qu'il aurait été fort utile de suivre.

Car il est indéniable que, dans l'état actuel de notre viticulture, il y a trop de vignobles. De là vient une bonne part du mal et de la surproduction. Puisqu'il y en trop il n'y a et ne saurait y avoir qu'un remède : arracher.

Dans un tel état de choses limiter est bien, interdire est encore mieux ; mais ces mesures ne peuvent aboutir qu'à une chose : empêcher un nouvel accroissement des productions ; elles ne peuvent rien donner d'autre et laissent subsister la cause du mal : le trop grand nombre de plantations actuelles.

Si ces mesures étaient intervenues il y a quelques années, elles auraient certainement été efficaces et auraient empêché le mal. Mais actuellement le mal est fait : tout au plus peuvent-elles faire office de « calmant » et l'empêcher de s'aggraver. Elles ne le guériront pas ; le seul moyen de le guérir est de faire revenir le vignoble à ses proportions normales et pour cela il aurait été indispensable d'ordonner l'arrachage d'un certain nombre d'hectares, moyennant, bien entendu, des indemnités

Là encore le législateur a « manqué de cran » et s'est montré trop timide : c'est une des raisons qui feront que la loi nouvelle ne sera, à notre avis, qu'un palliatif et ne donnera pas les résultats que certains attendent d'elle.

6. *Les indemnités aux pépiniéristes.*

Il est certain que les nouvelles dispositions, en interdisant les plantations nouvelles, portent une atteinte considérable aux intérêts des producteurs de plants. C'est pourquoi la loi a prévu qu'une indemnité, dont le taux sera fixé par une Commission spéciale, sera accor-

dée aux pépiniéristes qui justifieraient par la différence des déclarations des bénéfices agricoles ou par tout autre moyen une diminution de leur bénéfice supérieure à 15 % des trois années précédentes.

Seulement, comme cette catégorie de producteurs n'avait jamais déclaré au cours de ces dernières années aucun bénéfice ou presque, il se trouve qu'ils ne toucheront rien ou en tout cas fort peu de chose.

Section IV

Plantations non interdites

Au principe de l'interdiction totale de toutes plantations nouvelles, la loi du 8 juillet 1933, admet cependant quelques exceptions. Elle formule un certain nombre d'exonérations :

1. Les producteurs qui réservent à leurs propres besoins l'intégralité de leurs vins, pourront continuer à planter sans aucune restriction, mais à la condition formelle que ces plantations soient destinées à assurer leur consommation personnelle.

2. Les plantations destinées à produire des vins en vue de la fabrication d'eaux de vie, bénéficiant de la présomption légale (Cognacs, Armagnacs...) continuent également à être autorisées. Mais il est évident que l'intégralité de la récolte donnée par ces dernières plantations devra être réservée pour la fabrication des eaux de vie et les quantités de vin de cette récolte ne pourront bénéficier d'aucun titre de mouvement pour la vente en nature.

3. Enfin les personnes ne possédant ou n'exploitant qu'une surface de vignes inférieure à 3 hectares pourront compléter jusqu'à ce chiffre par des plantations nouvelles, la superficie de leur vignoble.

Mais nous rappelons que toutes ces plantations doivent faire l'objet d'une déclaration préalable, *un mois au moins avant* le commencement des travaux, à la

Recette buraliste et à la Mairie des communes dont dépend l'exploitation.

Section V

Cession à ou par une Société de terrains plantés en vignes

Pour éviter les fraudes, la loi du 8 juillet 1933 reprenant les dispositions de la loi du 4 juillet 1931, interdit :

a) pendant un délai de 10 ans le transfert à une société de la propriété, de la jouissance ou de l'exploitation de terrains plantés en vignes postérieurement à la promulgation de la loi du 4 juillet 1931.

Cette mesure s'explique facilement : les exonérations apportées au principe de la limitation des plantations, par la loi du 4 juillet 1931, l'ont été en faveur des petits viticulteurs, pour leur permettre d'avoir un petit domaine viticole.

Si ces viticulteurs après avoir planté pouvaient vendre le nouveau vignoble, le but de la loi ne serait pas atteint et de plus, les exonérations n'auraient pas leur raison d'être. En outre les Sociétés trouveraient là un moyen de tourner la loi ; elles pourraient acheter des terrains pour leur propre compte mais sous le nom d'un tiers, petit viticulteur ou ouvrier agricole qui leur servirait simplement de « prête-nom » ; ces terrains une fois plantés leur reviendraient par le moyen d'un contrat de vente fictif et le vignoble de la Société se trouverait ainsi impunément augmenté d'autant plus que rien n'empêcherait de pratiquer cette opération sur une grande échelle.

b) la cession, sous quelque forme que ce soit, par une Société à un tiers de terrains préparés pour des plantations de vignes ou qui seront plantés en vignes avant l'expiration d'un délai de 10 ans.

L'explication de cette prescription est sensiblement

pareille à celle qui a été fournie pour la mesure précédente. Le contrat de vente à un tiers pourrait bien être un contrat fictif. Lorsque le tiers acquéreur, prête-nom de la Société, usant du privilège de la loi, aurait planté, le nouveau vignoble, par un second contrat fictif reviendrait à la Société et celle-ci ayant — théoriquement du moins — vendu un champ, retrouverait une vigne. De toutes façons, son vignoble s'augmenterait et la loi se trouverait tournée.

Cette double interdiction vaut pour une période de 10 ans à compter de la promulgation de la loi du 4 juillet 1931, et par conséquent restera en vigueur jusqu'au 4 juillet 1941.

Section VI

Pénalités

Les infractions aux prescriptions relatives soit à la limitation soit à l'interdiction temporaire des plantations sont punies correctionnellement d'une amende de 100 à 500 francs avec affichage du jugement; et, en cas de récidive, de la même peine ainsi que d'une peine de 8 jours à 1 mois d'emprisonnement.

A ces peines s'ajouteront diverses amendes fiscales, savoir :

1° le remboursement des redevances fraudées ou compromises et le paiement d'une amende égale au triple de ces redevances;

2° le paiement d'une amende de 10.000 francs par hectare ou fraction d'hectare de vigne plantée en excédent; cette amende est applicable annuellement pendant toute la durée de la plantation irrégulière;

3° en cas d'infraction aux dispositions concernant les « cessions à ou par une société » le paiement d'une amende de 20.000 francs par hectare ou fraction d'hectare de terrain cédé ou transmis en violation des dites dispositions. Cette amende est exigible annuellement pendant toute la durée de la cession irrégulière.

CHAPITRE V

LE BLOCAGE

Section I

Principe et raisons justificatives

Le blocage du vin est une opération qui a pour but, dans les années de surproduction, d'empêcher une certaine quantité d'hectolitres de vin d'arriver sur le marché ; il ne laisse aller à la vente que le vin nécessaire à la consommation, et retire de la circulation tout le reste de la récolte qu'il oblige le producteur à conserver.

Cette mesure a été inspirée au législateur par la nécessité absolue de redonner au marché du vin un équilibre depuis longtemps perdu. Ce marché, nous l'avons déjà vu, a connu ces dernières années des variations considérables et ces variations constituent précisément une des plus grandes plaies de notre viticulture et sont une des causes de la crise.

Elles proviennent d'un déséquilibre constant que nous avons déjà eu maintes fois l'occasion de signaler et d'exposer entre la production et la consommation, celle-ci ne pouvant absorber la totalité de la production vinicole. Aussi un stock de vin important¹ pesait-il à tout

1. Il ne s'agit pas, bien entendu, du stock commercial ; celui-ci est indispensable à tout commerce et ne dépasse guère pour le vin les limites de 9 à 13 millions d'hectolitres. Il s'agit d'un stock restant dans les chais des producteurs, qui est, lui, une cause des troubles sur le marché.

instant, sur le marché dont sa présence faussait les cours. C'est ainsi que nous avons vu en 1925, 1930, 1933, le prix du vin tomber à 40 francs l'hectolitre alors qu'il s'élevait en 1926 au chiffre invraisemblable de 300 francs l'hectolitre. De telles variations, qui n'existent pas d'ailleurs dans une mesure aussi forte pour les autres produits, portent tant au producteur qu'au consommateur un dommage considérable et prennent souvent pour le premier l'allure d'une véritable catastrophe.

Il fallait de toute nécessité faire cesser un tel état de choses et trouver un remède ; c'est pour éviter désormais ce désordre économique que le « blocage » a été institué, et il doit être considéré comme une sorte de « régulateur » de la production. Sa création a pour but d'empêcher les ventes massives et hatives qui font tomber les cours, de freiner la spéculation, et de mettre aux mains des Pouvoirs Publics une sorte de « volant » pour établir des compensations entre les récoltes trop abondantes des bonnes années et celles trop réduites des mauvaises années de production.

Le blocage est donc une mesure d'une extrême importance ; il doit dans la pensée de ses promoteurs assurer la régularité du marché et la stabilité des prix ; c'est un avantage certain pour les producteurs et pour les consommateurs. Il se présente pour tous comme une disposition de sauvegarde.

M. Henri Labroue, rapporteur de la loi du 4 juillet 1931, en a souligné dans son rapport les avantages et le mécanisme : « Quand une grosse récolte de l'année précédente écrivait-il, se trouve encore en chais, et qu'une grosse récolte est en perspective, l'écroulement des cours se produit. Si le Gouvernement bloque alors dans les caves des viticulteurs une certaine proportion de leur récolte, les disponibilités du marché diminueront dans la même proportion et, dans cette même proportion, le cours du vin remontera. Puis, quand le cours du vin sera devenu raisonnablement rémunérateur, le Gouvernement abaissera le pourcentage des vins bloqués ou prononcera le déblocage total. Le propriétaire qui aura vu bloquer chez

lui 20 % de ses existants gagnera vraisemblablement plus d'une vente des 80 % disponibles qu'il ne perdra sur l'immobilisation de ces 20 % alors surtout que le moment où ces 20 % seront débloqués sera celui où les cours seront relevés, et que le vieillissement obligatoire de ces 20 % n'aura pu qu'en accroître la valeur. Ces avantages sont si évidents qu'il n'est pas douteux que les producteurs, à commencer par les membres des coopératives, accueilleront avec satisfaction l'heureuse contre-partie apportée ainsi à la limitation de leur « jus utendi et abutendi ».

Le blocage doit donc être, dans la pensée du législateur une opération rationnelle, et aura lieu compte-tenu des besoins du consommateur au même titre que de ceux du producteur. Et pour cela cette opération comporte une autre opération à la fois inverse et symétrique : celle du déblocage. Lorsque le prix du vin sur le marché aura dépassé un certain taux minimum, le Gouvernement sera automatiquement tenu de débloquent tout ou partie des vins.

Le blocage ainsi compris est donc un véritable « volant » des prix auquel l'opération de déblocage donnera son plein rendement. Il contribuera, s'il n'y parvient tout à fait, à supprimer le régime d'anarchie dans la production et la consommation du vin.

Notons, en insistant sur ce point, que le blocage ne doit en aucun cas être considéré comme une interdiction définitive de vente. C'est simplement la « mise de côté » du vin pendant un certain temps, le temps des bas prix et de la dépression du marché. Lorsque les prix remonteront et que la revalorisation arrivera le vin sera automatiquement débloqué et le producteur pourra le vendre à sa convenance, bénéficiant ainsi de la mesure prise à son égard.

Section II

Les modalités du blocage

Puisque nous connaissons maintenant le principe et le mécanisme théorique du blocage, il s'agit de déter-

miner à quel moment cette opération va intervenir, dans quelles circonstances le blocage devra être ordonné.

Ce point avait été négligé par la loi du 4 juillet 1931 qui avait laissé à l'arbitraire du Gouvernement le soin de fixer s'il doit y avoir ou non blocage. Sous le régime de cette loi, le « taux » du blocage n'était d'ailleurs pas prévu non plus et le Gouvernement le déterminait arbitrairement.

La loi du 4 juillet 1931 spécifiait seulement que le blocage « pouvait être décidé » dans le cas où les prévisions de récolte feraient apparaître par rapport à la consommation moyenne des trois années précédentes une surproduction dangereuse pour le marché intérieur. « Le Gouvernement pouvait » ; il n'y était pas tenu et la décision était laissée à son libre arbitre.

Il n'en est plus de même maintenant. Le texte du 8 juillet 1933 est singulièrement plus précis :

« Lorsque la déclaration de récolte sera publiée et fera apparaître, France et Algérie comprises, des ressources dépassant 70 millions d'hectolitres, il y aura lieu à blocage ». Il n'y a donc plus simple possibilité pour le Gouvernement ; il y a obligation. Il « doit » dans le cas stipulé décréter le blocage.

Nous savons maintenant le moment précis où il y aura blocage. Il reste à nous demander « qui sera bloqué », quels seront les producteurs auxquels le blocage s'appliquera. De ce point de vue la loi nouvelle ne change rien au texte précédent et admet la même dispense pour les petits récoltants. Ne seront donc bloquées que les récoltes supérieures à 400 hectolitres et le blocage n'atteindra que les viticulteurs dont la déclaration de récolte accusera une production de plus de 400 hectolitres. Cette dispense de blocage au-dessous de 400 hectolitres est à notre avis une erreur profondément regrettable et qui risque de compromettre le résultat qu'on aurait pu raisonnablement attendre de cette mesure. Nous verrons pourquoi à la fin de notre étude, en montrant les causes qui nous paraissent compromettre le résultat visé par l'actuel statut de la viticulture.

Ce qu'il nous faut préciser dès maintenant c'est que l'opération de blocage ne se fera plus, comme sous le régime de la loi du 4 juillet 1931, en un seul temps et par un simple décret pris après que les chiffres de récolte sont connus. Il y aura désormais deux blocages ou plus exactement un « pré-blocage », puis, le cas échéant, un « blocage définitif ». Le premier est de droit et prévu dans le texte et point n'est besoin de décret pour l'appliquer ; le second au contraire est facultatif, et n'aura lieu que si un décret l'ordonne.

A. *Le blocage prévisionnel ou préventif*

Le blocage prévisionnel est inscrit dans la loi : « Tant que le résultat des récoltes n'a pas été publié au *Journal Officiel*, les viticulteurs récoltant plus de 400 hectolitres ne pourront expédier une quantité supérieure au $\frac{2}{3}$ de leur production ; cette quantité sera réduite à la moitié de la production pour les viticulteurs récoltant plus de 5.000 hectolitres ».

Cette mesure était nécessaire, elle est tout à fait logique et conforme à l'intérêt de la viticulture prise dans son ensemble ; c'est d'ailleurs, croyons-nous, le seul texte de la nouvelle loi qui ait réuni les suffrages de l'unanimité du Parlement.

Elle est nécessaire parce que le Ministre ne peut décider s'il y aura blocage que dans la dernière quinzaine de décembre au plus tôt, au moment où il connaîtra les résultats d'ensemble de la récolte nationale. Dès lors, au moment où le décret de blocage interviendra, il pourrait se faire que de nombreux récoltants soumis au blocage aient déjà vendu leur vin, tout leur vin, complètement vidé leurs caves. Ils éviteraient ainsi le blocage puisque celui-ci ne trouverait plus matière à s'exercer. Le fait s'est déjà produit d'ailleurs en 1932.

Or il n'est pas douteux que les gros producteurs qui, dans la Métropole ou en Algérie, agiraient ainsi et jetteraient sur le marché, dès le lendemain des vendanges, la totalité de leur récolte — soit parfois : 50, 60 ou 70.000

hectolitres — amèneraient fatalement un effondrement des cours. Le blocage du reste de la production qui a justement pour but d'éviter ces manœuvres et de maintenir le taux du marché ne servirait plus à rien.

La mesure est donc tout à fait logique. En demandant à la grosse production de garder en cave préventivement une partie de sa récolte pendant un maximum de deux mois, en attendant qu'on puisse savoir s'il y aura ou non blocage définitif, la loi prend une décision qui se justifie aisément.

Reste à déterminer la quotité de ce blocage préventif, et la loi le fait également. Il porte sur les $2/3$ de la production des viticulteurs récoltant plus de 400 et jusqu'à 5.000 hectolitres. Quant à ceux dont la récolte dépassera ce chiffre de 5.000 hectolitres, ils verront la moitié de leur production préventivement bloquée.

Il est remarquable de noter que ces proportions de $2/3$ et $1/2$ sont précisément celles que la loi fixe comme maximum au blocage définitif; il est donc certain que ce dernier pourra toujours s'appliquer intégralement, et c'est au blocage préventif qu'il devra de pouvoir le faire.

B. Blocage définitif

Le blocage prévisionnel a donc pour but de conserver au blocage définitif la « matière » sur laquelle ce dernier portera. Reste à fixer le moment où cette seconde mesure interviendra.

La loi du 8 juillet 1933 a apporté sur ce point; nous l'avons vu, une innovation, en enlevant au Gouvernement son pouvoir arbitraire. Le blocage sera effectif dès que le total des récoltes en France et en Algérie dépassera 70 millions d'hectolitres. A ce moment-là le décret ordonnant le blocage doit être pris obligatoirement. La loi fixe en outre une date extrême à ce décret. Il doit être publié avant le 1^{er} janvier qui suit la récolte et mentionner le pourcentage d'hectolitres bloqués. Ce pourcentage est fixé par le Gouvernement, sur la proposition des Ministres de l'Agriculture, des Finances et

du Budget, après avis de la Commission interministérielle de la viticulture.

1. *Les éléments du blocage.*

Le pourcentage du blocage fixé par le décret ne sera pas uniforme pour tous les producteurs. Pour le déterminer à l'égard de chaque récoltant, il devra être tenu compte :

a) de la quantité globale récoltée ; le pourcentage d'hectolitres bloqués variera par conséquent selon une échelle progressive avec le nombre d'hectolitres récoltés et ne sera pas le même pour une production de 500 hectolitres que pour une production de 5.000 ou de 50.000 hectolitres.

b) du rendement à l'hectare ; il y aura là encore application d'une échelle progressive et une récolte produite sur un terrain donnant 85 ou 100 hectolitres à l'hectare ne sera pas traitée sur le même pied que celle produite sur un terrain dont le rendement à l'hectare est de 200, 250, ou 280 hectolitres.

c) de l'agumentation de surfaces plantées depuis 1928, même si ces surfaces ont changé d'exploitant ; c'est à cette dernière prescription que certains ont donné le nom de « *superblocage* » parce qu'elle aboutit à un supplément de blocage sur les récoltes provenant de vignes récemment plantées. C'est, en quelque sorte, une pénalisation qui frappe ces récoltes et d'un certain point de vue cette pénalisation est normale et logique : les trop grandes plantations nouvelles de ces dernières années ne sont-elles pas une des causes de la crise viticole qui a rendu nécessaire le blocage ? Il est juste qu'elles en supportent plus que les autres les conséquences.

Vu sous cet angle, il est également logique que ce superblocage atteigne non seulement les responsables de ces nouvelles plantations, mais même, le cas échéant, leurs successeurs, acheteurs, bailleurs, ou cessionnaires de leurs vignes. Car ce qui est frappé ici c'est la « plantation nouvelle » et uniquement parce que « nouvelle » : en tant qu'elle donne une certaine quantité de

vins qui, sans elle, ne viendrait pas augmenter la production totale.

2. La quotité du blocage.

Le blocage définitif n'interviendra donc que si la production totale de la Métropole et de l'Algérie dépasse 70 millions d'hectolitres. Pour une année normale, c'est à-dire une année où cette production globale tout en étant supérieure à 70 millions ne va pas au delà de 84 millions d'hectolitres, le pourcentage individuel de blocage ne pourra en aucun cas être supérieur à 33 % du chiffre de chaque récolte, quelle qu'elle soit.

Toutefois, lorsque les ressources dépasseront 84 millions d'hectolitres, ce pourcentage individuel pourra s'élever pour les exploitations produisant plus de 5.000 hectolitres à 50 % de la récolte.

Mais il doit être bien spécifié que le blocage définitif ne pourra jamais et en aucun cas être supérieur au blocage prévisionnel et dépasser par conséquent un pourcentage de 33 % sur les productions inférieures à 5000 hectolitres et de 50 % sur les récoltes supérieures à ce chiffre.

Pour mieux fixer les idées nous avons cru utile de résumer dans le tableau suivant les pourcentages maximum de blocage prévus par la loi tant pour le blocage prévisionnel que pour le blocage définitif.

TABLEAU DE BLOCAGE

Pour une production nationale Métropole et Algérie). en hectolitres :		Pourcentage maximum de récolte bloquée dans une exploitation produisant en hectolitres :		
I. Blocage préventif	Quel que soit le chiffre	De 0 à 400	De 400 à 5000	Au-dessus de 5000 :
		Néant	1 / 3	1 / 2
II. Blocage définitif	1. De moins de de 70 millions	Néant	Néant	Néant
	2. De 70 à 84 millions	Néant	33 %	33 %
	3. Au-dessus de 84 millions	Néant	33 %	50 %

C. *Le déblocage*

Les conditions de déblocage ont été également très strictement délimitées par la loi.

Ce déblocage peut être partiel ou total et aura lieu par décret, comme le blocage. Mais, là non plus, le Gouvernement n'est pas libre d'agir ou de ne pas agir, de publier le décret, de l'avancer ou de le reculer.

Ce décret de déblocage doit intervenir obligatoirement quand le cours moyen de 126 francs l'hectolitre aura été atteint et dépassé pour les vins de consommation courante titrant 9 degrés alcooliques, par conséquent lorsque le vin se vendra couramment à 14 francs le degré.

Cette précision ne peut laisser aucune place à la discussion.

A partir du moment où le décret de déblocage aura paru au « *Journal Officiel* », les viticulteurs bloqués reprendront leur liberté pleine et entière, ils pourront disposer de leur vin comme bon leur semblera, et aucune restriction n'est apportée à l'exercice de leur droit.

Section III

Exonérations du blocage

Certaines productions sont exonérées du blocage. Les viticulteurs pour lesquels la loi stipule ainsi une exception ne sont aucunement atteints par les prescriptions des décrets de blocage et conservent toujours et en toutes circonstances la libre disposition de leurs récoltes ou tout au moins de la partie de récolte exonérée du blocage.

A. *Exonérations totales*

Sont donc exonérés du blocage, en vertu des dispositions mêmes de la loi :

1. Les producteurs dont la récolte aura été produite par un vignoble donnant un rendement à l'hectare infé-

rieur de 40 % au rendement moyen correspondant des trois dernières années.

Encore faut-il que ce rendement à l'hectare ne dépasse pas le chiffre de 100 hectolitres. S'il atteint un chiffre supérieur, il ne servira de rien qu'il ait diminué de 40 % par rapport à la moyenne des trois dernières années : la récolte sera bloquée.

Une dernière condition est en outre imposée : pour qu'il y ait exemption, la récolte totale de l'exploitation ne doit pas accuser sur la moyenne de celles des trois années précédentes une augmentation supérieure à 10 %. Cette précision a pour but de retirer tout bénéfice d'exemption de blocage aux exploitations où auront été faites des plantations nouvelles ; elle est en quelque sorte le pendant du superblocage. Il est en effet bien évident que pour qu'une exploitation donne avec un rendement diminué de 4 % une récolte supérieure, il faut, de toute nécessité, que la superficie de son vignoble ait augmenté.

2. Les producteurs dont le vin bénéficie d'une appellation d'origine soit en vertu de la présomption légale (Bordeaux, Champagne, Clairette de Die, Banyuls) soit à la suite d'une déclaration souscrite antérieurement au 1^{er} janvier 1926.

Dans ce dernier cas il n'y aura exemption de blocage que si le rendement moyen des trois dernières années n'a pas dépassé 40 hectolitres à l'hectare.

3. Les producteurs qui au cours de l'année précédente auront eu leur récolte diminuée par suite des calamités atmosphériques (grêle, gelée, ouragan, inondations...), ou de maladies cryptogamiques. Il faut d'ailleurs que la diminution soit très forte et que le rendement à l'hectare n'ait pas dépassé 20 hectolitres.

B. Exonérations partielles

Les quantités de vin qui ont été évaporées à la suite d'une opération de concentration des moûts, celles qui ont été envoyées à la distillation ou à la vinaigrierie, ou qui ont été exportées, hors de France ou d'Algérie,

celles qui ont servi à la fabrication de mistelles, de vins médicamenteux, soumis au régime des spiritueux, de vins de liqueur, d'apéritifs à base de vin ou de vins doux naturels, sont également exonérées de tout blocage.

Mais il est bien spécifié que seules les quantités de vin utilisées aux fins ci-dessus indiquées jouissent de ce privilège. Elles sont simplement déduites de l'ensemble de la récolte et entrent, en diminution, dans le calcul du nombre d'hectolitres soumis au blocage.

C. Exonération partielle en cas d'arrachage de vignes

Les viticulteurs qui justifieront de l'arrachage d'une surface déterminée de vignes sont également exonérés du blocage. Mais cette exonération n'est que partielle et n'atteint que la quantité d'hectolitres correspondant à celle que la surface des vignes arrachées aurait produite. Pour calculer cette quantité on prendra pour base le rendement annuel à l'hectare de l'exploitation, au cours des trois récoltes qui ont précédé l'arrachage.

Pour bénéficier de cette dispense partielle de blocage, les viticulteurs intéressés devront souscrire à la Recette buraliste des Contributions Indirectes ou des Contributions diverses, *un mois au moins avant toute opération d'arrachage*, une déclaration mentionnant :

1° les nom, prénoms, domicile et qualité du déclarant et s'il y a lieu les nom, prénoms, domicile et qualité de la personne (individu ou société) pour le compte de qui l'arrachage sera fait.

2° la situation (département, commune et lieu-dit) des terrains plantés en vigne que l'intéressé possède tant en France qu'en Algérie et la superficie de ces terrains.

3° la situation et la superficie des vignes à arracher avec toutes indications susceptibles d'en permettre l'identification. Si celle-ci ne peut être établie à l'aide du plan cadastral, la déclaration doit être appuyée d'un plan dressé soit par le service topographique soit par un géomètre assermenté ;

4° la date approximative à laquelle l'arrachage doit être opéré ;

5° l'engagement de ne pas compenser cet arrachage par une plantation nouvelle pendant toute la durée d'application de la loi du 4 juillet 1931.

Section IV

Blocage des vins étrangers importés.

Les règles de blocage applicables à la production nationale le sont également et en mêmes proportions aux vins importés.

1. Définition de l'importateur.

Les vins étrangers qui pénètrent en France seront bloqués, le cas échéant chez l'importateur.

La loi considère comme importateurs les négociants qui réalisent la première vente en France d'un vin venu de l'étranger et qui sont tenus d'en opérer le dédouanement à leur propre nom.

Sont également des importateurs aux yeux de la loi les commerçants grossistes ou détaillants qui, dans le cas de vente conclue à l'étranger, figurant en qualité de destinataires sur les pièces de mouvement délivrées par la régie pour permettre et légitimer la circulation des vins sur le territoire aussitôt après le dédouanement.

2. Vins Algériens et Tunisiens.

Le blocage s'applique à tous les vins étrangers entrant en France. Mais il ne saurait s'appliquer aux vins Tunisiens importés dans la limite du contingent; seuls les vins venant de Tunisie importés en plus du contingent seront susceptibles d'être bloqués. Il est évident, d'autre part, que les vins d'Algérie ne doivent pas être considérés comme des vins étrangers; ce sont des vins français et comme tels soumis au blocage à la propriété comme toute la production nationale. Ceux d'entre-eux qui entrent en France ne peuvent donc provenir que des

quantités laissées libres par le blocage après que celui-ci a eu lieu. Les bloquer de nouveau à leur entrée dans la France métropolitaine, ce serait faire subir à la récolte qui les a produits un second blocage. Ils doivent par conséquent être laissés libres de circuler sans aucune restriction.

Section V

Contrôle et pénalités

Pour obliger les producteurs à observer strictement les dispositions de la loi relatives au blocage et éviter les fraudes, il est stipulé que les quantités de vin bloquées devront obligatoirement être présentées à toute réquisition des agents chargés d'assurer l'application de la loi.

En cas d'infraction, tout délinquant sera puni de peines correctionnelles allant de 50 à 1.000 francs d'amende avec affichage du jugement et, en cas de récidive, des mêmes peines augmentées d'une peine de 8 jours à 1 mois d'emprisonnement.

A ces peines s'ajoutera une amende fiscale égale au triple droit de circulation sur les quantités de vin non représentées et en cas de récidive au sextuple de ce droit.

CHAPITRE VI

LA DISTILLATION OBLIGATOIRE

Section I

Principes et raisons justificatives

La distillation obligatoire, imposée déjà par l'art. 10 de la loi du 4 juillet 1931, que la loi du 8 juillet 1933 a repris en le modifiant, part d'un principe très simple : la nécessité de dégager une issue aux quantités de vins bloqués dans le cas où la succession de grosses récoltes pendant plusieurs années interdirait tout déblocage.

Nous avons expliqué au début de notre chapitre précédent la raison d'être du blocage. Il a pour but essentiel dans les années de surproduction de retirer de la circulation une certaine quantité de vins de façon à n'alimenter le marché qu'en proportion des besoins de la consommation et d'éviter ainsi un effondrement des prix qui se produirait infailliblement si toute la production était mise en vente, celle-ci étant très supérieure à la demande.

Si l'année suivante est une année de mauvaise récolte, un décret de déblocage interviendra de façon à maintenir toujours un certain équilibre entre l'offre et la demande de vins. Les vins de la récolte précédente débloqués s'ajouteront à ceux de la récolte de l'année, leur serviront « d'appoint » pour satisfaire aux besoins de la consommation, de telle sorte que la demande ne soit pas supérieure à l'offre, ce qui risquerait de faire hausser les cours.

Ce système de blocage serait donc à lui seul un régulateur parfait du marché, mais à une condition : pour qu'il puisse fonctionner normalement et donner pleine satisfaction, il faut que les années de bonne récolte et les années de mauvaise récolte, celles de surproduction et celles de sous-production, se succèdent régulièrement. Pour peu qu'il y ait un décalage, de deux années successives de surproduction par exemple, — et à plus forte raison s'il y en a trois quatre ou davantage, — le mécanisme ne fonctionne plus.

À dire vrai, du reste, il n'est même pas nécessaire que plusieurs années de surproduction se succèdent pour que le mécanisme du blocage soit faussé. Il suffit qu'il y ait une suite de récoltes normales, puisque même en cas de récolte normale la production est très supérieure aux besoins de la consommation, ce qui non seulement interdit tout blocage, mais contraint à un blocage supplémentaire. Il faudrait donc pour permettre le déblocage une série de mauvaises récoltes.

Or il se trouve que la nature n'a pas coutume d'observer cette régularité parfaite qui serait absolument nécessaire au bon fonctionnement du blocage. Elle est plutôt capricieuse et il est très courant que plusieurs années de bonne récolte, à tout le moins de récolte moyenne, se suivent. Il a donc fallu trouver un moyen pour utiliser les vins bloqués lorsque cette éventualité se produit, et pour leur donner une issue.

Ce moyen c'est la « distillation obligatoire », qui se présente ainsi comme le corollaire nécessaire du blocage ; elle a pour but d'absorber le « trop plein » de la production que le blocage a empêché d'aller à la consommation.

Il peut arriver en outre — et cela se produit normalement tous les ans, étant donné le chiffre élevé de la production nationale. — que le nombre d'hectolitres d'une récolte soit tellement élevé qu'il ne laisse aucun espoir de le voir résorber en entier non seulement dans l'année courante mais même dans le cas où la récolte de l'année suivante serait mauvaise.

Il devient dès lors inutile de conserver la totalité de l'ex-

cèdent de la première récolte en attendant la suivante, puisque même si la seconde récolte est mauvaise on est certain qu'une partie seulement de cet excédent sera utilisée comme appoint. Mieux vaut donc liquider dès le début et dans le courant de l'année le nombre d'hectolitres qu'on sait devoir rester inemployés.

C'est pourquoi la « distillation obligatoire » d'une certaine quantité d'hectolitres est imposée dès que les résultats d'une récolte sont connus et au même moment où est prescrit le blocage. Il suffira de « doser » les deux mesures, de ne distiller qu'une quantité inférieure à celle qui est bloquée de façon à se ménager des réserves en cas de mauvaise récolte prochaine.

Fournir une issue aux vins bloqués, tel est donc le principe de la distillation obligatoire ; telle est aussi sa raison justificative. Il apparaît nettement que le blocage et la distillation obligatoire sont les deux parties différentes d'un même tout. Ces deux mesures s'expliquent et se complètent l'une par l'autre ; elles ont un même but : assurer l'équilibre du marché.

Section II

Modalités et exemptions

1. *Modalités.* — « Lorsque la statistique publiant les résultats des déclarations de récolte souscrites tant en France qu'en Algérie, dit le texte, fait apparaître un chiffre de disponibilités (récolte et stock) supérieur à 72 millions d'hectolitres, tout viticulteur ayant obtenu 400 hectolitres de vin avec un rendement à l'hectare, qui n'accusera pas comparativement à la moyenne des trois années précédentes une diminution supérieure à 50 %, doit justifier qu'il a distillé ou fait distiller une quantité d'alcool correspondant à un pourcentage déterminé de sa récolte. Ce pourcentage qui est progressif en raison de l'importance globale de la récolte et du rendement à l'hectare, ainsi que le délai extrême de la distillation, sont fixés par décret rendu sur

la proposition des Ministres de l'Agriculture, des Finances et du Budget ».

Tout comme le blocage, la distillation obligatoire sera ordonnée par décret. Mais le Gouvernement n'est pas juge du moment où il devra prendre ce décret ; la loi lui impose une limite très stricte : il devra être procédé à la distillation obligatoire dès que les statistiques feront apparaître tant en France qu'en Algérie, un chiffre de disponibilités supérieur à 72 millions d'hectolitres. Dès que ce chiffre est atteint le Gouvernement n'est pas libre de retarder le décret ; il a obligation absolue de le publier sans tarder.

Ce chiffre de 72 millions est remarquable, si on le rapproche d'une part du chiffre limite fixé pour le blocage et d'autre part du nombre d'hectolitres nécessaires aux besoins de la consommation qui peut atteindre normalement 70 millions.

Le blocage intervient dès que la production dépasse 70 millions. C'est nécessaire pour que, l'offre devenant supérieure à la demande, les prix ne baissent pas. Les vins seront ensuite débloqués au fur et à mesure des besoins du marché.

La distillation obligatoire ne jouera, elle, que si la récolte est supérieure à 72 millions. Ce battement de 2 millions entre les deux chiffres est tout à fait normal. Tant que l'excédent de production n'est pas plus élevé, point n'est besoin de distiller, il suffit que ces deux millions d'hectolitres soient éloignés du marché par le blocage. Ils serviront de stock de réserve en cas de mauvaises récolte l'année suivante. Il serait même dangereux d'en ordonner la distillation ; ce stock de réserve risquerait d'être intégralement absorbé et de faire défaut par la suite. Ce serait aller contre le principe de la distillation obligatoire, et du blocage, régulateurs du marché, puisque, la production étant déficiente par rapport à la consommation, les prix monteraient.

Ce qui est moins logique — et nous avons déjà trouvé une mesure analogue au sujet des redevances — c'est l'abattement à la base de 400 hectolitres. Pourquoi limiter aux récoltes de 400 hectolitres et au-dessus l'obligation de distiller ? Rien ne le justifie sinon le prétexte démagogique

que la moyenne et la grande propriété, et uniquement elles, ont toujours de mauvais vins. Le bon sens, au contraire, indique que les vignobles récoltant 200 ou 300 hectolitres peuvent avoir de mauvais vins, comme les autres vignobles et dans les mêmes proportions.

Le pourcentage de récolte à distiller devra tenir compte de deux facteurs :

a) d'abord le rendement à l'hectare ; cette mesure se justifie par les mêmes raisons que nous avons données au sujet du blocage.

Cette notion de rendement à l'hectare est tellement importante qu'il n'y aura pas distillation si ce rendement à l'hectare est vraiment inférieur.

b) et ensuite l'importance globale de la récolte ; c'est là un facteur très important. La fixation d'un pourcentage de distillation en fonction du nombre d'hectolitres produits est en effet le seul moyen d'absorber, en cas de plusieurs années successives de surproduction, le « trop-plein » retiré de la circulation par le blocage.

2. *Exemptions.* — Les producteurs, même si leur récolte est supérieure à 500 hectolitres, qui n'auront obtenu qu'un rendement à l'hectare inférieur de 50 % au rendement moyen des trois années précédentes, sont exemptés de toute obligation de distiller.

Il en est de même de ceux dont le vin bénéficie d'une appellation d'origine.

Section III

Le régime des alcools de vin

La distillation obligatoire va donc retirer de la circulation une certaine quantité d'hectolitres de vin pour les transformer en alcool ; mais, cet alcool, il ne suffit pas de le produire, il faut encore l'utiliser.

Les producteurs soumis à la distillation pourraient évidemment vendre leur alcool au commerce libre ; mais cette

solution ne peut être envisagée. Il s'agit, en effet, de quantités importantes d'alcool, et, si elles venaient sur le marché libre, leur venue entraînerait un déséquilibre entre l'offre et la demande et produirait inévitablement un effondrement des cours. Pour pallier à la crise du vin, on irait à une crise de l'alcool; il faut donc renoncer à ce moyen.

Il en est un autre; et c'est celui qui est envisagé par la loi : l'alcool produit par la distillation sera acquis dans sa totalité par l'Etat et lui sera obligatoirement livré.

A. Livraison des alcools à l'Etat.

Cette solution avait déjà été employée dans le passé. Il nous suffit de rappeler la loi du 19 avril 1930 qui devant la baisse des vins provoquée par l'abondante récolte de 1929, mettait à la disposition du Service des Alcools un crédit de 250 millions pour l'achat d'alcools de vin. Cette livraison d'alcool, d'abord facultative, devint obligatoire avec le décret du 29 juin 1930. Et, après une suspension de quelques mois due à la récolte mauvaise de 1930, cette livraison obligatoire reparaît dans l'art. 10 de la loi du 4 juillet 1931.

La loi du 8 juillet 1933 a repris le principe de la livraison obligatoire : « Sauf en ce qui concerne les récoltants dont la prestation n'atteint pas 5 hectolitres d'alcool pur, dit le texte, l'alcool produit dans les conditions de l'alinéa qui précède (distillation obligatoire) est obligatoirement livré à l'Etat avant le 30 septembre de l'année qui suit la récolte au prix fixé par les décrets susvisés... »

Ainsi donc les producteurs sont désormais tenus de livrer à l'Etat la totalité de leur alcool de vin obtenu par la distillation. Et cette livraison doit être faite avant le 30 septembre de l'année qui suit la récolte.

Et pour que cette prescription ne reste pas lettre morte, la loi édicte un certain nombre de pénalités contre les viticulteurs qui mettraient du retard à s'exécuter. Ils seront d'abord passibles d'une condamnation correctionnelle allant de 100 à 400 francs d'amende avec affichage du jugement, et en cas de récidive cette peine sera augmentée

d'une peine de huit jours à un mois de prison. Et en outre, pour tout retard de livraison ils devront payer une astreinte qui pourra atteindre 3 francs par hectolitre et par jour de retard.

Notons pour terminer que cette livraison obligatoire revêt par elle-même tous les caractères d'une véritable pénalité, puisque l'alcool livré à l'Etat n'est pas payé au taux du commerce et est même acheté à un prix très inférieur à celui pratiqué sur le marché libre.

B. Utilisation des alcools livrés à l'Etat.

La livraison obligatoire des alcools distillés va mettre l'Etat en possession d'une importante quantité d'alcool de vin qui ne fera que s'accroître de jour en jour. Il a fallu en prévoir l'utilisation; une partie sera employée aux vinages et aux mutages pour la consommation intérieure; l'autre partie sera mélangée à l'essence en vue de son emploi dans la carburation.

1. Utilisation pour les vinages et mutages.

A compter du 1^{er} août 1933 les vinages et mutages pour la consommation intérieure ne pourront être effectués qu'avec des alcools rétrocedés par l'Etat qui livrera à cet effet, dans la limite de ses disponibilités, des alcools de vin.

Les préparateurs de mistelles, vins de liqueur, vins doux naturels, vins médicamenteux soumis au régime des spiritueux, sont donc désormais tenus d'employer des alcools rétrocedés par l'Etat pour leurs vinages et mutages en vue de la consommation intérieure. Et il leur est interdit de s'approvisionner en alcool sur le marché libre.

Ils ne pourront plus par conséquent, comme ils le faisaient jusqu'ici, utiliser des alcools autres que les alcools de vins. La qualité de leurs produits ne pourra d'ailleurs, à notre avis, qu'y gagner. N'est-ce pas avec de l'alcool de vin que se préparent les vins de liqueur les plus renommés, comme le Marsala, le Malaga, le Xérès, et le Porto ? Et n'y a-t-il pas, en Portugal, des régions où la vigne est uniquement cultivée en vue de la production du vin nécessaire à la fabrication des alcools utilisés à la préparation des vins

de Porto ? Il n'est pas douteux, ces exemples nous le montrent, que l'obligation d'employer des alcools de vin dans la préparation de nos vins de liqueur est de nature à améliorer leur qualité et à mieux asseoir leur réputation.

2. *Utilisation pour la carburation.*

L'art. 9 de la loi du 8 juillet 1933 impose en outre aux importateurs d'essence de pétroles ou autres, pures ou en mélanges, l'obligation d'ajouter à toutes les quantités d'essences importées par eux, autres que les essences « Tourisme », une quantité d'alcool repris à l'Etat variant entre 25 et 35 litres d'alcool par cent litres d'essence; ils ne pourront obtenir de licence d'importation qu'à cette condition.

Le pourcentage exact du mélange sera fixé par décret et le texte prévoit, en outre, la possibilité d'étendre l'obligation de mélange aux essences « Tourisme ».

Cette mesure est tout à fait logique et se justifie pleinement; elle a en outre l'avantage d'ouvrir à l'alcool stocké par l'Etat des possibilités d'écoulement quasi illimitées. Les résultats déjà obtenus autorisent tous les espoirs.

Un décret pris en octobre 1931 avait en effet déjà imposé l'addition obligatoire de 25 à 30 % d'alcool dans les essences poids lourds, et un autre décret de mars 1933 avait étendu la possibilité de ce mélange jusqu'à concurrence de 11 à 20 % d'alcool aux essences « Tourisme ». Immédiatement les quantités d'alcool livrées pour la carburation ont augmenté dans des proportions considérables. Voici d'ailleurs les chiffres pour 1933, en hectolitres :

janvier	76.000
février	65.000
mars	90.000
avril	159.000
mai	242.000
juin	260.000

C'est là évidemment un débouché considérable qui finira par absorber toute la production.

D'autant plus que l'emploi de ces mélanges n'entraîne aucune difficulté et que le carburant essence-alcool est un excellent carburant même pour l'automobile. Il offre, en outre, le très appréciable avantage d'entraîner une importante réduction de nos importations.

ANNEXE DE LA DEUXIEME PARTIE
Tableau d'ensemble résumant les obligations qui pèsent sur une exploitation : (Taxe au Rendement, Blocage, Distillation obligatoire)

Exploitations produisant (en hectolitres)				0 à 400	400 à 2.000	2.000 à 5.000	5.000 à 25.000	au-dessus de 25.000	Exonérations
I. Taxe au rendement (indépendante du chiffre de la production nationale).				Néant	A partir de 101 hl. à l'hectare	A partir de 81 hl. à l'hectare	A partir de 81 hl. à l'hectare	A partir de 51 hl. à l'hectare	1. Rendement inférieur de 50 % à la moyenne des trois dernières années. 2. Vins exportés. 3. Vins distillés. 4. Vins destinés à la fabrication des eaux de vie.
				Néant	Blocage prévisionnel 1/3		Blocage prévisionnel 1/2	Blocage prévisionnel 1/2	5. Vins ayant servi à la fabrication des moûts concentrés. 6. Vins bloqués.
				Néant	1. B.P. = 1/3 2. B. Définitif à fixer, mais ne pouvant dépasser : 33 %	1. B.P. = 1/3 2. B.D. = à fixer, mais ne pouvant dépasser 33 %	1. B.P. = 1/2 2. B. Définitif à fixer mais ne pouvant dépasser 33 %	1. B.P. = 1/2 2. B. Définitif à fixer mais ne pouvant dépasser 33 %	A. Blocage 1. Vins à appellations d'origine. 2. Producteurs qui ont eu l'année précédente un rendement à l'hectare inférieur à 20 hectolitres par suite des calamités ou de maladies.
II. Blocage et distillation obligatoire (variables avec le chiffre de la production nationale). Pour une récolte nationale (en hectolitres) de :				Néant	1. B.P. = 1/3 2. B.D. = à fixer, mais ne pouvant dépasser 33 %	1. B.P. = 1/3 2. B.D. = à fixer, mais ne pouvant dépasser 33 %	1. B.P. = 1/2 2. B.D. = à fixer mais ne pouvant dépasser 33 %	1. B.P. = 1/2 2. B.D. à fixer mais ne pouvant dépasser 33 %	3. Producteurs dont le rendement, inférieur à 101 hl. à l'hectare, aura diminué de 40 % par rapport au rendement moyen des trois années précédentes, si toutefois, il n'y a pas eu augmentation considérable des terrains plantés en vigne.
				Néant	3. Distillation	3. Distillation	3. Distillation	3. Distillation	B. Distillations Les producteurs dont la récolte a été inférieure de moitié à celle des trois dernières années.
				Néant	1. B.P. = 1/3 2. B.D. = à fixer, mais ne pouvant dépasser 33 %	1. B.P. = 1/3 2. B.D. = à fixer, mais ne pouvant dépasser 33 %	1. B.P. = 1/2 2. B.D. = à fixer mais ne pouvant dépasser 50 %	1. B.P. = 1/2 2. B.D. = à fixer, mais ne pouvant dépasser 50 %	
4. Plus de 84 millions.				Néant	3. Distillation	3. Distillation	3. Distillation	3. Distillation	

TROISIÈME PARTIE

LE STATUT DE LA VITICULTURE DEVANT LES FAITS

CHAPITRE PREMIER

NECESSITE DU STATUT

Les menaces et les conséquences désastreuses d'une crise qui s'accroissait d'année en année ont conduit le législateur à doter la production viticole d'un statut spécial, le statut que nous venons d'étudier. Il s'inspire de deux préoccupations principales : faire face à la surproduction en évitant l'extension des plantations, et en cherchant par des mesures appropriées à maintenir l'équilibre du marché ; et rechercher la qualité en éliminant du marché et de la consommation les vins douteux, anormaux, ou incomplets.

Quelle que soit la valeur propre des mesures votées et avant de rechercher si elles auront toute l'efficacité qu'en attendant leurs auteurs, il importe de souligner combien il était indispensable de doter la viticulture française d'un statut juridique qui lui soit propre.

Ce statut depuis longtemps réclamé était devenu d'une impérieuse nécessité, nécessité politique d'une part et d'autre part nécessité économique.

Section I

Nécessité politique

1. La question de l'Algérie : vins métropolitains et vins Algériens.

Un des effets les plus néfastes de la crise viticole avait

été de dresser les uns contre les autres viticulteurs métropolitains et viticulteurs algériens. Le conflit d'ailleurs est loin d'être terminé ; il est très grave et il n'est pas douteux que si l'on ne parvient pas à l'apaiser il pourrait un jour compromettre l'unité nationale.

L'origine de ce conflit est très simple ; c'est une opposition d'intérêts. A la base il faut placer un fait indiscutable : c'est le déséquilibre actuel entre une trop grosse production de vin et la capacité restreinte d'absorption de la consommation. Or il est certain que ce déséquilibre provient à peu près exclusivement de l'essor considérable pris ces dernières années par la production vinicole algérienne.

Il suffit pour s'en rendre compte de consulter la statistique et de laisser parler les chiffres. Ils nous montrent un développement rapide des plantations en Algérie au cours de ces dernières années, alors que la superficie plantée en vignes est restée à peu près au même niveau dans la France métropolitaine. Si on compare en effet les étendues de vignobles en 1928 et 1932, on trouve :

- a) Dans la Métropole : en 1928 : 1.373.000 hectares.
 en 1932 : 1.412.000 hectares.
 soit une augmentation de : 39.000 hectares.
- b) en Algérie :
 en 1928 : 211.000 hectares.
 en 1932 : 352.000 hectares.
 soit une augmentation de : 141.000 hectares.

Les conséquences de ce développement des plantations sont une augmentation considérable de la production de vin algérienne. Et si l'on rapproche les chiffres des récoltes globales de l'Algérie de 1920 à 1932, on fait les constatations suivantes : De 1920 à 1927, les trois départements de l'Algérie produisaient annuellement de 7 à 8 millions d'hectolitres.

A partir de 1927, les trois départements de l'Algérie ont produit :

En 1928 : 13.666.000
 En 1929 : 12.832.000
 En 1930 : 13.561.000
 En 1931 : 15.856.000
 En 1932 : 18.314.000
 soit, entre 1927 et 1932, une augmentation minimum de :
 10.314.000 hectolitres.

Pendant la même période, les récoltes ont donné, dans la France métropolitaine :

En 1920 : 56.000.000
 En 1928 : 57.890.000
 En 1929 : 62.901.000
 En 1930 : 42.011.000
 En 1931 : 57.057.000
 En 1932 : 47.634.000

Dans la métropole les récoltes restent donc à peu près au niveau des récoltes obtenues vers 1919, 1920, soit en moyenne : 55.000.000 hectolitres.

Or en totalisant les chiffres des deux récoltes métropolitaine et algérienne, on trouve annuellement :

de 1920 à 1927 : $55.000.000 + 8.000.000 = 63.000.000.000$
 actuellement : $55.000.000 + 18.000.000 = 73.000.000$

Etant donné que les résultats des récoltes métropolitaines sont restés sensiblement les mêmes, la seule responsable de l'augmentation de la production des vins est l'Algérie ; ce sont ses 18.000.000 actuels, au lieu des 8.000.000 de 1927 qui ont porté le chiffre de la production nationale à un total beaucoup trop élevé par rapport aux besoins de la consommation, et qui sont la cause de la surproduction.

Les viticulteurs métropolitains semblent donc être fondés à rejeter sur leurs collègues algériens la responsabilité de la crise, d'autant plus que l'Algérie ne peut consommer qu'une très faible quantité de sa production, environ 2 millions d'hectolitres ; tout le reste vient sur le marché métropolitain et pèse sur les cours. Leurs arguments pris dans la statistique ont la logique et la rigueur des chiffres et sont irréfutables.

La conclusion qui découle logiquement des constatations que nous venons de faire et que les producteurs métropolitains ne manquent pas de tirer, est la nécessité d'un « aménagement » du marché, qui ne serait autre qu'un partage des responsabilités.

Il serait injuste, en effet, disent-ils, que la viticulture métropolitaine supporte tout le poids des excès des plan-

tations et de la production algériennes. Il faut donc « aménager » le marché en prenant la même base d'estimation pour la France et pour l'Algérie : celle de la production moyenne des dix dernières années. Il ne s'agit pas d'un contingentement, mais d'une répartition équitable et proportionnelle. Ce n'est pas non plus un traitement différentiel sur le terrain économique entre la France et l'Algérie ; ce serait au contraire le rétablissement d'une véritable égalité.

Cette proposition d'aménagement du marché a été rejetée par le Parlement ; mais elle a fait couler beaucoup d'encre et donne encore lieu à des discussions passionnées. Il est certain que les Algériens ont une position très forte lorsqu'ils invoquent le « principe de l'Union douanière et du respect de l'égalité législative dans le cadre de l'Union nationale », lorsqu'ils rappellent que « les relations agricoles, commerciales, industrielles de la métropole et des trois départements algériens sont régis par la loi du 17 juillet 1867 », et que « l'Algérie au même titre que les autres provinces françaises, a le droit imprescriptible d'écouler sans entraves et sans restrictions sa production sur le marché national ». Cela n'est pas douteux, et nous croyons nous aussi à la nécessité de maintenir cette « égalité qui est la conséquence logique de l'unité politique, économique, législative et douanière qui régit l'ensemble des départements français de la Métropole et de l'Algérie »¹.

Cependant il nous faut bien tenir compte de « certaines réalités du problème algérien » que signale M. Germain Martin dans « *Le Petit Méridional* » du 25 juin 1933 : « Il n'est pas de notre volonté, écrit-il, de prononcer le moindre mot qui puisse provoquer une séparation entre les fils d'une même Patrie. Par contre il est de notre devoir de rappeler à l'opinion publique que le statut fiscal, l'application des lois sociales, sont bien différentes en Algérie et dans les départements français. L'affirmation de l'identité politique des droits devrait logiquement conclure à l'identité

1. Manifeste des « Délégations financières algériennes », paru dans *La Dépêche de Constantine* et publié par le *Petit Méridional* du 8 juin 1933, sous le titre : « Les revendications de la viticulture algérienne ».

des charges qui s'incorporent de façon massive dans les prix de revient du vin de France ».

Aussi bien il ne s'agit nullement de traiter les Algériens en « Français de deuxième zone » ni de porter atteinte à l'Egalité ou à l'Unité politique de la Métropole et de l'Algérie.

A notre avis, la question a été mal posée. Pourquoi, par exemple, au lieu de tenter un « aménagement » du marché dont la seule idée fait se cabrer les Algériens, ne rétablirait-on pas l'équilibre rompu à leur profit, en étendant à l'Algérie les charges dont elle est exempte et qui pèsent exclusivement sur l'ensemble de la production métropolitaine. Le Trésor y trouverait certainement des avantages ; l'Unité politique et l'Egalité économique en seraient considérablement renforcées.

Nous ne chercherons pas, d'ailleurs, à résoudre ce problème ; ce serait sortir du cadre de notre Etude. Nous avons voulu seulement en montrer la gravité, pour faire mieux saisir à quel point il est devenu d'une urgente nécessité de trouver une solution à la crise viticole.

2. *La politique intérieure.*

Nous ajouterons que cette solution est également une nécessité de politique intérieure.

La culture de la vigne occupe en effet, outre l'Algérie, 59 départements de la Métropole. Pour un certain nombre d'entre eux, ceux du midi Méditerranéen et du Sud-Ouest, elle forme la ressource la plus importante ; si cette ressource disparaît ou est atteinte, il en peut résulter de graves complications intérieures et l'expérience nous apprend que les désordres économiques finissent par engendrer souvent des désordres politiques.

Laisser se prolonger la crise actuelle, la laisser s'aggraver risquerait d'entraîner des troubles graves de nature à compromettre l'ordre public. Le souvenir des journées révolutionnaires de 1907 est encore présent à toutes les mémoires ; leur origine est précisément l'effondrement des prix dont nous souffrons aujourd'hui. Il est urgent de trouver un remède si l'on ne veut pas revoir l'émeute gronder dans nos

régions viticoles. Et la France a trop souffert et souffre trop encore des complications de toute sorte issues de la guerre, pour que Gouvernement et Parlement ne fassent pas tous leurs efforts pour lui éviter une nouvelle source de maux.

Section II

Nécessité économique

En cette matière le point de vue économique domine cependant le point de vue politique ; celui-ci n'est qu'une conséquence de celui-là. Il s'agit en effet d'un mal d'ordre économique.

1. Importance de la production viticole dans l'Economie Française.

Ce qu'il faut souligner dès l'abord, c'est que la ruine de la viticulture, si elle était consommée, aurait de très graves conséquences pour toute l'économie française et non pas seulement pour une catégorie de producteurs. Et ces conséquences, étant donné l'importance de la vigne dans notre pays, ne seraient pas exclusivement d'ordre économique, mais aussi d'ordre fiscal et social, conséquences nationales par conséquent.

La viticulture est en effet une des branches maîtresses de l'économie nationale ; elle occupe dans notre pays près de 1.700.000 familles et de 300 à 330.000 entreprises commerciales ; bon an mal an, elle enrichit le revenu national de 6 à 10 milliards et rapporte au Trésor 4 milliards environ. De plus elle se signale par une sensibilité extraordinaire telle qu'une baisse de 50 francs à l'hectolitre diminue de 3 milliards au moins le revenu national de l'année. Enfin par la répartition de ceux qui travaillent à la production du vin, par le coefficient de possession qu'elle manifeste, elle représente cette petite propriété dont la sauvegarde est une des conditions de notre prospérité économique.

Au surplus, la ruine de la viticulture n'atteindrait pas les seuls producteurs de vin. Elle atteindrait aussi l'ensemble

des autres producteurs pour lesquels ils représentent un merveilleux débouché : les autres cultivateurs, à qui ils demandent leurs bêtes [de trait et de boucherie, leurs céréales, leurs fourrages ; les industriels, à qui ils achètent leurs tracteurs et tout leur matériel agricole ; les commerçants, qui leur servent d'intermédiaires avec les autres branches de la production ; tous ceux enfin qui vivent du vin : distillateurs, négociants, transporteurs... etc...

Le consommateur lui-même ne manquerait pas d'en souffrir, puisque le vin, devenu plus rare parce que les viticulteurs seraient dans l'impossibilité de le produire, se vendrait cher, ce qui atteindrait le plus grand nombre de français, dont il est la boisson préférée.

Toute l'économie nationale se trouve donc intéressée au sort de la viticulture ; et nous ne faisons pas état des terres laissées en friche, où la nature du sol et le climat interdisent d'autres cultures que la vigne, du nombre des paysans venant grossir les rangs des chômeurs, et de bien d'autres conséquences dont la perspective assombrit l'avenir.

2. Les maux dont souffre la viticulture.

Les maux dont souffre la viticulture, nous les connaissons déjà pour avoir eu souvent l'occasion, depuis le début de ce travail, d'en parler. Rappelons-les brièvement :

a) C'est d'abord l'augmentation sensible des plantations à grand rendement, et, conséquence inévitable, la surproduction. Nous en avons traité à la section précédente en donnant des chiffres précis montrant à la fois cette augmentation de vignoble et cette surproduction.

b) C'est ensuite la sous-consommation.

Il n'est pas douteux que depuis la Guerre une désaffection s'est produite chez le consommateur à l'égard du vin. Peut-être faut-il en chercher la raison dans le prix de plus en plus élevé de ce produit ; peut-être aussi dans une diminution de sa qualité. Quelles qu'en soient les raisons, le fait est là : il se consomme aujourd'hui en France beaucoup moins de vin qu'il ne s'en consommait autrefois. Et c'est d'autant plus regrettable que cette sous-consommation, se développant parallèlement à la surproduction, aggrave encore une situation déjà difficile.

c) Et la conséquence de tout cela, c'est le déséquilibre du marché toujours sous la menace d'une bonne récolte, d'un surcroît de production que ne peut absorber la consommation, à la merci des circonstances atmosphériques, déséquilibre né du manque d'harmonie entre l'offre et la demande de vin. De cette instabilité du marché vient le marasme profond dans lequel se trouve notre viticulture ; ce marasme s'est traduit par un effondrement des cours dont il n'y avait pas eu d'exemple depuis les années tragiques 1905-1907, et qui a eu pour conséquence inévitable la crise actuelle, d'une violence inouïe, et qu'il s'agit d'arrêter et de guérir.

Mais précisément le statut de la viticulture, tel qu'il a été voté, tel qu'il est actuellement, apporte-t-il ce remède indispensable et sera-t-il vraiment efficace ?

CHAPITRE II

VALEUR JURIDIQUE ET ECONOMIQUE DU STATUT

Section I^{re}

But du statut

Avant de nous demander quelle est la « valeur » de l'actuel statut de la viticulture, il importe de préciser son but. Car, il est évident que la valeur est quelque chose de relatif et qu'un texte quelconque n'a pas de valeur « en soi », mais seulement par rapport au but poursuivi, en matière économique surtout. Il nous faut donc rappeler les « fins » pour lesquelles a été créé ce Statut : sa valeur se mesurera aux chances qu'il peut avoir de réaliser ces fins.

Le but du statut de la viticulture, nous l'avons indiqué dès le début, dans notre Introduction, et dans l'étude que nous avons faite de chacune des lois qui le composent. Il ne peut donc s'agir ici que d'un court rappel.

1. Il fallait d'abord écarter de la consommation de bouche les mauvais vins, fruits d'une méthode de culture visant à la quantité aux dépens de la qualité. Il faut reconnaître, en effet, qu'au lendemain de la Guerre, sous le coup de fouet des hauts prix, le choix des procédés culturaux et des méthodes de vinification a été orienté vers une production plus intensive. Cette surproduction s'est réalisée au dépens de la qualité. Il fallait donc discipliner la production en vue d'une amélioration de la qualité, et pour

cela, fixer un degré minimum par région, degré minimum qui serait exigé de tout vin mis en circulation en vue de la vente. Indirectement on aboutirait ainsi à alléger le marché d'une certaine quantité de mauvais vins qui pèsent sur les cours.

2. Le second problème à résoudre était celui des débouchés. Il fallait de nouveaux débouchés pour le vin. Et justement une industrie récente les offrait : celles des moûts concentrés, aux applications multiples, qu'il fallait réglementer pour lui donner tout le développement désirable et lui permettre d'absorber la plus grande quantité possible de vin.

3. Mais il n'aurait servi de rien de lutter contre la surproduction, si on laissait s'étendre indéfiniment l'aire de la vigne. Les quantités de vin retirées du marché par des procédés appropriés et notamment par l'élimination des vins de mauvaise qualité, auraient été automatiquement remplacées et compensées par un volume de plus en plus important d'hectolitres provenant des surfaces nouvellement plantées en vignobles. Sans un arrêt des plantations, le problème posé par la surproduction devenait insoluble.

Tels étaient donc les buts essentiels du statut ; il nous reste à nous rendre compte dans quelle mesure les dispositions actuelles vont pouvoir les remplir.

Section II

Valeur juridique

Il est certain d'abord qu'au point de vue juridique, le Statut actuel de la viticulture est la négation même des principes sur lesquels repose tout notre droit français : le principe de la liberté individuelle et le principe du droit de propriété.

Empêcher un propriétaire de cultiver sa terre comme il l'entend, en supprimant ou même en réglementant l'arrosage, en lui interdisant certaines cultures, en le pénalisant s'il en obtient un trop grand rendement ; l'empêcher ensuite

de disposer des produits de son exploitation comme bon lui semble, l'obliger à en conserver une partie au risque de la perdre, et d'en livrer une autre à l'Etat pour un prix très inférieur à celui qu'il en retirerait sur le marché, lui imposer toutes ces interdictions et ces entraves qu'aucune raison d'ordre public ne justifie, c'est porter une grave atteinte à sa liberté individuelle et à son droit de propriété.

C'est aussi faire un grand pas vers la suppression de cette propriété, car si on continue dans cette voie fâcheuse, on finira de proche en proche, d'interdiction en interdiction, par priver le producteur de tous ses droits de propriétaire ; de là à le priver de la propriété elle-même, il n'y a qu'un pas !

« La loi que vous proposez, disait fort bien M. Louis Guichard à la Chambre des Députés, le 24 juin 1931 ¹, au cours de la discussion de la loi du 4 juillet 1931, dont celle du 8 juillet 1933 n'a fait, à ce point de vue, qu'aggraver les tendances, la loi que vous proposez est du pur collectivisme... Car elle est la négation même de la propriété individuelle, car le jour où le propriétaire, considéré comme le gérant de son bien en vue de l'utilité sociale, n'a plus l'entière faculté d'en disposer librement pour lui faire produire le rendement maximum, tel du moins que son désir d'un profit légitime et sa crainte d'une responsabilité pécuniaire personnelle le lui font concevoir, le jour où l'Etat pour une raison ou pour une autre lui interdit telle production, et l'oblige à telle autre, ce jour-là cette intervention de l'Etat peut paraître anodine, peut sembler justifiée par les circonstances, mais elle n'en est pas moins des plus graves par elle-même ».

Cela n'est pas douteux.

Je sais bien que les promoteurs du statut, ceux qui ont proposé ces mesures attentatoires au droit de propriété, prétendent seulement en réprimer les abus ; selon eux le texte ne toucherait en rien au *jus utendi* qui reste intact, mais interdirait seulement le *jus abutendi*, le droit de chacun s'arrêtant à l'instant où son exercice nuit au droit du voisin.

Que ces mesures soient contraires au droit de propriété,

1. J.O., Débats parlementaires, 25 juin 1931.

à son libre exercice, soit, disent-ils, nous le reconnaissons. Elles ne s'en justifient pas moins par le fait qu'elles sont nécessaires, qu'elles sauvegardent l'intérêt de tous, l'intérêt général, et l'intérêt général prime l'intérêt particulier et exige qu'on lui sacrifie un peu du droit de chacun. C'est une question de vie ou de mort pour toute l'économie nationale ; il n'y avait donc pas à hésiter : *Dura lex, sed lex* !

A notre avis, c'est là un pur sophisme. Car il faudrait commencer précisément par démontrer que l'intérêt général exige ces mesures, qu'elles seules pourront le sauvegarder et dénouer la crise viticole. Et rien n'est moins certain. Bien au contraire, il nous paraît — pour les raisons que nous allons rappeler brièvement — que le nouveau statut de la viticulture, dans sa partie la plus importante, ne peut avoir qu'une efficacité très réduite et ne légitimant nullement les sacrifices considérables imposés aux particuliers.

Section III

Valeur économique

A. — *Efficacité de la réglementation proprement « vinicole ».*

S'il est une partie du statut de la viticulture qui ait une valeur économique réelle, c'est bien celle qui a trait à la réglementation du vin, à la protection de sa pureté et de son intégrité.

L'organisation française tendant à prévenir la fraude sur le vin, la falsification de ce produit, et, le cas échéant, à la réprimer, est, sans conteste, l'une des plus efficaces qui existent chez les nations viticoles.

Aussi peut-on dire que, dès l'instant où il est admis dans la circulation, et mis en vente, la pureté et la salubrité du vin de France doivent être mises hors de doute, et donnent toutes garanties au consommateur.

Et la loi du 1^{er} janvier 1930, qui est venue compléter l'ensemble de notre législation contre la fraude est certainement une des meilleures lois que nous ait données le Parlement, la

meilleure loi qui ait été faite pour enrayer la mévente, remédier dans la mesure du possible à la crise du vin et développer la vente. Elle est essentiellement économique, ne renferme aucune mesure fiscale ou restrictive blessante et empêche dans une proportion importante la circulation des vins à bas degré dits « anormaux ».

La réglementation des appellations d'origine doit également être approuvée, et nous croyons avoir établi que grâce à elle, lorsqu'un vin est vendu sous un grand nom, il est bien le produit authentique du crû désigné.

L'ensemble de ces mesures doit donc donner un maximum d'efficacité et on ne peut qu'en féliciter le législateur.

B. Faiblesse des mesures réglementant la production

Il n'en est pas de même de la loi du 4 juillet 1931 et de celle du 8 juillet 1933, celles justement auxquelles on a donné plus spécialement le nom de « Statut de la Viticulture ».

La première des deux a d'ailleurs donné déjà la mesure de son inefficacité ; en application depuis plus de deux ans, elle n'a apporté aucun soulagement à la crise viticole ; bien au contraire elle l'a plutôt aggravée et a eu des conséquences déplorables pour la viticulture tout entière.

Quant à la seconde, si elle apporte quelques modifications à la précédente, elle en a repris les données essentielles, celles justement sur lesquelles on avait fondé le plus d'espoir et qui ont causé le plus de désillusions. Il est bien à craindre qu'elle ne subisse le même sort.

Le projet initial présenté par le Gouvernement dans les deux cas, en 1931 et en 1933, aurait pu, il est juste de le noter, donner un résultat. Mais il a été tellement affaibli par la discussion parlementaire, par le jeu des amendements dictés par tout autre chose que le souci de l'intérêt général et bien plutôt par des considérations de politique électorale, qu'il en est sorti vidé de toute sa substance ; c'est un texte sans force qui a été finalement voté, un véritable « monstre » au point de vue économique.

Nous avons dit ce qu'il fallait penser des redevances ;

étant donné leurs modalités, elles ne peuvent guère aboutir qu'à la perception d'un impôt supplémentaire sur la moyenne et la grande propriété, sans aucune utilité pour la viticulture, puisque les « assujettis » ne sont que 20.000 environ, ne produisant, à eux tous, guère plus de 17 millions d'hectolitres.

La suppression des arrosages, à partir du 15 juillet, véritable « hérésie » technique, ne peut que compromettre la culture de la vigne dans certaines régions trop sèches, en défendant, sous un prétexte insoutenable, l'emploi du seul moyen propre à lui fournir l'eau nécessaire au développement normal de la plante.

Quant à l'interdiction des plantations nouvelles, il est trop tard pour qu'elle ait un effet bienfaisant sur la production. Cette mesure, si elle avait été prise il y a quelques années, aurait pu avoir quelque efficacité : elle aurait empêché l'énorme extension de l'aire viticole de ces derniers temps, et nous n'en serions peut-être pas aujourd'hui à déplorer une surproduction ruineuse qu'il est impossible de réduire. Mais au moment où la mesure aurait été utile, des considérations électorales traduisant des intérêts particuliers, ceux notamment des producteurs de plants, en ont empêché le vote. Maintenant, nous le répétons, il est trop tard, beaucoup trop tard. Et si on voulait prendre une mesure vraiment efficace, dans le même ordre d'idées, ce ne serait pas une interdiction de planter qu'il faudrait porter, mais c'est l'arrachage des vignes mises en culture depuis trois ou quatre ans qu'il faudrait ordonner. Et cela n'est pas possible pour de nombreuses raisons.

La seule condition pour que le blocage put exercer sur le marché l'effet bienfaisant que l'on attend de lui aurait été qu'il atteigne toute la production dans son ensemble, et non pas seulement la récolte des moyennes et des grandes propriétés. Il ne se comprendrait que s'il frappait tous les producteurs. Tel qu'il a été établi, nous l'avons montré, il n'agit que sur un nombre d'hectolitres beaucoup trop petit par rapport au chiffre total de la production. Citons ici quelques chiffres :

La Commission interministérielle de la viticulture a es-

timé que, sinon en 1933 du moins d'ici deux ou trois ans, les ressources en année moyenne seraient d'environ 83 millions, alors que la consommation taxée et non taxée ne dépasse pas 65 millions. Il reste donc un excédent de 18 millions d'hectolitres, chiffre qui pourrait être majoré de 10 à 12 millions en cas de fortes récoltes. Or, le blocage n'atteint pas la totalité de la production à cause des exonérations consenties, et les statistiques auxquelles a donné lieu la récolte de 1931 indiquent que 40 millions d'hectolitres environ, en année moyenne, échappent au blocage.

Il reste donc 43 millions susceptibles d'être bloqués. Si d'autre part on tient compte que le blocage est progressif et que son taux maximum est de 33 %, il sera difficile de dépasser dans l'ensemble un taux de 25 %. Une courte opération indique donc que 11 millions d'hectolitres seulement seraient bloqués. L'excédent de récolte étant de 18 millions, le blocage le plus rigoureux laissera donc subsister, sur le marché, environ 9 millions d'hectolitres de plus que la quantité nécessaire à la consommation ; soit un stock largement suffisant pour interdire tout relèvement des cours.

Le blocage tel qu'il a été prévu par la loi du 8 juillet 1933 ne peut donc donner que des mécomptes et sera tout aussi inopérant que la loi du 4 juillet 1931.

Que dire de la « Distillation obligatoire » ? Elle tombe sous le coup des mêmes critiques que le blocage. En admettant qu'elle parvienne à résorber tout le vin bloqué, elle laissera toujours sur le marché un excédent de 9 millions d'hectolitres de vin, en année de récolte moyenne. Que sera-ce dans les années de grosse récolte !

Comme le blocage, cette mesure ne pourrait atteindre son but que si elle pesait rigoureusement et également sur tous les récoltants quel que soit le chiffre de leur production annuelle et sans abattement à la base. Si elle ordonnait, par exemple, la distillation d'un pourcentage donné de la récolte de chaque exploitation, pourcentage variant avec le chiffre de la récolte nationale, avec un minimum de 2 % pour faire, en toute hypothèse, disparaître tous les vins de lies et de surpressurage et tous les mélanges, elle aurait pour

conséquence de retirer de la circulation une quantité de vins vraiment adéquate et de rétablir un équilibre compromis. Telle qu'elle a été votée, il est impossible d'en attendre des résultats satisfaisants.

Il résulte de ces observations que l'ensemble du statut de la viticulture, du moins en ce qu'il régit la production, porte en lui-même les causes de sa faiblesse. Et c'est pour cette raison qu'il nous paraît voué à l'échec.

C. Causes extrinsèques d'échec.

D'autant plus qu'à ces causes intrinsèques d'échec, que nous venons de rappeler, s'en ajoutent d'autres : ces causes extrinsèques, qui tiennent à l'ensemble de notre législation fiscale et douanière.

1. La politique douanière.

La politique douanière est une de ces causes, la lamentable politique douanière qui est celle de la France depuis la seconde moitié du XIX^e siècle.

Remarquons-le, d'ailleurs, cette politique douanière est une cause de ruine pour l'ensemble de notre agriculture, et non pas seulement pour la viticulture. L'agriculture est complètement sacrifiée et sert de monnaie d'échange dans tous les traités de commerce que nous passons avec les nations étrangères. Sous le prétexte de faciliter l'exportation de nos produits industriels, nous laissons les produits agricoles étrangers envahir nos marchés intérieurs et y venir concurrencer avec succès les propres produits de notre sol. Nous entendons bien que pour obtenir des tarifs de faveur dans les pays concurrents il faille leur donner certaines compensations ; mais de là à sacrifier à peu près complètement nos paysans et les ressources de notre sol, il y a loin, d'autant plus que la France est une nation encore plus agricole, qu'industrielle, que l'agriculture est à la base de sa richesse, et qu'à tout prendre elle fournit le meilleur et le plus important débouché pour notre industrie.

En ce qui concerne le vin particulièrement il nous paraît inadmissible et intolérable, que l'on laisse pénétrer à l'intérieur de nos frontières des vins étrangers, alors que nous

produisons nous-mêmes trop de vin pour les besoins de notre consommation. Il nous paraît encore plus intolérable que les vins étrangers, italiens et espagnols notamment, ne paient à leur entrée en France qu'un droit de 84 francs par hectolitre alors que nos vins paient aux frontières des autres pays, de l'Italie et de l'Espagne en particulier, un droit beaucoup plus élevé. Car il est bien évident que ces vins étrangers ne peuvent qu'aggraver la crise viticole.

2. La fiscalité et les transports.

La fiscalité excessive dont souffre toute l'économie française et la cherté des transports, qui en est la conséquence, sont également un des éléments de la crise viticole en tant qu'ils sont une des causes les plus importantes de sous-consommation. « Le prix double, triple, quadruple quelquefois constaté entre la production et la consommation, disait à la Chambre le 17 juin 1932, le Président de la Commission des Boissons, provient de ce que sur les vins pèsent des charges que ne connaissent pas les autres produits agricoles : le droit de circulation à 15 francs par hectolitre, auquel s'ajoute la taxe à la production de 5,50, le prix de transport parce que la plupart des régions de grosse production sont éloignées des grands centres de production. « Lorsque j'aurai dit à la Chambre qu'il est établi par le Syndicat national des vins que, de la production à la consommation, les charges du vin sont de 100 à 110 francs l'hectolitre, on connaîtra une autre raison du prix élevé du vin à la vente au détail : 1 franc par litre n'est-ce pas déjà excessif ? »

Il est évident que de telles charges mettent l'hectolitre de vin à un prix beaucoup trop élevé pour certaines bourses. Combien d'ouvriers des villes boiraient du vin s'il était moins cher, qui n'en boivent pas actuellement ! Abaisser les prix de transport et les impôts augmenterait la consommation et atténuerait par conséquent la crise.

Est-ce à dire que tout soit essentiellement mauvais dans le statut actuel de la viticulture, et que notamment les dispositions de la loi du 8 juillet 1933 n'aient aucun effet et seront même funestes à la viticulture ?

Nous ne le pensons pas. Nous croyons au contraire que bien qu'imparfaites et très faibles, ces dispositions sont cependant de nature à améliorer la situation actuelle. Bon an, mal an, elles auront pour effet de retirer quelques millions d'hectolitres de vins qui pèseront en moins sur le marché.

Elles sont pourtant fort loin d'être suffisantes, et nous persistons à penser que les avantages que peut donner le Statut sont hors de toute proportion avec les restrictions rigoureuses, ressemblant à des spoliations, qu'il édicte contre une certaine catégorie de viticulteurs.

CHAPITRE III

LA MENACE ACTUELLE

Il nous paraît nécessaire avant de terminer notre étude de consacrer un dernier chapitre à examiner les raisons pour lesquelles, loin de s'améliorer et de se terminer à la satisfaction générale, la crise dont souffre notre viticulture nous semble devoir s'aggraver dans un proche avenir. Et il est bien certain que les mesures jusqu'ici adoptées pour protéger notre production viticole, qui ne peuvent qu'être inopérantes pour résoudre la crise telle qu'elle sévit actuellement, sont à plus forte raison bien incapables d'empêcher cette aggravation et d'arrêter notre vignoble sur la pente de la ruine. Cette aggravation, notons-le, n'est pas pure hypothèse : la menace en est présente devant les yeux de quiconque consulte les statistiques.

Section I^{re}

Production métropolitaine et production algérienne.

Nous avons déjà noté les chiffres qui représentent le total de la production de vin actuelle de la Métropole et de l'Algérie : il est d'environ 73 millions d'hectolitres, dont 55 millions pour la Métropole et 18 millions pour l'Algérie. La consommation absorbant environ 65 millions, l'excédent de récolte se solde dès maintenant à 8 millions d'hectolitres qui sont les responsables directs de la crise. Ces chiffres

sont ceux d'une année de récolte moyenne; en cas de bonne récolte, et encore plus en cas de grosse récolte, il faut prévoir un excédent beaucoup plus élevé.

La loi du 4 juillet 1931 n'avait pu empêcher cette situation et c'est pour cette raison que le Parlement a été dans l'obligation de la modifier. Mais la nouvelle loi n'apporte aucune innovation : elle se borne à reprendre, avec de légères retouches, le texte ancien, du moins dans ses parties les plus importantes; elle porte des interdictions pour l'avenir, mais nous n'y trouvons aucune disposition nouvelle pour pallier aux errements du passé.

Or, il se trouve que ces errements du passé n'ont pas encore donné tous leurs fruits; et c'est précisément demain qu'ils les donneront, dans un avenir très proche. Toutes les plantations nouvelles de ces dernières années n'ont pas encore atteint leur plein rendement; elles vont l'atteindre dans les deux ou trois prochaines années; et il faut prévoir alors des récoltes moyennes d'au moins 82 millions d'hectolitres, au lieu des 73 actuels.

Si le vignoble métropolitain, en effet, n'a guère augmenté depuis la loi du 4 juillet 1931, il n'en est pas de même du vignoble algérien; et alors que la superficie en production atteignait 352.000 hectares en 1932, on ne peut guère évaluer à moins de 150.000 hectares la surface des vignes qui n'ayant pas encore donné de vin, vont entrer sous peu en production. Le vignoble algérien se trouvera porté à 500.000 hectares environ. Etant donné que l'Algérie, avec 221.800 hectares a produit en 1928 : 13.667.000 hectolitres, et qu'au cours de ces dernières années, en raison de l'accélération des plantations, le rendement à l'hectare a été réduit par la forte proportion des vignes jeunes, il faut admettre que le rendement minimum moyen atteindra dans très peu de temps 27 millions d'hectolitres. Ces 27 millions, ajoutés aux 55 millions de la Métropole, donnent bien un total de 82 millions d'hectolitres, et ce chiffre sera bientôt celui des sources de la France en année moyenne.

C'est donc à bref délai une augmentation considérable de notre production, une augmentation de l'ordre de 9 millions d'hectolitres, qu'il faut prévoir. Mais, par voie de consé-

quences c'est aussi une aggravation considérable de la crise, puisque ces nouveaux 9 millions s'ajoutant aux 8 millions de l'excédent actuel, porteront ce dernier à 17 millions d'hectolitres au minimum. Le stock pesant sur les cours se trouvera renforcé d'autant, ce qui entraînera, corollaire inéluctable, une baisse des prix encore plus forte, et un nouveau pas vers la ruine.

Section II

Resserrement du marché et fermeture des débouchés

Si encore on pouvait espérer pouvoir écouler ce trop plein de production sur les marchés étrangers ! Mais hélas ! les autres pays du monde ont suivi une marche parallèle dans la voie de l'exagération des plantations et de la surproduction, de telle sorte qu'ils sont tout aussi saturés de vin que nous-mêmes.

L'Office International de la Viticulture donne sur ce point des chiffres vraiment impressionnants. Il en résulte, en ce qui concerne l'importance des plantations que l'on a planté dans le monde depuis 1900, un supplément de 489.000 hectares de vignes, dont 116.000 en Afrique, 127.000 en Amérique du Sud et en Australie, et 246.000 en Europe.

Les chiffres donnant les rendements sont aussi effrayants : en 1929 on produisait en Europe une moyenne de 25 hectolitres à l'hectare contre 19 en 1919 ; en Afrique 50 contre 35 ; en Afrique du Sud 46 contre 37 ; en Australie 18 contre 10.

Et la production des vins dans le monde, qui était en moyenne de 1900 à 1910 de 150.000.000 d'hectolitres par an, est passée aujourd'hui à 185.000.000 ; soit une augmentation annuelle de 35 millions d'hectolitres.

Comme pour aggraver encore la situation, à mesure que la production augmente, la consommation diminue. Ainsi, en Autriche, on consommait 1.127.000 hectolitres en 1920, contre 916.000 aujourd'hui ; au Danemark 44.000 contre

38.000 ; en Hongrie 2 millions 969.000 contre 2.086.000. Et c'est la même chose pour tous les pays ; partout la consommation du vin diminue dans le même temps que la production augmente.

Là est justement le nœud et la cause de la crise ; le monde produit annuellement 35 millions d'hectolitres de plus tandis que la consommation des treize grands pays consommateurs a diminué de 165 millions d'hectolitres. Autrement dit chaque année il y a un excédent de production de 200 millions d'hectolitres qui chargent le marché mondial et qu'il faut résorber.

Il est bien évident dans ces conditions que nous ne pouvons pas espérer exporter à l'Etranger le trop-plein de notre production : tous les marchés se resserrent et se referment.

Cette situation s'est d'ailleurs traduite déjà par une diminution sensible de nos exportations qui sont passées de 2 millions d'hectolitres annuels pour la période de 1900 à 1910, à 1.300.000 en 1929, à 1 million en 1930, et à 800.000 hectolitres seulement en 1932.

Il nous faut donc nous replier sur nous-mêmes et trouver à l'intérieur même de notre pays le moyen d'équilibrer notre production et notre consommation et de résoudre la crise.

Section III

Besoin urgent d'un remède

Ce remède, il ne faut pas compter sur la loi du 8 juillet 1933 pour nous le fournir. Nous avons dit pourquoi, devant la gravité de la situation, cette loi et l'ensemble des dispositions du Statut de la Viticulture, s'ils peuvent apporter une amélioration passagère, seront, à notre avis, inefficaces.

Nous croyons que le législateur s'est trompé et a pris une mauvaise direction, dans la deuxième partie du statut notamment, celle visant la production. Il est sorti de ce que nous pourrions appeler la « technique professionnelle » et

il n'a pas hésité à introduire dans notre législation économique des principes nouveaux d'« économie dirigée » étatisée et socialisante.

C'est ainsi que les nouvelles dispositions concernant la distillation obligatoire sont un acheminement direct vers le « Monopole des Alcools » et un grand pas a été fait dans ce sens.

Là est l'erreur, croyons-nous ; les producteurs feront les frais de la nouvelle expérience ; ils n'en tireront aucun avantage ; bien au contraire, ils y trouveront un surcroît de maux.

Il faut pourtant que des mesures vraiment efficaces soient prises dans le plus bref délai ; il faut que l'actuel « Statut de la Viticulture » soit remanié et remplacé par un texte plus en rapport avec la situation ; c'est de toute nécessité, et il y va du salut de la Viticulture française.

CONCLUSION

Le Statut juridique de la Viticulture française que nous venons d'exposer, fruit d'un long travail parlementaire, se présente donc, comme un ensemble de textes de très inégale valeur.

Quel que soit le sort que lui feront les événements — et nous n'avons pas caché notre pessimisme — il est une partie qui est destinée à durer et qui restera comme un exemple de réglementation précise, voire minutieuse, et merveilleusement adaptée à son objet : c'est l'ensemble des dispositions tendant au maintien de la pureté du vin et à la protection de ce produit contre la fraude et les falsifications de toute nature.

Quant aux textes destinés à combattre la surproduction et l'extension de l'aire de la vigne, nous avons montré leur inefficacité. Ils sont destinés à être bientôt dépassés par les événements, en admettant qu'ils ne le soient pas déjà ; leur existence ne peut qu'être éphémère et il ne se passera pas de longs mois avant que le Parlement ne se voie contraint, sous l'empire d'une nécessité pressante, d'élaborer un nouveau statut plus en rapport avec la gravité de la situation.

Arrivé au terme de notre étude, il nous paraît utile d'indiquer les principes qui, à notre avis, doivent être mis à la base d'une bonne législation viticole, et qui conditionnent sa valeur ; c'est, croyons-nous, la meilleure conclusion que nous puissions donner à notre travail :

1. Interdiction aux vins étrangers de pénétrer sur toute l'étendue de notre territoire métropolitain et colonial,

soit par une prohibition absolue soit par des tarifs douaniers équivalant à la prohibition. Il est, en effet, du plus pur illogisme de permettre l'entrée de ces vins étrangers à l'intérieur de nos frontières alors que les besoins de notre consommation ne suffisent pas à absorber nos propres récoltes.

2. Mesures destinées à provoquer la création de nouveaux produits de la vigne et à en assurer l'écoulement :

a) Les raisins de table d'abord ; nous en produisons actuellement des quantités dérisoires pour un pays qui est le pays viticole le plus important du monde, et qui devrait donc être aussi le plus gros producteur de raisins de table : en 1930, 928.000 quintaux ; en 1931, 1.201.000 quintaux ; en 1932, 722.000 quintaux.

Nous en avons pourtant d'admirables variétés : le Chasselas, les Madeleine, les Muscats, les Cinsauts, les Gros-Vert, la Clairette, le Nonay, etc... Il faut en favoriser la consommation et notamment aider le mouvement qui se dessine dans ce sens avec la création, sur des points du territoire particulièrement choisis, de « stations uvaies ».

b) Il y a en outre les moûts concentrés, les jus et confitures de raisins, dont sont particulièrement friands les habitants de l'Afrique du Nord, les vins sans alcool, à répandre notamment chez nos populations musulmanes à qui leur religion interdit l'usage du vin alcoolisé.

3. Réduction des impôts pesant sur les vins et sur les transports, et production à des prix raisonnables de vins de qualité : cela nous permettrait d'envisager un développement considérable de la consommation, et nous écoulons certainement plus de 80 millions d'hectolitres de vin en France et aux Colonies si le prix en était accessible à tous.

4. Surtout, défense rigoureuse non seulement des produits nouveaux de la vigne, mais aussi de tous les produits de notre agriculture : céréales, primeurs, fruits, légumes, olives, tabacs, oranges, mandarines, etc... dans le double but de freiner les plantations de vignes et de permettre à

nos régions viticoles d'échapper aux inconvénients de la monoculture.

Toutes les productions agricoles sont, en effet solidaires ; les défendre toutes c'est maintenir sur notre sol l'équilibre des productions et des cultures.

« A l'origine des maux qui désolent notre viticulture, écrivait récemment, avec raison, M. Firmin Baconnier, dans *La Production française*, il y a la politique libre-échangiste, instituée par Napoléon III en 1860, qui a tué ou à peu près les productions et les cultures qui avaient fait la fortune du Languedoc et de la Provence ; l'élevage des moutons à laine et du ver à soie ; la culture de l'olivier, du mûrier, du chanvre, etc.

« Languedociens, Provençaux, Roussillonnais, ont bien essayé de remplacer ces productions et ces cultures par celles des fruits, des légumes, des primeurs. Mais les Pouvoirs publics ont conclu avec l'Etranger des Traités de commerce qui accordent à des pays, comme l'Espagne, l'Italie, l'Egypte, le monopole de fait de la fourniture en France des fruits, des légumes, des primeurs. Pratiquement le Languedoc, le Roussillon, la Provence, ont été empêchés de tirer partie des productions autres que la vigne, que leur sol peut donner ; et voilà comment ils ont été conduits à faire principalement, et, dans certaines régions, exclusivement, de la vigne ».

Il faut donc faire une politique de défense agricole et viticole qui mette nos viticulteurs de la Métropole et de l'Afrique du Nord en situation de tirer parti non seulement de la vigne, mais aussi de toutes les autres ressources que leur sol peut donner.

Les plantations algériennes s'arrêteront, la crise viticole elle-même s'adoucira considérablement et finira par disparaître si nous donnons à notre Afrique du Nord la possibilité de nous ravitailler en citrons, oranges, mandarines et tabacs notamment, et à nos viticulteurs métropolitains la possibilité de vendre à un prix rémunérateur leurs fruits, leurs primeurs, leurs olives et leurs légumes.

Tels sont les principes dont devrait s'inspirer, à notre avis, le législateur. Eux seuls permettraient de remédier à

la crise d'une manière vraiment efficace, et, en sauvant d'une ruine irrémédiable notre Viticulture, de lui donner, ainsi qu'à toute notre Agriculture, un Statut permanent et souple qui pourrait cette fois être définitif.

Vu le Doyen,
Edgard ALLIX.

Vu le Président,
William OUALID.

Vu et permis d'imprimer
le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

APPENDICE

TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES

I. LOI DU 6 MAI 1919

relative à la protection des appellations d'origine
(J.O., 8 mai 1919)

Actions civiles

Article premier. — Toute personne qui prétendra qu'une appellation d'origine est appliquée à son préjudice direct ou indirect et contre son droit à un produit naturel ou fabriqué et contrairement à l'origine de ce produit, ou à des usages locaux, loyaux et constants, aura une action en justice pour faire interdire l'usage de cette appellation.

La même action appartiendra aux Syndicats et Associations régulièrement constitués depuis six mois au moins, quant aux droits qu'ils ont pour objet de défendre.

Art. 2. — L'action sera portée devant le Tribunal civil du lieu d'origine du produit dont l'appellation est contestée. La demande sera dispensée du préliminaire de conciliation et instruite et jugée comme en matière sommaire.

Art. 3. — Dans la huitaine de l'assignation, le demandeur devra faire insérer dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement de son domicile, et aussi dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement du Tribunal saisi, une note succincte indiquant ses nom, prénoms, profession et domicile, les nom, prénoms, domicile de son avoué, ceux du défendeur, de l'avoué de celui-ci s'il a été constitué, et l'objet de la demande.

Les débats ne pourront commencer que quinze jours après la publication de la note prévue au paragraphe précédent.

Art. 4. — Toute personne, tout syndicat et association remplissant les conditions de durée et d'intérêt prévues à l'article premier pourra intervenir dans l'instance.

Art. 5. — Dans la huitaine de la notification de l'acte d'appel,

l'appelant ou les appelants devront faire les insertions prévues à l'art. 3 de la présente loi.

Les débats ne pourront commencer devant la Cour que quinze jours après ces insertions.

Art. 6. — Les arrêts de la Cour d'appel pourront être déférés en Cour de cassation.

En cas de pourvoi devant la Cour de cassation, celle-ci sera compétente pour apprécier si les usages invoqués pour l'emploi d'une appellation d'origine possèdent tous les caractères légaux exigés par l'article premier.

Le pourvoi sera suspensif.

Art. 7. — Les jugements ou arrêts définitifs décideront à l'égard de tous les habitants et propriétaires de la même commune ou, le cas échéant, d'une partie de la même commune.

Actions correctionnelles

Art. 8. — Quiconque aura soit apposé, soit fait apparaître, par addition, retranchement ou par altération quelconque, sur des produits naturels ou fabriqués, mis en vente ou destinés à être mis en vente des appellations d'origine qu'il savait inexacts sera puni d'un emprisonnement de trois mois au moins, d'un an au plus, et d'une amende de cent à deux mille francs (100 à 2.000 francs) ou de l'une de ces deux peines seulement.

Le Tribunal, pourra en outre, ordonner l'affichage du jugement dans les lieux qu'il désignera et son insertion intégrale ou par extrait dans les journaux qu'il indiquera, le tout aux frais du condamné.

Quiconque aura vendu, mis en vente ou en circulation, des produits naturels ou fabriqués portant une appellation d'origine, qu'il savait inexacte, sera puni des mêmes peines.

Art. 9. — Toute personne qui se prétendra lésée par le délit prévu à l'article précédent, tout syndicat ou association réunissant les conditions de durée et d'intérêt prévues à l'article premier, pourra se constituer partie civile conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle.

Dispositions générales aux appellations d'origine s'appliquant aux vins et aux eaux-de-vie

Art. 10. — Les appellations d'origine des produits vinicoles ne pourront jamais être considérées comme présentant un caractère générique et tombées dans le domaine public.

Art. 11. — Tout récoltant qui entend donner à son produit une appellation d'origine est tenu de l'indiquer dans sa déclaration de récolte.

Le service chargé de la protection des appellations d'origine au Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement procédera à l'enregistrement et à la publicité des déclarations faites dans les mairies par les récoltants lorsqu'elles comportent l'emploi d'une appellation d'origine dont l'usage n'a pas été reconnu au déclarant.

L'enregistrement de ces déclarations, prévu au deuxième paragraphe du présent article, ainsi que leur insertion dans un recueil officiel, donneront lieu à la perception de taxes à déterminer par un règlement d'administration publique.

Art. 12. — A dater du 1^{er} septembre 1919, toute personne faisant le commerce en gros des vins, vins doux naturels, vins de liqueurs et eaux-de-vie ou, plus généralement, toute personne ou association ayant un compte de gros avec la régie, sera soumise, pour les produits achetés ou vendus avec appellation d'origine française, à la tenue d'un compte spécial d'entrées et de sorties. Ce compte sera arrêté mensuellement par nature de produits et tenu sur place à la disposition des employés des contributions indirectes du grade de contrôleur et au-dessus et des inspecteurs régionaux et départementaux du service de la répression des fraudes.

Les inscriptions d'entrées et de sorties sur ce registre seront faites de suite et sans aucun blanc. Elles indiqueront les quantités de marchandises et l'origine sous l'appellation de laquelle elles auront été achetées.

A moins que ces marchandises ne soient revendues sans aucune appellation d'origine française, elles seront inscrites à la sortie avec le numéro de la pièce de régie, soit sous la même appellation qu'à l'entrée, soit sous l'une des appellations plus générales auxquelles elles ont droit d'après les usages locaux loyaux et constants.

Les quantités, espèces et dénominations des produits susceptibles d'être vendus avec la désignation d'origine existant en magasin seront déclarées par le négociant à l'expiration du délai fixé au paragraphe premier du présent article et inscrites à cette date.

En cas de vente, les factures devront, pour les produits vendus avec désignation d'origine française, reproduire l'indication prévue au paragraphe 3 du présent article, et en ce qui concerne les eaux-de-vie, porter la mention du titre de mouvement et sa couleur.

Pour les marchandises destinées à l'exportation, les titres de transport devront porter les mêmes indications.

La soumission par laquelle tout expéditeur de vin doux naturel

demandera une expédition de régie mentionnera le nom de cru.

Il n'est apporté aucune modification au régime des eaux-de-vie, notamment aux dispositions de la loi du 31 mars 1903 les concernant.

Les dispositions prévues au présent article pourront, par décret, soumis dans le délai d'un mois à la ratification des Chambres, être rendues applicables aux vins, vins de liqueur et eaux-de-vie provenant de pays étrangers dans lesquels des mesures de protection équivalentes auront été prises.

Art. 13. — L'expédition de régie délivrée à la sortie des pressoirs, celliers et caves indiquera l'appellation d'origine figurant dans la déclaration de récolte ou celle, plus générale, résultant des usages locaux, loyaux et constants.

Art. 14. — Tout distillateur, récoltant ou non, qui voudra donner une appellation d'origine à des eaux-de-vie ne bénéficiant pas de la présomption légale inscrite dans l'art. 24 ci-dessous, devra en faire la déclaration tant à la mairie de son domicile qu'à celle du lieu de la distillation, dans la huitaine qui précédera le commencement de la distillation. Cette déclaration sera inscrite sur un registre spécial dont la communication sera faite à tout requérant.

Art. 15. — L'appellation d'origine donnée aux eaux-de-vie dans la déclaration prévue à l'art. 11 sera acquise si, dans le délai d'un an, elle n'est pas contestée. Le délai courra à dater de la publication au recueil officiel prévue audit article. Pendant ce délai, les eaux-de-vie déclarées sous l'appellation d'origine, lorsqu'elles proviennent de régions non comprises dans les décrets de délimitation antérieurement rendus, devront être logées et manipulées dans les locaux séparés n'ayant, avec ceux où se trouvent d'autres eaux-de-vie, aucune communication, excepté par la voie publique.

Si l'appellation d'origine est contestée avant l'expiration de ce délai, l'obligation des locaux séparés sera maintenue jusqu'à ce qu'une décision judiciaire définitive soit intervenue.

Dispositions spéciales aux vins mousseux

Art. 16. — Les récoltants ou fabricants ayant le droit de donner à leurs vins mousseux l'appellation d'origine « champagne » devront, en outre des justifications exigées par l'art. 12 de la présente loi, emmagasiner, manipuler et complètement manutentionner leurs vendanges et leurs vins dans des locaux séparés sans aucune communication autre que par la voie publique,

avec tous locaux contenant des vendanges ou vins auxquels ne s'appliquera pas l'appellation d'origine « champagne ».

Art. 17. — L'appellation d'origine « champagne » donnée aux vins mousseux dans la déclaration prévue à l'article 11 sera acquise si, dans un délai d'un an, elle n'est pas contestée. Le délai courra à dater de la publication au recueil officiel prévu audit article.

Pendant ce délai, et jusqu'au jugement définitif, s'il y a contestation, les vins mousseux, auxquels l'appellation d'origine « champagne » pourra être contestée, devront être emmagasinés, manipulés et complètement manutentionnés dans des locaux séparés, n'ayant, avec ceux où se trouvent d'autres vins ou vendanges, aucune communication, excepté par la voie publique.

Art. 18. — Un délai de trois mois, à dater de la promulgation de la présente loi, est accordé, pour se conformer aux prescriptions de l'article précédent, aux commerçants qui, détenteurs de vins récoltés en dehors de la région délimitée par le décret du 17 décembre 1908 :

1° Font ou ont fait, depuis le 1^{er} avril 1914, à la fois le commerce des vins devant recevoir l'appellation d'origine « champagne » et celui des vins sans appellation ;

2° N'ont qu'un seul magasin, ou s'ils en ont plusieurs, ne peuvent avoir qu'un seul accès sur la voie publique.

Dans le même délai de trois mois de la promulgation de la présente loi, les résultants des régions non délimitées par le décret du 17 décembre 1908 pourront faire la déclaration prévue à l'art. 11 ci-dessus.

Art. 19. — Par exception aux dispositions de l'art. 16 ci-dessus, pourront être introduits dans les locaux visés par cet article, les vins destinés à la consommation du récoltant ou fabricant et des personnes qu'il emploie, dans les limites et sous les conditions fixées annuellement par le Directeur départemental des Contributions indirectes.

Art. 20. — Les vins mousseux ayant droit à l'appellation d'origine « champagne » ne pourront sortir des magasins séparés visés aux art. 16 et 17 ci-dessus sans que les bouteilles soient revêtues d'une étiquette portant le mot « champagne » en caractères très apparents ; les caisses ou emballages contenant ces bouteilles devront porter le même mot aussi en caractères très apparents.

Les bouteilles contenant les vins devront être fermées d'un bouchon portant le même mot sur la partie contenue dans le col de la bouteille.

Art. 21. — Les vins mousseux sans appellation d'origine ne pourront être mis en vente sans que les bouteilles soient revêtues, dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, d'une étiquette portant les mots « vins mousseux » en caractères très apparents.

De même, les bouteilles des vins dont l'effervescence aura été obtenue, même partiellement, par addition d'acide carbonique ne provenant pas de leur propre fermentation, devront porter, en caractères très apparents, la mention « vins mousseux gazéifiés ».

Art. 22. — Les infractions aux dispositions des art. 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21 ci-dessus seront punies d'un emprisonnement d'un mois au moins et d'un an au plus et d'une amende de cent francs (100 francs) au moins et de cinq mille francs (5.000 fr) au plus ou de l'une de ces deux peines seulement.

Pourront aussi les Tribunaux ordonner la publication du jugement de condamnation intégralement ou par extrait dans tels journaux qu'ils désigneront et son affichage aux portes du domicile et des magasins du condamné, le tout aux frais de celui-ci.

Sera punie des peines portées au paragraphe précédent toute fausse déclaration ayant pour but d'obtenir une des expéditions prévues par les art. 23 et 24 de la loi du 31 mars 1903, et par l'art. 25 de la loi du 6 août 1905, sans préjudice des sanctions prévues par les lois fiscales.

Art. 23. — L'art. 463 du Code pénal est applicable aux délits prévus par la présente loi.

Art. 24. — Sont et demeurent abrogés :

1^o L'art. 11 de la loi du 1^{er} août 1905 ; mais en tant seulement qu'il a décidé que les règlements d'administration publique statueraient les mesures à prendre en ce qui concerne les appellations régionales ;

2^o L'art. 1^{er} de la loi du 5 août 1908, complétant l'art. 11 de la loi de 1905, en ce qu'il a décidé qu'il serait procédé par des règlements d'administration publique à la délimitation des régions pouvant prétendre aux appellations de provenance des produits ;

3^o La loi du 10 février 1911 ;

4^o Tous règlements d'administration publique rendus en exécution de textes abrogés.

Toutefois, les producteurs, fabricants et négociants des régions délimitées par les décrets des 17 décembre 1908, 1^{er} mai 1909, 25 mai 1909, 18 septembre 1909, 21 avril 1910, 18 février 1911, 7 juin 1911, pourront invoquer, à titre de présomption légale, les dispositions de ces décrets, en tant qu'elles leur donnent le droit d'appliquer une appellation d'origine à leurs produits.

Art. 25. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

II. LOI DU 1^{ER} JANVIER 1930

(J. O. du 12 janvier 1930)

Titre premier

Article premier. — Il est interdit d'importer, de vendre, de mettre en vente, de détenir en vue de la vente, sauf pour la distillerie ou la vinaigrerie, des vins de coupage renfermant moins de 9 degrés d'alcool réel, ainsi qu'une acidité insuffisante pour qu'en ajoutant le chiffre de l'acidité au degré d'alcool, la somme de ces deux chiffres soit supérieure à 12,5.

Est considéré comme vin de coupage, tout vin résultant du mélange par un commerçant de vins différents entre eux par leur provenance.

Art. 2. — Les vins autres que les vins de coupage ne pourront circuler en vue de la vente, être mis en vente ou vendus que si l'indication soit du lieu de leur production (localité, commune ou canton), soit de l'appellation d'origine à laquelle ils ont droit en vertu de la loi du 6 mai 1919, modifiée par la loi du 22 juillet 1927 figure clairement sur les récipients, factures et pièces de régie.

En aucun cas la désignation du lieu de production ne devra créer une confusion avec une appellation d'origine.

En ce qui concerne les vins n'ayant pas droit à une appellation d'origine, un décret du ministre de l'Agriculture pourra sur avis de la commission technique permanente, et compte tenu des conditions climatiques de leur production, fixer chaque année pour chaque région la composition au-dessous de laquelle les vins provenant des dites régions devront être considérés comme impropres à la vente hors du département.

Art. 3. — L'art. 10 de la loi du 6 mai 1919 est complété par la disposition suivante :

« Est interdit, dans la dénomination des vins n'ayant pas droit à une appellation d'origine aux termes de la présente loi, l'emploi de mots tels que : « clos », « château », « domaine », « moulin, « tour », « mont », « côte », cru », « monopole », ainsi que de toutes autres expressions susceptibles de faire croire à une appellation d'origine. » .

Art. 4. — Les vins importés ne pourront circuler en vue de la vente ou vendus que si l'indication de leur pays d'origine et leur

degré alcoolique figurent clairement sur les récipients, factures et pièces de régie. L'emploi de ces vins demeure licite pour la préparation des apéritifs placés sous le régime fiscal des spiritueuses.

Titre II

Art. 5. — Est seul autorisé pour la vente des vins, cidres et poirés en bouteilles, autres que les vins et cidres mousseux, l'emploi de bouteilles, dont le type et la capacité seront déterminés par un décret en Conseil d'Etat rendu sur la proposition du ministre du Commerce et de l'Industrie et du Ministre de l'Agriculture.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux vins et cidres destinés à l'exportation ni aux vins importés en bouteilles.

Art. 6. — Les infractions à la présente loi et au règlement prévu pour son application seront constatées et poursuivies comme en matière de fraudes et falsifications ; elles seront punies des peines prévues par la loi du 1^{er} août 1905 et, en cas de contravention excluant le délit de tromperie, par l'art. 13 de la dite loi, modifié par la loi du 21 juillet 1929.

En ce dernier cas, le tribunal de simple police aura alors qualité pour prescrire l'envoi des vins litigieux à la distillerie ou à la vinaigrerie.

Le tout sans préjudice de l'application des peines prévues à l'art. 266 du décret du 21 décembre 1926, portant codification des textes législatifs en matière de contributions indirectes pour les contraventions fiscales aux art. 2 et 3 et à celles des articles correspondants des règlements, contraventions qui, le cas échéant, seront constatées et poursuivies comme en matière de contributions indirectes.

Art. 7. — Il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi.

Art. 8. — Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux vins de liqueur.

Art. 9. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

III. LOI DU 19 AVRIL 1930 (J.O. DU 20 AVRIL 1930)

Article premier. — L'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} janvier 1930 est modifié ainsi qu'il suit :

« Il est interdit d'emporter, de vendre, de détenir, en vue de la vente, sauf pour la distillerie et la vinaigrerie, des vins de coupage, renfermant moins de 8 degrés d'alcool réel ou une somme alcool-acide inférieure à 12 degrés.

« Est considéré comme vin de coupage tout vin résultant du mélange par un commerçant de vins différant entre eux par la provenance.

« N'est pas considéré comme vin de coupage le mélange entre eux de vins ayant droit à une même appellation d'origine ou confondus dans un même récipient en vue du transport de la cave du récoltant aux chais du négociant.

« De même, n'est pas considéré comme coupage le mélange de vins originaires d'un canton et des communes dépendant des cantons limitrophes du canton d'origine dans une même région, lorsqu'il est d'un usage local, loyal et constant de mélanger des vins en vue de la vente ».

Art. 2. — A concurrence d'une somme de deux cent cinquante millions de francs (250.000.000 francs) à prélever sur les disponibilités du Trésor, l'Etat est autorisé à procéder, jusqu'au 31 décembre 1930, à des achats d'alcools titrant au moins 60 degrés, et provenant exclusivement de la mise en œuvre du vin.

Un compte spécial sera ouvert au Ministère des finances pour les achats et la vente de ces alcools.

Ces achats seront réalisés d'abord par des achats faits à l'amiable.

Dans le cas où les demandes de prix s'écarteraient trop du cours normal, ces achats seraient effectués, par la voie de livraisons obligatoires imposées, tant en France qu'en Algérie, aux viticulteurs ayant récolté en 1920, plus de 500 hectolitres de vin de consommation courante dans des vignobles dont le rendement aura été supérieur à 50 hectolitres à l'hectare. La quantité des livraisons effectuées, dans ce cas, par chaque récoltant, sera déterminée d'après un barème tenant compte de l'importance de la récolte et de la production à l'hectare, sans que toutefois le maximum de ce barème puisse conduire à la livraison d'une quantité d'alcools correspondant à plus du tiers de la récolte de vin.

Art. — Des décrets rendus sur la proposition des Ministres des Finances, du Budget et de l'Agriculture fixeront les prix et les conditions dans lesquels auront lieu les achats.

L'alcool pris en charge sera cédé par le Ministre des Finances aux utilisateurs d'alcools naturel pour la consommation de bouche à des prix fixés par décret rendu sur la proposition des Ministres des Finances, du Budget et de l'Agriculture.

Art. 4. — L'équilibre du compte spécial des alcools industriels du Ministère des Finances sera assuré tous les ans par un prélèvement sur les réserves de ce compte spécial, jusqu'à concurrence d'une somme égale au montant de la taxe affectée au compte spécial par l'art. 7 de la loi du 28 janvier 1923.

En aucun cas, le prix de rétrocession de l'alcool à la carburation dans les conditions prévues par la loi du 28 février 1923, ne pourra être inférieure à 70 % du prix d'achat de l'alcool.

Art. 5. — En cas de livraison obligatoire tout retard de livraison sera passible d'une astreinte, dont le recouvrement sera poursuivi comme en matière de Contributions Indirectes, qui pourra atteindre au maximum 2 francs par hectolitre et par jour de retard.

LOI DU 19 DECEMBRE 1930 (J. O. du 20 décembre 1930)

Article unique. — Les dispositions des art. 2 et suivants de la loi du 19 avril 1930 sont prorogées jusqu'au 30 septembre de l'année qui suivra la publication au *J.O.* d'une statistique faisant ressortir que les déclarations de récolte accusent, pour la France et l'Algérie, un chiffre de disponibilités (récolte et stock à la propriété) supérieur à 75 millions d'hectolitres de vin.

Des décrets rendus sur la proposition des Ministres de l'Agriculture, des Finances et du Budget, fixeront les mesures nécessaires à l'application de la présente loi et, notamment, les conditions dans lesquelles seront effectuées les livraisons d'alcool imposées par le décret du 20 juin 1930 ou restant à réaliser sur les offres souscrites en exécution du décret du 1^{er} mai 1930.

V. **DECRET DU 1^{er} MAI 1930** (*J.O. DU 4 MAI 1930*)

Article premier. — Par imputation sur l'avance de 250 millions de francs, dont l'art. 2 de la loi du 19 avril 1930 autorise l'ouverture, l'Etat, représenté par la direction des poudres (service des alcools), est acheteur, en France et en Algérie, d'un premier contingent de 250.000 hectolitres, exprimés en alcool pur, d'alcool de vin titrant au moins 60 degrés Gay-Lussac à la température de 15 degrés centigrades.

Les alcools achetés doivent avoir été produits sous le contrôle du service des Contributions Indirectes ou des Contributions diverses et, quand ils ne proviennent pas de la récolte personnelle du vendeur leur fabrication doit être postérieure au 20 avril 1930 ; ils ne peuvent être tirés que de la distillation du vin, à l'exclusion absolue des piquettes, des marcs, des lies, et, en général, de tous les sous-produits du vin.

Art. 2. — Les prix d'achats sont fixés ainsi qu'il suit :

Flegmes titrant entre 60 et 70 degrés : 650 francs l'hectolitre d'alcool pur mesuré à la température de 15 degrés centigrades.

Flegmes titrant entre 70 et 80 degrés : 660 francs l'hectolitre d'alcool pur mesuré à la température de 15 degrés centigrades.

Flegmes titrant entre 80 et 90 degrés : 670 francs l'hectolitre d'alcool pur mesuré à la température de 15 degrés centigrades.

Flegmes titrant au moins 90 degrés : 700 francs l'hectolitre d'alcool pur mesuré à la température de 15 degrés centigrades.

Alcools rectifiés bon goût : 750 francs l'hectolitre d'alcool pur mesuré à la température de 15 degrés centigrades.

En ce qui concerne les livraisons faites par les vendeurs métropolitains, ces prix s'entendent de l'alcool rendu sur wagon, gare expéditrice, dans les wagons-réservoirs de l'acheteur ou, au gré de celui-ci, dans les fûts en fer du vendeur prêtés gratuitement pour trente jours, les frais de transport par chemin de fer à plein et à vide étant à la charge de l'acheteur.

En ce qui concerne les livraisons faites par les vendeurs algériens, ces prix s'entendent de l'alcool rendu et reconnu sur quai d'un port français au choix de l'acheteur, dans les fûts en fer des vendeurs prêtés gratuitement pour un séjour de trente jours en France ; les frais de reprise des fûts sur le même quai et de transport à vide par mer sont à la charge des vendeurs. Les quantités d'alcool stockées en Algérie sont payées à la parité des prix ci-dessus.

Les quantités d'alcool payées au vendeur sont celles reconnues sur wagon ou sur quai d'un port français par le service des Contributions Indirectes et portées sur le titre de mouvement. Les paiements à chaque vendeur, d'après les quantités reconnues, seront effectués, chaque quinzaine par voie de virement au compte ouvert dans une banque au nom du vendeur.

Art. 3. — Les offres, établies sur timbre suivant la formule, dont un modèle est annexé au présent décret, devront parvenir avant le 31 mai 1930 à la direction des poudres (service des alcools), boulevard Brune, bastion 69 à Paris ; il en sera immédiatement accusé réception et les vendeurs seront avisés, le 15 juin 1930 au plus tard, de la suite donnée à leur proposition.

Les offres pourront être faites par les distillateurs professionnels agissant pour leur compte ou pour le compte des récoltants, ou par les récoltants eux-mêmes. Dans ce dernier cas, à la condition que les quantités livrées n'excèdent pas 25 litres d'alcool pur par 10 hectolitres de vin récolté en 1929 dans les vignobles qu'ils exploitent, les récoltants auront la faculté, sans que l'opération revête un caractère commercial, de livrer, soit des alcools achetés par eux, soit des alcools qu'ils auront distillés à domicile, ou chez un voisin, ou dans les ateliers d'une coopérative de distillation, ou chez un bouilleur de profession, avec tous appareils de leur choix.

Les quantités d'alcool livrées par les récoltants ou pour leur compte seront précomptées sur les livraisons qui pourraient ultérieurement être imposées à ces récoltants dans les conditions prévues par le quatrième alinéa de l'art. 2 de la loi du 19 avril 1930

Art. 4. — Les livraisons d'alcool vendu à l'Etat devront être faites dans le délai fixé par le vendeur sans que la date extrême puisse être postérieure au 31 décembre 1930. Un écart de 5 % en plus ou en moins de la quantité offerte sera toléré.

Art. 5. — Les vendeurs pourront être tenus de mettre à la disposition de l'acheteur, en vue du logement des alcools qu'ils auront vendus, la totalité des bacs dont ils disposent. Dans ce cas des acomptes représentant les neuf dixièmes de la valeur des alcools stockés leur seront alloués sur la production de chaque quinzaine ; ils recevront, en outre, pour freinte, location de bacs et assurance, une indemnité de 1 franc par mois et par hectolitre d'alcool entreposé.

Art. 6. — La direction des poudres (service des alcools) fixera les conditions de recette et réglera les conditions de paiement, d'emmagasinement et d'enlèvement des alcools et généralement

toutes les questions de détail soulevées par l'application du présent décret.

Art. 7. — Dans le cas où les offres reçues à la date du 31 mai 1930 ne couvriraient pas au moins 50 % de la quantité à acquérir, un nouveau décret déterminerait, dans le délai de vingt jours à compter de cette date, les conditions dans lesquelles seraient effectués les achats par la voie de livraisons obligatoires imposées aux viticulteurs ayant récolté, en 1929, plus de 500 hectolitres de vin de consommation courante dans des vignobles dont le rendement aura été supérieur à 50 hectolitres par hectare, ainsi que la quotité de ces livraisons.

VI. DECRET DU 20 JUIN 1930 (J.O. DU 21 JUIN 1930)

Article premier. — Dans la limite de l'avance de 250 millions de francs dont l'art. 2 de la loi du 19 avril 1930 autorise l'ouverture et sous déduction des sommes consacrées aux achats amiables réalisés en exécution du décret du 1^{er} mai 1930, il sera procédé à des achats d'alcool de vin par la voie de livraisons obligatoires imposées, tant en France qu'en Algérie, aux viticulteurs ayant récolté, en 1929, plus de 500 hectolitres de vin de consommation courante dans des vignobles dont le rendement a dépassé 50 hectolitres à l'hectare.

Les alcools achetés doivent titrer au moins 60 degrés centésimaux à la température de 15° centigrades ; ils ne peuvent être tirés que de la distillation du vin, à l'exclusion des piquettes, des marcs, des lies et, en général, de tous les sous-produits du vin ; leur fabrication doit avoir été faite sous la surveillance des employés des Contributions Indirectes ou des Contributions diverses.

Art. 2. — Chaque déclaration de récolte souscrite à la mairie sert de base à la détermination des quantités d'alcool à livrer par les récoltants visés à l'article précédent.

Au cas où la récolte comprend à la fois des vins de consommation courante et des vins pour lesquels une appellation d'origine a été déclarée, les viticulteurs doivent, à défaut de mention portée sur la déclaration de récolte, faire connaître la superficie des vignes donnant des produits d'origine qu'ils ont exploitées en 1929. Cette déclaration complémentaire, souscrite à la recette ruraliste du lieu où la vinification a été opérée, peut-être vérifiée par les employés des Contributions Indirectes ou des Contributions diverses.

Art. 3. — La richesse alcoolique réelle retenue pour la conversion en alcool pur du volume des vins est fixée forfaitairement comme suit :

Vins récoltés en Algérie, 10 degrés centésimaux.

Vins récoltés dans les départements où la loi du 4 août 1929 interdit le sucrage, 8 degrés centésimaux.

Vins récoltés dans les autres départements, 7 degrés centésimaux.

Art. 4. — Les quantités d'alcool à livrer obligatoirement par les viticulteurs ayant récolté leur vin dans des vignobles dont la

production à l'hectare a été supérieure à 80 hectolitres, sont déterminées d'après le barème suivant :

Lorsque le rendement dépasse 200 hectolitres à l'hectare, 33 % de l'alcool pur représenté par la totalité des vins de consommation courante déclarés.

Lorsque le rendement est compris entre 151 et 200 hectolitres à l'hectare, 30 %.

Lorsque le rendement est compris entre 100 et 150 hectolitres à l'hectare, 27 %.

Lorsque le rendement est compris entre 81 et 100 hectolitres à l'hectare 24 %.

Toutefois, pour les rendements n'excédant pas 160 hectolitres à l'hectare, il est accordé un abattement de 25 % quand la récolte ne dépasse pas 1.000 hectolitres et de 20 % quand la récolte est comprise entre 1.001 et 3.000 hectolitres.

Pour les productions excédant 50 hectolitres à l'hectare sans dépasser 80 hectolitres, la quotité des livraisons est de :

22 % quand la récolte est supérieure à 50.000 hectolitres.

20 % quand la récolte est comprise entre 20.001 et 50.000 hectolitres.

18 % quand la récolte est comprise entre 5.001 et 20.000 hectolitres.

15 % quand la récolte est comprise entre 1.001 et 5.000 hectolitres.

10 % quand la récolte est comprise entre 501 et 1.000 hectolitres.

Les quantités d'alcool résultant de l'application du barème ci-dessus seront diminuées pour chaque viticulteur des quantités qu'il s'est engagé à céder à l'Etat par offres faites en exécution du décret du 1^{er} mai 1930.

Art. 5. — L'administration a la faculté de réduire la quote-part imposée à chaque producteur, afin de maintenir l'ensemble des achats dans la limite du crédit de 250 millions ouvert par l'art. 2 de la loi du 19 avril 1930. Mais, le cas échéant, la réduction portera par priorité sur les récoltes des viticulteurs qui ont fait à l'Etat des offres volontaires ainsi que, s'il y a lieu, sur les récoltes visées au troisième paragraphe de l'article qui précède et, tout d'abord, parmi ces récoltes, sur les plus faibles et celles accusant le moindre rendement à l'hectare.

Art. 6. — L'Administration peut renoncer à imposer des livraisons à certains récoltants gravement sinistrés en tant que viticulteurs ou lorsque, en raison des faibles quantités d'alcool à acheter dans une même région, l'enlèvement des produits entraînerait des frais élevés et présenterait des difficultés particulières.

Art. 7. — En vue de la fourniture des prestations, les viticulteurs sont autorisés à acheter de l'alcool ou du vin ; mais, dans ce cas, la fabrication des alcools ne peut remonter à une date antérieure au 20 juin 1930. En outre, pour que l'opération soit considérée comme ne revêtant pas un caractère commercial, les intéressés doivent justifier que le vin mis en oeuvre était propre à la consommation.

Art. 8. — Les prix d'achat par l'Etat sont fixés ainsi qu'il suit :

1^o Alcools rectifiés bon goût, 650 francs l'hectolitre d'alcool pur mesuré à la température de 15^o centigrades ;

2^o Flegmes titrant au moins 90^o, 600 francs l'hectolitre d'alcool pur mesuré à la température de 15 centigrades ;

3^o Flegmes titrant entre 80 et 90^o, 570 francs l'hectolitre d'alcool pur mesuré à la température de 15 centigrades ;

4^o Flegmes titrant entre 70 et 80^o, 560 francs l'hectolitre d'alcool pur mesuré à la température de 15 centigrades ;

5^o Flegmes titrant entre 60 et 70, 550 francs l'hectolitre d'alcool pur mesuré à la température de 15 centigrades.

Ces prix sont augmentés de 50 francs pour le complément de livraisons qui pourrait être imposé aux viticulteurs ayant fait à l'Etat des offres amiables d'alcool correspondant au moins à 10 % de leur récolte.

En ce qui concerne les livraisons faites par les viticulteurs métropolitains, ces prix s'entendent de l'alcool rendu sur wagon, gare expéditrice, dans les wagons-réservoirs de l'acheteur ou, au gré de celui-ci, dans les fûts en fer du vendeur prêtés gratuitement pour trente jours, les frais de transport par chemin de fer à plein et à vide étant à la charge de l'acheteur.

En ce qui concerne les livraisons faites par les viticulteurs algériens, ces prix s'entendent de l'alcool rendu et reconnu sur quai d'un port français, au gré de l'acheteur, dans les fûts en fer des vendeurs, prêtés gratuitement pour un séjour de trente jours en France ; les frais de reprise des fûts sur le même quai et de transport à vide par mer sont à la charge des vendeurs. Les quantités d'alcool stockées en Algérie sont payées à la parité des prix ci-dessus.

Les quantités d'alcool payées au vendeur sont celles reconnues sur wagon ou sur quai d'un port français par le service des Contributions indirectes et portées sur le titre de mouvement. Les paiements à chaque vendeur, d'après les quantités reconnues, seront effectués chaque quinzaine ; si la somme à verser excède 3.000 frs, le règlement sera opéré par voie de virement au compte ouvert dans une banque ou à la poste au nom du vendeur.

Art. 9. — La direction des poudres (service des alcools) fixera les conditions de recettes et règlera les modalités de paiement,

d'emmagasinement et d'enlèvement des alcools, et généralement toutes les questions de détail soulevées par l'application du présent décret.

Art. 10. — Un avis, indiquant la quantité d'alcool à livrer, sera adressé à chaque viticulteur, qui devra faire connaître, dans le délai de quinze jours, à compter de la réception de l'avis, la date à laquelle il sera en mesure d'effectuer la fabrication et la livraison ; cette date ne peut être postérieure au 31 décembre 1930

Faute de réponse dans le délai imparti, l'époque de la fabrication sera fixée d'office par l'administration. Les vendeurs pourront être tenus d'assurer la conservation des alcools jusqu'à l'époque fixée par l'acheteur. Dans ce cas, des acomptes, représentant les 9/10 de la valeur des alcools stockés, leur seront alloués, dès achèvement de la fabrication ; ils recevront, en outre, pour freinte, location de bacs et assurance, une indemnité de 1 franc par mois et par hectolitre d'alcool stocké.

Art. 11. — Les Ministres de l'Agriculture, des Finances et du Budget sont chargés, etc...

**VII. LOI DU 4 JUILLET 1931 SUR LA VITICULTURE
ET LE COMMERCE DES VINS (J.O. DU 5 JUILLET 1931)**

Article premier. — 1^o A partir du 1^{er} août 1931, une redevance conforme au barème suivant sera perçue dans toute les exploitations qui produisent un rendement moyen d'au moins 101 hectolitres de vin à l'hectare, tel que ce rendement résultera de la déclaration de récolte :

Pour le rendement compris entre 101 et 125 hectolitres, 5 francs par hectolitre ;

Pour le rendement compris entre 126 et 150 hectolitres, 10 francs par hectolitre ;

Pour le rendement compris entre 151 et 175 hectolitres, 20 francs par hectolitre ;

Pour le rendement compris entre 176 et 200 hectolitres, 30 francs par hectolitre ;

Pour le rendement compris entre 201 et 250 hectolitres, 50 francs par hectolitre ;

Pour le rendement dépassant 250 hectolitres, 100 francs par hectolitre ;

2^o Indépendamment de la redevance ci-dessus, il sera perçu une redevance de 5 francs par hectolitre sur la tranche de rendement à l'hectare comprise :

a) Entre 51 et 80 hectolitres, dans les exploitations dont la récolte globale dépassera 50.000 hectolitres ;

b) Entre 81 et 100 hectolitres, dans les exploitations dont la récolte globale dépassera 2.000 hectolitres ;

3^o Toutefois, les redevances susdites ne seront appliquées qu'aux exploitations dont le rendement moyen, au cours des trois années précédentes, aura dépassé 50 hectolitres à l'hectare.

Seront également exemptées de la redevance, les exploitations dans lesquelles la récolte ne dépasse pas 400 hectolitres, et le rendement moyen 150 hectolitres à l'hectare ;

4^o Ces redevances dues par le déclarant seront exigibles en deux fois, par parties égales, avant les 31 mars et 30 septembre qui suivront la date de la déclaration de récolte.

La déclaration de récolte devra indiquer distinctement les quantités respectives de vin blanc et de vin rouge ou rosé produites, ainsi que celles restant en stock des récoltes antérieures.

Il sera tenu compte, dans la déclaration de récolte :

Pour les vins rouges et rosés, d'une tolérance de 3 %, sur les

déclarations supérieures à 500 hectolitres, et de 5 % sur les déclarations inférieures à 500 hectolitres ; pour les vins blancs, d'une tolérance de 4 % dans le premier cas et de 6 % dans le second ;

5° Les mesures de blocage prévues à l'art. 7 de la présente loi sont suspensives du paiement des redevances afférentes à la quantité de récolte qui sera bloquée ;

6° Sont exemptés desdites redevances les vins dont les producteurs auront indiqué, lors de la déclaration de récolte, qu'ils sont exclusivement destinés à la fabrication d'eaux-de-vie, bénéficiant de la présomption légale inscrite à l'art. 24 de la loi du 6 mai 1919 ; et effectivement réservés à cet usage ;

7° Le montant des redevances afférentes aux vins, qui seront directement exportés par le récoltant, lui sera ristourné sur justifications produites à l'administration par le dit récoltant.

L'irrigation des vignes est interdite à dater du 15 juillet de chaque année, jusqu'à la date de l'enlèvement de la récolte.

Toutefois, des arrêtés rendus par le Ministre de l'Agriculture après avis de la Commission interministérielle de la viticulture, et compte tenu des usages locaux, loyaux et constants, pourront, à titre exceptionnel, fixer par département et par commune, les dates extrêmes jusqu'où l'arrosage pourra être autorisé.

Quand il aura été procédé à l'irrigation dans les conditions définies à l'avant-dernier alinéa du § 7^e la récolte provenant desdites exploitations ne pourra être livrée au commerce ou à la consommation qu'avec la mention : « Vin de vignes irriguées ».

Art. 2. — Lorsqu'une société est propriétaire, concessionnaire ou locataire de terrains plantés en vignes, les déclarations de récolte, quel que soit le mode de faire valoir, souscrites par tous les exploitants de ces terrains, seront, par dérogation à la loi du 29 juin 1907, cumulées pour l'application de toutes les dispositions de la présente loi.

Art. 3. — Pendant une période de dix années, à dater de la promulgation de la présente loi, il est interdit à toutes personnes ou sociétés possédant ou exploitant, soit directement, soit par voie de fermage, métayage ou tout autre moyen, tant en France qu'en Algérie, en un ou plusieurs domaines, 10 hectares de vignes ou récoltant 500 hectolitres, de planter ou de faire planter de nouvelles surfaces en vigne, exception faite des vignes dont la production est réservée à la consommation familiale.

Toutefois, les terres achetées pour leur propre compte, par des fermiers ou métayers, pourront être plantées par eux en vigne, jusqu'à concurrence de 10 hectares, sans déduction des superficies plantées en vignes qu'ils exploitent pour le compte du propriétaire dont ils sont fermiers ou métayers, ce propriétaire ne pouvant, en aucun cas, être une société.

Toute personne ou société qui aura planté ou fait planter de nouvelles surfaces en vigne dans les limites prévues aux alinéas précédents et dont la récolte de vin sera de ce chef supérieure à 500 hectolitres, sera soumise pour l'excédent à une redevance de 50 francs par hectolitre. En cas de vente du fonds, cette redevance sera due par le déclarant. Ladite redevance s'ajoutera à celles prévues à l'art. 1^{er} et sera payable dans les mêmes conditions.

Toute personne qui procèdera ou fera procéder, à une plantation de vigne, sera tenue dans le mois qui suivra l'achèvement de la plantation, d'en faire la déclaration à la recette buraliste, dont dépend la localité où se trouve le terrain planté.

Sera considéré comme plantation nouvelle, tout complément de plantations effectué sur des terrains où, lors de la promulgation de la présente loi, le nombre des ceps n'atteint pas 1.500 à l'hectare.

Ne sont pas considérés comme plantations nouvelles, au sens du présent article :

1^o a) Le remplacement sur le même domaine à surface égale d'une vigne déjà existante ;

b) La plantation en remplacement à surface égale de vignes arrachées depuis moins de dix ans ;

c) Le remplacement à surface égale de vignes qui devront être arrachées dans un délai de trois ans ;

2^o La plantation dont le propriétaire indiquera, lors de la déclaration de récolte, que le vin est exclusivement destiné à la fabrication d'eaux-de-vie bénéficiant de la présomption légale inscrite à l'art. 24 de la loi du 6 mai 1919 et effectivement réservé à cet usage ;

3^o La reconstitution, dans les dix ans qui suivront la promulgation de la présente loi, des vignobles détruits ou endommagés par les événements de guerre et les calamités atmosphériques.

Est interdit, pendant le délai de dix ans, le transfert à une société de la propriété, de la jouissance ou de l'exploitation de terrains plantés en vignes postérieurement à la promulgation de la présente loi.

Est interdite la cession volontaire, sous quelque forme que ce soit, par une société à un tiers, de terrains préparés pour les plantations de vignes ou qui seront plantés en vignes avant l'expiration dudit délai de dix ans.

N'est pas interdite la plantation de vignes à raisins pour table dans la limite indiquée au deuxième alinéa du présent article.

Dans l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, une Commission spéciale comprenant parmi ses membres des représentants des syndicats et des associations des producteurs des plants de vigne et nommée par arrêté du Ministre de l'Agriculture sera chargée d'établir les indemnités dues aux propriétaires de pieds mères et aux producteurs de plants dont les ventes

auront subi une diminution supérieure à 15 % comparativement à la moyenne des ventes de trois années antérieures à 1931.

La moitié des redevances prévues à l'art. 1^{er} sera utilisée à cet effet, pendant une période de trois années à la suite de la promulgation de la présente loi.

Art. 4. — Les redevances instituées par les art. 1^{er} et 3 seront assises et recouvrées dans les formes propres aux administrations des Contributions Indirectes et Contributions diverses.

Art. 5. — Les dispositions des art. 114 et 115 de la loi du 3 frimaire an VII et celle de l'art. 7 du décret de codification du 11 janvier 1929, relatives à la contribution foncière, sont abrogées en ce qui concerne les terres qui seront plantées en vigne.

Art. 6. — Il sera statué, par des décrets pris sur la proposition du Ministre de l'Agriculture pour chaque région viticole, sur la composition que doivent avoir les vins récoltés dans chacune des dites régions pour pouvoir être considérés comme propre à la consommation.

Toute personne achetant des vendanges dans les régions où le sucrage en première cuvée est interdit et qui ne destine pas exclusivement à sa consommation familiale la totalité du vin obtenu, ne peut se livrer à aucune opération de sucrage en première cuvée.

Art. 7. — Dans le cas où les prévisions de récolte feraient apparaître, par rapport à la consommation moyenne des trois années précédentes une surproduction dangereuse pour le marché intérieur des vins, le Gouvernement pourra, sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et du Ministre du Budget, après avis de la Commission interministérielle de la viticulture, prendre tous décrets propres à déterminer le pourcentage progressif du vin qui pourra être expédié de la propriété par les viticulteurs dont la déclaration de récolte accusera une production de plus de 400 hectolitres.

Lorsque l'avis prévu au paragraphe précédent sera demandé à la Commission interministérielle, celle-ci sera complétée par deux représentants des coopératives de consommation, deux représentants des associations de consommateurs et deux représentants des syndicats ouvriers. La Commission interministérielle ainsi constituée ne se prononcera qu'après avoir consulté les offices agricoles des différents départements producteurs.

La quantité bloquée devra être représentée à toute réquisition, à défaut de justification, soit de concentration de moût, soit de distillation, soit d'envoi à la vinaigrerie, soit d'exportation hors de France ou d'Algérie.

Seront exonérés du blocage :

1^o Les producteurs dont la récolte aura été inférieure de 40 % au rendement moyen des trois années précédentes ;

2^o Les producteurs dont le vin bénéficie d'une appellation d'origine, soit en vertu de la présomption légale inscrite à l'art. 24 de la loi du 6 mai 1919, soit à la suite d'une déclaration souscrite antérieurement au 1^{er} janvier 1926, à condition, dans ce dernier cas, que la production ne dépasse pas 40 hectolitres à l'hectare ;

3^o Les producteurs qui, au cours de l'année précédente, auront eu leur récolte compromise ou diminuée de moitié au moins par la grêle, la gelée ou un ouragan.

L'exonération pour les producteurs dont la récolte aura été inférieure de 40 % à la production moyenne des trois années précédentes ne sera accordée que lorsque le rendement sera inférieur à 100 hectolitres à l'hectare.

Un décret ordonnant le déblocage partiel ou total interviendra obligatoirement lorsque sur les marchés prévus à l'art. 54 de la loi du 16 avril 1930 le cours moyen du vin aura été reconnu supérieur à celui des cinq campagnes précédentes.

En exécution des principes généraux de l'art. 3 de la loi du 31 mars 1931 ; les règles de blocage applicables à la production le seront également en même proportion aux stocks importés.

Un décret pris sur l'initiative des Ministres de l'Agriculture, du Commerce et du Budget, après avis de la Commission interministérielle de la viticulture, fixera les conditions d'application du blocage prévu au paragraphe précédent.

Toutes les dispositions légales et réglementaires relatives au régime économique de l'alcool, notamment celles imposant les mélanges essence ou benzol et alcool, en vue de la carburation, sont applicables aux départements d'Alger, de Constantine et d'Oran. Ces dispositions devront être rendues applicables à toutes les colonies, et ce, dans le délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi.

Art. 8. — L'article 78 et la dernière phrase de l'article 251 du décret du 21 décembre 1926 portant codification des textes législatifs en matière de contributions indirectes sont abrogés.

L'article 77 du même décret est complété par la disposition suivante :

« Peuvent également bénéficier des titres de mouvement sur papier blanc les alcools et eaux-de-vie obtenus par la distillation des vins et des marcs provenant de vendanges sucrées en première cuvée dans les limites et conditions fixées par la loi du 4 août 1929 ».

Art. 9. — L'art. 6 du décret de codification du 21 décembre 1926 (boissons), est complété comme suit :

« Les importateurs d'essences de pétroles et autres, pures ou

en mélanges, sont, en outre, tenus, pour obtenir les licences d'importation visées au premier alinéa du présent article, d'ajouter en mélange, à toutes les quantités d'essences importées par eux, à l'exception des essences « tourisme », telles qu'elles sont définies par arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie, et des « white spirits » ou autres produits non destinés à la force motrice, 25 litres au moins à 35 litres au plus d'alcool repris à l'Etat dans les conditions spécifiées ci-dessous, par 100 litres d'essence.

« Le pourcentage d'alcool à ajouter obligatoirement, la date et les modalités d'application de la disposition faisant l'objet de l'alinéa précédent, ainsi que les conditions dans lesquelles les mélanges devront être livrés au public sont fixés par arrêtés du Ministre de l'Agriculture, du Ministre du Commerce et de l'Industrie et du Ministre du Budget.

« Dans le cas où l'application des dispositions prévues par le présent article ne permettrait pas l'emploi, en totalité, à la force motrice, des alcools repris par les importateurs, l'obligation de mélange sera immédiatement étendue aux essences « tourisme » par arrêté du Ministre de l'Agriculture, du Ministre du Commerce et de l'Industrie et du Ministre du Budget.

« La surtaxe de cinq francs par hectolitre sur les importations d'huiles et essences de pétrole, visées par l'art. 7 de la loi du 28 février 1923, est portée à dix francs quarante centimes à compter de la date d'application de la présente loi ».

L'art. 4 de la loi du 19 avril 1930 est abrogé.

Art. 10. — Dans le cas où les déclarations de récoltes dans la Métropole et en Algérie feront apparaître une récolte nationale de plus de 65 millions d'hectolitres, tout viticulteur récoltant en moyenne plus de 500 hectolitres de vin à raison de plus de 80 hectolitres à l'hectare, devra obligatoirement présenter un certificat de distillation de vin correspondant au pourcentage suivant de sa déclaration de récolte :

Trois décilitres d'alcool pur par hectolitre de vin pour une récolte globale ne dépassant pas 500 hectolitres ;

Quatre décilitres d'alcool pur par hectolitre de vin pour la portion de récolte allant de 500 à 1.000 hectolitres ;

Cinq décilitres d'alcool pur par hectolitre de vin pour la portion de récolte allant de 1.000 à 3.000 hectolitres ;

Six décilitres d'alcool pur par hectolitre de vin pour la portion dépassant 3.000 hectolitres.

La moyenne sera établie sur les trois dernières années.

Même lorsque la moyenne de ces trois années dépassera les chiffres sus indiqués, la distillation ne sera pas obligatoire pour le viticulteur dont la production de l'année en cours ne dépassera pas 100 hectolitres.

Les pièces de régie concernant les vins destinés à la distillerie

devront obligatoirement porter la mention « vin de distillerie ».

Sont exemptés de cette obligation de distillation les régions viticoles ayant droit à une appellation d'origine telle qu'elle est prévue à l'art. 7.

L'alcool ainsi produit sera acquis par le service des alcools à un prix d'achat correspondant au prix d'achat des alcools destinés au carburant national.

Art. 11. — L'art. 45 du décret du 21 décembre 1926, portant codification des textes législatifs en matière de contributions indirectes, est complété comme suit :

« Les dispositions prévues par les art. 36, 37, 39 et 45 sont applicables dans le cas où il s'agit de la distillation des vins, marcs et lies provenant de vendanges et de moûts chaptalisés dans les limites et conditions fixées par la loi du 4 août 1929. »

Art. 12. — Les agents du service de la répression des fraudes, tant en Algérie qu'en France, sont nommés par le Ministre de l'Agriculture ou agréés par lui dans les conditions prévues à l'art. 65 de la loi du 27 février 1912.

Les agents du service de la répression des fraudes ont, concurremment avec les agents des douanes, qualité pour exercer, dans la limite de leurs attributions, le contrôle des marchandises importées, dès lors qu'elles ont été déclarées pour la consommation.

Art. 13. — En cas de vente sur souches sur la base d'un degré d'alcool déterminé, le prix ne pourra être fixé que sous réserve d'augmentation ou de diminution de ce prix, selon que le vin une fois produit fera apparaître une richesse alcoolique supérieure ou inférieure au degré prévu.

Dans les ventes sur souches définies par le précédent alinéa et dans les ventes de vin au degré, s'il est fait usage de l'appareil Malligand, le degré sera réduit de deux dixièmes.

Au cas de convention contraire, quelle qu'en soit la forme, cette convention sera nulle et de nul effet, et les parties contractantes seront punies des peines prévues au premier alinéa de l'art. 14 ci-après.

Art. 14. — Toute infraction aux articles qui précèdent et aux décrets rendus pour leur exécution sera constatée et poursuivie comme en matière de contributions indirectes par les employés des contributions indirectes et des contributions diverses ou par les agents chargés de la répression des fraudes. Elle sera punie correctionnellement d'une amende de 100 à 500 francs, avec affichage du jugement, et, en cas de récidive, de la même peine, ainsi que d'une peine de huit jours à un mois d'emprisonnement, le tout sans préjudice, s'il y a lieu, des pénalités édictées par la législation antérieure.

Toutefois, les infractions au dernier alinéa de l'art. 1^{er} pourront être constatées par tous moyens de droit.

Aux peines prévues à l'alinéa précédent s'ajoutera :

1^o En cas d'infraction aux dispositions des art. 1^{er}, 2 et 3, relatives aux déclarations donnant lieu au paiement d'une redevance, le remboursement des redevances fraudées ou compromises et le paiement d'une amende fiscale égale au triple de ces redevances ;

2^o En cas d'infraction aux dispositions de l'art. 7, relatives à la représentation des vins bloqués, le paiement d'une taxe égale au triple droit de circulation sur les quantités non représentées et, en cas de récidive, au sextuple de ce droit ;

3^o En cas d'infraction aux dispositions de l'art. 3 relatives aux superficies susceptibles d'être plantées, le paiement d'une amende de 10.000 francs par hectare ou fraction d'hectare de vigne plantée en excédent ; cette amende sera applicable annuellement, pendant toute la durée de la plantation irrégulière ;

4^o En cas d'infraction aux dispositions des al. 12 et 13 de l'art. 3, le paiement d'une amende de 20.000 francs par hectare ou fraction d'hectare de terrain cédé ou transmis en violation desdites dispositions. Cette amende demeurera exigible annuellement pour toute la durée de la cession irrégulière.

Les infractions aux prescriptions de l'art. 4 de la loi du 6 avril 1897 seront punies, indépendamment des pénalités édictées par la législation en vigueur, des peines prévues au premier alinéa du présent article.

Art. 15. — Les moûts de raisin concentrés à plus de 10 % pourront être employés en vinification sur tous les vignobles de France et d'Algérie.

Un décret à intervenir avant le 15 juillet 1931, et rendu sur la proposition des Ministres de l'Agriculture et du Budget après avis de la Commission interministérielle de la viticulture ; fixera les conditions dans lesquelles les moûts concentrés peuvent être employés en vinification.

La vendange produisant des vins de cru ou d'appellation ne pourra être enrichie que par des concentrés de même cru ou de même appellation.

Les moûts de raisin concentrés à plus de 10 % et qui sont fabriqués, vendus ou mis en circulation en vue d'usages autres que la vinification : 1^o pourront circuler sur tout le territoire de la France et de l'Algérie ; 2^o suivront le régime des glucoses et seront affranchis des droits de circulation sur les moûts ayant servi à leur préparation, à la condition qu'ils soient destinés à la consommation intérieure et logés dans des récipients ne dépassant pas 5 kilos.

Les fabricants et commerçants d'appareils à concentrer les moûts de raisin seront astreints à la tenue d'un répertoire.

Toute infraction aux prescriptions du présent article et aux décrets rendus pour leur exécution sera punie des peines d'amende et d'emprisonnement, avec affichage du jugement telles qu'elles sont prévues à l'art. 8 de la loi du 6 mai 1919.

Art. 16. — Le produit des redevances et amendes prévues aux art. 1^{er}, 3, 14 et 15 de la présente loi sera consacré à la constitution d'un fonds de propagande destiné à développer la consommation et l'exportation du vin. Il sera réparti dans la limite des crédits ouverts chaque année au budget par le Ministre de l'Agriculture, sur la proposition d'un comité de propagande dont la composition et les conditions de fonctionnement seront fixées par décret contresigné par les Ministres de l'Agriculture, du Commerce et du Budget.

Les crédits non employés pourront être reportés d'un exercice sur l'autre par décret contresigné par les Ministres de l'Agriculture et du Budget.

Art. 17. — La présente loi sera, dès sa promulgation, applicable dans son intégralité, à la France, notamment aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, et de la Moselle, ainsi qu'à l'Algérie, nonobstant l'art. 10 de la loi du 19 décembre 1900.

Dans le mois qui suivra la dite promulgation et exception faite des délais spéciaux aux art. 7 et 15, il sera statué, par décret rendu sur la proposition des Ministres de l'Agriculture et du Budget, sur les mesures à prendre pour l'exécution de la présente loi.

Art. 18. — Conformément au § 1^{er} de l'art. 7 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, la présente loi devra être promulguée dans le délai de trois jours.

VIII LOI DU 8 JUILLET 1933 (J.O. DU 13 JUILLET 1933)

tendant à compléter et à modifier la loi du 4 juillet 1931, sur la viticulture et le commerce des vins

Article premier. — Les art. 1^{er}, 3, 7 et 10 de la loi du 4 juillet 1931 sur la viticulture et le commerce des vins sont modifiés ou complétés comme suit :

Art. 1^{er}. — 1^o A partir du 1^{er} août 1933, une redevance sera perçue dans toutes les exploitations dont la déclaration de récolte accuse une production supérieure à 400 hectolitres. Cette redevance sera calculée sur le rendement moyen à l'hectare, tel qu'il résultera de la déclaration de récolte et conformément au barème suivant :

Pour le rendement compris entre 101 et 125 hectolitres, 5 francs par hectolitre.

Pour le rendement compris entre 126 et 150 hectolitres, 10 francs par hectolitre.

Pour le rendement compris entre 151 et 175 hectolitres, 20 francs par hectolitre.

Pour le rendement compris entre 176 et 200 hectolitres, 30 francs par hectolitre.

Pour le rendement compris entre 201 et 250 hectolitres, 50 francs par hectolitre.

Pour le rendement dépassant 250 hectolitres, 100 francs par hectolitre.

2^o Indépendamment de la redevance ci-dessus, il sera perçu une redevance de 5 francs par hectolitre sur la tranche de rendement à l'hectare comprise :

a) Entre 51 et 80 hectolitres dans les exploitations dont la récolte globale dépassera 25.000 hectolitres ;

b) Entre 81 et 100 hectolitres dans les exploitations dont la récolte globale dépassera 2.000 hectolitres.

3^o Toutefois, les redevances susdites ne seront appliquées qu'aux exploitations dont le rendement moyen, au cours des trois dernières années, aura dépassé 50 hectolitres à l'hectare.

A la suite de blocage seront également dispensées des redevances, les quantités de vins ou de moûts de raisins admises à l'apurement des comptes de blocage.

4^o Ces redevances dues par le déclarant seront exigibles en deux fois, par parties égales, avant les 31 mars et 30 septembre qui suivront la date de la déclaration de récolte ;

5^o Les mesures de blocage prévues à l'art. 7 de la présente loi

sont suspensives du paiement de redevances afférentes à la quantité de récolte qui sera bloquée ;

6° Les redevances ne seront pas dues pour les quantités de vin qui auront été :

a) Exportées directement par le récoltant ou pour son compte ;

b) Distillées en exécution de l'art. 10 ci-après par le récoltant ou pour son compte ;

c) Déclarées pour la fabrication d'eau-de-vie bénéficiant de la présomption légale d'origine inscrite à l'art. 24 de la loi du 6 mai 1919 et effectivement réservées à cet usage ;

d) Evaporées par la concentration lorsqu'après l'opération, les moûts concentrés demeureront la propriété du récoltant soumis aux redevances et seront ramenées dans les chais de ce dernier, pour être employés sur place en vinification.

Si le montant des redevances afférentes à ces vins ou moûts de raisins avait déjà été payé par le récoltant, il lui serait restitué, sur justifications produites à l'administration ;

7° La déclaration de récolte devra indiquer distinctement les quantités respectives de vin blanc, de vin rouge ou rosé produites, ainsi que celles restant en stock des années précédentes ;

8° Il sera tenu compte, dans la déclaration de récolte, pour les vins rouges ou rosés, d'une tolérance de 2 % sur les déclarations supérieures à 500 hectolitres et de 3 % sur les déclarations inférieures à 500 hectolitres, pour les vins blancs, d'une tolérance de 4 % dans le premier cas et de 5 % dans le second.

L'irrigation des vignes est interdite à dater du 15 juillet de chaque année, jusqu'à la date de l'enlèvement de la récolte.

Toutefois, des arrêtés rendus par le Ministre de l'Agriculture après avis de la Commission interministérielle de la viticulture, et compte tenu des usages locaux, loyaux et constants pourront, à titre exceptionnel, fixer, par département et par commune, les dates extrêmes jusqu'où l'arrosage pourra être autorisé.

Art. 3. — Pendant une période de cinq années à compter du 1^{er} août 1933, sont suspendus toutes plantations ou tous compléments de plantations autres que ceux nécessaires pour assurer l'entretien du vignoble, sur une surface égale à l'intérieur d'une même exploitation. Est considérée comme entretien la reconstitution du vignoble après assolement ne remontant pas à une date antérieure au 1^{er} octobre 1931 à condition que les vignes ainsi arrachées n'aient pas été compensées par des vignes nouvellement plantées sur la même propriété.

Pour les régions dont le vin bénéficie d'appellations d'origine, telles qu'elles sont définies à l'art. 7 de la présente loi, ne seront pas considérées comme plantations nouvelles :

1° La plantation en remplacement à surface égale de vignes arrachées depuis moins de cinq ans ;

2° Le remplacement, jusqu'au 1^{er} août 1936, à surface égale de vignes qui devront être arrachées dans le délai de trois ans.

Ces dispositions ne s'appliqueront qu'aux natures de terrains et aux cépages qui ont droit à l'appellation d'origine, conformément aux usages locaux, loyaux et constants.

La faculté de remplacer, jusqu'au 1^{er} août 1936, à surface égale, des vignes qui devront être arrachées dans un délai de trois ans, est étendue aux régions dont le vin ne bénéficie pas d'une appellation d'origine — ou ne bénéficie que d'une appellation postérieure au 1^{er} janvier 1926 — à la double condition que cette opération soit faite, dans des départements dont la superficie plantée en vignes ne s'est pas accrue depuis dix ans, et que le remplacement soit effectué avec des cépages dont la liste aura été préalablement dressée pour chaque département par l'Office agricole départemental sur le rapport du directeur des Services agricoles.

Ne sont pas suspendus les plantations ou compléments de plantations :

a) Devant assurer la consommation personnelle des récoltants qui réservent à leur propre besoin l'intégralité des vins ou des raisins obtenus ;

b) Devant produire des vins destinés à la fabrication d'eaux-de-vie bénéficiant de la présomption légale inscrite à l'art. 24 de la loi du 6 mai 1919 ;

c) Réalisées, jusqu'à concurrence de 3 hectares, par toute personne ne possédant pas ou n'exploitant pas déjà cette surface de vignes. Cette disposition n'est toutefois applicable qu'aux personnes se trouvant à la tête d'une exploitation distincte telle qu'elle est définie par l'art. 6 du décret du 1^{er} août 1931.

Préalablement à toute plantation, il sera fait une déclaration à la recette ruraliste dont dépend l'exploitation. Les quantités de vin produites par les plantations faites en vertu de l'alinéa *b* ci-dessus et qui devront être spécifiées sur la déclaration de récolte ne pourront bénéficier d'aucun titre de mouvement pour la vente en nature. En conséquence, les viticulteurs en cause ne pourront obtenir de pièce de régie pour des envois à la consommation dans une limite supérieure aux quantités expédiées à cette destination au cours des cinq années précédentes augmentées, le cas échéant, des quantités produites par les plantations éventuellement faites en vertu de l'al. *c*.

Tout propriétaire ou exploitant qui, aux termes de l'art. 3 de la loi du 4 juillet 1931, aura effectué des plantations destinées à remplacer des surfaces qui devaient être arrachées dans un délai de trois ans devra justifier de l'arrachage desdites vignes dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi, sous peine de se voir refuser pour les prochaines récoltes tout titre de mouvement pour une quantité de vin correspondant à la production

moyenne de l'hectare au cours des trois dernières années multipliée par le nombre d'hectares à arracher.

Est considérée comme plantation nouvelle et, par conséquent, interdite, toute plantation qui augmenterait à l'hectare le nombre de ceps plantés lors de la promulgation de la présente loi.

Tout exploitant qui procèdera ou fera procéder à une plantation de vigne, sera tenu d'en faire, un mois avant, la déclaration à la mairie de sa commune et à la recette buraliste dont dépend la localité sur laquelle s'effectuera la plantation. Dans le cas où l'identification des superficies ne pourrait être établie à l'aide du plan cadastral, les intéressés devront produire un plan dressé soit par le service topographique, soit par un géomètre assermenté.

Avant le 15 mai de chaque année, le maire adressera à l'administration des Contributions Indirectes la liste des surfaces plantées sur le territoire de la commune, établie et signée par les répartiteurs de la commune.

En outre, l'administration aura le droit d'examiner la comptabilité des producteurs de plants et des entrepreneurs de défonçage.

Dans l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, une Commission spéciale, comprenant parmi ses membres des représentants des syndicats et des associations de producteurs de plants de vignes, nommée par arrêté du Ministre de l'Agriculture, sera chargée d'établir les indemnités dues aux propriétaires de pieds-mères et aux producteurs de plants qui justifieraient, par la différence des déclarations de bénéfices agricoles ou par tout autre moyen, une diminution de leur bénéfice supérieure à 15 % sur la moyenne des trois années précédentes. La moitié des redevances prévues à l'art. 1^{er} sera utilisée à cet effet pendant une période de trois années à la suite de la promulgation de la présente loi.

Toutefois, en vue de hâter le paiement des indemnités recon nues, un crédit spécial de 2 millions de francs est inscrit au budget du Ministère de l'Agriculture au chap. XXVII : « Encouragement à la viticulture » (exercice 1933).

Ce crédit ne sera pas renouvelé.

Art. 7. — Tant que les résultats des déclarations de récolte n'auront pas été publiés au *Journal Officiel*, les viticulteurs récoltant plus de 400 hectolitres ne pourront expédier une quantité supérieure aux deux tiers de leur production ; cette quantité sera réduite à la moitié de la production pour les viticulteurs récoltant plus de 5.000 hectolitres.

Lorsque la déclaration de récolte sera publiée et fera apparaître (France et Algérie comprises) des ressources dépassant 70 millions d'hectolitres, il y aura lieu à blocage.

En ce cas, le Gouvernement devra, avant le 1^{er} janvier de l'année, sur la proposition des Ministres de l'Agriculture, des

Finances et du Budget et après avis de la Commission interministérielle de la viticulture, déterminer par décret le pourcentage de moût et de vin qui pourra être expédié de la propriété par les viticulteurs récoltant plus de 400 hectolitres.

Ce pourcentage tiendra compte à la fois de l'importance globale de la récolte, du rendement à l'hectare, de l'augmentation qui apparaîtra dans la superficie des vignes en production comparativement à l'année 1928.

Le blocage définitif ne sera jamais supérieur au blocage prévisionnel ; l'incidence individuelle du blocage ne devra en aucun cas être supérieure à 33 % du chiffre de la récolte, sauf dans le cas où les ressources dépasseraient 84 millions d'hectolitres.

En cas de vente, de location ou de cession de parcelles, entrées en production postérieurement à 1928, le blocage atteindra les acheteurs, bailleurs ou cessionnaires, quelles que soit l'importance de leur production ;

2° Lorsque l'avis prévu au paragraphe précédent sera demandé à la Commission interministérielle, celle-ci sera complétée par deux représentants des coopératives de consommation, deux représentants des associations de consommateurs et deux représentants des syndicats ouvriers.

La Commission interministérielle ainsi constituée ne se prononcera qu'après avoir consulté les Offices agricoles des différents départements producteurs.

La quantité bloquée devra être représentée à toute réquisition à défaut de justification, soit de concentration des moûts, soit de distillation, soit d'envoi à la vinaigrierie, soit d'exportation hors de France ou d'Algérie, soit de fabrication de mistelles, de vins médicamenteux soumis au régime des spiritueux, de vins de liqueur, d'apéritifs à base de vin ou de vins doux naturels préparés dans les conditions prévues à l'art. 22 de la loi du 13 avril 1898. Pour la concentration, le déblocage ne joue qu'à concurrence des quantités de liquide évaporées.

Lorsque les moûts concentrés ne sont pas utilisés en vinification, les moûts naturels stérilisés ou concentrés livrés directement à la consommation entraînent le déblocage du volume initial du produit traité.

Seront exonérés du blocage :

a) Les producteurs dont le rendement moyen à l'hectare ne dépassant pas 100 hectolitres aura été inférieur de 40 % au rendement moyen correspondant des trois années précédentes, à la condition que la récolte totale n'accuse pas sur celle des trois années précédentes une augmentation supérieure à 10 %.

b) Les producteurs dont le vin bénéficie d'une appellation d'origine, soit en vertu de la présomption légale inscrite à l'art. 24 de la loi du 6 mai 1919, soit à la suite d'une déclaration souscrite antérieurement au 1^{er} janvier 1926, à condition, dans ce dernier

cas, que la production n'ait pas dépassé une moyenne de 40 hectolitres à l'hectare pour les trois dernières années.

c) Les producteurs qui, au cours de l'année précédente, auront eu leur récolte diminuée et dont le rendement à l'hectare n'aura pas dépassé 20 hectolitres du fait de calamités atmosphériques, ou de maladies provoquées par les cryptogames ou les insectes.

Les viticulteurs qui justifieront, à la suite d'une déclaration comportant les indications qui seront fixées par décret, de l'arrachage d'une surface déterminée de vignes, seront exonérés d'une façon permanente du blocage dans la mesure correspondant à la quantité de vin que cette surface était réputée produire, en se basant sur le rendement annuel moyen à l'hectare de l'exploitation des trois récoltes précédant l'arrachage. Toutefois, la quantité entrant en compte pour le déblocage ne pourra être supérieure à la différence entre la récolte de l'année considérée et la moyenne des trois récoltes précédant l'arrachage.

Un décret ordonnant le déblocage partiel ou total interviendra obligatoirement lorsque sur les marchés prévus à l'art. 54 de la loi du 16 avril 1930 le cours moyen du vin aura été reconnu supérieur à 126 francs l'hectolitre pour le vin de consommation courante titrant 9 degrés. Ce décret sera pris après avis de la Commission interministérielle de la viticulture qui devra faire intervenir, à côté du cours moyen du vin, le prix de revient moyen à la production.

En exécution des principes généraux de l'art. 3 de la loi du 31 mars 1931, les règles de blocage applicables à la production le seront également en même proportion aux stocks importés.

Sont considérés comme importateurs les négociants qui réalisent la première vente des vins en France et qui sont tenus d'opérer le dédouanement à leur propre nom, ou, en cas de vente conclue à l'Etranger, les commerçants (grossistes ou détaillants) qui figurent en qualité de destinataires sur les titres de mouvement créés pour légitimer la circulation des vins sur le territoire aussitôt après le dédouanement.

Art. 10. — Lorsque la statistique publiant les résultats des déclarations de récoltes, souscrites tant en France qu'en Algérie, fait apparaître un chiffre de disponibilités (récolte et stock) supérieur à 72 millions d'hectolitres, tout viticulteur ayant obtenu 400 hectolitres de vins avec un rendement à l'hectare qui n'accusera pas, comparativement à la moyenne des trois années précédentes une diminution supérieure à 50 % doit justifier qu'il a distillé ou fait distiller une quantité d'alcool correspondant à un pourcentage déterminé de sa récolte. Ce pourcentage, qui est progressif, en raison de l'importance globale de la récolte et du rendement à l'hectare, ainsi que le délai extrême de la distillation, sont fixés par décret rendu sur la proposition des Ministres de l'Agriculture, des Finances et du Budget.

Sauf en ce qui concerne les récoltants dont la prestation n'atteint pas 5 hectolitres d'alcool pur, l'alcool produit dans les conditions de l'alinéa qui précède est obligatoirement livré à l'Etat avant le 30 septembre de l'année qui suit la récolte à un prix fixé par les décrets susvisés. Ce prix ne peut, en aucun cas, dépasser les $\frac{3}{5}$ du prix pratiqué durant la campagne en cours, pour la cession par l'Etat, des alcools destinés au vinage et au mutage.

En sus des pénalités prévues par l'art. 14, al. 1^{er}, ci-après, tout retard de livraison est passible d'une astreinte, dont le recouvrement est poursuivi comme en matière de contributions indirectes, qui pourra atteindre, au maximum, 3 francs par hectolitre et l'avis individuel adressé aux producteurs.

Sont exemptés de l'obligation de distillation les producteurs dont le vin bénéficie d'une appellation d'origine dans les termes de l'art. 7 ci-dessus. Sont dispensés de livrer l'alcool à l'Etat, quelle que soit l'importance de la distillation obligatoire, les récoltants qui obtiennent des eaux-de-vie profitant de la présomption légale inscrite à l'art. 24 de la loi du 6 mai 1919.

A titre exceptionnel, pour la récolte de 1932 :

1° Les viticulteurs dont la prestation ne dépasse pas 5 hectolitres d'alcool pur ou dont la récolte de 1932 accuse sur sa devancière une diminution de rendement à l'hectare d'au moins 50 % sont dispensés de l'obligation de distillation ;

2° Les autres viticulteurs pourront se dispenser de livrer à l'Etat les alcools produits en exécution de l'arrêté ministériel du 8 février 1933 contre versement d'une somme de 450 francs par hectolitre d'alcool pur sur la partie de leur prestation qui excède 5 hectolitres d'alcool pur.

Art. 2. — A compter du 1^{er} août 1933, les vinages et mutages pour la consommation intérieure seront obligatoirement effectués avec des alcools rétrocédés par l'Etat qui livrera, à cet effet, dans la limite de ses disponibilités, des alcools de vin à concurrence des trois quarts des quantités totales nécessaires pour cet emploi.

Un décret rendu sur la proposition des Ministres des Finances et du Budget réglera les conditions dans lesquelles les alcools achetés en vertu de la loi du 19 avril 1930 seront transférés au compte du service des alcools.

Une surtaxe de compensation rétablissant l'équilibre légitime entre le prix d'achat de l'alcool de l'Etat et le prix de l'alcool mondial sera imposée aux importations de vins de liqueurs étrangères et versée au compte du service de alcools.

Le taux de cette surtaxe sera égal à la différence entre les prix d'achat et de vente de l'alcool de vin destiné au vinage et au mutage.

L'art. 7 du décret du 21 décembre 1926 portant codification

des textes législatifs en matière de contributions indirectes est complété comme suit :

« Est interdite, tant en France qu'en Algérie, la distillation de toute matière première importée de l'Etranger, des Colonies françaises ou des Pays de protectorat ».

Art. 3. — L'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} janvier 1930, modifié par l'art. 1^{er} de la loi du 19 avril 1930, est à nouveau modifié comme suit :

« *Premier alinéa.* — Il est interdit d'importer, de vendre, de mettre en vente, sauf pour la distillation ou la vinaigrierie, des vins de coupage renfermant moins de 9 degrés d'alcool réel, ainsi qu'une acidité fixe insuffisante, telle qu'en ajoutant le chiffre de l'acidité au degré d'alcool, la somme de ces deux chiffres soit inférieure à 12,5.

« *4^e alinéa.* — De même, n'est pas considéré comme coupage le mélange portant sur des vins originaires, en majeure partie, d'une région dans laquelle le titre alcoolique n'est pas fixé à un chiffre supérieur à 8 degrés quand le mélange est pratiqué à l'intérieur même de cette région.

« Les dispositions du présent article sont applicables aux vins mousseux quel que soit leur mode de préparation ».

Art. 4. — Toute opération de pressurage de lies doit être précédée d'une déclaration souscrite trois jours à l'avance à la recette buraliste des Contributions Indirectes. Cette déclaration présentera des indications qui seront fixées par décret rendu sur la proposition du Ministre du Budget ; elle pourra être contrôlée jusqu'à l'expiration d'un délai de quinze jours après la fin des travaux.

Toute infraction aux dispositions du présent article et à celles des décrets rendus pour leur application sera punie d'une amende en principal de 500 à 5.000 francs, indépendamment de la confiscation des matières saisies.¶

Art. 5. — Les art. 245 et 252 du premier décret du 21 décembre 1926 portant codification des textes législatifs en matière de contributions indirectes sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Sont seuls autorisés à fabriquer des piquettes ou des vins de sucre, les viticulteurs dont l'ensemble des déclarations de récolte n'accuse pas, pour l'année en cours, une production supérieure à 100 hectolitres de vin.

« Toutefois, l'autorisation de fabriquer des piquettes pourra être accordée, exclusivement pour la consommation familiale et domestique, par décret du Ministre de l'Agriculture déterminant les communes et les cantons où l'emploi de cette boisson familiale est conforme aux usages locaux, loyaux et constants.

« Cette autorisation devra être demandée par le propriétaire ou par le vigneron, là où existe la culture à moitié fruit, avant le 31 août de chaque année ; la demande devra porter l'indication exacte du personnel employé sur l'exploitation, le droit étant limité à 5 hectolitres pour le propriétaire et sa famille plus 5 hectolitres par homme employé à l'année sur la propriété.

« Toute fabrication de piquettes ou de vins de sucre doit être déclarée à la recette ruraliste, trois jours au moins à l'avance.

« Cette déclaration sera contrôlée dans les conditions prévues à l'art. 4 ci-dessus.

« Les boissons obtenues ne peuvent excéder, dans l'ensemble, 10 hectolitres et sont réservées à la consommation familiale ou domestique des déclarants ».

Art. 6. — L'art. 241 du premier décret du 21 décembre 1926 portant codification des textes législatifs en matière de contributions indirectes est remplacé par la disposition suivante :

« Est formellement prohibée la fabrication des vins produits par le procédé dit de diffusion ».

Art. 7. — Lors de la publication de la présente loi au *J.O.*, un texte codifiera les dispositions de la loi du 4 juillet 1931.

**IX. CODIFICATION DES LOIS DU 4 JUILLET 1931 ET
8 JUILLET 1933 (J.O. 13 JUILLET 1933)**

prévue par l'art. 7. de la loi du 8 juillet 1933

Redevances

Article premier. — 1^o A partir du 1^{er} août 1933, une redevance sera perçue dans toutes les exploitations dont la déclaration de récolte accuse une production supérieure à 400 hectolitres. Cette redevance sera calculée sur le rendement moyen à l'hectare, tel qu'il résultera de la déclaration de récolte et conformément au barème suivant :

Première redevance atteignant les hauts rendements.

Pour le rendement compris entre 101 et 125 hectolitres, 5 francs par hectolitre.

Pour le rendement compris entre 126 et 150 hectolitres, 10 francs par hectolitre.

Pour le rendement compris entre 151 et 175 hectolitres, 20 francs par hectolitre.

Pour le rendement compris entre 176 et 200 hectolitres, 30 francs par hectolitre.

Pour le rendement compris entre 201 et 250 hectolitres, 50 francs par hectolitre.

Pour le rendement dépassant 250 hectolitres, 100 francs par hectolitre.

Deuxième redevance frappant les récoltes importantes.

2^o Indépendamment de la redevance ci-dessus, il sera perçu une redevance de 5 francs par hectolitre sur la tranche de rendement à l'hectare comprise :

a) Entre 51 et 80 hectolitres dans les exploitations dont la récolte globale dépassera 25.000 hectolitres ;

b) Entre 81 et 100 hectolitres dans les exploitations dont la récolte globale dépassera 2.000 hectolitres.

Exemptions.

3^o Toutefois, les redevances susdites ne seront appliquées qu'aux exploitations dont le rendement moyen, au cours des trois dernières années, aura dépassé 50 hectolitres à l'hectare.

Dates d'exigibilité.

4^o Ces redevances, dues par le déclarant, seront exigibles en

deux fois, par parties égales, avant les 31 mars et 30 septembre qui suivront la date de la déclaration de récolte.

5° Les mesures de blocage prévues à l'art. 7 de la présente loi sont suspensives du paiement des redevances afférentes à la quantité de récolte qui sera bloquée.

*Déduction à opérer sur les quantités de vin
passibles des redevances.*

6° Les redevances ne seront pas dues pour les quantités de vin qui auront été :

- a) Exportées directement par le récoltant ou pour son compte ;
- b) Distillées en exécution de l'art. 10 ci-après par le récoltant pour son compte ;
- c) Déclarées pour la fabrication d'eaux-de-vie bénéficiant de la présomption légale d'origine inscrite à l'art. 24 de la loi du 6 mai 1919 et effectivement réservées à cet usage ;
- d) Evaporées par la concentration lorsqu'après l'opération les moûts concentrés demeureront la propriété du récoltant soumis aux redevances et seront ramenés dans les chais de ce dernier, pour être employés sur place en vinification.

Si le montant des redevances afférentes à ces vins ou moûts de raisins avait déjà été payé par le récoltant, il lui serait restitué, sur justifications produites à l'Administration.

A la suite de blocage seront également dispensées des redevances les quantités de vins ou de moûts de raisins admises à l'apurement des comptes de blocage.

Eléments de la déclaration de récolte.

7° La déclaration de récolte devra indiquer distinctement les quantités respectives de vin blanc, de vin rouge ou rosé produites, ainsi que celles restant en stock des années précédentes :

Tolérances dans la souscription des déclarations de récolte.

8° Il sera tenu compte, dans la déclaration de récolte, pour les vins rouges ou rosés, d'une tolérance de 2 % sur les déclarations supérieures à 500 hectolitres et de 3 % sur les déclarations inférieures à 500 hectolitres, pour les vins blancs, d'une tolérance de 4 % dans le premier cas et de 5 % dans le second.

Irrigation des vignes.

L'irrigation des vignes est interdite à dater du 15 juillet de chaque année, jusqu'à la date de l'enlèvement de la récolte.

Toutefois, des arrêtés rendus par le Ministre de l'Agriculture, après avis de la Commission interministérielle de la viticulture, et compte tenu des usages locaux, loyaux et constants pourront à titre exceptionnel, fixer, par département et par commune, les dates extrêmes jusqu'où l'arrosage pourra être autorisé.

Régime spécial des sociétés.

Art. 2. — Lorsqu'une société est propriétaire, concessionnaire ou locataire de terrains plantés en vignes, les déclarations de récolte, quel que soit le mode de faire valoir, souscrites par tous les exploitants de ces terrains, seront, par dérogation à la loi du 29 juin 1907, cumulées pour l'application de toutes les dispositions de la présente loi.

I. — Dispositions dont l'application est suspendue pendant une période de cinq années à compter du 1^{er} août 1933

Limitation des plantations.

Art. 3. — Pendant une période de dix années, à dater de la promulgation de la présente loi, il est interdit à toute personne ou société possédant ou exploitant, soit directement, soit par voie de fermage, métayage ou tout autre moyen, tant en France qu'en Algérie en un ou plusieurs domaines, 10 hectares de vignes ou récoltant 500 hectolitres, de planter ou de faire planter de nouvelles surfaces en vigne, exception faite des vignes dont la production est réservée à la consommation familiale.

Toutefois, les terres achetées pour leur propre compte, par des fermiers ou métayers, pourront être plantées par eux en vigne, jusqu'à concurrence de 10 hectares, sans déduction des superficies plantées en vignes qu'ils exploitent pour le compte du propriétaire dont ils sont fermiers ou métayers, ce propriétaire ne pouvant, en aucun cas, être une société.

Déclaration de plantation

Toute personne qui procèdera, ou fera procéder, à une plantation de vigne, sera tenue dans le mois qui suivra l'achèvement de la plantation, d'en faire la déclaration à la recette buraliste, dont dépend la localité où se trouve le terrain planté.

Compléments de plantation

Sera considéré comme plantation nouvelle, tout complément de plantations effectué sur les terrains où, lors de la promulgation de la présente loi, le nombre des ceps n'atteint pas 1.500 à l'hectare.

Exonérations

Ne sont pas considérées comme plantations nouvelles, au sens du présent article :

1^o a) Le remplacement sur le même domaine à surface égale d'une vigne déjà existante ;

b) La plantation en remplacement à surface égale de vignes arrachées depuis moins de dix ans ;

c) Le remplacement à surface égale de vignes qui devront être arrachées dans un délai de trois ans ;

2° La plantation dont le propriétaire indiquera, lors de la déclaration de récolte, que le vin est exclusivement destiné à la fabrication d'eaux-de-vie bénéficiant de la présomption légale inscrite à l'art. 24 de la loi du 6 mai 1919 et effectivement réservé à cet usage ;

3° La reconstitution, dans les dix ans qui suivront la promulgation de la présente loi, des vignobles détruits ou endommagés par les événements de guerre et les calamités atmosphériques.

II. — Anciennes dispositions demeurant en vigueur avec modifications

Redevance imposée aux exploitations nouvelles dont la production excède 500 hectolitres

Toute personne ou société qui aura planté ou fait planter de nouvelles surfaces en vignes dans les limites prévues aux alinéas précédents et dont la récolte de vin sera de ce chef supérieure à 500 hectolitres, sera soumise pour l'excédent à une redevance de 50 francs par hectolitre. En cas de vente du fonds, cette redevance sera due par le déclarant. Ladite redevance s'ajoutera à celles prévues à l'art. 1^{er} et sera payable dans les mêmes conditions.

Interdiction de cession de vignobles à une société

Est interdit, pendant le délai de dix ans, le transfert à une société de la propriété, de la jouissance ou de l'exploitation de terrains plantés en vignes postérieurement à la promulgation de la présente loi.

Interdiction de cession par une société de terrains préparé pour des plantations de vignes.

Est interdite la cession volontaire, sous quelque forme que ce soit, par une société à un tiers, de terrains préparés pour des plantations de vignes ou qui seront plantés en vignes avant l'expiration dudit délai de dix ans.

Plantation de vignes à raisins de table.

N'est pas interdite la plantation de vignes à raisin pour table dans la limite indiquée au deuxième alinéa du présent article.

Indemnités à allouer aux producteurs de plants de vignes.

Dans l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, une Commission spéciale, comprenant parmi ses membres des représentants des Syndicats et des Associations de producteurs de plants de vignes nommés par arrêté du Ministre de l'Agriculture, sera chargée d'établir les indemnités dues aux propriétaires de

pieds-mères et aux producteurs de plants qui justifieraient, par la différence des déclarations de bénéfices agricoles ou par tout autre moyen, une diminution de leur bénéfice supérieure à 15 % sur la moyenne des trois années précédentes. La moitié des redevances prévues à l'art. 1^{er} sera utilisée à cet effet pendant une période de trois années à la suite de la promulgation de la présente loi.

Toutefois, en vue de hâter le paiement des indemnités reconues, un crédit spécial de 2 millions de francs est inscrit au budget du Ministère de l'Agriculture au chap. XXVII : « Encouragement à la viticulture » (exercice 1933).

Ce crédit ne sera pas renouvelé.

III. — Dispositions nouvelles

Suspension provisoire des plantations ou compléments de plantations.

Pendant une période de cinq années à compter du 1^{er} août 1933, sont suspendus toutes plantations ou tous compléments de plantations autres que ceux nécessaires pour assurer l'entretien du vignoble, sur une surface égale à l'intérieur d'une même exploitation. Est considérée comme entretien la reconstitution du vignoble après assolement ne remontant pas à une date antérieure au 1^{er} octobre 1931, à condition que les vignes ainsi arrachées n'aient pas été compensées par des vignes nouvellement plantées sur la même propriété.

Dispositions particulières aux régions produisant des vins à appellation d'origine

Pour les régions dont le vin bénéficie d'appellations d'origine, telles qu'elles sont définies à l'art. 7 de la présente loi, ne seront pas considérées comme plantations nouvelles :

1^o La plantation, en remplacement, à surface égale, de vignes arrachées depuis moins de cinq ans ;

2^o Le remplacement, jusqu'au 1^{er} août 1936, à surface égale, de vignes qui devront être arrachées dans le délai de trois ans.

Ces dispositions ne s'appliqueront qu'aux natures de terrains et aux cépages qui ont droit à l'appellation d'origine, conformément aux usages locaux, loyaux et constants.

Plantations de cépages choisis.

La faculté de remplacer, jusqu'au 1^{er} août 1936, à surface égale, des vignes qui devront être arrachées dans un délai de trois ans, est étendue aux régions dont le vin ne bénéficie pas d'une appellation d'origine — ou ne bénéficie que d'une appellation postérieure au 1^{er} janvier 1926 — à la double condition que cette opération soit faite dans les départements dont la superficie plantée en vignes ne s'est pas accrue depuis dix ans, et que le rempla-

cement soit effectué avec des cépages dont la liste aura été préalablement dressée pour chaque département par l'Office agricole départemental sur le rapport du directeur des Services agricoles.

Exonérations

Ne sont pas suspendus les plantations ou compléments de plantations :

a) Devant assurer la consommation personnelle des récoltants qui réservent à leurs propres besoins l'intégralité des vins ou des raisins obtenus ;

b) Devant produire des vins destinés à la fabrication d'eaux-de-vie bénéficiant de la présomption légale inscrite à l'art. 24 de la loi du 6 mai 1919 ;

c) Réalisés, jusqu'à concurrence de trois hectares, par toute personne ne possédant pas ou n'exploitant pas déjà cette surface de vignes. Cette disposition n'est toutefois applicable qu'aux personnes se trouvant à la tête d'une exploitation distincte, telle qu'elle est définie par l'art. 6 du décret du 1^{er} août 1931.

Préalablement à toute plantation, il sera fait une déclaration à la recette buraliste dont dépend l'exploitation. Les quantités de vins produites par les plantations faites en vertu de l'al. b ci-dessus et qui devront être spécifiées sur la déclaration de récolte ne pourront bénéficier d'aucun titre de mouvement pour la vente en nature. En conséquence, les viticulteurs en cause ne pourront obtenir de pièce de régie pour des envois à la consommation dans une limite supérieure aux quantités expédiées à cette destination au cours des cinq années précédentes, augmentées, le cas échéant, des quantités produites par les plantations éventuellement faites en vertu de l'al. c.

Arrachage destinés à compenser des plantations faites sous le régime de l'art. 3, 1^o, § c, de la loi du 4 juillet 1931.

Tout propriétaire ou exploitant qui, aux termes de l'art. 3 de la loi du 4 juillet 1931, aura effectué des plantations destinées à remplacer des surfaces qui devaient être arrachées dans un délai de trois ans devra justifier de l'arrachage desdites vignes dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi, sous peine de se voir refuser pour les prochaines récoltes tout titre de mouvement pour une quantité de vin correspondant à la production moyenne de l'hectare au cours des trois dernières années, multipliée par le nombre d'hectares à arracher.

Compléments de plantations.

Est considérée comme plantation nouvelle et par conséquent interdite, toute plantation qui augmenterait à l'hectare le nombre de ceps plantés lors de la promulgation de la présente loi.

Déclaration de plantation.

Tout exploitant qui procèdera ou fera procéder à une plantation de vigne, sera tenu d'en faire, un mois avant, la déclaration à la mairie de sa commune et à la recette ruraliste dont dépend la localité sur laquelle s'effectuera la plantation. Dans le cas où l'identification des superficies ne pourrait être établie à l'aide du plan cadastral les intéressés devront produire un plan dressé soit par le service topographique, soit par un géomètre assermenté.

Documents à adresser par les mairies à l'Administration des Contributions Indirectes

Avant le 15 mai de chaque année, le maire adressera à l'Administration des Contributions Indirectes la liste des surfaces plantées sur le territoire de la commune, établie et signée par les répartiteurs de la commune.

Mesures de contrôle.

En outre, l'Administration aura le droit d'examiner la comptabilité des producteurs de plants et des entrepreneurs de défonçage.

Recouvrement des redevances

Art. 4. — Les redevances instituées par les art. 1^{er} et 3 seront assises et recouvrées dans les formes propres aux Administrations des Contributions Indirectes et Contributions diverses.

Contribution foncière sur les terrains plantés en vignes.

Art. 5. — Les dispositions des art. 114 et 115 de la loi du 3 frimaire, an VII et celles de l'art. 7 du décret de codification du 11 janvier 1929, relatives à la contribution foncière, sont abrogées en ce qui concerne les terres qui seront plantées en vigne.

Minimum de composition des vins de pays.

Art. 6. — Il sera statué, par des décrets pris sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, pour chaque région viticole, sur la composition que doivent avoir les vins récoltés dans chacune des dites régions pour pouvoir être considérées comme propres à la consommation.

Chaptalisation des vendanges.

Toute personne achetant des vendanges dans les régions où le sucrage en première cuvée est interdit et qui ne destine pas exclusivement à sa consommation familiale la totalité du vin obtenu, ne peut se livrer à aucune opération de sucrage en première cuvée.

Quantités susceptibles d'être expédiées avant déclaration de récolte.

Art. 7. — Tant que les résultats de déclarations des récoltes n'auront pas été publiés au *J.O.*, les viticulteurs récoltant plus

de 400 hectolitres ne pourront expédier une quantité supérieure aux deux tiers de leur production ; cette quantité sera réduite à la moitié de la production pour les viticulteurs récoltant plus de 5.000 hectolitres.

Blocage.

Lorsque la déclaration de récolte sera publiée et fera apparaître (France et Algérie comprises) des ressources dépassant 70 millions d'hectolitres, il y aura lieu à blocage.

En ce cas, le Gouvernement devra avant le 1^{er} janvier de l'année, sur la proposition des Ministres de l'Agriculture, des Finances et du Budget, et après avis de la Commission interministérielle de la viticulture, déterminer par décret le pourcentage de moût et de vin qui pourra être expédié de la propriété par les viticulteurs récoltant plus de 400 hectolitres.

Eléments du blocage.

Ce pourcentage tiendra compte à la fois de l'importance globale de la récolte, du rendement à l'hectare, et de l'augmentation qui apparaîtra dans la superficie des vignes en production comparativement à l'année 1928.

Quotité du blocage.

Le blocage définitif ne sera jamais supérieur au blocage prévisionnel ; l'incidence individuelle du blocage ne devra en aucun cas être supérieure à 33 % du chiffre de la récolte, sauf dans le cas où les ressources dépasseraient 84 millions d'hectolitres.

En cas de vente, de location ou de cession de parcelles, entrées en production postérieurement à 1928, le blocage atteindra les acheteurs, bailleurs ou cessionnaires, quelle que soit l'importance de leur production.

Lorsque l'avis prévu au paragraphe précédent sera demandé à la Commission interministérielle, celle-ci sera complétée par deux représentants des coopératives de consommation, deux représentants des associations de consommateurs et deux représentants des syndicats ouvriers.

La Commission interministérielle ainsi constituée ne se prononcera qu'après avoir consulté les offices agricoles des différents départements producteurs.

Représentation des quantités bloquées

La quantité bloquée devra être représentée à toute réquisition à défaut de justification, soit de concentration des moûts, soit de distillation, soit d'envoi à la vinaigrerie, soit d'exportation hors de France, ou d'Algérie, soit de fabrication de mistelles, de vins de liqueur, d'apéritifs à base de vin ou de vins doux naturels préparés dans les conditions prévues à l'art. 22 de la loi du

13 avril 1898. Pour la concentration, le déblocage ne joue qu'à concurrence des quantités de liquides évaporées.

Lorsque les moûts concentrés ne sont pas utilisés en vinification, les moûts naturels stérilisés ou concentrés livrés directement à la consommation entraînent le déblocage du volume initial du produit traité.

Exemption du blocage.

Seront exonérés du blocage :

a) Les producteurs dont le rendement moyen à l'hectare, ne dépassant pas 100 hectolitres, aura été inférieur de 40 % au rendement moyen correspondant des trois années précédentes, à la condition que la récolte totale n'accuse pas, sur celle des trois années précédentes, une augmentation supérieure à 10 % ;

b) Les producteurs dont le vin bénéficie d'une appellation d'origine, soit en vertu de la présomption légale inscrite à l'art. 24 de la loi du 6 mai 1919, soit à la suite d'une déclaration souscrite antérieurement au 1^{er} janvier 1926, à la condition, dans ce dernier cas, que la production n'ait pas dépassé une moyenne de 40 hectolitres à l'hectare pour les trois dernières années ;

c) Les producteurs qui, au cours de l'année précédente, auront eu leur récolte diminuée et dont le rendement à l'hectare n'aura pas dépassé 20 hectolitres du fait de calamités atmosphériques, ou de maladies provoquées par les cryptogames ou les insectes.

Les viticulteurs qui justifieront, à la suite d'une déclaration comportant les indications qui seront fixées par décret, de l'arrachage d'une surface déterminée de vignes, seront exonérés d'une façon permanente du blocage dans la mesure correspondant à la quantité de vin que cette surface était réputée produire, en se basant sur le rendement annuel moyen à l'hectare de l'exploitation des trois récoltes précédant l'arrachage. Toutefois, la quantité entrant en compte, pour le déblocage, ne pourra être supérieure à la différence entre la récolte de l'année considérée et la moyenne des trois récoltes précédant l'arrachage.

Déblocage.

Un décret ordonnant le déblocage partiel ou total interviendra obligatoirement lorsque, sur les marchés prévus à l'art. 54 de la loi du 16 avril 1930, le cours moyen du vin aura été reconnu supérieure à 126 francs l'hectolitre pour le vin de consommation courante titrant 9 degrés. Ce décret sera pris après avis de la Commission interministérielle de la viticulture qui devra faire intervenir, à côté du cours moyen du vin, le prix de revient moyen à la production.

Blocage des vins importés.

En exécution des principes généraux de l'art. 3 de la loi du

31 mars 1931, les règles de blocage applicables à la production le seront également en même proportion aux stocks importés.

Définition de l'importateur.

Sont considérés comme importateurs les négociants qui réalisent la première vente des vins en France et qui sont tenus d'opérer le dédouanement à leur propre nom, ou, en cas de vente conclue à l'Etranger, les commerçants (grossistes ou détaillants) qui figurent en qualité de destinataires sur les titres de mouvement créés pour légitimer la circulation des vins sur le territoire aussitôt après le dédouanement.

Art. 8. — L'article 78 et la dernière phrase de l'article 251 du 21 décembre 1926, portant codification de textes législatifs en matière de contributions indirectes sont abrogés.

L'art. 77 du même décret est complété par la disposition suivante :

Alcools. — Acquits et congés blancs.

« Peuvent également bénéficier des titres de mouvement sur papier blanc les alcools et eaux-de-vie obtenus par la distillation des vins et des marcs provenant de vendanges sucrées en première cuvée dans les limites et conditions fixées par la loi du 4 août 1929.

Art. 9. — L'art. 6 du décret de codification du 21 décembre 1926 (boisson) est complété comme suit :

Emploi des alcools pour la carburation.

« Les importateurs d'essences de pétrole et autres, pures ou en mélanges, sont, en outre, tenus, pour obtenir les licences d'importation visées au premier alinéa du présent article, d'ajouter en mélange, à toutes les quantités d'essences importées par eux, à l'exception des essences « tourisme », telles qu'elles sont définies par arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie, et des « white spirits » ou autres produits non destinés à la force motrice, 25 litres au moins à 35 litres au plus d'alcool repris à l'Etat dans les conditions spécifiées ci-dessus, par 100 litres d'essences.

« Le pourcentage d'alcool à ajouter obligatoirement, la date et les modalités d'application de la disposition faisant l'objet de l'al. précédent, ainsi que les conditions dans lesquelles les mélanges devront être livrés au public, sont fixés par arrêtés du Ministre de l'Agriculture, du Ministre du Commerce et de l'Industrie et du Ministre du Budget.

« Dans le cas où l'application des dispositions prévues par le présent article ne permettrait pas l'emploi, en totalité, à la force motrice, des alcools repris par les importateurs, l'obligation de mélange sera immédiatement étendue aux essences « tourisme »

par arrêté du Ministre de l'Agriculture, du Ministre du Commerce et de l'Industrie et du Ministre du Budget.

Surtaxe perçue au profit du service des alcools sur les huiles et essences de pétroles importées.

« La surtaxe de cinq francs par hectolitre sur les importations d'huiles et essences de pétroles, visées par l'art. 7 de la loi du 28 février 1923, est portée à dix francs quarante centimes, à compter de la date d'application de la présente loi. »

L'art. 4 de la loi du 19 avril 1930 est abrogé.

Distillation obligatoire.

Art. 10. — Lorsque la statistique publiant les résultats des déclarations de récoltes, souscrites tant en France qu'en Algérie fait apparaître un chiffre de disponibilités (récolte et stock) supérieur à 72 millions d'hectolitres, tout viticulteur ayant obtenu 400 hectolitres de vins avec un rendement à l'hectare qui n'accusera pas, comparativement à la moyenne des trois années précédentes, une diminution supérieure à 50 % doit justifier qu'il a distillé ou fait distiller une quantité d'alcool correspondant à un pourcentage déterminé de sa récolte. Ce pourcentage qui est progressif en raison de l'importance globale de la récolte et du rendement à l'hectare, ainsi que le délai extrême de la distillation sont fixés par décret rendu sur la proposition des Ministres de l'Agriculture, des Finances et du Budget.

Destination à donner aux alcools.

Sauf en ce qui concerne les récoltants dont la prestation n'atteint pas 5 hectolitres d'alcool pur, l'alcool produit dans les conditions de l'al. qui précède est obligatoirement livré à l'Etat avant le 30 septembre de l'année qui suit la récolte, à un prix fixé par les décrets susvisés. Ce prix ne peut, en aucun cas, dépasser les 3/5 du prix pratiqué durant la campagne en cours pour la cession par l'Etat des alcools destinés au vinage et au mutage.

Astreinte.

En sus des pénalités prévues par l'art. 14, al. 1^{er}, ci-après tout retard de livraison est passible d'une astreinte, dont le recouvrement est poursuivi comme en matière de contributions indirectes, qui pourra atteindre, au maximum, 3 francs par hectolitre et par jour de retard, à partir de la date fixée pour la livraison dans l'avis individuel adressé aux producteurs.

Dispense de livraison.

Sont exemptés de l'obligation de distillation les producteurs dont le vin bénéficie d'une appellation d'origine dans les termes de l'art. 7 ci-dessus. Sont dispensés de livrer l'alcool à l'Etat

quelle que soit l'importance de la distillation obligatoire, les récoltants qui obtiennent des eaux-de-vie profitant de la présomption légale inscrite à l'art. 24 de la loi du 6 mai 1919.

Mesures transitoires, concernant la récolte de 1932.

A titre exceptionnel, pour la récolte de 1932 :

1° Les viticulteurs dont la prestation ne dépasse pas 5 hectolitres d'alcool pur ou dont la récolte de 1932 accuse, sur sa devancière, une diminution de rendement à l'hectare d'au moins 50 % sont dispensés de l'obligation de distillation ;

2° Les autres viticulteurs pourront se dispenser de livrer à l'Etat les alcools produits en exécution de l'arrêté ministériel du 8 février 1923 contre versement d'une somme de 450 francs par hectolitre d'alcool pur sur la partie de leur prestation qui excède 5 hectolitres d'alcool pur.

Art. 11. — L'art. 45 du décret du 21 décembre 1926, portant codification des textes législatifs en matière de contributions indirectes, est complété comme suit :

Bouilleurs de cru. — Allocation en franchise.

« Les dispositions prévues par les art. 36, 37, 39 et 45 sont applicables dans le cas où il s'agit de la distillation des vins, marcs et lies provenant de vendanges et de moûts chaptalisés dans les limites et conditions fixées par la loi du 4 août 1929 ».

Condition de nomination ou d'agrément et attributions des agents de la répression des fraudes.

Art. 12. — Les agents du service de la répression des fraudes, tant en Algérie qu'en France, sont nommés par le Ministre de l'Agriculture ou agréés par lui dans les conditions prévues à l'art. 65 de la loi du 27 février 1912.

Les agents du service de la répression des fraudes ont, concurremment avec les agents des douanes, qualité pour exercer, dans la limite de leurs attributions, le contrôle des marchandises importées dès lors qu'elles ont été déclarées pour la consommation.

Vente sur souches.

Art. 13. — En cas de vente sur souches sur la base d'un degré d'alcool déterminé, le prix ne pourra être fixé que sous réserve d'augmentation ou de diminution de ce prix, selon que le vin une fois produit fera apparaître une richesse alcoolique supérieure ou inférieure au degré prévu.

Pénalités.

Art. 14. — Toute infraction aux articles qui précèdent et aux décrets rendus pour leur exécution sera constatée et poursuivie

comme en matière de contributions indirectes par les employés des Contributions Indirectes et des Contributions diverses ou par les agents chargés de la répression des fraudes. Elle sera punie correctionnellement d'une amende de 100 à 500 francs, avec affichage du jugement, et, en cas de récidive, de la même peine, ainsi que d'une peine de huit jours à un mois d'emprisonnement, le tout sans préjudice, s'il y a lieu, des pénalités édictées par la législation antérieure.

Toutefois, les infractions au dernier alinéa de l'art. 1^{er} pourront être constatées par tous moyens de droit.

Aux peines prévues à l'alinéa précédent s'ajoutera :

1^o En cas d'infraction aux dispositions des art. 1^{er}, 2 et 3, relatives aux déclarations donnant lieu au paiement d'une redevance, le remboursement des redevances fraudées ou compromises et le paiement d'une amende fiscale égale au triple de ces redevances ;

2^o En cas d'infraction aux dispositions de l'art. 7, relatives à la représentation des vins bloqués, le paiement d'une taxe égale au triple droit de circulation sur les quantités non représentées et en cas de récidive, au sextuple de ce droit ;

3^o En cas d'infraction aux dispositions de l'art. 3 relatives aux superficies susceptibles d'être plantées, le paiement d'une amende de 10.000 francs par hectare ou fraction d'hectare de vigne plantée en excédent ; cette amende sera applicable annuellement pendant toute la durée de la plantation irrégulière ;

4^o En cas d'infraction aux dispositions des al. 12 et 13 de l'art. 3, le paiement d'une amende de 20.000 francs par hectare ou fraction d'hectare de terrain cédé ou transmis en violation desdites dispositions. Cette amende demeurera exigible annuellement pour toute la durée de la cession irrégulière.

Les infractions aux prescriptions de l'art. 4 de la loi du 6 avril 1897 seront punies, indépendamment des pénalités édictées par la législation en vigueur, des peines prévues au premier alinéa du présent article.

Régime fiscal et conditions d'emploi en vinification des moûts concentrés de raisins.

Art. 15. — Les moûts de raisins concentrés à plus de 10 % pourront être employés en vinification sur tous les vignobles de France et d'Algérie.

Un décret à intervenir avant le 15 juillet 1931, et rendu sur la proposition des Ministres de l'Agriculture et du Budget, après avis de la Commission interministérielle de la viticulture, fixera les conditions dans lesquelles les moûts concentrés peuvent être employés en vinification.

La vendange produisant des vins de cru ou d'appellation ne pourra être enrichie que par des concentrés de même cru ou de même appellation.

Les moûts de raisins concentrés à plus de 10 % qui sont fabriqués, vendus ou mis en circulation en vue d'usages autres que la vinification : 1^o pourront circuler sur tout le territoire de la France et de l'Algérie ; 2^o suivront le régime des glucoses et seront affranchis des droits de circulation sur les moûts ayant servi à leur préparation, à la condition qu'ils soient destinés à la consommation intérieure et logés dans des récipients ne dépassant pas 5 kilogrammes.

Les fabricants et commerçants d'appareils à concentrer les moûts de raisin seront astreints à la tenue d'un répertoire.

Toute infraction aux prescriptions du présent article et aux décrets rendus pour leur exécution sera punie des peines d'amende et d'emprisonnement, avec affichage du jugement telles qu'elles sont prévues à l'art. 8 de la loi du 6 mai 1919.

Affectation des redevances et amendes. Fonds de propagande pour la consommation et l'exportation des vins.

Art. 16. — Le produit des redevances et amendes prévues aux art. 1^{er}, 3 et 14 et 15 de la présente loi sera consacré à la constitution d'un fonds de propagande destiné à développer la consommation et l'exportation du vin. Il sera réparti dans la limite des crédits ouverts chaque année au budget par le Ministre de l'Agriculture, sur la proposition d'un Comité de propagande dont la composition et les conditions de fonctionnement seront fixées par décret contresigné par les Ministres de l'Agriculture, du Commerce et du Budget.

Les crédits non employés pourront être reportés d'un exercice sur l'autre par décret contresigné par les Ministres de l'Agriculture et du Budget.

Champ d'application de la loi.

Art. 17. — La présente loi sera, dès sa promulgation, applicable dans son intégralité, à la France, notamment aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, et de la Moselle, ainsi qu'à l'Algérie, nonobstant l'art. 10 de la loi du 19 décembre 1900.

Dans le mois qui suivra ladite promulgation et exception faite des délais spéciaux aux art. 7 et 15, il sera statué, par décret rendu sur la proposition des Ministres de l'Agriculture et du Budget, sur les mesures à prendre pour l'exécution de la présente loi.

Promulgation de la loi.

Art. 18. — Conformément au § 1^{er} de l'art. 7 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, la présente loi devra être promulguée dans le délai de trois jours.

Vu pour être annexé à la loi du 8 juillet 1933.

X. DECRETS DU 15 JUILLET 1933 (J.O. DU 22 JUILLET 1933)

fixant les caractères des vins propres à la consommation dans les différentes régions

1^{er} décret

Article premier. — Sont considérés comme propres à la consommation les vins d'un titre alcoolique égal ou supérieur à 12 degrés (alcool total), préparés suivant les usages locaux, loyaux et constants, consacrés ou définis par les règlements d'application de la loi du 1^{er} août 1905, et produits dans le département d'Oran.

A titre transitoire, seront admis à la consommation, mais seulement sur l'ensemble du territoire du département sus-énoncé, les vins de la prochaine récolte dont le titre alcoolique sera égal ou supérieur à 11 degrés.

Art. 2. — Indépendamment du degré minimum fixé à l'art. 1^{er} du présent décret, les vins de la région susvisée, pour être propres à la consommation, devront répondre aux conditions ci-après :

1^o La quantité d'alcool total en poids par gramme d'extrait sec réduit doit être au moins égale à 2,5 pour les vins rouges et à 3,0 pour les vins blancs ;

2^o L'acidité fixe par degré d'alcool doit être au moins égale à :
0,27 pour les vins titrant 11 degrés d'alcool total.

0,25 pour les vins titrant 11 degrés 5 d'alcool total.

L'extrait réduit est la quantité d'extrait sec à 100 degrés déterminée par la méthode officielle, diminué de la quantité de sucre excédant 1 gramme.

L'acidité fixe est l'acidité fixe évaluée en acide sulfurique.

Le degré alcoolique total est le degré alcoolique mesuré par distillation, augmenté, le cas échéant, de 1 degré par 18 grammes de sucre non fermenté par litre de vin.

Les contrevenants seront poursuivis pour l'application des peines prévues par l'art. 13 de la loi du 1^{er} août 1905, modifiée par la loi du 21 juillet 1929, sans préjudice des peines plus graves fixées par les textes en vigueur, en cas de délit de fraude.

Art. 3. — Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux vins de liqueur, ainsi qu'aux vins destinés à la préparation d'eaux-de-vie ayant droit à une appellation d'origine effectivement employés à cet usage.

Art. 4. — Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *J.O.* de la République française.

2^e décret

Article premier. — Sont considérés comme propres à la consommation les vins d'un titre alcoolique égal ou supérieur à 11 degrés (alcool total), préparés suivant les usages locaux, loyaux et constants, consacrés ou définis par les règlements d'application de la loi du 1^{er} août 1905 et produits dans les départements d'Alger et de Constantine.

A titre transitoire, seront admis à la consommation, mais seulement sur l'ensemble du territoire des deux départements sus-énoncés, les vins de la prochaine récolte, dont le titre alcoolique sera égal ou supérieur à 10 degrés.

Art. 2 — Indépendamment du degré minimum fixé à l'article du présent décret, les vins de la région susvisée pour être propres à la consommation, devront répondre aux conditions ci-après :

1^o La quantité d'alcool total en poids par gramme d'extrait sec réduit doit être au moins égale à 2,5 pour les vins rouges et à 3,0 pour les vins blancs ;

2^o L'acidité fixe par degré d'alcool doit être au moins égale à :
0,31 pour les vins titrant 10 degrés d'alcool total.

0,29 pour les vins titrant 10 degrés 5 d'alcool total.

L'extrait réduit est la quantité d'extrait sec à 100 degrés déterminée par la méthode officielle, diminué de la quantité de sucre excédant 1 gramme.

L'acidité fixe est l'acidité fixe évaluée en acide sulfurique.

Le degré alcoolique mesuré par distillation, augmenté, le cas échéant, de 1 degré par 18 grammes de sucre non fermenté par litre de vin.

Les contrevenants seront poursuivis pour l'application des peines prévues par l'art. 13 de la loi du 1^{er} août 1905, modifié par la loi du 21 juillet 1929, sans préjudice des peines plus graves fixées par les textes en vigueur, en cas de délit de fraude.

Art. 3. — Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux vins de liqueur, ainsi qu'aux vins destinés à la préparation d'eaux-de-vie ayant droit à une appellation d'origine effectivement employés à cet usage.

Art. 4. — Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *J.O.* de la République Française.

3^e décret

Article premier. — Sont considérés comme propres à la consommation les vins d'un titre alcoolique égal ou supérieur à 9 degrés d'alcool total préparés suivant les usages locaux, loyaux et constants consacrés ou définis par les règlements d'application de la loi du 1^{er} août 1905 et produits dans les départements suivants : Var, Alpes-Maritimes, Corse.

Art. 2. — Indépendamment du degré minimum fixé à l'art. 1^{er} du présent décret, les vins de la région susvisée, pour être propres à la consommation, devront répondre aux conditions ci-après :

La quantité d'alcool total en poids par gramme d'extrait sec réduit doit être au moins égale à 2,5 pour les vins rouges et à 3 pour les vins blancs.

L'extrait réduit est la quantité d'extrait sec à 100 degrés déterminée par la méthode officielle, diminué de la quantité de sucre excédant 1 gramme.

Le degré alcoolique total est le degré alcoolique mesuré par distillation, augmenté, le cas échéant, de 1 degré par 18 grammes de sucre, non fermenté, par litre de vin.

Les contrevenants seront poursuivis pour l'application des peines prévues par l'art. 13 de la loi du 1^{er} août 1905, modifié par la loi du 21 juillet 1929 sans préjudice des peines plus graves fixées par les textes en vigueur en cas de délit de fraude.

Art. 3. — Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux vins de liqueur, ainsi qu'aux vins destinés à la préparation d'eaux-de-vie ayant droit à une appellation d'origine et effectivement employés à cet usage.

Art. 4. — Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *J.()* de la République Française.

4^e décret

Article premier. — Sont considérés comme propres à la consommation les vins d'un titre alcoolique égal ou supérieur à 8 degrés 5 (alcool total), préparés suivant les usages locaux, loyaux et constants, consacrés ou définis par les règlements d'application de la loi du 1^{er} août 1905, et produits dans les départements suivants : Pyrénées-Orientales, Aude, Hérault, Gard, Bouches-du-Rhône, Vaucluse, Drôme, Ardèche.

Art. 2. — Indépendamment du degré minimum fixé à l'art. 1^{er} du présent décret, les vins de la région susvisée, pour être propres à la consommation, devront répondre aux conditions ci-après :

La quantité d'alcool total en poids par gramme d'extrait sec réduit doit être au moins égale à 2,5 pour les vins rouges et à 3 pour les vins blancs.

L'extrait réduit est la quantité d'extrait sec à 100 degrés déterminée par la méthode officielle, diminué de la quantité de sucre excédant 1 gramme.

Le degré alcoolique total est le degré alcoolique mesuré par distillation, augmenté, le cas échéant, de 1 degré par 18 grammes de sucre, non fermenté, par litre de vin.

Les contrevenants seront poursuivis pour l'application des peines prévues par l'art. 13 de la loi du 1^{er} août 1905, modifié par la loi du 21 juillet 1929, sans préjudice des peines plus graves fixées par les textes en vigueur en cas de délit de fraude.

Art. 3. — Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux vins de liqueur, ainsi qu'aux vins destinés à la préparation d'eaux-de-vie ayant droit à une appellation d'origine et effectivement employés à cet usage.

Art. 4. — Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *J.O.* de la République Française.

5^e décret

Article premier. — Sont considérés comme propres à la consommation, les vins d'un titre alcoolique égal ou supérieur à 8 degrés 5 (alcool total) préparés suivant les usages locaux, loyaux et constants consacrés ou définis par les règlements d'application de la loi du 1^{er} août 1905, et produits dans les départements suivants : Gironde, Dordogne, Lot-et-Garonne, Tarn-et-Garonne, Tarn, Lot, Landes et Gers.

Art. 2. — Indépendamment du degré minimum fixé à l'art. 1^{er} du présent décret, les vins de la région susvisée, pour être propres à la consommation, devront répondre aux conditions ci-après :

La quantité d'alcool total en poids par gramme d'extrait sec réduit doit être au moins égale à 2,5 pour les vins rouges et à 3,0 pour les vins blancs.

L'extrait réduit est la quantité d'extrait sec à 100 degrés déterminée par la méthode officielle, diminué de la quantité de sucre excédant 1 gramme.

Le degré alcoolique total est le degré alcoolique mesuré par distillation, augmenté, le cas échéant, de 1 degré par 18 grammes de sucre non fermenté par litre de vin.

Les contrevenants seront poursuivis pour l'application des peines prévues par l'art. 13 de la loi du 1^{er} août 1905, modifié par la loi du 21 juillet 1929, sans préjudice des peines plus graves fixées par les textes en vigueur en cas de délit de fraude.

Art. 3. — Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux vins de liqueur, ainsi qu'aux vins destinés à la préparation d'eaux-de-vie ayant droit à une appellation d'origine et effectivement employés à cet usage.

Art. 4. — Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *J.O.* de la République Française.

6^e décret

Article premier. — Sont considérés comme propres à la consommation les vins d'un titre alcoolique égal ou supérieur à 6 degrés 5 (alcool total), préparés suivant les usages locaux, loyaux et constants, consacrés ou définis par les règlements d'application de la loi du 1^{er} août 1905 et produits dans les départements suivants : Basses-Pyrénées, Ariège, Haute-Garonne.

Art. 2. — Indépendamment du degré minimum fixé à l'art. 1^{er} du présent décret, les vins de la région susvisée pour être propres à la consommation, devront répondre aux conditions ci-après :

La quantité d'alcool total en poids par gramme d'extrait sec réduit doit être au moins égale à 2,0 pour les vins rouges et à 2,5 pour les vins blancs.

L'extrait réduit est la quantité d'extrait sec à 100 degrés déterminée par la méthode officielle, diminué de la quantité de sucre excédant 1 gramme.

Le degré alcoolique total est le degré alcoolique mesuré par distillation, augmenté, le cas échéant, de 1 degré par 18 grammes de sucre non fermenté par litre de vin.

Les contrevenants seront poursuivis pour l'application des peines prévues par l'art. 13 de la loi du 1^{er} août 1905, modifié par la loi du 21 juillet 1929, sans préjudice des peines plus graves fixées par les textes en vigueur, en cas de délit de fraude.

Art. 3. — Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux vins de liqueur, ainsi qu'aux vins destinés à la préparation d'eaux-de-vie ayant droit à une appellation d'origine effectivement employés à cet usage.

Art. 4. — Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *J.O.* de la République Française.

7^e décret

Article premier. — Sont considérés comme propres à la con-

sommation les vins d'un titre alcoolique égal ou supérieur à 8 degrés (alcool total), préparés suivant les usages locaux, loyaux et constants, consacrés ou définis par les règlements d'application de la loi du 1^{er} août 1905 et produits dans les départements suivants : Côte-d'Or, Saône-et-Loire, Rhône.

Art. 2. — Sont également considérés comme propres à la consommation les vins ci-dessus visés titrant moins de 8 degrés, mais seulement si leur composition répond aux conditions ci-après :

1^o La quantité d'alcool total en poids par gramme d'extrait sec réduit doit être au moins égale à 2,0 pour les vins blancs et 1,8 pour les vins rouges ;

2^o L'acidité fixe par degré d'alcool doit être au moins égale à :

0,95 pour les vins titrant 6 degrés d'alcool total.

0,85 pour les vins titrant 6 degrés 5 d'alcool total.

0,75 pour les vins titrant 7 degrés d'alcool total.

0,67 pour les vins titrant 7 degrés 5 d'alcool total.

L'extrait réduit est la quantité d'extrait sec à 100 degrés déterminée par la méthode officielle, diminué de la quantité de sucre excédent 1 gramme.

L'acidité fixe est l'acidité fixe évaluée en acide sulfurique.

Le degré alcoolique total est le degré alcoolique mesuré par distillation, augmenté, le cas échéant, de 1 degré par 18 grammes de sucre non fermenté par litre de vin.

Les contrevenants seront poursuivis pour l'application des peines prévues par l'art. 13 de la loi du 1^{er} août 1905, modifié par la loi du 21 juillet 1929, sans préjudice des peines plus graves fixées par les textes en vigueur, en cas de délit de fraude.

Art. 3. — Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux vins de liqueur, ainsi qu'aux vins destinés à la préparation d'eaux-de-vie, ayant droit à une appellation d'origine et effectivement employés à cet usage.

Art. 4. — Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *J.O.* de la République Française.

8^e décret

Article premier. — Sont considérés comme propres à la consommation les vins d'un titre alcoolique égal ou supérieur à 8 degrés préparés suivant les usages locaux, loyaux et constants, consacrés ou définis par les règlements d'application de la loi du 1^{er} août 1905 et produits dans les départements suivants : Charente, Charente-Inférieure.

Art. 2. — Sont également considérés comme propres à la consommation les vins ci-dessus visés titrant moins de 8 degrés (alcool total), mais seulement si leur composition répond aux conditions ci-après :

1^o La quantité d'alcool total en poids par gramme d'extrait sec réduit doit être au moins égale à 2,5 pour les vins blancs et à 2 pour les vins rouges ;

2^o L'acidité fixe par degré d'alcool doit être au moins égale à : 0,65 pour les vins titrant 7 degrés d'alcool total.

0,55 pour les vins titrant 7 degrés 5 d'alcool total.

L'extrait réduit est la quantité d'extrait sec à 100 degrés déterminée par la méthode officielle, diminué de la quantité de sucre excédant 1 gramme.

L'acidité fixe est l'acidité fixe évaluée en acide sulfurique.

Le degré alcoolique total est le degré alcoolique mesuré par distillation, augmenté, le cas échéant, de 1 degré par 18 grammes de sucre non fermenté par litre de vin.

Les contrevenants seront poursuivis pour l'application des peines prévues par l'art. 13 de la loi du 1^{er} août 1905, modifié par la loi du 21 juillet 1929, sans préjudice des peines plus graves fixées par les textes en vigueur, en cas de délit de fraude.

Art. 3. — Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux vins de liqueur, ainsi qu'aux vins destinés à la préparation d'eaux-de-vie ayant droit à une appellation d'origine effectivement employés à cet usage.

Art. 4. — Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *J.O.* de la République Française.

9^e décret

Article premier. — Sont considérés comme propres à la consommation les vins d'un titre alcoolique égal ou supérieur à 7 degrés (alcool total), préparés suivant les usages locaux, loyaux et constants, consacrés ou définis par les règlements d'application de la loi du 1^{er} août 1905 et produits dans les départements suivants : Loire-Inférieure, Vendée, Maine-et-Loire, Vienne, Deux-Sèvres, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Sarthe, Eure-et-Loir, Seine-et-Oise, Loiret, Cher, Indre, Allier, Yonne, Nièvre, Aisne, Marne, Aube, Haute-Marne, Seine-et-Marne, Meuse, Meurthe-et-Moselle, Vosges, Haute-Saône, Doubs, Jura, Haut-Rhin, Moselle.

Art. 2. — Sont également considérés comme propres à la consommation les vins ci-dessus visés titrant moins de 7 degrés, mais seulement si leur composition répond aux conditions ci-après :

1° La quantité d'alcool total en poids par gramme d'extrait sec réduit doit être au moins égale à 2,3 pour les vins blancs et 1,8 pour les vins rouges ;

2° L'acidité fixe par degré d'alcool doit être au moins égale à :
0,90 pour les vins titrant 6 degrés d'alcool total.
0,83 pour les vins titrant 6 degrés 5 d'alcool total.

L'extrait réduit est la quantité d'extrait sec à 100 degrés déterminée par la méthode officielle, diminué de la quantité de sucre excédant 1 gramme.

L'acidité fixe est l'acidité fixe évaluée en acide sulfurique.

Le degré alcoolique est le degré alcoolique mesuré par distillation augmenté, le cas échéant, de 1 degré par 18 grammes de sucre non fermenté, par litre de vin.

Les contrevenants seront poursuivis pour l'application des peines prévues par l'art. 13 de la loi du 1^{er} août 1905, modifié par la loi du 21 juillet 1929, sans préjudice des peines plus graves fixées par les textes en vigueur, en cas de délit de fraude.

Art. 3. — Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux vins de liqueur, ainsi qu'aux vins destinés à la préparation d'eaux-de-vie ayant droit à une appellation d'origine et effectivement employés à cet usage.

Art. 4. — Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *J.O* de la République Française

10^e décret

Article premier. — Sont considérés comme propres à la consommation les vins d'un titre alcoolique égal ou supérieur à 7 degrés (alcool total) préparés suivant les usages locaux, loyaux et constants, consacrés ou définis par les règlements d'application de la loi du 1^{er} août 1905 et produits dans les départements suivants : Savoie, Haute-Savoie, Isère, Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Ain, Haute-Vienne, Corrèze, Puy-de-Dôme, Cantal, Haute-Loire, Loire, Lozère, Aveyron.

Art. 2. — Sont également considérés comme propres à la consommation les vins ci-dessus visés titrant moins de 7 degrés, mais seulement si leur composition répond aux conditions ci-après :

1° La quantité d'alcool total en poids par gramme d'extrait sec réduit doit être au moins égale à 1,8 pour les vins rouges et à 2,0 pour les vins blancs ;

2° L'acidité fixe par degré d'alcool doit être au moins égale à :

0,90 pour les vins titrant 6 degrés d'alcool total.

0,80 pour les vins titrant 6 degrés 5 d'alcool total.

L'extrait réduit est la quantité d'extrait sec à 100 degrés déterminée par la méthode officielle, diminué de la quantité de sucre excédant 1 gramme.

L'acidité fixe est l'acidité fixe évaluée en acide sulfurique.

Le degré alcoolique total est le degré alcoolique mesuré par distillation augmenté, le cas échéant, de 1 degré par 18 grammes de sucre non fermenté, par litre de vin.

Les contrevenants seront poursuivis pour l'application des peines prévues par l'art. 13 de la loi du 1^{er} août 1905, modifié par la loi du 21 juillet 1929, sans préjudice des peines plus graves fixées par les textes en vigueur, en cas de délit de fraude.

Art. 3. — Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux vins de liqueur, ainsi qu'aux vins destinés à la préparation d'eaux-de-vie ayant droit à une appellation d'origine et effectivement employés à cet usage.

Art. 4. — Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *J.O.* de la République Française.

11^e décret

Dans les diverses régions viticoles déterminées par les décrets du 15 juillet 1933, lorsqu'après les vendanges, les règles fixées par ces décrets seraient reconnues trop rigoureuses pour les vins produits sur certains territoires, en raison de conditions climatiques particulières, nettement différentes de celles de l'ensemble de la région en cause, le Ministre de l'Agriculture pourra, par des arrêtés spéciaux, pris après consultation des Offices agricoles, abaisser dans la limite d'un demi-degré, le degré minimum et préciser les caractères qui permettront de considérer les vins de ces sous-régions comme propres à la consommation.

Art. 2. — Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *J.O.* de la République Française.

BIBLIOGRAPHIE

LOIS

- Lois codifiées en matière de Contributions Indirectes (Décret du 12 décembre 1926). (*Revue des Fraudes*, 1924-1925, pp. 113 et suiv.).
- Loi du 14 août 1889 (dite loi Griffé). (*D. P.* 89-4-110).
- Loi du 1^{er} août 1905, sur la répression des fraudes. (*D.P.* 1906-4-47).
- Loi du 6 août 1905, relative à la répression des fraudes sur les vins et au régime des spiritueux (*J.O.* 8 août).
- Loi du 6 mai 1919 relative à la protection des appellations d'origine (*J.O.* 8 mai).
- Loi du 1^{er} janvier 1930 (*J. O.* 12 janvier).
- Loi du 19 avril 1930 (*J. O.* 20 avril).
- Loi du 19 décembre 1930 (*J. O.* 20 décembre).
- Loi du 4 juillet 1931 (*J. O.* 5 juillet).
- Loi du 8 juillet 1933 (*J. O.* 13 juillet).
- Codification des lois du 4 juillet 1931 et 8 juillet 1933 (*J. O.* 13 juillet 1933).

DECRETS

- Décret du 22 janvier 1919 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905, sur la répression des fraudes. (*J. O.* 31 janvier).
- Décret du 19 août 1921, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes. (*J. O.* 21 août).
- Décret du 19 août 1925 modifiant le précédent. (*J. O.* 19 août).
- Décret du 1^{er} mai 1930. (*J. O.* 4 mai).
- Décret du 20 juin 1930. (*J. O.* 21 juin).
- Décret du 31 janvier 1930 sur les vins de liqueur, vermouths et apéritifs. (*R. des Fr.* 1930, p. 37).
- Décret du 1^{er} février 1930 sur les vins impropres à la consommation. (*R. des Fr.* 1930, p. 43).
- Décret du 15 février 1930 sur la contenance des bouteilles (*R. des Fr.* 1930, p. 97).
- Décrets (7) du 28 juillet 1930 sur la composition des vins de pays (*R. des Fr.* 1930, p. 225).
- Décret du 1^{er} août 1931 sur les moûts de raisins concentrés. (*R. des Fr.* 1931, p. 225).
- Décret du 1^{er} août 1931 sur la déclaration de récolte. (*R. des Fr.* 1931, p. 289).
- Décret du 2 août 1931 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 4 juillet 1931. (*Rev. des Fr.* 1931, p. 223).
- Décrets (8) du 28 décembre 1931 sur la composition des vins de pays. (*Rev. des Fr.* 1932, p. 48).
- Décret du 11 mars 1932 sur la composition des vins. (*Rev. des Fr.* 1932, p. 103).

- Décrets (6) du 18 novembre 1932 sur la composition des vins de pays. (*Rev. des Fr.* 1932, p. 289).
 Décrets (10) du 15 juillet 1933 sur la composition des vins de pays. (*J. O.* du 22 juillet 1933).

CIRCULAIRES

- Application de la loi du 1^{er} janvier 1930* :
 Agriculture : Circulaires numéros : 90, 101, 105, 80.
 Douanes : Circulaire du 11 février 1930.
Application de la loi du 4 juillet 1931 :
 Contributions Indirectes : Circulaires du 4 août 1931 et du 22 janvier 1932
 Douanes : Circulaire du 7 octobre 1931.
Application de la loi du 6 mai 1919 :
 Agriculture : Circulaires du 6 juin 1919.
 10 novembre 1919
 14 novembre 1919.
 Contributions Indirectes : Circulaire du 19 octobre 1924.

PUBLICATIONS DIVERSES

- MERCIER (G.). et GUIBAL. — « *Traité des Marchés des vins et questions accessoires* ». Librairie E. B. Soubiron. Toulouse.
 HOURCADE. — « *Manuel des Contributions Indirectes* », Poitiers, chez P. Oudin, 1922.
 LEROY (J. CH.). — « *Le vin dans la Législation française* ». Langres. Imprimerie Champenoise, 1932.
 MAXIME TOUBEAU. — « *Le Nouveau régime légal des vins — Commentaire de la loi du 1^{er} janvier 1930* ». *Lois nouvelles*. 1-15 avril 1930, p. 129.
 — « *Le nouveau régime légal des vins — Commentaire des lois du 19 avril 1930 et du 19 décembre 1930* ». *Lois nouvelles*, 1^{er} février 1931, p. 33.
 ROUHARD (B.). — « *Répercussion des lois viticoles sur le vignoble méridional* », Narbonne. Gaillard 1933.
 « *Les lois nouvelles* »
 « *La Revue des fraudes* ».
 « *Annales des Falsifications et des Fraudes* ».
 Collection du Journal : « *L'Eclair* » de Montpellier.
 Collection du journal : « *Le Petit Méridional* ».
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

APERÇU HISTORIQUE DE LA LEGISLATION VITICOLE

Législation « vinicole » et législation « viticole »

CHAPITRE PREMIER

Avant la loi du 1^{er} janvier 1920 4

Section I. — <i>La législation du vin est avant tout une législation d'opportunité</i>	4
1. <i>Crise de 1907.</i> Surproduction artificielle. Effondrement des Cours. — Loi du 29 juin 1907 entreprenant la lutte contre le mouillage et réglementant les vins de sucre et les piquettes. — Décret pris en vertu de la loi du 1 ^{er} août 1905 sur la répression des fraudes. — 6 mai 1919. Protection des vins de cru	4
2. <i>Crise des prix.</i> — (1920-1921). Décret du 15 août 1921 : Définition du vin ; Vinification régieementée. — Décret du 15 août 1925. — Ces deux décrets constituent la Charte du vin jusqu'à la loi du 1 ^{er} janvier 1930	7
Section II. — <i>Premiers essais de réglementation et de définition du vin</i>	8
1. <i>Avant le décret du 19 août 1921</i>	8
Loi du 14 août 1889, complétée par le décret du 3 septembre 1907. — Interprétations de Jurisprudence	9
2. <i>Sous le régime du décret du 19 août 1921</i>	10
C'est la condensation de toute la réglementation précédente :	10
a) Définition du vin	11
b) Opérations licites : Vinification et conservation	11
c) Vins naturels et vins impropres à la consommation	11
Toutes ces mesures ne sont que des « palliatifs ». On commence à comprendre qu'il faut s'attaquer non seulement au produit mais aussi à la production elle-même	12

CHAPITRE II

L'élaboration du statut actuel de la viticulture 13

Section I. — <i>Vers la définition des vins anormaux</i>	13
1. Projet de décret de 1925	13
2. Echee au Conseil d'Etat	15
3. Projet de Décret 1930. — Nouvel Echee.	16
4. Projet de Loi	17
Section II. — <i>La loi du 1^{er} janvier 1930</i>	17
1. Son but : Donner un Statut à tous les vins	17
2. Le nouveau régime juridique des vins	19
Section III. — <i>Les lois des 19 avril et 19 décembre 1930</i>	22
1. Raisons justificatives	22
2. La loi du 19 avril 1930	25

a) Article premier. — Modification à l'art. 1 ^{er} de la loi du 1 ^{er} janvier 1930. — Abaissement du degré minimum des vins de coupage. — Sans élargi du terme « Vins de coupage »	25
b) Art. 2, 3, 4 et 5. — Achat et réquisition d'alcools de vin par l'Etat	27
3. Décrets des 1 ^{er} mai et 20 juin 1930, réglementant les achats d'alcool et organisant la réquisition	28
4. Loi du 19 décembre 1930. — Elle suspend celle du 19 avril 1930 ..	29
Section IV. — La loi du 4 juillet 1931	32
<i>Economie générale de la loi</i>	38
Section V. — La loi du 8 juillet 1933	41
<i>Economie générale de la loi</i>	42

PREMIERE PARTIE

LA REGLEMENTATION DU PRODUIT : LE VIN

CHAPITRE PREMIER

La définition du vin	48
Section I. — La recherche de la qualité	48
<i>Maintien des mesures précédentes :</i>	48
a) Le vin doit être « naturel » même s'il n'y a pas tromperie ..	49
b) Le vin naturel doit être un vin « normal »	49
Section II. — Vins impropres à la consommation	50
1. Vins de surpressurage des marcs et des lies	50
2. Mélange des vins altérés avec un autre vin	52
3. Vins atteints de maladies diverses	53
4. Piquettes	53
Section III. — Les « catégories » de vin	55
Vins de coupage, Vins de pays, Vins à appellation d'origine	55

CHAPITRE II

Les vins de coupage	5
Section I. — Définition des coupages	58
Ce qu'il faut entendre par vins de coupage	58
Vins non soumis à ces conditions	59
Section II. — Composition des coupages	60
Section III. — Détermination du degré et de l'acidité	63

CHAPITRE III

Les « Vins de Pays »	66
Section I. — Définition, signification exacte de l'expression « Vins de Pays »	66
Section II. — Composition et Constitution normale des « Vins du Pays » ..	68
Section III. — Le casier vinicole	70
Section IV. — Vins de pays pesant plus de 9 degrés et ayant une somme alcool-acide supérieure à 12,5	72

CHAPITRE IV

Les « Appellations d'origine »	73
Section I. — Définition	75
Section II. — Conditions d'emploi	78

I. Droit aux appellations d'origine	78
a) Eléments attributifs du nom : usages loyaux et constants ..	78
b) Effets du droit au nom	83
1. Tous les habitants de la même commune	83
2. Erga omnes	84
II. Délimitations	85
a) Intérêt permettant l'exercice de l'action	85
b) Syndicats et Associations	86
c) Tribunal compétent : civil ou correctionnel	86
d) Publicité des Instances et Interventions	87
e) Compétence de la Cour de cassation	88
f) Autorité de la chose jugée	88
Section III. — Contrôle des Appellations d'origine	89
1. Emploi frauduleux. — Textes répressifs	89
Dénominations de fantaisie	91
2. Contrôle administratif des vins vendus avec appellation d'origine	93
a) Contrôle à la Production	93
b) Commerce de gros	94
c) Commerce de détail	95
d) Champagnes et vins mousseux	95
Section IV. — La protection internationale	97

CHAPITRE V

Les vins étrangers importés

Section I. — La question du coupage	108
Section II. — Vins de Tunisie	103
Section III. — Circulation	105

CHAPITRE VI

Moûts concentrés

Section I. — Sucrage des vins et vinage	108
1. Sucrage	108
2. Vinage	110
Section II. Les moûts concentrés et la vinification	111

CHAPITRE VII

Vins doux, vins doux naturels, Vins mousseux, vins de liqueur

Section I. — Vins doux	115
Section II. — Vins doux naturels	116
Section III. — Vins mousseux et vins gazéifiés	117
Section IV. — Vins de liqueur, vermouths, apéritifs à base de vin	119
Section V. — Jus de raisins non fermentés	121

CHAPITRE VIII

Les bouteilles : réglementation de la capacité

CHAPITRE IX

Contrôle, surveillance, contentieux

Section I. — La service de la Répression des Fraudes et la surveillance ...	126
--	-----

Section II. — Le contrôle	129
1. Contrôle quantitatif de la production	130
2. Contrôle quantitatif du Commerce de gros	131
3. Contrôle des produits expédiés	132
4. Contrôle du Commerce de détail	133
Section III. — Réglementations diverses	133
Section IV. — Casiers et enquêtes vinicoles	135
Section V. — Contentieux, Sanctions	136

DEUXIEME PARTIE

REGLEMENTATION DE LA PRODUCTION

CHAPITRE PREMIER

Déclarations de récolte

Section I. — Principes	143
Section II. — Forme des déclarations	144
Section III. — Exploitations individuelles	145
Section IV. — Exploitations par Sociétés	146
Section V. — Cas particuliers	147
Section VI. — Vérification des déclarations	147

CHAPITRE II

Dispositions financières : redevances

Section I. — Principes et justifications	149
Section II. — Taxation des gros rendements	155
1. Définition de « l'exploitation »	155
2. Détermination du rendement	159
Section III. — Tarifs et paiements	160
1. Décompte et tarifs des redevances	160
2. Paiement des redevances	166
Section IV. — Exonérations et exemptions	167
Section V. — Pénalités	168
Section VI. — Le fonds de propagande	168

CHAPITRE III

Irrigation des vignes

CHAPITRE IV

La limitation définitive et l'interdiction

temporaire des plantations

Section I. — Principe. — La limitation définitive et l'interdiction temporaire des plantations	177
Section II. — La limitation des plantations : portée générale et suspension provisoire de cette mesure	180
1. Exonérations	184
2. Déclaration de plantations et redevances	184
Section III. — L'interdiction temporaire des plantations	185
1. Suspension provisoire des plantations	187
2. Dispositions particulières en faveur de certaines plantations	187
3. Les déclarations de plantations	189

4. Redevances	191
5. Les arrachages de vignes	191
6. Les indemnités aux pépiniéristes	193
Section IV. — Plantations non interdites	191
Section V. — Cession à ou par une Société de terrains plantés en vignes ..	195
Section VI. — Pénalités	196

CHAPITRE V

Le blocage	197
Section I. — Principe et raisons justificatives	197
Section II. — Les modalités du blocage	199
A. Le blocage prévisionnel ou préventif	201
B. Le blocage définitif	202
1) Les éléments du blocage	203
2) La quotité du blocage	201
C. Le déblocage	205
Section III. — Exonération du blocage	205
1. Exonérations totales	205
2. Exonérations partielles	206
3. Exonérations partielle en cas d'arrachage de vignes	207
Section IV. — Blocage des vins étrangers importés	208
1. Définition de l'importateur	208
2. Vins Algériens et Tunisiens	208
Section V. — Contrôle et pénalités	209

CHAPITRE VI

La distillation obligatoire	210
Section I. — Principe et raisons justificatives	210
Section II. — Modalités et exemptions	212
1. Modalités	212
2. Exemptions	214
Section III. — Le régime des alcools de vin	214
1. Livraisons des alcools à l'Etat	215
2. Utilisation des alcools livrés à l'Etat	216
1. Pour les vinages et les mutages	216
2. Pour la carburation	217

Annexe à la deuxième partie

Tableau d'ensemble résumant les obligations qui pèsent sur une exploitation (Taxe au rendement, blocage, distillation obligatoire).....	219
---	-----

TROISIEME PARTIE

LE STATUT DE LA VITICULTURE DEVANT LES FAITS

CHAPITRE I

Nécessité du statut	223
Section I. — Nécessité politique	223
1. La question de l'Algérie. — Vins métropolitains et Algériens	223
2. La politique intérieure	227
Section II — Nécessité économique	228
1. Importance de la production viticole dans l'économie française ..	228
2. Les maux dont souffre la viticulture	229

CHAPITRE II

Valeur juridique et économique du statut	231
Section I. — But du statut	231
Section II. — Valeur juridique	232
Section III. — Valeur économique	234
1. Efficacité de la réglementation proprement vinicole	231
2. Faiblesse des mesures réglementant la production	235
3. Causes extrinsèques d'échec	238
a) La politique douanière	238
b) La fiscalité et les transports	239

CHAPITRE III

La menace actuelle	241
Section I. — Production métropolitaine et production Algérienne	241
Section II. — Resserrement du marché et fermeture des débouchés. — L'économie viticole internationale	243
Section III. — Besoin urgent du remède	244

CONCLUSION	247
-------------------------	-----

APPENDICE	253
------------------------	-----

TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES	253
---	-----

1. Loi du 6 mai 1919, relative à la protection des appellations d'origine ..	253
2. Loi du 1 ^{er} janvier 1930	259
3. Loi du 19 avril 1930	261
4. Loi du 19 décembre 1930	263
5. Décret du 1 ^{er} mai 1930	264
6. Décret du 20 juin 1930	267
7. Loi du 4 juillet 1931, sur la viticulture et le commerce des vins	271
8. Loi du 8 juillet 1933, tendant à compléter et à modifier la loi du 4 juillet 1931 sur la viticulture et le commerce des vins	280
9. Codification des lois du 4 juillet et du 8 juillet 1933	289
10. Décrets du 15 juillet 1933, fixant les caractères des vins propres à la consommation des différentes régions	303

BIBLIOGRAPHIE	312
----------------------------	-----

TABLEAUX

Tableau donnant en francs et par hectolitres le décompte des redevances dues pour une production supérieure à 400 hectolitres	162-163
Tableau de blocage	204
Tableau d'ensemble résumant les obligations qui pèsent sur une exploitation	219

